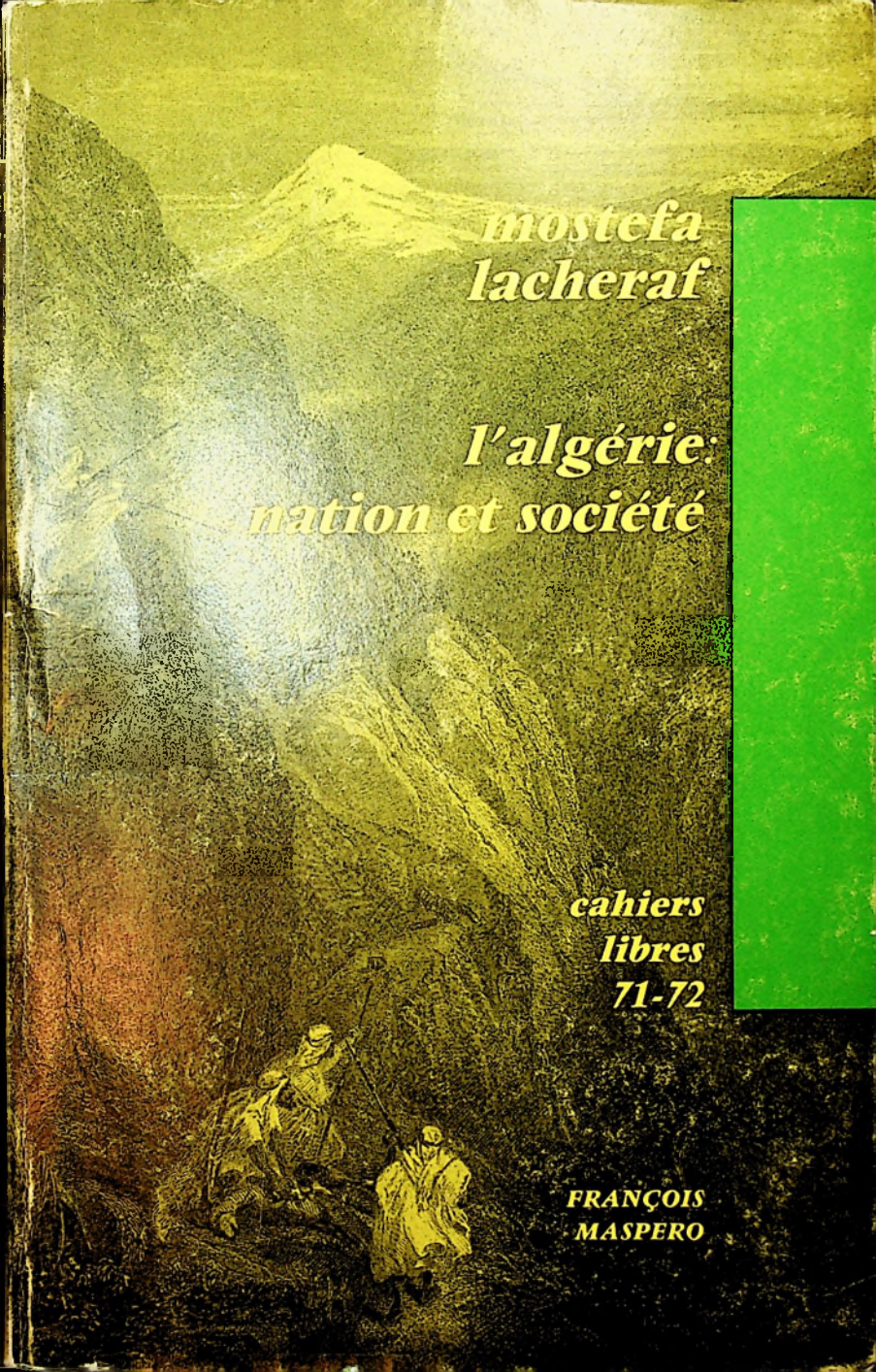

mostefa lacheraf

l'algérie: nation et société

cahiers libres 71-72

FRANÇOIS MASPERO

L'ALGÉRIE : NATION ET SOCIÉTÉ

Ces études historiques et politiques sur l'Algérie de 1830 à 1965 sont avant tout guidées par « le souci de rétablir *de l'intérieur* une vérité longtemps négligée ou systématiquement niée par les historiens français de la colonisation », et, au-delà de toute intention polémique, la volonté de cerner les réalités de la Révolution. Reprenant les grandes données socio-culturelles de l'histoire de l'Algérie, ces études forment donc un large panorama pour déboucher sur les problèmes de l'Algérie indépendante.

Professeur, Mostefa Lacheraf a milité depuis sa jeunesse dans les organisations nationalistes algériennes. Ancien membre du C.N.R.A., il a fait partie des « enlevés » du 22 octobre 1956, et a été emprisonné en France pendant près de 5 ans. Il a participé à la rédaction du programme de Tripoli.

Historien et essayiste, écrivant dans les deux langues, arabe et français, il est l'auteur de nombreuses études sur la culture algérienne et la littérature arabe.

François Maspero éditeur, 1, place Paul-Painlevé, Paris-V^e^

18,30 + TL

= 18,80

l'algérie : nation et société

Table

Introduction ou bilan d'une histoire ? 7

1. Colonialisme et féodalité 47
2. Le patriotisme rural 69
3. Psychologie d'une conquête 89
4. L'Algérie devant sa liberté 115
5. Le nationalisme libérateur en marche vers l'unité .. 131
6. Sens d'une révolution : résistance urbaine et lutte nationale depuis 1830 157
7. Constantes politiques et militaires dans les guerres coloniales d'Algérie (1830-1960) 203
8. Quelques aspects méconnus de la révolution algérienne 281
9. Mésaventures de l'Algérie indépendante et triomphe de l'unité 291
10. Réalités et perspectives révolutionnaires 305
11. Réflexions sociologiques sur le nationalisme et la culture en Algérie 313

mostefa
lacheraf

l'algérie : nation et société

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul Painlevé - V^e^
PARIS
1965

Il a été tiré de ce volume
180 exemplaires réservés aux abonnés
numérotés et marqués
« exemplaire d'abonné »

© 1965 Librairie François Maspero S.A. Tous droits de reproduction réservés pour tous pays.

Introduction ou bilan d'une histoire ?

Ces textes que nous rééditons en un même volume et dont la publication s'échelonne sur une dizaine d'années, apparaîtront comme assez contradictoires les uns par rapport aux autres dans leur ligne générale et les thèses qu'ils défendent, notamment les tout premiers et les derniers en date. Mais ce n'est là, encore une fois, qu'une apparence — ou l'effet d'une évolution nécessaire due à l'éclairage nouveau qu'implique l'état actuel de l'Algérie indépendante. Etant donné le genre de périodique dans lequel ils ont primitivement paru, il est de fait que certains d'entre eux se présentent plutôt sous forme d'esquisses ou d'approches, que d'études achevées, et sont un cadre toujours ouvert à des recherches complémentaires, les grands traits de l'exposé restant acquis une fois pour toutes sur le double plan de la vérité historique et de l'analyse des événements.

Toutefois, dans la partie antérieure à l'indépendance, ce qui peut les caractériser, souvent bien à tort, aux yeux du lecteur non averti de l'interpénétration constante de ces problèmes et des manœuvres tendant à les dénaturer selon une optique colonialiste, c'est un aspect complexe à travers lequel se reflètent des idées qu'on serait tenté de taxer globalement, et à la légère, d'intentions polémiques. En tout état de cause, l'histoire, le fait sociologique, n'y sont pas pour autant maltraités ou forcés, mais le besoin de réfutation, de mise au point ; le souci de rétablir de *l'intérieur*, cette fois, une vérité longtemps négligée ou systématiquement niée par les historiens français de la colonisation, ont peut-être contribué à donner à certaines de ces études une tournure d'œuvres enga-

gées. C'est qu'on ignore trop souvent l'accaparement aussi exclusif qu'orienté de notre histoire nationale par les maîtres compilateurs de l'ancienne « école d'Alger » et leurs émules à peine mieux inspirés. Par réaction contre leur entreprise, les présentes études ont-elles pu prendre, à notre insu, cette tournure simplement formelle ? Nous ne le croyons pas, car notre vue de l'histoire n'a rien de chauvin. Quoiqu'il en soit en ce qui concerne ces études, ceci ne porte nullement atteinte au caractère scientifique et d'objectivité qu'elles ont manifestement par ailleurs. Dans ce contexte, et sous l'angle d'une telle orientation de nécessité que la lutte nationale, le combat armé, le souci de « *décoloniser l'histoire* »[1] de notre pays, ont profondément marqué, sans autre passion que celle de convaincre et d'éclairer, le ton général des premières études exprime, lui aussi, et à juste titre, une réalité psychologique du moment, une influence consciente, une participation auxquelles l'auteur ne pouvait échapper mais qu'il a su, néanmoins, séparer des faits historiques et socio-politiques les mieux établis. Cette réalité en apparence circonstantielle, les éléments sensibles ou ténus qui nous font saisir les ressorts les plus secrets d'une situation, d'un idéal sans cesse contestés ou combattus par l'adversaire, ne sont-ils pas, eux aussi, des moyens d'approche, d'analyse et de critique, ou tout au moins des signes indicatifs dont l'historien ne peut se passer quand il envisage de définir, devant le mouvement pressenti, à travers l'instant et le témoignage vécus au sein de son groupe ou de la communauté la plus large possible, un état concret des faits qu'il observe et auxquels il adhère souvent par son action même ? Ne pouvons-nous pas admettre que cette vue de l'histoire la plus immédiate, conçue dans une sorte de priorité contraignante qu'on accorde, en de rares moments, à une cause politique qui s'identifie à la lutte pour la libération du pays, implique d'emblée la remise en question d'un ensemble de vérités officielles et relève, par là-même, qu'on le veuille ou non, du mouvement qui la détermine parmi d'autres éléments de légitime réfutation ?

D'autre part, le nationalisme libérateur des colonisés, d'origine prolétarienne, dont nous avons noté les avatars ulté-

[1] C'est le titre qu'a choisi précisément M. C. Sahli pour son prochain livre.

rieurs, les compromissions néo-bourgeoises et dénoncé, dans l'après-guerre, la persistance au niveau des directions politiques socialisantes, ce nationalisme-là, en tant qu'idéal de lutte collective, a pu inspirer à ses théoriciens les mieux éclairés, les plus ouverts à la pensée et aux méthodes marxistes, une conception de l'histoire de l'Algérie moderne qui ne s'était pas tout à fait dégagée de quelques éléments — très peu ! — d'ordre affectif, surtout en ce qui concerne la nation et sa réalité avant et depuis 1830. Plus près de nous, des guerres patriotiques menées par de grands pays idéologiquement révolutionnaires contre l'ennemi nazi, impérialiste, ou autochtone réactionnaire, ont introduit sans effort dans le combat, ou en le ressuscitant à point nommé, un élément sentimental indéniable touchant à la nation en tant que telle. Nous avons eu l'occasion de signaler ailleurs comment Auguste Blanqui, au siècle dernier, passe de l'invective et du désaveu à l'encontre des patriotes européens que guidait le seul objectif de la nationalité, à la justification presque nationaliste de la défense de son pays envahi par la Prusse en 1870.

Quoi qu'il en soit, nation-Etat ou nation-communauté ou simple patrie solidairement agissante, et par cela même « nationale », quelque chose existait qui a permis à l'Algérie de s'opposer, au cours de 130 ans, à une grande puissance impérialiste et à la forcer, en définitive, à capituler. Quand, pour un problème analogue, Lucien Febvre parle de l'idée de nation dans la France du XVIII[e] siècle, on est porté, au moins par modestie, à partager son point de vue en l'appliquant au cas précis de l'Algérie. Mais cela, les historiographes, même libéraux, de la colonisation française, contempteurs de la nationalité algérienne, ne l'admettront pas quand il s'agit de leur propre pays, ne serait-ce que par contraste. En effet, le grand historien écrit sans ambages : « Au fond, quand on y réfléchit, dire que sous l'Ancien Régime les deux concepts de langue et de nationalité n'étaient point liés, c'est constater simplement que le mot Nation ne rendait pas le même son, prononcé en 1750 ou en 1793. En 1750, il n'y avait pas encore, unique, la nation qui devait figurer en 1791, avec le Roi et la Loi, sur le porche de tant d'églises et de mairies. Cette nation, elle existait sans doute dans l'esprit de beaucoup

d'hommes »[2]. De même, à la veille de 1830, quels que fussent leur niveau de conscience et de groupe social, leur genre de vie nomade ou sédentaire, le traditionalisme et la culture de leurs vieilles cités, leurs contacts fréquents avec l'extérieur ou leur retrait par rapport au monde moderne, l'attitude hostile, réticente ou consentie à l'égard d'un régime devenu leur, à la longue ; intégrés ou non dans son cadre étatique autonome et souverain d'unification et de défense contre les hégémonies étrangères revanchardes, de prestige et d'exploitation ; participant de près ou de loin à une histoire qui emplissait alors la Méditerranée, jusqu'aux rivages des 3 continents, de remous politiques et de tumulte guerrier, de convoitises, de trafics douteux et d'échanges véritables, de courses et de défis au nom de la foi chrétienne ou musulmane, de la sécurité, de monopoles maritimes et commerciaux, de capitulations et de privilèges à perpétuer ou à s'octroyer, de principes mitigés, d'impératifs économiques et militaires, beaucoup d'Algériens, à travers tant de liens, d'idéaux et de besoins communs, dans les limites de frontières géographiques bien définies et face à une Europe dont ils pressentaient, pour en avoir connu épisodiquement quelques-uns, d'autres périls et d'autres structures en progrès, éprouvaient le sens certain ou instinctif de former une entité nationale, d'être sur le qui-vive d'une patrie à défendre aussi spontanée que naturelle. Pour une grande part, d'ailleurs, ce centre d'intérêt politique et mercantile, aventureux et turbulent, plein à la fois de menaces, de profits, d'aléas, d'apports et de rapports utilement échangés, en situant nos compatriotes aux portes de l'Occident chrétien, plus dans l'orbite de son expansion agressive que de ses prétendues attaques de représailles, laissait l'arrière-pays à d'autres travaux (sinon à d'autres soucis et préoccupations solidairement partagés à travers le territoire), à des modes de vie naturellement continentaux dans des villes austères ou raffinées et des villages de montagnards où florissaient culture, humanisme et techniques traditionnels ; mais que survienne le danger, et la même cause, aussitôt, voit affluer vers la côte vulnérable les contingents des terres reculées. On invoquera le stimulant de la guerre sainte, mais nous nous sommes également expliqués là-dessus, dans cet

[2] Lucien Febvre : *Combats pour l'Histoire*, p. 192. Ed. Armand Colin.

ouvrage. Pour nous il y a eu sans doute, et il y aura toujours, une hiérarchie diversifiée de degrés et de sentiments dans la prise de conscience relative à la nation, mais seulement à ce stade, puisqu'elle reste unique, commune à tous dans sa finalité ; relative aussi, en dépit du même but, à la représensation qu'on s'en fait dans la guerre et dans la paix selon des vues éthiques ou intellectuelles, frustes ou élaborées, formulées ou tacites ; des réflexes intuitifs ou grégaires ou pragmatiques propres aux hommes de religion, aux gens de culture, aux paysans illettrés, aux ouvriers, aux détenteurs du pouvoir, aux fonctionnaires, aux combattants occasionnels et aux soldats de métier. Mais tout cela constitue, une fois l'indépendance acquise, un débat sans rime ni raison, un problème dépassé puisque, aussi bien, une certaine idée de la nation, devant les exigences pressantes qu'imposent la société moderne ou en voie de développement rationnel et le pouvoir des travailleurs et des classes moyennes, succombe de plus en plus, d'une façon paradoxale, sous le discrédit, le non-sens et les excès d'un nationalisme qui veut en prolonger les mythes devenus nocifs et l'inanité affective et anti-sociale au profit de groupes néo-bourgeois. Naturellement, cela ne nous empêche pas de faire un bilan même sommaire de ce qui existait avant l'indépendance ou la conquête coloniale ; de retenir comme permanentes des valeurs que le nationalisme libérateur combattant a su sauvegarder ou relancer, en dehors de toute exaltation de parade, dans les moments où il s'identifiait le plus au vaste mouvement des masses algériennes qu'un besoin idéologique inexprimé, des aspirations réelles, un rare instinct de survie, poussaient au maintien ou à la recherche d'une patrie perdue et d'une société détruite.

Il y aurait à définir peut-être un jour la nature de ces notions, de ces concepts dans l'optique et l'expérience de chacun des groupes sociaux, au niveau, notamment, des plus incultes, des plus déshérités ; l'écho ressenti, les sens respectifs donnés par les uns et les autres, pendant l'occupation coloniale et depuis l'indépendance, aux mots : « peuple », « liberté », « union », « droits », « action politique », « progrès », « révolution », « citoyen », « socialisme », etc..., arsenal et butin et trophée tout ensemble d'un combat longtemps silencieux et pacifique, au plus profond des consciences abécédaires qui

tressaillent, tour à tour, et s'éclairent d'un alphabet maladroit et juste, au fil de meetings et de journaux interdits ou tenus à demi, de campagnes électorales sauvagement réprimées, de lents éveils et de brusques élans, de carences, de lacunes sans nombre, d'apports timides et d'espoirs contrariés, avant que n'éclate la lutte armée. Nous avons essayé de le dire dans maint texte parmi ceux que nous rééditons aujourd'hui.

Mais ce qu'on ne rappellera jamais assez et qui reste ignoré de nombreux Algériens et de leurs dirigeants politiques, tant ils sont entichés de vaine épopée, c'est la longue et tenace récupération agraire, l'effort patient, obscur et ferme, l'inertie, le courage tranquille et la solidarité ruineuse mais implacable par lesquels les paysans ont entrepris pacifiquement, collectivement, à la suite des insurrections et des séquestres, et à travers des procès et des échecs sans nombre, de racheter, de reconstituer, de défricher, de disputer à la colonisation officielle et privée tout ou partie du patrimoine foncier de la tribu, des terres spoliées ou menacées, du terrain de parcours, du périmètre au sol trop maigre, au climat trop rude pour l'insatiable et douillette boulimie du colon déjà parvenu. Cet aspect-là, disions-nous, a échappé à ceux dont le goût pour l'histoire se résumait en hauts faits épisodiques et gratuits, hors de toute continuité laborieuse et prosaïquement sociale. Ils ont eu, certes, une conception « héroïque » du rôle multiple du paysan de chez nous, mais une conception quand même déviée de cet aspect majeur que nous évoquons. Ce qu'ils ont vu ou appris réellement, et ce qu'ils s'appliquent à théoriser à la suite de doctrinaires pour le moins exaltés, sont deux choses différentes. La lutte armée qu'ont menée les paysans au cours de deux guerres d'indépendance et de plusieurs soulèvements, l'action politique et administrative, sous l'autorité de l'émir Abdelkader, des élites rurales, des cadres ruraux de premier plan que la domination étrangère à ses débuts n'avait pas encore déculturés ou amoindris ; l'éveil sporadique et parfois organisé et combatif des « chartia » de fellahs qui s'opposaient aux représentants du pouvoir colonialiste dans les campagnes, « l'obsession » agraire, moteur de tant d'énergies et de sacrifices : tout cela, nous eûmes l'occasion de l'écrire et de le publier dès avril 1954[3] et

[3] Revue *Esprit*, avril 1954.

même dix ans auparavant dans l'organe clandestin du P.P.A. Or, d'autres que nous ont cru découvrir, par démagogie, chez le paysan algérien, dans son état d'arriération, de misère et d'infirmité sociale entretenues de longue main et jusqu'à nos jours, *un sens révolutionnaire proprement dit, idéologiquement engagé*, qu'il n'avait pas et ne pourra pas avoir, à l'aide de ses seuls moyens économiques et culturels, pour l'avenir socialiste d'un pays dont l'édification concrète est d'abord liée à un effort industriel gigantesque, au progrès moderne sous toutes ses formes, à la conscience positive éclairée de tous les travailleurs une fois qu'ils auront récusé la tutelle de la petite bourgeoisie conservatrice, bureaucratique et nationaliste et pris eux-mêmes le pouvoir avec une autre classe moyenne moins corrompue, plus dévouée aux intérêts du peuple. La référence à d'autres révolutions qui ont réussi à partir d'une base paysanne relève d'un mimétisme aveugle, car, dans ce dernier cas, un milieu beaucoup moins carencé, une idéologie précise et rationnelle longtemps mûrie au sein des masses, une action émancipatrice permanente menée dans les campagnes trente ans avant que ne triomphe la société socialiste, tout cela explique et justifie une telle réalité dont l'avènement reste lié, par ailleurs, aux effets conjugués d'une industrialisation pré-existante. Ce que l'on semble oublier, à propos de l'Algérie, c'est que dès le Cessez-le-feu de 1962, dans le mouvement d'anarchie souhaité par le colonialisme en déroute mais conjuré grâce à l'unité du peuple, la dépolitisation aidant, le manque de contrôle d'un pouvoir politique devenu bicéphale et recouvrant plusieurs autorités de fait, la paysannerie pauvre a été « trahie » ou abandonnée à elle-même par une catégorie spontanée de dignitaires ruraux dûment ou indûment officialisés et qui se lançaient au pillage de biens désormais nationaux et recrutaient à tour de bras des éléments de dernière heure, submergeant ainsi, sous les flots troubles des vindictes, des convoitises et des ambitions personnelles ou de clans, le dur noyau de la Résistance. L'ancienne organisation politico-sociale, sans doute embryonnaire pendant la lutte armée, avait néanmoins créé chez les paysans un début de discipline éclairée, le sens équitable des tâches et des droits collectifs, un certain goût pour l'action progressive dans un milieu qui fut longtemps soumis aux féodalités, ravagé par les injustices et l'immobilisme. Ce contexte per-

turbé, un mois à peine avant l'indépendance, n'empêcha pas des initiatives de se faire jour en faveur de l'unité, d'abord, que la course au pouvoir menaçait dangereusement, puis de la récupération et de la remise en train des quelques domaines abandonnés par les colons ; mais le mouvement d'ensemble, la cohésion, la sécurité révolutionnaire, le civisme naissant, l'efficience nourrie à des luttes et à des idéaux communs : tout cela allait recevoir un coup très rude et replonger une grande partie de la paysannerie pauvre dans son tragique destin. Ce que l'on semble oublier, c'est que, faute d'y avoir remédié à temps, la condition agraire elle-même est en passe de se perdre à jamais ou d'être reniée comme un mauvais sort chez des millions de paysans déracinés ou qui voient leur ancien « métier », séculairement aléatoire, se dévaloriser davantage à leurs propres yeux. Le livre récent de P. Bourdieu et A. Sayad apporte, à ce sujet, un avertissement que les responsables politiques algériens devraient méditer[4].

Mais revenons un peu plus au passé, à propos de ces mêmes paysans qui, à la fin du siècle dernier, s'employaient, avec des fortunes diverses, à reconstituer le patrimoine de la collectivité en payant de lourds tributs de guerre ou en usant d'ingéniosité et d'âpre obstination dans les limites, pourtant étriquées, d'une procédure judicaire à laquelle on leur reconnaissait épisodiquement le recours. Cet effort obscur, inlassable, coïncidait à peu près avec l'ère triomphale de la colonisation terrienne et du peuplement intensif européen. Or, dans ce conflit inégal, au moment où l'on prédisait comme imminente l'extinction du peuple autochtone, il y avait, d'une part, lutte silencieuse, pathétique, réfléchie, pour la sauvegarde d'une société et le remembrement difficile de son fonds commun, d'une base économique bien mal en point ; de l'autre, la superbe assurance d'une minorité européenne qui, déjà gavée, caressait le rêve d'une autonomie totalitaire, et, dilatant à l'extrême le sens de l'usurpation et de l'orgueil ethnique, ne parlait de rien de moins que de race, race « néo-latine », et même de « peuple algérien », les deux concepts se recouvrant par les vertus d'un chauvi-

[4] P. Bourdieu et A. Sayad : *Le déracinement*. Ed. de Minuit, 1964.

nisme accapareur. Et c'est précisément cette phase de l'histoire de notre pays, jusque vers les années 1900, qui vit l'exacerbation du sentiment de race chez les « néo-Latins » s'étendre, dans l'hostilité agressive et l'injure méprisante, à une autre catégorie d'Algériens : les Israélites. Les émeutes antijuives, leurs excès frénétiques, leurs héros couverts de fleurs par les dames françaises d'Alger, les journaux orduriers, etc..., sont, en effet, le résultat de ce phénomène aberrant qui caractérise, avant la lettre, la tendance raciale du fascisme et se situe, d'emblée, au-delà des simples motivations nationalitaires.

Dès lors, les historiens français, colonialistes et parfois libéraux, les hommes de culture, aussi, qui ont écrit d'une plume allègre l'épopée d'une « race nouvelle » pleine de vigueur, entreprenante, en taisant pudiquement ou en soulignant les seuls aspects pittoresques du processus mental pourtant significatif d'un nationalisme inhumain à plus d'un titre, sont mal venus de nier l'existence de la nation algérienne et surtout le long effort pacifique et têtu qu'elle a déployé à la fin du XIX^e^ siècle pour survivre en tant que société. Mais on peut ajouter à leur décharge qu'il s'est trouvé des Algériens pour légitimer, d'une manière ou d'une autre, les thèses colonialistes les mieux marquées au sceau du déterminisme tactique et providentiel, et à celui de la justification par le droit du plus civilisé, puisqu'ils ont parlé de « *colonisabilité* », une sorte de prédisposition collective, historique, inéluctable, qui vous mène à l'asservissement sous la dure loi rédemptrice de l'étranger ! Cela rappelle le « mea culpa » misérable et défaitiste par lequel l'État de Vichy tentait de justifier la victoire du nazisme.

Nous n'avons pas de l'Histoire une vue impressionniste délayée en mille nuances subtiles sur la palette du sentiment qui vous saisit au détour de chaque fait. Cependant, certains historiens français, et les intellectuels de chez nous passés au rang d'idéologues, ont longtemps négligé, par goût de la schématisation et mépris du peuple algérien, les réalités quotidiennes prosaïques et les témoignages qui ne contribuent pas trop à leur gré au culte de la grandeur et de l'héroïsme d'un côté et de l'autre de la barrière, au rehaussement exclusif et selon des critères toujours avantageux et grandiloquents, de l'idée de civilisation. Le destin de la société algérienne en

danger de mort, son dur labeur de reconstitution très souvent contrarié, les ressorts secrets de sa cohésion anonyme ou de sa survie combien tenace, combien précaire, ils les ont à peine vus, et même aujourd'hui ils les voient à peine en dehors des faits spectaculaires bien orientés dans lesquels ils reconnaissent avec satisfaction des initiatives d'ordre bureaucratique ou inconsciemment nationalistes plus proches de leur cœur que d'un choix social raisonné.

La solidarité communautaire, fruit d'un sens patriotique informulé, diffus, mais réel, et davantage encore d'une même condition paysanne à l'échelle d'un vieux pays rural à l'existence rude et parfois aléatoire, aux dévouements conjugués et vigilants dans les pires catastrophes et contre l'oppression et l'injustice, elle se révèle pour nous tout au long de cette période qui couvre en gros le demi-siècle, et notamment à partir du Senatus-consulte de 1863, et dont le cours est bien rempli sur le double plan d'un calvaire collectif subi à froid et d'un sursaut en profondeur grâce auquel la société algérienne, quoique ruinée, va cependant survivre, contenir, décourager l'avance arrogante de la colonisation privée.

Quelques années après le vote de la loi du 16 juin 1851 sur la propriété en Algérie, son caractère « inviolable sans distinction entre les possesseurs indigènes et les possesseurs français ou autres », « les droits de propriété et les droits de jouissance appartenant aux particuliers, aux tribus et aux fractions de tribus »[5] étant reconnus formellement, tels qu'ils existaient lors de la conquête ou plus tard, on aboutissait, par un déni du droit proclamé, à la mesure spoliatrice du cantonnement, « afin de satisfaire aux exigences expansives de la colonisation »[6]. Or, comme le notait le rapporteur du fameux projet de loi impérial, le général Allard, dans son exposé des motifs à la séance du Sénat du 9 mars 1863 : « Il s'est produit à la suite de ces opérations un fait significatif qui mérite d'être signalé. Lorsque les terres obtenues par le cantonnement furent aliénées par l'Etat, les Arabes rachetèrent aux Européens, ou se présentèrent en concurrence avec eux pour entrer en posses-

[5] *Constitution de la propriété en Algérie dans les territoires occupés par les Arabes.* Imprimerie A. Bouyer, Alger, 1863, p. 9.
[6] *Constitution de la propriété...*, p. 10.

sion du sol qui venait d'être détaché du sol de leur tribu ; d'autres, n'ayant pas les moyens de se porter acquéreurs, sollicitèrent des Européens la faveur d'être maintenus sur les terrains à titre de fermiers »[7]. Dans le même exposé des motifs, le futur Senatus-consulte, sous des dehors libéraux, dévoilait déjà les desseins réels de ses auteurs, et, en premier lieu, de Napoléon III qui leur donnait sa caution souveraine. Il y était dit sans précaution de style : « Enfin, vis-à-vis de certaines tribus qui, bien que soumises, voudraient fermer leur territoire à l'élément européen, le Gouvernement devra user de son autorité pour rompre le faisceau de la propriété (collective, N.D.L.A.)... La constitution de la propriété individuelle, l'immixion des Européens dans la tribu, favorisée par l'abrogation du paragraphe 2, de l'article 14 de la loi de 1851 (art. 7 du Senatus-consulte) qui l'avait interdite jusqu'ici, seront un des plus puissants moyens de désagrégation »[8]. Et plus loin « L'article 7 abroge les 2e et 3e paragraphes de l'art. 14 de la loi du 16 juin 1851 qui interdisaient à d'autres qu'à Etat, l'aliénation du droit de propriété ou de jouissance sur le sol du territoire d'une tribu, au profit de personnes étrangères à la tribu. Ainsi, la propriété dans les tribus deviendra susceptible d'une libre transmission et donnera aux Européens et aux compagnies un essor nouveau pour la colonisation »[8]. Un autre rapporteur, le comte de Casabianca, parlant au nom de la commission sénatoriale chargée de l'examen du projet de senatus-consulte, déclarait le 8 avril de la même année : « L'avenir de la colonisation n'est point menacé par la constitution de la propriété dans les mains des Arabes. Les colons la sollicitent eux-mêmes avec instance et voudraient qu'elle fût immédiate. L'Etat ne se dessaisit point, par le Senatus-consulte, des terrains qui pourraient, plus tard, être livrés aux colons. Les 4 à 500.000 ha qui leur ont été concédés dans l'espace de plus de 20 ans, ne sont pas encore entièrement défrichés. Le Domaine en possède 900.000 autres destinés à des concessions nouvelles, et il peut, en outre, par voie d'expropriation dans les cas prévus par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité, opérer sur les territoires des Arabes toutes les distractions

[7] *Op. cité*, p. 10.
[8] *Op. cité*, pp. 13 et 17.

qui deviendraient nécessaires »[9]. Par les effets préliminaires de cette grande loi qui visait à la désagrégation du patrimoine collectif algérien — et ceux des autres lois depuis 1844 — la propriété devenant vulnérable, ouverte à la rapine coloniale sous toutes ses formes, à l'intrusion effrénée des usuriers et spéculateurs, propice à un émiettement foncier désastreux pour l'économie agricole de base et la subsistance tout court des paysans, on assista, pendant près d'un an, à l'une des famines les plus meurtrières qu'ait jamais connue l'Algérie. La catastrophe, qui fit plus de 500.000 victimes, c'est-à-dire le 5e environ de la population de l'époque, affecta les territoires traditionnellement riches et d'ancienne propriété collective avant les opérations de 1863 et 1865. Alors que les réserves en grains des colons restaient intactes, que leurs docks regorgeaient de blé, aucun mouvement d'entr'aide officiel ou privé ne fut organisé, en faveur des affamés, de la part des maîtres étrangers du pays dont beaucoup se réjouissaient devant la perspective d'une extermination à bon compte. Du côté algérien il en alla tout autrement, même dans les régions déshéritées qui, par la nature des choses, échappaient encore aux « exigences expansives » des colons. « Dans l'hiver terrible de 1867 à 1868, écrit un voyageur, Clamageran, quand la famine décimait les populations arabes, des milliers de vagabonds vinrent chercher refuge en Kabylie ; beaucoup succombèrent aux souffrances qu'ils avaient endurées ; tous furent accueillis et soignés fraternellement ; aucun d'eux ne mourut de faim sur le sol kabyle »[10]. Quelques années plus tard — en 1871 — la grande insurrection politico-agraire, surgissant à la fois du sol kabyle, des abords des steppes, des hautes plaines de l'Est, du Tell et du littoral de l'ouest algérois, allait unir solidairement l'Algérie autour d'une autre cause et à travers les 3/4 du pays jusqu'à l'extrême-sud. Mais, l'effort en vue de récupérer le plus de terres possible, de les disputer à la colonisation, rien ne devait en arrêter le mouvement obstiné : ni l'échec des armes, ni les séquestres, ni les tributs de guerre exorbitants, ni la promulgation de nouvelles lois scélérates sur la propriété algérienne. Certes, ces lois foncières de 1851, 1863, 1865, 1873, 1887, 1897, avaient

---

[9] *Op. cité*, pp. 29 et 30.
[10] Clamageran : *L'Algérie*, 1873.

pratiqué de larges brèches dans l'ensemble des biens nationaux ou collectifs ; en Oranie, notamment, les petits propriétaires vendaient à tour de bras leurs parcelles décollectivisées aux colons ; un peu partout en Algérie « les aliénations avaient pris, sur certains points, une telle extension qu'on pouvait craindre qu'elles ne créassent un paupérisme dangereux pour la sécurité publique »[11]. Notez bien que ce dernier cri d'alarme était poussé, hypocritement, par le pouvoir colonial lui-même ! Aussi, une commission fut-elle créée le 28 juin 1898 par arrêté du gouverneur général « à l'effet d'étudier les moyens de remédier aux inconvénients résultant des trop grandes facilités offertes aux indigènes d'aliéner leurs terres »[11]. Une enquête qui dura deux ans fut menée d'après un questionnaire substantiel et précis qu'on adressa à toutes les autorités civiles et militaires de la colonie : chefs de commune, administrateurs, sous-préfets, officiers ministériels, membres des comices agricoles, banques, magistrats de tout rang, conseillers généraux, commandants de région, délégués financiers, présidents de djemaâ, etc... De toute une masse de procès-verbaux, de réponses, d'études et de rapports annexes, se dégagent les éléments d'une véritable sociologie des structures mentales, des motivations et des conduites du colon-protée, homme politique, grand seigneur, propriétaire foncier, parvenu, cocardier, paternaliste, cynique, calculateur, raciste, maître-chanteur ; du colon, enfin, qui se trouvait à l'apogée de son règne, au-dessus des institutions, et agissait directement et par personnes interposées, c'est-à-dire à peu près tout le monde.

Mais il ressort surtout, qu'après 25 années d'une pratique législative arbitraire inaugurée par le Senatus-consulte de 1863 et visant à la désagrégation économique et sociale de la communauté algérienne, on se heurtait toujours, en maints endroits, aux trois obstacles importants qui entravaient le développement de la colonisation, à savoir : la propriété collective, arch et sebga, qualifiée de « bloc » et conçue à cette époque comme un instrument de sauvegarde ; le rachat des terres aux Européens ; enfin, la tendance qu'avaient de plus en plus les Algériens à passer des transactions foncières entre

[11] *Enquête sur la propriété indigène :* Avant-propos. Ed. 1904, Alger, p. 3.

eux seuls. De là, tout au long de l'Enquête, des récriminations, des appétits s'exprimant sur le ton chauvin ou philanthropique, des énoncés de principe pompeusement renouvelés, l'exclusivisme passionné, les faux élans de générosité, l'astuce trop voyante ou l'humeur agacée, avec, de-ci, de-là, des propositions aussi mineures que contradictoires inspirées du danger d'éventuelles révoltes agraires. Ainsi, les avis majoritaires tendant à « restreindre la faculté pour les indigènes d'obtenir un titre de propriété au cas de vente à un acheteur français ou naturalisé d'origine européenne », « sont motivés par le désir d'assurer la prédominance de l'élément français dans la possession du sol de la colonie, car lui seul fait véritablement œuvre de colonisation et contribue à améliorer la situation économique des indigènes. Ce serait, en outre, un moyen d'empêcher les accaparements par les grands chefs indigènes, les Israélites et les étrangers (non naturalisés) »[12]. Plus loin, à la question de savoir si l'intérêt de la colonisation est lié à la liberté d'aliéner les terres arch et sabega, « la plupart des avis exprimés sont d'accord » pour répondre dans ce sens. « Il est d'utilité publique, précise-t-on, qu'elles puissent se transmettre librement et facilement par voie d'aliénation, car, les réserves domaniales étant à peu près épuisées et le système d'expropriation devant être abandonné comme vexatoire et onéreux, il n'y a pas d'autre moyen de développer la colonisation. C'est surtout de cette façon que devra désormais se poursuivre la prise de possession du sol par nos colons. »[13] Puis, revient avec insistance l'obsession irritante : « L'inaliénabilité des terres arch a été trop souvent un obstacle infranchissable au développement de la colonisation. Des centres ont été condamnés à végéter parce qu'ils étaient entourés de territoires de propriété collective qui les empêchaient de s'étendre. C'est pour cette raison que les centres de Combes, de Blandan, de Batna, n'ont jamais prospéré »[14]. Une autre question, rédigée en termes prudents et trop nuancés, demande, grosso modo, s'il est possible de concilier l'intérêt de la colonisation avec les mesures qui auraient pour but de protéger la propriété indigène. Mais, à cette

[12] *Enquête sur la propriété indigène*, p. 53.
[13] *Op. cité*, p. 65.
[14] *Op. cité*, p. 65.

occasion et contre son habitude, le secrétaire de la Commission s'abstient aussi prudemment, dans le résumé des réponses reçues, de donner les taux respectifs des « oui » et des « non » par catégorie de responsables interrogés, et se contente d'écrire : « Quelques personnes ont répondu qu'il est impossible de concilier deux intérêts aussi contradictoires. Il y a entre ces intérêts une opposition irrémédiable ; il faut en prendre son parti, mettre de côté le sentimentalisme et se demander nettement si l'on veut favoriser les intérêts des colons ou ceux des indigènes. L'idée a été émise que le développement de la colonisation devait fatalement amener la ruine des indigènes, qui n'auront d'autres ressources que de se faire détrousseurs de routes »[15]. Et cette affirmation rejoint celle, exprimée ailleurs, en ces termes : « Mieux vaut dès lors se résigner à les voir disparaître complètement devant la marche de la civilisation », quand il s'est agi de s'enquérir des « mesures susceptibles d'améliorer la situation économique des indigènes de façon qu'ils ne soient pas portés à se dépouiller, par le besoin, de leurs terres»[16]. Il est vrai aussi, que 70 ans après la Conquête et les entreprises incessantes en vue de détruire la société algérienne, on suggérait d'introduire dans le milieu autochtone un matériel et des méthodes agricoles modernes, parfois par la création astucieuse, intéressée et perfidement philanthropique de « fermes et de villages européens dans les territoires aliénés afin de procurer aux indigènes les moyens de subvenir à leur existence en s'employant chez les colons »[17] ; d'y développer des industries locales, l'apprentissage de métiers artisanaux, de combattre l'usure par l'octroi aux fellahs de prêts bancaires mais, ce faisant, « d'empêcher les indigènes de contracter tout emprunt en dehors de certains établissements de crédit désignés ou, encore. en dehors de la présence d'un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire qui aurait le pouvoir de s'y opposer »[17]. Un juge de paix, se basant sur « la mauvaise foi inouïe de l'indigène », ne va-t-il pas jusqu'à dire : « Songerait-on, en France, à créer une banque destinée à prêter aux voleurs, aux escrocs et aux faussaires ? »[17] Enfin, on proposait de réformer « l'impôt arabe » et d'ouvrir des chan-

---

[15] *Op. cité*, p. 69.
[16] *Op. cité*, p. 114.
[17] *Enquête*, pp. 111, 116 et 120.

tiers d'intérêt public dans lesquels les miséreux trouveraient à s'employer »[17] etc... Ainsi, l'alibi initial était sans cesse démenti !

Cependant, ce qu'il nous importe le plus de souligner, parce qu'il s'agit là de réalités souvent ignorées ou méconnues, ce sont les résultats du seul vrai problème, c'est-à-dire l'effort de récupération des terres par les paysans, tels qu'on les voit rapportés dans le procès-verbal de la dernière séance de ladite commission, le 18 avril 1901. Le rapport avait été présenté par le futur directeur des Affaires Indigènes, Dominique Luciani, qui s'illustrera ignoblement plus tard dans la répression impitoyable et démesurée du bref soulèvement de Margueritte et sera l'un des théoriciens de « l'indigénat ». On y lit entre autres : « Une première remarque concerne la population de la Kabylie. Les deux arrondissements de Tizi-Ouzou et de Bougie sont les plus peuplés de l'Algérie... Dans ces deux arrondissements, le caractère privatif de la propriété foncière est nettement accusé : le régime de dévolution successorale y est très simple, les prêts usuraires y sont de pratique courante ; le territoire a été fortement entamé par la colonisation ; il est aussi fertile que celui de toute autre région, si même il n'est pas plus fertile. La masse de la population est pauvre. Toutes ces circonstances réunies démontrent que les Kabyles ont plus de facilités que les autres indigènes pour aliéner leurs terres, et qu'ils y sont sollicités par des causes multiples. Cependant, il est constaté que les aliénations sont rares ou peu importantes en Kabylie. On cite des tribus, des villages qui ont été appauvris par le séquestre et les contributions de guerre ; d'autres ont eu à souffrir des procès-verbaux dressés par le service forestier... Ceux qui vendent obéissent à des mobiles très variés, mais ils vendent toujours à leurs coreligionnaires ; jamais, ou très rarement, aux Européens. Bien plus, dans beaucoup de communes, ce sont eux qui achètent aux Européens (El Kseur, Oued Amizour, Haut Sébaou, Dra-el Mizan, Tizi Renif, Mirabeau, Dellys). La Kabylie n'est pas d'ailleurs la seule région de l'Algérie où on voit les indigènes, non seulement garder leurs terres, mais encore acheter celles des Européens. A Tablat, à Affreville, à Aïn-Sultan, à Bou-Medfa, au Kroub, à Penthièvre, et, depuis quelque temps à Orléansville même, c'est-à-dire le pays qui passe pour avoir le

plus souffert des expropriations et des licitations, comme il a fréquemment souffert de la sécheresse. Ainsi donc, il y a des contrées où la situation des indigènes, quoique précaire, ne les conduit nullement à aliéner leurs terres à l'élément européen, et il y en a d'autres où l'élément indigène reprend possession des terrains livrés depuis longtemps à la colonisation »[18]. Après avoir constaté, d'autre part, que les régions oranaises d'Aïn-Temouchent, Mekerra, Remchi, Lamoricière, Tiaret, Cacherou, Mascara, etc... connaissaient une « véritable crise agraire », « une situation des plus pénibles » en raison des ventes de terrains en faveur des colons, le procès-verbal admet que dans le reste du pays « les aliénations les plus nombreuses sont consenties au profit des indigènes ». Pourtant, il est noté dans le corps de l'Enquête, que si le colon offre un prix moyen de 110 francs l'hectare, « ce prix s'élevant quelquefois jusqu'à 500 francs », l'Algérien, lui, préfère vendre à son compatriote au prix moyen de 58 francs l'hectare !.

Naturellement, tous ces refus, les transactions foncières entre Algériens, les ventes opérées par nécessité plus que par esprit de lucre au bénéfice des Européens, traduisent chez nos paysans une résistance délibérée, plus ou moins soutenue selon les moyens, parfois inégale, toujours consciente devant l'échec ou le succès, à la colonisation privée, alors que la forme officielle et juridique de cette vaste entreprise d'accaparement intervenait, malgré les garanties de la loi et des principes affirmés, pour exproprier, refouler les autochtones en procurant de nouvelles terres aux colons défaillants ou agrandir le cercle de leurs appétits. Ce que l'on appelait par euphémisme « les dangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique » du fait de ces spoliations ouvertes ou déguisées, amenait pour un temps le pouvoir colonial à réfréner l'exercice de ses propres lois, l'initiative outrancière de ses ressortissants, et l'on s'apercevait aussi, sous couvert de sondages et de consultations destinés soi-disant à protéger la propriété algérienne mais dont on chargeait ceux-là mêmes qui étaient les plus intéressés à les dépouiller, que les fellahs poursuivaient néanmoins la reconquête de leur sol aliéné et sans cesse menacé et reprenaient ou étendaient obstinément, solidairement, l'effort contrarié ou

[18] *Enquête*, pp. 127-128.

prêt à aboutir. Ceci ne préjuge pas, bien sûr, des millions d'hectares volés à la paysannerie par le colonialisme ! D'ailleurs, en dépit de la couverture « philanthropique » qu'on leur donnait, ces enquêtes permettaient avant tout aux autorités coloniales de faire le point, et, dans ce cas précis, d'enrayer le mouvement des ventes entre Algériens afin de mieux favoriser la colonisation privée.

Nous nous sommes attardés sur ce sujet, non seulement parce qu'il s'agissait de combler tant soit peu une lacune dans le présent ouvrage, mais aussi pour tenter de faire prendre conscience au lecteur algérien de l'acuité d'un fait sociologique important : celui de la société rurale agissant comme telle, qui, par instinct de conservation d'abord, puis en vertu d'un mouvement plus ou moins cohérent et réfléchi — compte tenu du processus de déculturation et d'appauvrissement — a contribué à préserver la base économique, les structures objectives, bonnes ou mauvaises, quelques éléments d'accueil, d'entraide, de recours humain et stratégique à la lutte armée ; un élan potentiel vers le progrès et la recouvrance des biens perdus : toutes choses qui serviront plus tard de point d'appui déterminant pour la libération du pays, même si l'idée révolutionnaire est venue des villes.

Le problème peut se résumer comme suit : la France trouve en face d'elle une société bien organisée, à la civilisation propre, parfois comparable à celles du Bassin méditerranéen, peut-être imparfaite dans son développement, mais dont l'amour de la liberté, l'attachement à la terre, la cohésion, la culture, le sens patriotique, les ressources et les idéaux communs à défendre contre l'ennemi national, donnent leurs preuves tout au long d'une guerre de conquête de près de 40 ans. Cette société dont les cadres et les élites de valeur avaient été décimés pour être remplacés par des féodalités mercenaires et dynastiques, est, de plus, systématiquement détruite ou appauvrie ; on entreprend, dans le dernier tiers du siècle, de la submerger sous le poids d'un peuplement européen seul détenteur du pouvoir politique, seul maître des richesses nationales ; elle résiste désormais par tous les moyens, surtout

pacifiques, subit les ravages des famines, des épidémies et des lois d'exception, colmate ses brèches grâce à l'effort conjugué d'à peu près tous ses groupes sociaux, et, vers les débuts du XX^e^ siècle, la partie est gagnée puisque l'extermination, objectif avoué ou inavoué par lequel le colonialisme visait à substituer au peuple algérien un autre « peuple », est conjurée. Il est d'ailleurs vraisemblable (et en grande partie prouvé) que cette extermination directe et indirecte du fait de la guerre de conquête et de ses conséquences, se soit soldée entre 1830 et 1870 environ par plusieurs millions de victimes dans un milieu rural acculé aux famines par les destructions, les combats et l'exode, et un milieu citadin contraint à l'exil.

Au sortir d'un tel calvaire, cette société aurait pu prétendre, légitimement, si la conscience politique lui en avait été donnée à partir de milieux urbains solidaires avec elle, à l'organisation de ses forces et de ses moyens en vue de franchir à long terme une autre étape aussi décisive. Mais la société rurale, bien mal en point en dehors d'un schéma traditionnel de rigueur qui avait aidé à la maintenir en veilleuse, gravement déculturée, négligée par ses « élites » nouvelles, était à refaire ; d'autant plus que le contraste, au regard du modernisme, accusait davantage ses carences, pis encore : son dépérissement, souhaité, voulu par l'occupant ; ignoré des siens dont les préoccupations nationalistes à peine idéologiques se tournaient ailleurs, se nourissant, dans les villes, d'autres concepts mi-occidentaux, mi-orientaux et si peu maghrébins. Les rares moments où les notables citadins de la tendance Khaled, les ulémas des centres urbains, les responsables et militants bourgeois, petits bourgeois et prolétariens du nationalisme sortent pour la première fois des villes vers les campagnes en vue d'y faire un semblant de travail politique, peuvent se situer, successivement, à la fin de la guerre 1914-1918, dans les années 1936 et lors des élections françaises et « algériennes » de 1946 et 1948. Depuis plus d'un siècle, la guerre d'indépendance a été la seule occasion d'envergure pour l'action politique de pénétrer le milieu rural sinon de transformer radicalement la nature et les objectifs de son combat séculaire. Il eût fallu pour cela autre chose qu'une mécanique révolutionnaire, monopole exclusif de la petite bourgeoisie partisane et carriériste. Le rôle joué pendant longtemps par les « permanents »

des organisations politiques dites d'avant-garde dans un pays où l'on aurait gagné plutôt à étendre la prise de conscience positive à l'aide de l'action des militants non-fonctionnarisés, des travailleurs, de simples particuliers préalablement formés, ce rôle-là ne préfigure-t-il pas déjà, à quinze ans d'intervalle au moins, la naissance ou le regain de sectarisme d'une bureaucratie pléthorique et se voulant indispensable bien qu'elle n'ait rien appris et surtout rien oublié de son esprit de clan providentiel ?

Aujourd'hui, il faut se demander ce que sera — entre autres — la révolution agraire, et si le cycle ancien des malheurs paysans, cette tragédie unique dans son genre et l'une des conditions humaines la plus effroyable de ce temps, vont enfin trouver un terme dans l'existence toujours aléatoire des deux tiers de la population algérienne. D'autres féodalités, bureaucratiques, celles-là, et populistes, qui se constituent non seulement au niveau du chef-lieu mais à celui du moindre village et des plus petites agglomérations ; d'autres groupes d'intérêts succédant aux spéculateurs et trafiquants de l'âge d'or du colonialisme ; des tabous rétrogrades maintenus par démagogie, ne risquent-ils pas de compromettre à jamais l'évolution déjà si difficile du milieu paysan, sa liberté d'initiative, son épanouissement économique et social ? Il ne faut pas que, par l'effet d'on ne sait quel spontanéisme, tablant encore sur les vertus du paysan, sa ténacité combative, son endurance, on attende en ce siècle de techniques, d'effort rationnel, de bouleversements radicaux, de méthode et d'organisation sociale équitable, qu'il transforme à lui seul un sort complexe dont la sous-alimentation chronique, l'inculture paralysante et le chômage sont les maux majeurs, alors qu'il est sans cesse et à la fois trahi par la terre et par les hommes. La Révolution, les uns la vivaient théoriquement, quoique sincèrement et en payant souvent de leur personne ; les autres, c'est-à-dire le plus grand nombre, la ressentaient dans les faits comme un drame nécessaire hérité de très loin avec l'énergie du désespoir et de l'espérance mêlés ; un destin, entrevu, tout ensemble, à travers un passé de luttes obscures, de malheurs sans nom, de frustrations aiguës et dans la perspective d'un avenir à réaliser au prix du sang et des sacrifices de toujours afin de voir naître ou renaître, au-delà de la nation qu'ils incarnaient

par instinct, la société concrète, objectif ultime de ce vaste mouvement.

Dans notre enfance villageoise, même au milieu des jeux et de la langue innocente des tout-petits, apparaissait le souvenir héréditaire des déportations et des bagnes du siècle dernier : Tagdempt, Cayenne, Obock, et celui du vocabulaire impératif et infâmant des anciens officiers du territoire. Dès les débuts de la lutte armée, en 1955, un village des Bibans, qui recevait les organisateurs des maquis, leur conseilla d'éviter les fautes tactiques dont beaucoup d'insurgés de la région et leurs familles avaient eu à souffrir au cours du soulèvement national de 1871. Cette continuité dans l'expérience vécue par filiation, si l'on peut dire, et dans les enseignements à tirer des échecs passés, est d'ailleurs un fait que l'on a observé un peu partout chez les paysans, durant la guerre de libération, moins sur le plan révolutionnaire dont l'initiative appartenait aux cadres citadins ou citadinisés, que sur celui, pragmatique, du réalisme et des aspirations. Qu'importe ce que devait être à leurs yeux la représentation de cette société à reconquérir : elle leur était d'abord familière à plus d'un titre et notamment pour les assauts et les atteintes que lui faisait subir le colonialisme depuis un siècle, la persévérance avec laquelle ils l'avaient défendue, remembrée ; la part, aussi, de légende, d'idéal, de traditions, d'utopies, de travail, de sens communautaire éprouvé, d'élans collectifs, et, dans ce contexte, enfin, le besoin impérieux de survivre qui détermine, bon gré mal gré, une ouverture sur l'avenir. Qu'ils l'aient réalisé ou non — et beaucoup l'ont fait — ils pressentaient tout au moins que la colonisation exploiteuse, obscurantiste et féodale une fois abattue, cèderait la place à une société qui prendrait *exactement* le contre-pied de ces entreprises séculaires. De là, une disponibilité presque inéluctable qui préjugeait du sort futur de l'Algérie ; un choix proprement socialiste auquel n'aurait pu échapper *aucun régime politique quel qu'il fût* et dont l'efficience et le sérieux (c'est-à-dire l'essentiel) n'allaient dépendre, en définitive, que des tenants du pouvoir, de leur degré de conscience révolutionnaire et de formation idéologique rationnelle et désintéressée. Faire, à ce propos, un parallèle orienté a posteriori entre deux périodes différentes — la guerre et l'indépendance — relève de la mauvaise foi.

Cependant, une question se pose à l'esprit. Cette histoire, longue et patiente, du monde rural dont les courants timides ou prometteurs d'émancipation multiple étaient, soit combattus, soit retardés ou escamotés (selon qu'il s'agisse d'un régime étranger ou national), peut-elle, à l'épreuve de l'indépendance *seule*, acquérir par elle-même un mouvement progressif qui lui éviterait les déviations, les supercheries, le retour à zéro, et la ferait aboutir à des résultats concrets ? N'y a-t-il pas, dans la *seule* perspective d'une indépendance frustrée de son prolongement révolutionnaire véritable, une sorte d'inhibition de la part de la paysannerie à l'égard de ses nouveaux dirigeants nationaux qu'elle continue à confondre, pour un temps encore, avec les initiateurs anciens ou potentiels du bouleversement social escompté ? Et c'est là qu'intervient un phénomène qui fait souvent illusion et qu'une partie de la gauche française et de l'extrême-gauche n'a pas clairement observé, autant par esprit de paternalisme que par tendance facile à la justification de ses propres sympathies pour de jeunes pays dont elle attendait beaucoup, pourtant. Il s'agit de la confusion délibérée ou inconsciente qu'on établit entre *indépendance et révolution*. Dans certains pays, cette dernière a été reléguée machinalement au profit de la première qui signifiait avant tout prise du pouvoir, problème toujours actuel et qui continue d'être posé par l'existence de clans activistes dans le cadre d'un État au moins tricéphale où la multiplicité des initiatives politiques et militaires se réduira tôt ou tard à une autorité souveraine unique. Entre l'indépendance (qui a eu son gouvernement) et le socialisme (qui n'a pas encore sa direction homogène efficiente) il devait y avoir nécessairement continuité de la révolution. Serait-il excessif d'affirmer qu'elle a été littéralement escamotée dans son fond sinon dans sa forme superficielle ? Les « chartes », d'ailleurs inappliquées, n'y changent rien.

Pour les paysans, le combat dans l'après-guerre change objectivement de sens, mais la constante d'une société à reconstruire reste la même, avec, en plus, de nouvelles aspirations, et c'est à partir de ce moment que peuvent intervenir l'orientation heureuse ou malheureuse impulsée de haut et qui décide du succès ou de l'échec ; la résurgence, sur un terrain encore vulnérable, des tentations néfastes du conservatisme féo-

dal et religieux, de l'accaparement et du profit, d'autres tabous sous le couvert d'initiatives plus partisanes que politiques et dans un cadre vidé de toute idéologie révolutionnaire élaborée, progressiste, qui serait susceptible de transformer de fond en comble les structures économiques et sociales périmées.

C'est que, bien souvent, il y a malentendu ; de même, il existe, au départ, une différence dans les niveaux de vie et les façons de penser et d'être qui peut aller de zéro à l'infini. En effet, la déstructuration de la société et son anachronisme ne présentent pas, ici et là, des aspects identiques, et l'orgueil national, stimulé par la *seule* indépendance à ses débuts, peut simplement les nier au nom de valeurs impondérables de substitution. De plus, le siège même des activités centrales du jeune Etat, celui de la direction politique multiforme du pays, les administrations, les rouages déterminants du pouvoir et de l'économie, dès lors qu'ils se situent dans les grandes villes, sont tout naturellement investis, confisqués ou pris en charge par la petite bourgeoisie militante, opportuniste ou ambitieuse. Le développement socio-économique ou de conscience positive des différentes classes impliquées dans l'action révolutionnaire avant la prise du pouvoir, détermine, par rapport les unes aux autres, une fois le pays libéré, plus qu'un clivage à caractère idéologique : le fait urbain, l'avantage acquis de longue date, le standing social à compléter, la promotion relativement plus facile du groupe ou de l'individu, l'emportent d'emblée et pour un temps, sur les autres nécessités, soit par réflexe de condition ou de rang, soit par entraînement et mimétisme. Le malentendu, lui, provient du *phénomène nationaliste* sous-jacent chez les uns ou proclamé tactiquement par eux ; ignoré du plus grand nombre dont le *sentiment national* reste, en revanche, une donnée concrète quoique parallèle au besoin de restaurer, bien mieux : de créer la société, la leur, qu'on avait détruite ou retardée alors que le milieu urbain était relativement indemne, avec des chances effectives ou potentielles de progrès. Ceux qui, toutes proportions gardées, bénéficiaient déjà de l'essentiel ou d'un minimum décent en marge de la vie coloniale, n'avaient qu'un petit effort à entreprendre pour s'emparer du complément qui leur faisait défaut, d'un surplus souvent inutile à leur raison d'être ; et même quand ils l'obtenaient malgré eux, cela se passait toujours, dans l'absolu, au détriment de ceux qui avaient tout perdu, non

seulement au cours de la guerre de libération, mais depuis bien longtemps, c'est-à-dire, aussi, un acquis sûr, une base à partir desquels on s'intègre à une société tant soit peu viable et surtout susceptible d'agir par elle-même.

L'un des facteurs les plus importants, qui peut paraître arbitraire ou fortuit, est celui de la présence, autour du pouvoir, dans les villes, d'une petite bourgeoisie de tout venant, inégalement politisée mais entreprenante, dont les desseins vont être servis, à point nommé, par cette position géographique, et, bien entendu, par la vitesse acquise d'un relatif progrès matériel ou de savoir-faire opportuniste qui manquent aux classes rurales et au sous-prolétariat urbain. Le noyau de la petite bourgoisie éclairée, militante et sincèrement révolutionnaire n'est pas du tout en cause, ou si peu, quoique les circonstances communes à l'après-guerre aient aussi, dans ce milieu, faussé beaucoup de problèmes. Ceci est à rapprocher du phénomène d'inflation délibérée par lequel, dès le Cessez-le-feu et même plus tard, certains cadres des maquis, l'armée en général, les groupes adverses, les clans engagés dans la prise du pouvoir, le Parti, etc..., se sont employés à faire le plein à l'aide d'éléments hétéroclites douteux, en tout cas à peine blanchis ou politisés ; à grossir démesurément leurs effectifs et, par conséquent, leurs clientèles, comme si l'indépendance (pourtant acquise) importait davantage que la révolution à réaliser. On est même en droit de se demander, en passant, si la « Force locale » qui avait été mise sur pied par les Français au Cessez-le-feu, n'a pas eu, dans leur esprit, un double objectif : « sauver » de nombreux auxiliaires algériens de l'armée coloniale qui s'étaient particulièrement mouillés pendant la guerre ou qui professaient des sentiments aventuristes et pro-français ; offrir aux survivants de l'A.L.N. et à leurs chefs de l'intérieur et de l'extérieur la tentation irrésistible de se reconstituer à bon compte des troupes fraîches et surtout bien équipées pour un éventuel affrontement ou le désamorçage de l'élan révolutionnaire... Pour ce qui est des villes, moteur d'une impulsion multiple à l'échelle du pays, la tendance a souvent dépassé l'épisode sans lendemain et s'est gravement perpétuée à travers l'héritage de la bourgeoisie et de l'administration coloniale, ainsi que dans l'organisation politique nouvelle. De plus, phénomène aberrant, le lumpen-prolétariat des vieilles cités, apolitique, souvent asocial, auxiliaire du système policier de

l'ancien régime et qui fut longtemps combattu ou étroitement tenu en main par le nationalisme avant la guerre de libération, reprend aujourd'hui du service grâce à la petite bourgeoisie et contre le prolétariat organisé et revendicatif.

Incontestablement, l'écart de niveau social entre les classes urbaines relativement privilégiées, et, en tout cas, mieux placées pour agir sur le régime ou profiter de ses faveurs, et entre ceux qu'une domination étrangère avait maintenus dans la pré-histoire et le dénuement complet, cet écart-là était inévitable et relevait de l'ancien ordre des choses. Mais, le fait de l'exploiter, toutes affaires cessantes, comme tremplin pour une promotion plus rapide, plus élevée, parfois scandaleuse ; comme un simple transfert historique et un partage effectif du pouvoir dans un esprit de clan, sans qu'interviennent l'autorité et le contrôle équitable et ferme de l'Etat, indiquait clairement que l'indépendance de quelques groupes passait avant la révolution pour tous. Dans cet optique anti-révolutionnaire, contre laquelle on a cherché à réagir, mais, le plus souvent, sur le seul plan du principe, (et toujours avec la participation tactique et la démagogie populiste des mêmes groupes profiteurs), on pouvait déceler la part énorme de dépolitisation consciente ou inconsciente qui marquait, de plus en plus, la vie du pays. L'indépendance primant la révolution, et cette dernière devenant, dans la meilleure des perspectives, une mécanique passionnelle faite de mots d'ordre, de slogans, de jeux sectaires, d'improvisation ; la rumination mythologique et superstitieuse du nationalisme l'emportant sur un choix socialiste inéluctable, et digne, à ce titre, d'être approfondi et généralisé dans les moindres actes de l'Etat et du Parti ; l'unité nationale opportunément dédaignée au profit d'une autre, plus restreinte et soi-disant révolutionnaire nonobstant la présence dans ses rangs d'une foule d'éléments arrivistes asociaux : ce ne sont pas là, il faut le dire, choses nouvelles. Quand, au sein même d'un organisme directeur de la lutte armée s'instaure une autorité supra-collégiale qui est amenée à pratiquer à l'égard des combattants et de leurs chefs une politique plus aventureuse et compétitive que proprement militaire, dont l'exemple ne sera pas perdu pour tout le monde, le moment venu ; quand, au Cessez-le-feu, et depuis l'indépendance, on enfle le magma des forces opportunistes et on amenuise le nombre déjà réduit

des vrais cadres révolutionnaires en perdant de vue que l'incompétence et la médiocrité engendrent aussi la corruption et le sabotage ; quand une partie de l'opposition s'avise de blanchir, selon le principe de « l'allié objectif », d'authentiques fossoyeurs du pays, hier encore artisans acharnés d'une crise nationale meurtrière et funeste ; quand des dirigeants syndicaux, qui ont mieux à faire, militent en faveur de l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles ; quand des marxistes en arrivent à parler de la religion comme d'un accélérateur du socialisme et à condamner, sous un régime ambigu, des grèves ouvrières justifiées ; quand tout cela et d'autres faits se produisent, la dépolitisation n'est plus un simple accident mais une constante par laquelle on nie le progrès des consciences et on néglige le verdict de l'opinion publique. Peut-être est-ce là le sort des pays dont le seul objectif est l'indépendance, le reste venant de surcroît, selon le gré d'une classe dirigeante qui, très souvent, confond, par paternalisme intéressé, coup d'État et œuvre collective de libération nationale. Le mimétisme et les réflexes (désormais à contre-temps) propres à la fameuse « minorité agissante » des anciens partis, sont tels, et tel le conditionnement nationaliste avec ses motivations épisodiques et sommaires, que l'on vise à franchir la première étape — celle du pouvoir — comme fin dernière, quitte à l'aménager par alibi, condescendance libérale, improvisation, goût du superflu et de l'intermittent, plus que par nécessité idéologique et contrat de rigueur à honorer vis-à-vis de tout un peuple combattant. Mais, à long terme, on ne peut escamoter ni la politisation, ni la revendication sociale, étant donnés les besoins qui travaillent en profondeur les masses populaires, la base du Parti, les syndicats, les jeunes, etc... et le malentendu apparaît alors jusqu'à l'évidence : le nationalisme affectif du sommet et de ses clientèles petites bourgeoises et néo-féodales, bien que tactiquement déguisé sous des couleurs progressistes, ne parvient à satisfaire que les nantis, les habiles, et ne correspond plus à l'idéal d'une société malheureuse dont l'initiative révolutionnaire non encore épuisée est une chance historique qu'il ne faut pas gâcher dans les quelques années à venir, sinon il sera trop tard.

Car, si le doute peut s'emparer de quelques-uns au spectacle d'une indépendance qui s'est révélée si décevante par plus d'un point, d'un reflux général sur le plan idéologique, d'un

gâchis certain des bonnes volontés et des atouts majeurs du pays, il y a au moins trois faits qu'on ne devra pas nier : la Révolution a bel et bien existé ; le peuple algérien, actuellement très inhibé par un état de choses confusioniste et sentimental ne renoncera pas à reprendre l'initiative dans le cadre, cette fois, de la lutte des classes ; les jeunes qui éprouvent le besoin d'une vie politique concrète à la mesure d'une société en voie de transformation, répudient, de jour en jour, les principes mitigés, sommaires et superstitieux de leurs aînés. Et c'est parce que la révolution a bel et bien existé que tout cela est possible, au-delà des essais velléitaires ou stériles, des alibis, des restrictions mentales, des nostalgies passéistes, du problème encore pendant de la prise du pouvoir. Ce pouvoir devenant effectif et juste dans une optique révolutionnaire durable, on pourra envisager la fin d'une ère d'instabilité, d'improvisations et d'intrigues, si les forces organisées, au lieu de tenter l'aventure par simple esprit de compétition, prennent conscience qu'elles doivent agir désormais en rompant avec le choix opportuniste et médiocre des hommes et des clientèles; en allégeant l'appareil pléthorique, massif et ruineux de l'Etat et du Parti, et en ralliant le vœu profond des masses qui, tôt ou tard, auront le dernier mot.

Un jour on écrira l'histoire de cette révolution, non pas au sommet, c'est-à-dire au niveau de ses initiatives heureuses ou malheureuses, de ses tiraillements internes, de ses lacunes, de tous ses actes inachevés, de tant d'obstacles surmontés, mais à la base, au stade où l'action déterminante a pris le plus de volume, le plus de sens. On a déjà mis le doigt sur ses imperfections et ses outrances, mais, ce qu'on ne pourra jamais ignorer c'est la part considérable d'aspirations, d'énergies, de foi, de raisons de vivre, de disponibilités positives qu'elle a soulevées ou suscitées au sein des masses populaires. La lutte armée et le mouvement révolutionnaire qui l'a véhiculée ont réussi en dépit de l'impossible. Il y a eu, longtemps, un véritable phénomène *d'auto-direction* qui était dû à l'unité souvent tacite de ce mouvement, et c'est peut-être là un des rares exemples de ce genre qu'ait connus l'histoire contemporaine de la Résistance, même en Europe où l'on a assisté, dans maint pays, à une prolifération de réseaux et de groupes armés sans lien entre eux.

Entendons-nous bien, encore une fois, sur le sens à donner à cette révolution. Si elle a manqué d'un contenu idéologique précis dans les premiers temps de la guerre, elle a su trouver, néanmoins, grâce à l'afflux de plus en plus grand de la jeunesse, au test éprouvant mais décisif qu'elle a passé au cours de l'année terrible de 1959, au ralliement public des villes en 1960, une raison d'être, des perspectives déterminées, une assurance consciente et à longue portée, une discipline sociale que n'avaient même pas prévues ses promoteurs. Cette raison d'être, ces perspectives, cette assurance, cette discipline qui étaient le propre de masses populaires qu'on disait simplement dociles, devenaient, à défaut d'un ensemble doctrinal adéquat, une dynamique perfectible, autonome ; un outil dont on pouvait présager le plus grand bien pour la reconversion radicale de la société. Naturellement, il n'est nul besoin d'idéaliser car, parmi les aspiration authentiques, les faits créateurs, les signes plus ou moins positifs d'un progrès des consciences, la volonté de détruire les vieilles structures, il y avait aussi, aux heures difficiles de la lutte et d'une répression barbare, par endroits retour au primitivisme, formes archaïques de penser et d'agir, balbutiements, représentation naïve de l'après-guerre. Mais dans l'ensemble, bien que ce fût l'acquis d'un pays carencé à plus d'un titre — et la monstrueuse hécatombe dont il paya le prix le prouve dans une large mesure — il s'agissait là d'une dimension tout à fait nouvelle, déconcertante même, qui allait surclasser l'objectif traditionnel de la nation.

Nous avons eu l'occasion de parler d'« inhibition » à propos des masses populaires qui se sont retrouvées, enfin libres, dans le cadre d'un Etat plus ou moins disposé à poursuivre le mouvement selon leurs vœux. Or, cette inhibition, elle est aussi vraie d'un côté que de l'autre et pour des raisons différentes. On peut l'expliquer au moyen d'un parallèle qui a, de plus, l'avantage d'illustrer un grave malentendu — en tout cas l'inaptitude dramatique à favoriser le cours nécessaire, l'enchaînement privilégié de l'histoire, faute de s'y préparer par une doctrine raisonnée et des hommes d'envergure.

A la fin de l'année 1959, un haut responsable de la Révolution, homme probe et de bonne foi, quoique trop marqué par le seul nationalisme à l'instar de tous les dirigeants algériens jusqu'à ce jour, évoquant le passé devant les cadres du

F.L.N., leur disait textuellement : « Vers 1947, le sentiment national a été créé. De 1947 à 1949, nous avons piétiné. C'est alors que j'ai eu la certitude que notre mouvement avait été créé peut-être seulement en fonction de la diffusion du sentiment national en Algérie et peut-être avait-il atteint son objectif : *alors cela devenait grave. Nous avions atteint un objectif.*[19] Dans ces conditions, fallait-il changer d'objectif et remplacer les hommes de la première étape ? Lors d'un comité central tenu fin 1948, début 1949, j'ai posé le problème : ou bien notre mouvement est conçu pour créer le sentiment national, alors il faut nous en féliciter parce que nous avons réussi... Ou bien notre but est, après avoir créé le sentiment national, de le concrétiser en bâtissant la nation algérienne. Alors la question se pose de savoir s'il ne faut pas changer de méthodes, changer de façon de penser et peut-être même d'hommes. On m'a répondu : « *Nous sommes les hommes de la première étape et les hommes de la deuxième étape. Nous sommes les hommes politiques et les généraux.*[19] » Il fallait faire une reconversion de notre potentiel en une machine de guerre. En étions-nous capables ? On m'a dit : « Nous en sommes capables ». Je n'ai pas pu le croire parce que les conclusions du comité central étaient contradictoires. D'une part, le M.T.L.D. continuait à être parti politique participant aux élections et, d'autre part, il entreprenait la création de l'O.S.[20] Les deux choses étaient incompatibles et l'avenir devait nous départager sur ce point. Le M.T.L.D. avait atteint sont objectif réel, quoique non avoué, qui était la création du sentiment national. Il était donc arrivé à un point où, n'ayant pas pu ou pas su transformer sa façon de penser ou ses méthodes d'action en fonction du nouvel objectif à atteindre, c'est-à-dire la concrétisation du sentiment national dans une nation algérienne, il devait nécessairement péricliter ou devenir un frein. *Nous avons continué à demander au peuple algérien de nous plébisciter*[21] et ce dernier a commencé à en avoir assez. De 1949 à 1953 le M.T.L.D. a continué le travail politique. Tout cela a provoqué un malaise croissant dans le peuple

---

[19] C'est nous qui soulignons.

[20] O.S. : organisation spéciale, noyau clandestin resté incohérent avant 1953 et destiné à la préparation militaire de petits groupes de militants.

et chez les militants. Et, un jour, sur une question secondaire, le M.T.L.D. a éclaté. En fait, il ne collait plus à la réalité historique. » Et plus loin le même dirigeant ajoutait « *Actuellement — fin 1959 — nous sommes au milieu de la deuxième étape, celle de l'édification de la nation algérienne.* »[21]

Nous avons cité ce long passage — en invitant le lecteur à s'attarder plus particulièrement sur les phrases soulignées — pour essayer de démontrer en premier lieu, qu'à chaque tournant, une fois l'« objectif » atteint, les directions nationalistes, incapables de se dépasser, éprouvent, sans l'avouer, le sentiment tragique de leur impuissance, mais n'en continuent pas moins à exercer les responsabilités de l'action militante ou du pouvoir politique souverain. En second lieu, et quand on se réfère à cette période — 1948-1949 — où Messali Hadj et certains de ses vieux co-équipiers étaient les maîtres absolus du M.T.L.D., l'affirmation selon laquelle les mêmes hommes pouvaient couvrir les deux étapes, être à la fois des chefs politiques et des généraux, si elle a été ridiculement démentie par les faits en ce qui concerne le futur parti messaliste — le M.N.A. — et quelque peu contredite pour les autres durant la guerre de libération, elle s'est révélée, en revanche et après coup, une des constantes les plus tenaces du nationalisme, mais une constante altérée par compromis, au stade intermédiaire de l'autorité et au bénéfice presque exclusif des moins méritants, des moins politisés. Cela allait préjuger d'ailleurs du sort qu'on ferait le moment venu et au plus fort de la lutte, au fameux principe de la « primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur », débat et entorses d'où sont sorties tant de crises sourdes au sommet que le primat de l'unité et la conduite implacable de la guerre libératrice ont su résorber. Quant aux formules : « nous avons continué à demander au peuple de nous plébisciter » et « nous sommes actuellement au milieu de la deuxième étape, celle de l'édification de la nation », il est indéniable que la reconduction routinière, paresseuse, de la mentalité nationaliste et d'une partie à peine améliorée de la terminologie ancienne, se trouve toujours consacrée par l'actualité. On peut penser à bon droit,

---

[21] C'est toujours nous qui soulignons.
Il s'agit là d'un essai inédit se présentant sous la forme d'un compte-rendu de conférence politique officielle.

pour conclure le parallèle, que cette fois encore, à la naissance du *sentiment révolutionnaire* chez les masses « cela devenait tragique » aux yeux des dirigeants nationalistes qui, ne sachant qu'en faire, l'ont graduellement remplacé par des mécanismes et des slogans. Bien entendu, tout se passe avec les meilleures intentions du monde, une sincérité qui tient davantage de la conscience affective et de la B.A. du boy-scout que d'un sens politique rationnel et créateur. Objectivement parlant, la « pensée » nationaliste traditionnelle qui imprègne à l'insu de ses propres tenants leurs faits et gestes, dans un cadre pourtant nouveau, ne peut proposer à ce sentiment révolutionnaire brut mais positif, que des simulacres et des symboles ; des échantillons à perte de vue, des gageures verbales, un fraternalisme inhibiteur. Du fait de ces symboles et simulacres qui relèvent souvent d'un rituel compensatoire ancien, le Parti ni l'Assemblée nationale n'existent réellement en l'absence d'une base populaire véritable et d'un électorat maître de son choix ; l'auto-gestion qu'on aurait gagné à insérer dans le large contexte politique d'une opinion éclairée bien à propos et de la libre initiative des travailleurs, n'existe pas non plus en tant qu'assise multiple de toute une société qui doit affirmer sa voie en dehors du capitalisme d'Etat et d'une bureaucratie incompétente dont la tutelle est si propice aux accaparements, à la stagnation, aux profits incontrôlés, au sabotage conscient ou inconscient d'un pays pauvre et déculturé. A défaut d'une morale financière stricte, d'une morale tout court, c'est-à-dire d'un sens civique, d'une austérité commune à tous, le moralisme fleurit en notions infantiles, en prêchi-prêcha religieux et néo-bourgeois, en interdits simplistes, en principes archaïques, loin des réalités quotidiennes, des exigences et risques inévitables propres aux promotions collectives modernes. Faut-il ajouter aussi qu'il se situe loin des valeurs spirituelles authentiques, tant l'interprétation en matière religieuse est devenue un mécanisme bivalent que font jouer au même titre et en faveur d'une égale spécificité, comme frein ou comme « stimulant » objectivement rétrograde, les réactionnaires notoires et les progressistes honteux ? La dépolitisation aidant, le goût individualiste et immodéré du confort, voire du luxe facile qu'on réalise par infraction à la dignité du travail et aux règles de la justice sociale, le prurit de tendances chauvines sur le plan d'une culture au rabais, l'ascension arbitraire de cer-

tains groupes urbains qui agissent directement sur le pouvoir et l'économie n'aboutiront-ils pas un jour, si l'on n'y prend garde, à la naissance d'un poujadisme médiocre et malsain dont on décèle déjà les signes précurseurs ? Il ne faut pas que la classe ouvrière qui reste encore liée à une certaine petite bourgeoisie bureaucratique et populiste, connaisse — toutes proportions gardées — la même aventure que celle qui lia naguère une grande partie de la bourgeoisie nationale à la féodalité terrienne et administrative sous le régime défunt. Et quand nous parlons du pouvoir réel des travailleurs et des classes moyennes les plus dévouées aux intérêts du peuple, nous souhaitons implicitement que ces derniers rompent non seulement avec le nationalisme affectif insidieux et tactique de la petite bourgeoisie, mais aussi avec le snobisme de l'inculture et de l'improvisation pseudo-révolutionnaire qui sont la marotte et l'alibi de tant de pays jeunes où, par manque de conscience et peur des responsabilités, la révolution devient un phénomène tragique à éluder, à exorciser. Il y a aussi le drame de ce qui se perd irrémédiablement sans que rien n'en prenne le relais, d'autant plus qu'il s'agit d'une société longtemps conservatrice, immobile à son corps défendant, pourrait-on dire. Or, de même que les séquelles d'une tradition restent vivaces quand cette dernière vient à disparaître sous le coup de certains événements privilégiés auxquels succèdent un temps mort, une rupture grave, le vide ainsi créé s'ouvre alternativement et se referme sans suite logique sur le conflit dérisoire entre l'ancien et le nouveau, alors qu'il existe à portée de la main une réserve inemployée de besoins neufs, d'acquis prometteurs, de schémas concrets et d'apports dynamiques dont on pourrait faire assez vite le contre-poids de toutes les nostalgies meurtrières du passé. Avec la discipline révolutionnaire qui n'a cessé de se manifester d'une façon émouvante dans les rangs du peuple algérien libéré jusque dans les moments incertains de la crise de l'été 1962, ce cadre social encore disponible, cette aptitude collective à accepter le progrès le plus audacieux, la remise en cause de tous les tabous, même les plus sacrés, sont, en fin de compte, les seules grandes réalités de l'Algérie. Des réalités qui cessent d'agir dès que le peuple récuse ses dirigeants.

S'il nous fallait, en guise de conclusion, revenir sur certains points importants, nous dirions que la longue résistance des paysans peut être considérée comme révolutionnaire, dans une certaine mesure, puisqu'ils ont été les seuls dont le combat ait connu une relative continuité par le fait même que la conquête française, la spoliation des richesses naturelles, la guerre libératrice, visaient d'abord un pays aux trois-quarts rural ou tirait parti d'un milieu stratégique favorable à la lutte armée. La société urbaine, elle, plus qu'au cours de la dernière guerre de libération avait, dès 1830, amorcé un vaste mouvement d'exode vers les campagnes et parfois au-delà des frontières afin d'échapper à la domination étrangère, poursuivre la lutte ou tout simplement chercher un refuge définitif conforme à son mode de vie et à ses goûts de classe, dans les cités bourgeoises du Maghreb (Tétouan), d'Egypte (Alexandrie), de Syrie (Damas) ou de Turquie (Izmir, Istanbul, etc...). Ce choix même, en dehors de celui que fit, vers les années 1855 et pour d'autres raisons, l'émir Abdelkader en compagnie de personnalités rurales et de membres de sa famille et de son état-major, dénotait un ensemble de liens affectifs, spirituels et de civilisation avec une catégorie de villes de l'Islam méditerranéen. Mais, ici et là, urbaine et plus tard rurale après l'insurrection de 1871, l'émigration algérienne resta très active sur le plan patriotique, entreprenante, créant des principautés en Cyrénaïque et en Palestine, essaimant à travers certaines provinces de l'empire ottoman, dans la Syrie du Nord et l'actuelle Jordanie en particulier, prenant part aux mouvements de révolte et restant très souvent en liaison avec le Maghreb. D'une façon générale, la cité algérienne qui se transforme presque exclusivement au profit de l'occupant, se ressent pendant longtemps des suites du premier exode et ne reprend une physionomie plus ou moins normale que dans la première décennie du XX^e^ siècle, avant de participer, au lendemain de la guerre mondiale de 1914-1918, à une lutte assez timide et maladroite qui ira en s'accentuant sporadiquement autour des années 1930 et surtout à partir de 1945.

Après la Conquête, les stratifications sociales dans les villes se caractérisaient par une fluidité relative et apparaissaient longtemps comme assez peu tranchées, s'agissant de centres urbains à population algérienne récente ou renouvelée sur un

fonds ancien, lui-même réduit, plus ou moins appauvrie dans l'ensemble et tenue à l'écart de la vie politique et municipale. La coexistence avec un élément européen parfois important et dont la position privilégiée, les besoins, l'initiative autonome et officielle, la sécurité, entraînent à peu près pour tout le monde les effets d'un alibi de contrainte et un avant-goût sinon un état de « mieux-être » ; le nationalisme tardif et le sentiment religieux, l'absence d'un véritable prolétariat algérien : tout cela contribue jusque vers 1945-1947 et même plus tard à masquer les clivages socio-économiques en bridant les élans, non encore organisés d'ailleurs, d'une lutte qui se déroulait pour ainsi dire loin des réalités coloniales auxquelles se trouvait affronté l'arrière-pays. Dans les campagnes, au contraire, la lutte ou la résistance même passive ou tacite se heurtaient infailliblement aux agents tout-puissants du colonialisme administratif et terrien et aux féodalités mercenaires exploiteuses. La combativité et le degré de conscience nationaliste étaient aussi fonction de l'encadrement rural, du dynamisme de certains militants de l'appareil politique qu'on avait implanté dans des régions homogènes, hors de l'emprise de la colonisation agraire ou presque, isolées sur le plan géographique mais ayant gardé relativement intactes des traditions sociales efficientes, au contraire des collectivités de la plaine qui furent longtemps, et plus que d'autres, l'enjeu et la cible de la guerre de conquête et du système colonial spoliateur. Cependant, l'unité du monde paysan et son destin commun d'un bout à l'autre du pays étaient des faits indéniables, et, la caractérisation sociale, quoique diffuse, s'avérait quand même plus nette que dans les villes où l'optique nationaliste à prédominance petite bourgeoise s'opposant progressivement à l'idéologie du colonialisme, en ressentait moins, cependant — toutes proportions gardées — les contre-coups et les excès subis dans la pratique de tous les jours par les ruraux. Avec cette différence, que, d'un groupe à l'autre la situation objective était inégalement exprimée selon le degré d'initiation à la vie moderne. Ajoutons que dans le passé la jonction ne pouvait s'opérer efficacement que dans un contexte où chacune des consciences politique et sociale aurait constitué d'abord chez ces deux groupes complémentaires une sorte de reflet de l'Autre, de soutien. Ce contexte a existé à partir de novembre 1954 et il eût fallu qu'une doctrine rationnelle et juste vînt

apporter à l'unisson, aux ruraux et aux citadins, une double conscience suffisamment claire et réfléchie pour embrasser, au-delà de l'objectif national de l'indépendance, les problèmes désormais liés d'une société révolutionnaire où les uns et les autres, communiquant ensemble, se fussent trouvés de plain-pied avec des réalités partagées, des tâches permanentes à l'échelle de tout le pays, de ses intérêts économiques bien compris et de son avenir. Il y a peu de pays où l'ignorance des campagnes par les villes et l'attrait des centres urbains les plus frustes sur les paysans soient aussi confondants, aussi catastrophiques. Mais ce n'est pas par des méthodes sommaires, moralisantes ou extrémistes, qu'on remédiera à ce problème majeur que l'indépendance semble avoir aggravé en favorisant de proche en proche vers les agglomérations épargnées par la guerre, voire les chefs-lieux de commune, le déplacement parallèle, mais différent, des collectivités paysannes sans toit ni terres et des nouvelles féodalités politiques du douar qui reconstituent graduellement les schémas des castes rurales défuntes. Demain, si on ne parvenait pas à enrayer ce double processus de dégradation et de féodalisme sous couvert du Parti, la vie municipale que les élections prochaines comptent instaurer pour le bien essentiel du pays s'en ressentira gravement et l'on assistera alors au retour des fiefs anachroniques.

Pour en revenir à ces études et aperçus, qui, par contraste avec le présent, lui-même riche en possibilités, amèneront peut-être le lecteur à mieux suivre les lignes d'une permanence socio-politique en mouvement tour à tour progressif et retardataire, jamais figé ; d'un combat très souvent dévié de son but initial, nous ne nions pas que la part d'idéalisme dont ils sont marqués, surtout quand il s'agit d'analyser le cadre dynamique et le contenu potentiel de la Révolution, est à la mesure de notre foi dans son avenir proche ou lointain. L'événement, lié davantage au rude effort de libération qu'à l'objectif unique et important, certes, de l'indépendance, a existé en tant que somme profuse de conquêtes, de disponibilités, d'itinéraires conceptuels s'enchaînant les uns aux autres dans un constant accomplissement. En effet, cet ultime effort de libération que sous-tendaient, pour ainsi dire, les luttes du passé depuis 1830, les horreurs de la guerre, des ré-

flexes nationaux clairs ou diffus, constitue non seulement un fait irréversible mais garde aussi, secret ou notoire, l'essentiel de ses conquêtes, de ses cheminements, tant il est vrai que ce qui est gagné de cette façon ne se perd jamais et reparaît tôt ou tard.

Ces textes, nous les publions tels quels, sans retouches ni rajouts fondamentaux, à l'exception de quelques rares et courts passages que nous avons cru devoir supprimer du seul point de vue de la forme ou pour mieux cadrer avec les exigences de l'édition. Nous les rééditons dans leur diversité, au risque de nous contredire, sinon sur le plan de l'histoire et des faits sociologiques, du moins sur celui de l'interprétation à long terme. C'est un peu l'équivalent du travail sans apprêts du mémorialiste qui donne en vrac ses souvenirs. Ici, il s'agit d'études qui peuvent se présenter, entre autres, comme des documents significatifs d'une époque particulièrement fertile en contestations de toutes sortes — et, bien sûr, traitant de cette époque limitée dans le temps. A la colonisation par la force conjuguée des armes et des lois visant à la contestation brutale et permanente du vaincu, a succédé celle, tour à tour cynique, insidieuse, débonnaire, perfide, paternaliste et faussement objective, d'historiens français qui se sont appliqués, sous des formes diverses, mais avec le même état d'esprit, à *contester*, à *nier* l'Algérie, tout en justifiant plus ou moins l'action coloniale et civilisatrice de leur pays. Les plus habiles dénonçaient les « méfaits » trop voyants du colonialisme ; se lamentaient sur « les occasions perdues », comme si le système était juste dans son essence et perfectible dans sa nature, mais ils le faisaient souvent pour mieux réussir, psychologiquement parlant, auprès du lecteur algérien abusé, leur double entreprise de contestation et de dépréciation de la vérité historique. Certains ont cru devoir tenir la balance égale — une balance perpétuellement faussée, de surcroît — entre les deux termes disproportionnés d'une confrontation. Comme si l'on devait, au même titre, excuser ou accabler le colonisateur et le colonisé, le bourreau et la victime ! Parlant hypocritement de la relève que doivent prendre à leur suite les historiens algériens, ils feignent d'oublier que pendant longtemps nos chercheurs ne pouvaient pas avoir accès comme eux, historiographes ambigus du régime, aux archives concernant le passé de leur pays. Ces mêmes archives ont

été d'ailleurs largement pillées ou évacuées par dizaines de tonnes en France sur l'initiative de certains « historiens », et cela dès le cessez-le-feu de mars 1962, de sorte que la colonisation séculaire de notre histoire nationale s'est terminée par un rapt matériel gigantesque visant à tarir ou à détourner les sources vitales de cette histoire.

Encore une fois, ce qui compte pour nous, ce ne sont pas tellement les apparences aberrantes ou discutables de l'autorité et du pouvoir exercés par quelques hommes, quelques groupes politiques, au cours de la lutte armée et depuis la libération ; ce ne sont pas tant les épisodes sans lendemain inhérents à des visées elles-mêmes épisodiques et fugaces, que la réalité collective en progression lente ou rapide, les faits anciens et nouveaux qui ont remis ou remettront en cause les structures féodales ou néo-féodales de la société algérienne, les concepts sommaires, conservateurs, romantiques et néanmoins populistes d'un nationalisme camouflé. Indéniablement, toute une catégorie de phénomènes individualistes, héritage d'un nationalisme de parade, se résorbera tôt ou tard pour faire place à une idéologie de rigueur conforme en tous points à l'effort collectif, au passé anonyme de la nation, à la pérennité des luttes communes. Ainsi, « l'historicité » abusive, les péripéties mythiques d'une certaine organisation clandestine dont on se réclame encore à retardement alors que la révolution unanime a égalisé toutes les chances et tous les mérites, les légendes dorées, etc... disparaîtront un jour à l'épreuve d'une société vraiment collectiviste dont les atouts inemployés sont à portée de la main et requièrent davantage la conquête sereine et efficace de l'avenir et du progrès que le retour frauduleux à un passé à partir duquel veulent se perpétuer des messianismes de groupes. « Ce que le messianisme projette dans l'avenir — écrit Jankélévitch — ce n'est pas une émanation, une suite logique du présent, mais un passé restauré dans sa présumée authenticité »[22]. Le long chemin parcouru par le peuple algérien depuis 1830, à travers des catastrophes et des expériences souvent mortelles d'où il est sorti quand même avec une vigueur retrempée, des acquis de

[22] Jankélévitch : *Tradition et traditionalisme : le mythe des origines*, p. 13.

toutes sortes largement positifs quoique vulnérables mais toujours prêts à servir les grandes causes dignes de ce nom, peut nous confirmer dans le fait qu'il poursuivra sa marche en avant.

A la fin de cette introduction, nous voudrions aussi rappeler que des erreurs se sont peut-être glissées dans l'exposé historique, à travers les études qu'on va lire. Nous avons conscience de certaines imperfections et le temps nous a manqué pour refondre ces travaux anciens. Bornons-nous à dire, par exemple, que contrairement à l'histoire telle qu'on l'a écrite au sujet des Turcs, les traditions populaires et la poésie orale de notre pays font une place équitable à ces derniers. Des poèmes kabyles recueillis par Hanoteau vers 1867 et dont beaucoup remontaient à la conquête, aux « Chants arabes du Maghreb » publiés par Sonneck en 1902, en passant par des œuvres non encore inventoriées, un ensemble de notations, de références, de sentiments d'estime admirative, contribuent à donner du Turc, aux yeux du peuple, l'image d'un homme brave, pieux, organisé, soucieux du bien public. Il est cependant à remarquer qu'à aucun moment on n'exprime à son égard une quelconque idée de sujétion, preuve que l'Algérie et les Algériens de toutes origines avaient la conviction d'appartenir à un pays non seulement autonome mais indépendant et souverain. De même, nous éclaircirons probablement un jour le rôle qu'a joué Ben Drane dans ses contacts avec Bugeaud, sans douter, le moins du monde, de sa fidélité à l'Emir et à l'Etat algérien. D'autre part, la « fatwa » obtenue par Léon Roches des ulémas de la Mecque et de Kairouan nous paraît aujourd'hui assez suspecte quant à ses sources. Quelques points faibles feront également l'objet d'un réexamen critique.

Nous ajouterons, pour conclure, que ce travail d'analyse historico-politique traitant de l'Algérie moderne à travers les problèmes de la nation et de la société, obéit, dans notre esprit, aux seules préoccupations objectives qui animent un chercheur. Si le jugement peut paraître sévère dans l'appréciation de certains événements politiques de ces dernières années, il reste, toutefois, dépourvu de passion et ne répond

qu'à l'exigence avec laquelle on doit servir la vérité propre au témoignage impartial, au fait observé, à la leçon qu'on tire de ces mêmes événements qui appartiennent désormais à l'histoire de notre pays et concernent tous les Algériens. C'est dire que ni la mauvaise humeur, ni la susceptibilité, ni le point d'honneur mal placé ne peuvent trouver ici, raisonnablement, à réagir contre ce qui est, en fait, l'histoire sincère d'une époque. Une époque parmi d'autres, mais, aussi, une époque-clé qui détermine, qu'on le veuille ou non, tout l'avenir de notre société. Son importance capitale vient du fait que, dès la veille de 1830, elle a amorcé un mouvement irréversible dans le sens de la transformation de la société traditionnelle et qu'elle constitue un état de disponibilité active ponctué par des courants émancipateurs sans cesse contrebattus. Les pays qui n'ont pas connu, à partir du XVI[e] siècle, le bouleversement bénéfique des Temps modernes avec leurs apports vitaux, leurs conquêtes progressives dans l'ordre scientifique et institutionnel, dans l'économie et l'organisation sociale, resteront des pays infirmes aussi longtemps qu'ils ne sauront pas profiter, jusqu'au bout, des révolutions qu'ils ont faites et de leurs expériences les plus rationnelles pour rejoindre le cours utile de l'histoire et y participer par d'autres conquêtes.

Mostefa LACHERAF
22 janvier 1965

1

Colonialisme et féodalité

« Le pacha de Casablanca, ses khalifas et deux cents notables marocains de la ville, ont rendu visite au chef de la région militaire de Casablanca pour lui exprimer leur reconnaissance pour la sauvegarde de l'ordre et lui rappeler les sentiments d'attachement que porte à la France la population marocaine. »

Les journaux (décembre 1952).

Celui qui parcourt l'histoire de l'Algérie au XIX^e^ siècle, en ayant présent à l'esprit le souvenir des luttes armées ou des luttes révolutionnaires que d'autres peuples ont menées ou mènent toujours pour leur indépendance ou pour un meilleur destin politique, est frappé par cette constatation, que les Algériens et leurs chefs, de 1832 à 1872 (émir Abdelkader, Mokrani, Boumezrag, Aziz ben cheïkh El Haddad) en accordant à l'action diplomatique le rôle subsidiaire et relatif qu'elle mérite, en déclenchant les forces populaires, en faisant agir les masses selon leurs aspirations du moment, n'ont pas été autre chose que des révolutionnaires, basant leur lutte, avant tout, sur une conception absolue de ce que doit être nécessairement le combat anticolonial. Le recours aux armes n'a pas été, cependant, l'essentiel de leur lutte, mais nous intéresse aussi l'esprit révolutionnaire dont ils étaient animés — confusément, sans doute — par idéal politique et social tout à la fois. Ainsi, la résistance d'Abdel-

kader ralliant les paysans de l'Ouest et ceux de la province d'Alger et les opposant aussi bien aux généraux français de la Conquête qu'aux féodaux et chefs religieux alliés de la France, a été doublement révolutionnaire, ayant pour objectifs, dans l'esprit de l'Emir, la libération du territoire en organisant le peuple pour la guerre, à travers un Etat fondé à la hâte et la destruction de la puissance néfaste, antinationale et antisociale des grandes familles mercenaires et terriennes. Ceci est d'ailleurs si vrai que, de l'aveu même d'Augustin Bernard, l'impérialisme français, pour venir à bout de la résistance algérienne dans le beylic de Constantine, prit le contrepied de la démocratisation entreprise par l'émir Abdelkader dans l'Ouest, et renforça l'aristocratie autochtone acquise à sa cause en créant de véritables dynasties de khalifas et de bachaghas. Quant au mouvement insurrectionnel qui se développa en Petite et Grande Kabylie, parallèlement à celui des Mokrani sur les hauts plateaux constantinois et algérois et le Tell, il trouva en cheikh El Haddad et en ses deux fils les champions d'une cause populaire.

L'histoire de l'Algérie au cours du XIX^e^ siècle est pleine d'enseignements pour qui veut illustrer certaines considérations sur le nationalisme, ses facteurs et ses atouts. Certains historiens français de la Conquête ont la manie de simplifier à l'excès toutes les données de la question algérienne entre 1832 et 1848, époque où l'Algérie, constituée spontanément en nation agissante, défendait son indépendance et ses intuitions sous l'autorité de l'Emir. Pour eux, seul le sentiment religieux — le fanatisme musulman, comme ils se plaisent à le définir — a rallié le peuple algérien autour d'une cause plus spirituelle que nationale. Il y aurait eu, pour soulever tout un pays face à l'envahisseur et le maintenir en haleine durant dix-sept ans, l'unique puissance de la foi religieuse ! Le « fanatisme » aurait constitué le moteur de tant d'énergies !

La part du sentiment religieux qui fut grande, très grande même, au début, n'a jamais été exclusive ou prédominante. L'Algérie, pays méditerranéen et maritime, avec sa capitale, grand port de course et de trafic commercial, était relativement ouverte, au XIX^e^ siècle, sur le monde occidental et sur l'Orient. Certaines personnalités algériennes faisaient des

voyages très fréquents dans les pays limitrophes et même à Paris et à Londres. Les rapports privés entre les Algériens et les habitants des villes orientales comme Alexandrie, Beyrouth, Damas, étaient nombreux, sans parler des éléments turcs qui venaient périodiquement d'Anatolie ou d'Asie Mineure ou qui y retournaient, établissant ainsi des relations de toutes sortes entre leurs métropoles et l'Algérie. A cette époque, un esprit nouveau soufflait sur l'Orient où Méhémet-Ali en Egypte et l'émir Bachir Ach-Chihabi au Liban, entreprenaient, avec des fortunes diverses, de soustraire leurs pays à la domination ottomane pour les engager dans la voie de la liberté et du progrès. Ces contacts divers, ces échanges d'idées, joints à la leçon des événements qui se déroulaient en Europe et surtout en Orient, avaient pour effet d'élargir l'horizon politique de l'élite algérienne des grandes villes. Ce courant, bien que relativement faible, ne laissait pas insensibles les masses citadines et quelquefois les populations rurales les plus rapprochées des villes côtières.

Ainsi, il existait bien une conscience politique et, qui plus est, elle ne se désintéressait pas des affaires de l'Europe. Tout est relatif, bien entendu, mais combien il nous plaît de découvrir à la veille de la Conquête, dans une Algérie ouverte à certaines influences extérieures, des hommes renseignés sur les courants d'idées de l'époque et sur les événements internationaux ou, tout au moins, méditerranéens et orientaux. Parmi ces hommes il nous faut citer, au hasard, le cadi d'Arzew, en Oranie, Sid Ahmed ben Tahar, un des éducateurs d'Abdelkader et celui qui l'initia, dès son jeune âge, à la politique occidentale ; Si Hamdane ben Othmane Khodja, secrétaire du dernier gouvernement d'Alger, homme d'une grande culture qui avait beaucoup voyagé et beaucoup appris ; Juda Ben Drane. futur représentant de l'émirat algérien auprès de l'occupant et diplomate d'une réelle valeur. Le facteur religieux — le fanatisme — n'eut pas un rôle primordial dans les guerres de l'Indépendance algérienne ou dans l'action de l'Emir, contrairement à ce que prétendent certains historiens pour simplifier les choses. A l'exemple de tous les pays — musulmans ou non-musulmans — qui eurent à subir l'invasion étrangère et qui durent résister et combattre les ennemis de l'extérieur et ceux de l'intérieur, des considé-

rations de tontes sortes : politiques, sociales, idéologiques ou sentimentales ont dicté leurs différentes attitudes aux Algériens, contre les généraux de l'impérialisme, en faveur de l'Emir, ou même contre lui. Ce sont ces considérations-là qu'il nous faut étudier. Le facteur « fanatisme » qui semble nier tout esprit politique est, dès l'abord, écarté en grande partie pour les quelques raisons suivantes. Les Algériens, avant la Conquête, bien qu'intégrés à l'Etat avec d'autres musulmans, n'hésitèrent pas, à plusieurs reprises, comme la propre famille d'Abdelkader en Oranie, les khouans Tidjania dans le Sud, les habitants de Beni-Abbès et du Hodna dans l'Est, et ceux du Djurdjura, en Kabylie, pour ne citer que ceux-là, à s'élever contre le régime autant par conscience maghrébine confusément exprimée que par un vif besoin de révolution politique. Ils n'avaient, le plus souvent, rien à reprocher aux souverains de la Régence d'Alger : le sentiment musulman et la valeur morale de certains d'entre eux, n'ont jamais été mis en doute. Le dernier dey, en particulier, Hussein Pacha, qui était connu pour sa grande piété, assuma jusqu'au bout sa charge spirituelle d'imam responsable de la communauté musulmane, et son attitude, à la veille de la prise d'Alger et lors du traité avec de Bourmont fut assez digne en même temps que soucieuse de l'avenir de ses anciens sujets, puisque de nombreuses clauses de ce document garantissaient, sur la demande expresse de Hussein, le respect de la religion, de la famille, du commerce et des institutions algériennes.

Tout cela pour dire que les Algériens qui professaient les mêmes croyances que les Turcs ne s'empêchaient point, au nom d'un sentiment islamique commun et par excès de religiosité, de faire une discrimination bien nette entre les commandements de la foi, la fraternité spirituelle d'une part, et les besoins nationaux et politiques, d'autre part, dont ils étaient parfois animés. D'un autre côté, l'emploi des Juifs par l'Emir dans certaines tâches diplomatiques des plus importantes pour le sort de l'Etat algérien naissant, exclut, lui aussi, dans une très large mesure, l'idée de fanatisme. En effet, les deux traités vitaux pour la cause algérienne qui se réglait, tour à tour, par la guerre et par la paix, le traité Desmichels en 1834 et celui de la Tafna en 1837 constituant l'un et l'autre un succès incontestable et résultant d'un sens

politique très sûr, ont été dus, en partie, le premier à l'habileté de deux Israélites d'Oran, Busnaq et Mardochée Amar, et le second à Juda Ben Drane dont nous avons déjà parlé. Ce dernier assistait même, quelquefois, aux réunions que tenait l'Emir pour les affaires de l'Etat avec la participation des khalifas de toutes les provinces. Abdelkader, quand il répondait aux Français que l'Etat algérien allait des Oulhassa au Kef, et qu'il s'acharnait à préciser les termes litigieux des accords conclus en ce qui concerne les limites géographiques ou la souveraineté algérienne, tenait, ni plus ni moins, un langage politique, conscient qu'il était des réalités nationales et non pas seulement des obligations religieuses. La correspondance officielle de certains de ses lieutenants ou de ses représentants, dénote, elle aussi, un sens très aigu des réalités algériennes dégagées de la confusion idéologique.

Même la fameuse « guerre sainte », dont on parle à tout propos quand il s'agit de l'Islam n'est, en fait et en principe, qu'une guerre défensive. Personne ne niera que la lutte armée entreprise par l'émir Abdelkader et les insurrections déclenchées par des chefs algériens jusqu'en 1884 l'ont été au nom de la libération du territoire. Si quelques-uns ont prononcé le mot de « djihad » ils l'on fait pour entraîner leurs hommes dans une guerre imposée de l'extérieur. Cet appel en faveur de la « communauté islamique en danger », n'est, ni plus ni moins, que l'équivalent de « la patrie en danger », notion que la Révolution française a, pour ainsi dire, rendue sacrée.

Et maintenant, que penser du général de Bourmont, le conquérant d'Alger, qui, s'adressant à ses soldats, leur disait : « Vous avez renoué avec les Croisés » ? Il y a quelque chose de plus probant encore : un voyageur français, Poujoulat, qui était très lié avec le maréchal Bugeaud et Mgr. Dupuch, évêque d'Alger, a écrit en 1844, c'est-à-dire au plus fort de la Conquête, un récit de voyage, qui est, en même temps, un essai apologétique sur la vocation chrétienne de la France en Algérie. Voici, en quels termes il rapporte un entretien qu'il eut avec Bugeaud : « Que faisons-nous en Afrique ? » me disait, il y a deux ans, M. le Maréchal Bugeaud dans son salon d'Alger ; je lui répondais : « Vous continuez l'œuvre de Godefroy, de Louis VII et de Saint Louis. » Après avoir

longuement parlé du « pays missionnaire » qu'est la France, à son interlocuteur, qui, dit-il, l'écoutait avec un « bienveillant intérêt », Poujoulat conclut : « Notre guerre d'Afrique est donc une continuation des Croisades[1]. »

Il lui arrive aussi, poussé par son zèle évangélique, d'excuser adroitement « la barbarie des expéditions d'Afrique[2] » en disant que « Dieu s'était fait appeler le Dieu des armées, le Dieu des batailles » et que « les sociétés ne marchent qu'à travers le sang et les douleurs[3] ». Il prend soin d'écrire, plus loin, qu'il n'est « pas de ceux qui aiment à s'égarer dans les chimères ». Il sait, en effet, que « le but de la guerre d'Afrique est plus haut, plus sacré que le but de nos guerres européennes » et que « ce qui est en jeu, c'est la sainte cause de la civilisation, la cause immortelle des idées chrétiennes auxquelles Dieu a promis l'empire du monde et dont le régime français est le soutien providentiel[3] ».

A la lecture de ces grands mots on serait tenté de croire que ce qui a inspiré son apostolat à notre auteur c'est la situation barbare d'un peuple sans foi ni lois. Or, que dit ce même Poujoulat ? « Nous avons la supériorité de la force qui se traduit par la discipline, la baïonnette et le canon. Il nous faut la supériorité morale... Depuis quinze ans les indigènes de l'Algérie n'ont pas dû être émerveillés de l'échantillon européen que nous leur avons offert. Puisque nous voulons entreprendre l'éducation des Arabes et des Kabyles, soyons meilleurs, plus honnêtes qu'eux...[4] » L'aveu n'est même pas voilé et constitue comme un démenti à la mission morale que prône l'auteur. Il ajoute, plus loin, avec une netteté qui semble donner le coup de grâce à cet idéal civilisateur dont on a fait grand cas. Il écrit, en effet : « Les Arabes valent mieux que beaucoup d'Européens civils qui habitent l'Algérie : pourquoi se rangeraient-ils sous nos idées, nos lois, nos volontés ? On est peu disposé à imiter ceux qu'on méprise... C'est trop souvent la fange européenne qu'on rencontre dans les contrées algériennes ; or, la fange n'est pas un ciment solide... » Tout cela n'empêche pas l'auteur, qui a de la suite

---

[1] Poujoulat : *Voyage en Algérie*, pp. 285-288.
[2] Poujoulat : *Voyage en Algérie*, p. 298.
[3] Poujoulat : *Voyage en Algérie*, p. 301.
[4] Id., p. 324.

dans les idées, de s'écrier avec enthousiasme : « Salut, Eglise nouvelle d'Afrique, fille des Cyprien et des Augustin ! Vous avez été tirée des tombeaux par le génie et la foi de mon pays ; je m'enorgueillis de vous voir renaître sous le drapeau de la France[5]. »

Nous nous sommes permis cette digression afin de caractériser, dans une certaine mesure, le climat politique et moral de l'Algérie à la veille de la Conquête française et pendant la résistance nationale. Nous avons aussi la modeste ambition, tout en relevant les thèses simplistes et systématiques de certains historiens, de reconsidérer la question algérienne au XIX[e] siècle sous des aspects plus positifs, sociaux pour la plupart, à seule fin d'illustrer le problème des mouvements populaires dans les pays non-autonomes aux prises avec la féodalité autochtone qui sert les desseins du colonialisme et s'applique à dévier le courant de l'émancipation sociale sans laquelle aucune indépendance n'est viable.

Lorsqu'après la défaite de Staouëli et la prise d'Alger la menace d'une occupation étrangère avec ses terribles perspectives commença à peser sur la vie même de la nation, on assista à un double spectacle : d'un côté le peuple des campagnes, les fellahs moyens et les habitants de quelques villes et bourgades se levant spontanément pour se défendre, presque sans chefs pour les guider et, de l'autre, les grandes familles de l'ancien makhzen et les dignitaires du régime défunt, hésitantes et perplexes, ne sachant s'il fallait suivre l'exemple de tout le monde ou sauver leurs intérêts et leurs situations en se mettant au service de l'ennemi. Leurs hésitations ne furent pas de longue durée : les beys d'abord, ou les aspirants aux beylicks nouveaux, à l'exception de Boumezrag de Médéa et d'Ahmed de Constantine. Ensuite, les gros possédants, sorte de caste officielle, enrichis par les concessions foncières des Turcs et chargés, en retour, de percevoir l'impôt. C'était, à quelque chose près, les fermiers généraux de l'Ancien Régime à la veille de la Révolution française, avec cette différence que les familles du makhzen, recrutées dans l'aristocratie militaire du pays, avaient également pour mission d'assurer l'ordre dans les tribus. Jusqu'en 1832 leur

[5] Id.

position ne s'était pas encore affirmée. Ils ne sentirent vraiment leur avenir et leurs situations en jeu qu'à partir du jour où le jeune émir, proclamé dans l'Ouest, se mit à organiser le peuple en faisant appel à des hommes le plus souvent obscurs, issus de familles roturières mais réputés pour leur désintéressement et leur niveau intellectuel assez élevé pour l'époque. Ainsi, les seigneurs féodaux constituant la « noblesse d'épée », qui ne pouvaient pas, de par leur tempérament, leurs préjugés et leurs intérêts de classe, aller vers le peuple ou participer avec lui à la défense d'une cause désintéressée, ne surent que servir une cause injuste et intéressée : celle des nouveaux conquérants. Ils pressentaient, d'ailleurs, confusément chez les masses rurales un besoin d'émancipation qui mettrait un terme aux abus de la caste féodale. Leur empressement à rechercher de nouvelles alliances prouvait assez le désarroi de cette caste. S'ils avaient été suffisamment puissants et populaires et si l'Algérie n'avait pas été, déjà, une nation constituée, dotée d'institutions traditionnelles, ces féodaux qui contrôlaient de vastes territoires auraient tout fait pour se rendre autonomes, fonder des sortes de principautés et traiter d'égal à égal avec les généraux français. Abdelkader, lui, n'appartenait ni à la féodalité administrative du makhzen, ni à l'aristocratie militaire ou terrienne. Il sortait d'un milieu moyen où l'exercice de certaines vertus morales était une règle de vie nécessaire. L'apostolat de toute sa famille et de beaucoup de ses semblables à cette époque-là — avant la Conquête — ne trouvait sa raison d'être et ses fins qu'au service du peuple : assistance sociale aux nécessiteux, instruction donnée dans les « zaouias » aux jeunes paysans, arbitrage judiciaire entre les fellahs. Dès 1834, les gros terriens et féodaux militaires du *makhzen* qui n'avaient cessé de se rapprocher de l'occupant, profitèrent de la signature du traité Desmichels, par lequel l'émir exigeait et obtenait le droit de les soumettre à son autorité exclusive en tant que sujets de l'Etat algérien, pour former une coalition menaçante. Dirigée par Mostfa ben Smaïl, El Ghomari, Kaddour ben Mokhfi et Sid el Aribi, cette coalition d'anciens mercenaires inquiets de la tournure des événements qui menaçaient leurs privilèges, cette coalition donc fut brisée le 12 juillet 1834. On peut dire que cette date marque le déclin de la féodalité algérienne en Oranie et dans la plaine du Chéliff. L'émir avait compris

que ces gros propriétaires fonciers représentant l'aristocratie militaire et administrative de l'ancien makhzen étaient les seuls éléments de discorde et de trahison dans un pays organisé sur le pied de guerre et qui s'efforçait de défendre son indépendance. Il était au courant de leurs manœuvres et savait de quel côté se trouvaient leurs sympathies. Nous avons, à ce propos, le témoignage de Philippe de Cossé Brissac, qui écrit : « Les vieux partisans des Turcs, sensibles aux avances de Boyer — général commandant les troupes françaises d'Oran — qui avait été le premier à comprendre l'identité de leurs intérêts et des nôtres et du profit que nous pouvions tirer de leur alliance, se montraient de plus en plus enclins à nous offrir leurs services. Un ami de l'ancien bey Khachan, le cheikh de la tribu frontière des Angad, campée entre Oujda et Tlemcen, Ben Ghomari, avait proposé au général français d'attaquer les députations algériennes qui se rendaient au Maroc...[6] »

Certains historiens français de la Conquête, malgré la sympathie qu'ils affichent pour leurs alliés féodaux, reconnaissent eux-mêmes que la bataille de Méharez, le 12 juillet 1834, et celle de la Mina quelques mois plus tard, ont mis fin à l'anarchie, unifié l'émirat algérien — ce sont là les termes employés par le général Azan — extirpé, dans une grande mesure, du corps de la nation, les germes malfaisants de la féodalité autochtone. Les chefs de la coalition furent arrêtés, jugés par des conseils de cadis et exécutés. Ce fut le sort, entre autres, d'Elghomari et de Sid El Aribi. Plus tard, l'Emir alla jusqu'à ordonner l'enlèvement d'un autre féodal d'envergure et intrigant notoire, Ferhat ben Saïd ben Boukkaz, du sud constantinois, qui s'était allié aux Français, et l'exila à Tagdempt pour l'empêcher de nuire. Toutes ces mesures de salut public lui étaient inspirées par son expérience des choses et des gens, par un sens politique vraiment révolutionnaire, dépourvu de tout sentiment de « fraternalisme ». Le danger de ces possédants privilégiés, à la recherche des honneurs et de nouveaux titres, n'ayant cure du destin tragique de leur peuple qui était engagé dans la voie de la réalisa-

[6] Ph. de Cossé-Brissac : *Les rapports de la France et du Maroc pendant la conquête de l'Algérie.*

tion nationale, tout cela risquait de rompre l'unité algérienne et d'éparpiller les efforts des masses paysannes, seules capables de libérer le territoire.

Une anecdote rapportée par le général P. Azan illustre bien ce double caractère de l'esprit démocratique de l'émir et du hautain mépris que les grandes familles de l'ancien makhzen avaient pour le peuple. Il dit : « Le vieux et noble chef militaire (il s'agit de Mostfa ben Smaïl, chez des Zmala et des Douaïr) considérait le jeune Abdelkader comme issu d'une famille inférieure à la sienne ; il évoquait le temps où cet enfant venait à Oran manger avec ses domestiques, et les circonstances où il l'avait soustrait, ainsi que son père, à la vengeance du bey Hassan. Bien qu'il lui en coutât, il se résigna à aller le voir dans son camp ; il le trouva occupé à écouter les réclamations de quelques hommes du peuple. Abdelkader, qui traitait ces hommes avec bonté, ne les interrompit pas pour recevoir le chef des Douairs. Mustapha, blessé dans son amour-propre, lui dit : « Puisque ceux qui étaient hier mes serviteurs ont aujourd'hui le droit de parler devant moi et plus haut que moi, je jure que jamais plus ma face ne rencontrera la tienne. »[7]

Mais, ce qui caractérise le plus cet état d'esprit féodal, c'est l'acharnement de ces privilégiés à identifier leur propre cause à celle des nouveaux venus qui devaient assurer, comme l'histoire l'a démontré, leurs situations, leurs intérêts matériels et accroître leurs richesses tout en créant chez eux le goût d'une servitude bien rémunérée. Alors que les paysans « voyaient brûler leurs résoltes » comme nous l'apprend Augustin Bernard ; alors que le plan Bugeaud « comportait — entre autres méthodes — la dévastation systématique des cantons indigènes » ; alors qu' « on s'efforçait d'atteindre les indigènes dans leurs intérêts saisissables : récoltes sur pied, plantations, douars, bestiaux, silos »[8] ; alors que les fellahs des plaines, les montagnards, les combattants déguenillés, les tribus affamées par la guerre et plus mobiles que les colonnes de Bugeaud répondaient fièrement à ce dernier par l'intermédiaire de leur cheikhs : « Tu brûles, tu détruis nos mois-

[7] Col. P. Azan : *l'Emir Abdelkader*, p. 33.
[8] Aug. Bernard : *l'Algérie*, pp. 208 et 211.

sons, tu coupes nos orges et nos blés et pilles nos silos... Nous nous battrons quand nous le jugerons convenable... Envoie un homme contre un homme, dix contre dix, cent contre cent, mille contre mille, et tu verras si nous reculerons[9]. » Alors qu'une catastrophe sans nom s'abattait sur le peuple dont le patriotisme et la résistance étaient admirables, on voyait les féodaux algériens fournir des auxiliaires précieux aux envahisseurs et prendre leur part du butin qu'on enlevait à leurs compatriotes ! Le duc de Rovigo, ancien ministre de la Police, pouvait se signaler en exterminant à titre d'exemple une tribu entière de pauvres gens[10] ; Saint-Arnaud pouvait se flatter cyniquement dans ses lettres[11] de raser des villages et d'élever des montagnes de cadavres sur sa route ; Pélissier pouvait enfumer des Bédouins avec leurs femmes et leurs enfants ; Montagnac se targuer de conduire au carnage ses fameux « voltigeurs de la mort » à travers des douars dépeuplés, mais pendant ce temps-là Mostfa ben Smaïl s'enorgueillissait de son grade de général et donnait le coup de grâce à ses compatriotes ; les bourgeois du Méchouar de Tlemcen applaudissaient aux victoires de Lamoricière et de Bugeaud et toute la caste du vieux makhzen, comblée de biens et d'honneurs, rêvait déjà au rôle avantageux mais facile qu'elle jouerait une fois la paix revenue sur l'Algérie en ruines et en deuil. Les impérialistes français ont si bien compris de quel côté se trouvaient leurs alliés et leurs auxiliaires naturels que, pour briser l'unité d'action du peuple et prendre le contre-pied de l'œuvre de démocratisation des cadres entreprise par l'émir[12], ils créèrent, dès les premières années de la Conquête, un nouveau makhzen, une nouvelle

---

[9] *Op. cité* Azan, p. 172.

[10] Tribu des Auffia dans la Mitidja, comptant 12.000 membres à l'époque de sa disparition.

[11] St. Arnaud : *Lettres.*

[12] Il nous paraît utile de citer le jugement autorisé qu'a émis le duc d'Orléans, contemporain et adversaire d'Abdelkader, sur la politique de ce dernier : « ...Il substitua au makhzen, aux divisions des tribus, à l'inégalité de leur condition, cette égalité fraternelle qui, en d'autres temps, avait fait la grandeur de l'Islamisme... Par le seul instinct de son génie, cet homme extraordinaire trouva, du premier coup, dans une société informe, la solution d'un problème poursuivi sans succès dans les nations modernes à travers bien des révolutions :

classe de privilégiés et de seigneurs, entièrement dévoués à leur cause et fort contents de trouver un refuge contre la vindicte populaire et un moyen puissant de faire échec à l'émancipation des masses rurales. A ce propos, Augustin Bernard s'exprime ainsi : « L'œuvre essentielle du maréchal Valée fut l'organisation de la province de Constantine, où il appliqua les méthodes de politique indigène qui furent, par la suite, étendues à toute l'Algérie. Elles consistaient à faire administrer le pays, dont la France ne se réservait pas la gestion directe, par de grands chefs indigènes placés sous l'autorité du commandant supérieur de la province. *En fractionnant le pouvoir entre plusieurs chefs, Valée cherchait à éviter la faute commise dans l'Ouest par le traité de la Tafna, qui avait démesurément grandi Abdelkader.* Les arrêtés du 30 septembre 1838, qui ont laissé des traces durables dans l'histoire de l'Algérie et qui ont été le point de départ de nos relations avec les grandes familles de la province de Constantine, posèrent les principes de cette organisation. Il y eut cinq grands chefs : Ben Aïssa, Hamlaoui, Ali ben Ba-Ahmed, Mokrani et Ferhat ben Saïd, qui fut remplacé en 1840 par Bouaziz ben Gana... C'étaient plutôt des vassaux que des fonctionnaires ; ils avaient une garde particulière, percevaient les impôts, nommaient eux-mêmes les cheikhs[18] ».

Louis Rinn, de son côté, définit clairement le caractère des services que les grandes familles féodales, dont l'arrêté de septembre 1838 avait consacré la situation dans le Constantinois, allaient rendre aux conquérants impérialistes auxquels ils étaient liés par des intérêts politiques et matériels de toutes sortes. « Ce qu'il fallait alors, dit Rinn, ce n'était ni des administrateurs, ni des fonctionnaires, c'étaient des alliés puissants et influents ; des gens dont le nom, les antécédents, la situation familiale, nous fissent accepter par les populations travaillées par l'émir au nom de l'Islam. A ces alliés inespérés, *qui venaient nous offrir des pays que nous ne connaissions pas* et dans lesquels on ne nous avait jamais vus, il eût été puéril

---

l'équilibre des influences aristocratiques et des traditions héréditaires avec l'élément électif et les existences nées de par la faveur populaire. » Duc d'Orléans : *Campagnes de l'Armée d'Afrique*, pp. 408 et 409.

[18] Augustin Bernard : *l'Algérie*, pp. 198-199.

de demander autre chose qu'un concours politique ou guerrier. C'est ce qu'on fit[14]. »

Ainsi, la conquête une fois terminée, la colonisation une fois amorcée, ce qui émergeait du désastre, c'était, d'une part, un peuple de « survivants » à moitié exterminé, une paysannerie appauvrie, frappée par de lourdes contributions de guerre comme châtiment de sa résistance, et, d'autre part, une féodalité autochtone demeurée intacte dans ses biens, inactive ou dangereuse sur le plan national et partageant même, dans une certaine mesure, avec les nouveaux possédants européens, les terres prises aux paysans.

Plus tard, quand la grande insurrection populaire de 1871, menée effectivement par Aziz ben El Haddad et les Rahmania et dirigée par Hadj Mohammed El Mokrani et son frère Boumezrag, secoua l'Algérie de fond en comble, favorisée qu'elle était par des conditions économiques et sociales désastreuses (famine de 1868 qui fit plus de cinq cent mille victimes, menaces d'expropriation au profit des Alsaciens-Lorrains), la conscience algérienne, dans un sursaut digne des révolutions des peuples vraiment opprimés, atteints dans leur vie et leurs terres, n'était autre chose qu'une conscience arrivée à un point tragique de son évolution, s'éveillant surtout dans la masse des paysans. On voudrait définir plus clairement encore cette conscience aiguë qui naît en dehors des idéologies consacrées, et s'identifie tout entière au pressentiment d'un destin national en péril. Car ce sont les paysans, et les paysans seuls, qui, dépossédés, décimés par les famines, courbés sous l'administration arbitraire[15] des caïds et appréhendant de nouvelles spoliations et de nouveaux excès, incarnèrent cette conscience collective en 1871, au contraire des

---

[14] L. Rinn : *Histoire de l'Insurrection de 1871*, p. 23.

[15] Il est tout à fait caractéristique de relever dans une lettre adressée par l'un des chefs de l'Insurrection, Aziz, au colonel Bonvalet, le 14 mai 1871, des passages relatifs aux caïds et qui traduisent bien l'opinion algérienne d'alors. Aziz disait d'eux : « Lorsque le gouvernement leur a confié le commandement et la direction des tribus, ils ont sans pitié ruiné les musulmans... Alors nous nous sommes levés pour le djehad, sans être en force, sans trésor pour faire face à la guerre... ». Ces caïds étaient l'expression la plus virulente de la féodalité administrative et terrienne.

autres, des Mohand Saïd ben Aly Cherif-Amziane, des Moh.-Seghir Bengana, des Mihoub ben Chennouf, des Ben Henni ben Boudiaf qui, dès les débuts du mouvement insurrectionnel, protestèrent de leur fidélité aux autorités françaises ou s'offrirent pour aider le colonialisme dans ses répressions. Les Bengana disaient dans leur adresse au gouverneur général, en date du 18 mars 1871 : « Nous sommes les plus anciens serviteurs du gouvernement français... Nous continuerons comme par le passé à accomplir notre devoir avec le dévouement le plus complet, avec les intentions les plus pures, tant que le gouvernement français subsistera en Algérie ; *en vînt-il même à n'y être représenté que par un seul de ses nationaux, nous resterons vis-à-vis de lui dans la soumission la plus complète*... Nous avons appris que Mohammed ben Ahmed el Mokrani s'était révolté... Quoi qu'il en soit, de ce jour nous nous séparons de lui, et nous le combattrons avec autant d'ardeur que si nous étions Français[16]. »

L'attitude, traditionnellement servile, de la féodalité étant admise, il est curieux de l'aligner sur une autre attitude, peut-être plus inattendue chez nous mais concevable, néanmoins, aussi défaitiste que la première : c'est celle des bourgeois des grandes villes. En effet, les notables de Constantine avaient, eux aussi, à l'exemple des bachaghas, manifesté leur dévouement au gouverneur général de l'époque, tout en accablant les paysans insurgés par une lettre collective en date du 21 avril 1871. Ces bourgeois, dont L. Rinn a rapporté les termes de leur loyalisme « priaient le gouverneur de ne pas les confondre, eux, *gens instruits, éclairés*..., appréciant avec reconnaissance la protection et la justice de la France, avec les « bédouï » ou gens des tribus ». Ils se définissaient eux-mêmes comme étant des « citadins, sédentaires et lettrés, aimant le calme, la paix, la tranquillité et le bien-être... Désireux de se procurer des ressources, ils se livrent aux professions manuelles, au négoce, à l'agriculture, à tous les genres d'industrie ; ils respectent l'autorité, ils sont amis de l'ordre... Ils cherchent à vivre dans l'aisance avec leurs femmes et leurs enfants... »[16 bis]

---

[16] L. Rinn : *Histoire de l'Insurrection*, p. 184.
[16 bis] Op. cité.

C'est bien là, assurément, le portrait achevé, par eux-mêmes, de bourgeois égoïstes qui parlaient de bien-être, de ressources, de respect de l'autorité, *d'aisance,* alors que leurs compatriotes les moins favorisés et les plus méritants faisaient la tragique expérience du colonialisme. Ne se limitant pas à condamner les paysans, ils vont jusqu'à réclamer pour eux des châtiments terribles. « Il faut conclure de ceci, écrivaient-ils au gouverneur général, que les « bédouï » ne renonceront pas à leur conduite traditionnelle, aux mœurs de leurs montagnes, si on ne les frappe pas d'une répression sévère et énergique qui les pénètre de terreur et d'épouvante, qui leur fasse craindre pour leur vie. La force, la violence, pourront seules vaincre leur nature...[17] » Et comme les mêmes noms se retrouvent en Algérie, depuis 1830 jusqu'à nos jours, nous ne sommes pas étonnés, en lisant ceux des signataires de la fameuse adresse de Constantine, de relever parmi eux : Allaoua Ben Saci, Hamouda ben Chikh, Mohammed ben Azzouz, Ben Ouadfel, Seghir ben Koudjik Ali. L'auteur auquel nous empruntons ces renseignements, bien qu'il lui arrivât très souvent de se montrer sévère pour les paysans en révolte, ne s'est pas empêché, néanmoins, de qualifier nos bourgeois « de gens apeurés et égoïstes » et leur lettre au gouvernement général français de « langage cruel... (qui) explique en partie, sans les excuser, les violences de la presse constantinoise vis-à-vis des insurgés ».[17 bis]

Mais, ce qui nous intéresse davantage dans cette partie de notre étude comme étant un indice significatif de la conscience populaire à la veille des événements insurrectionnels de 1871, c'est le fait que de nombreuses collectivités à cette époque avaient vu naître dans leur sein de véritables comités libres, dénommés « chartia », élus par les douars et groupant de dix à douze membres. Ces sortes d'assemblées para-municipales, ayant un pouvoir souverain, s'étaient créées illégalement dans les communautés paysannes par réaction contre l'autorité et les abus des caïds, exécutants du colonialisme. Elles devaient surveiller ces derniers, « infliger des amendes, saisir les biens des récalcitrants ou des dissidents à la cause

[17] L. Rinn : *Op. cité,* pp. 214-215.
[17 bis] Op. cité.

commune, acheter des chevaux, des armes, des munitions ; réformer les jugements du cadi et des commissions disciplinaires. » Elles existaient un peu partout, même dans le Sud. Parlant de ces comités du peuple qu'il avait eu, lui-même, l'occasion de voir se multiplier dans les tribus du cercle de Biskra, L. Rinn écrit : « Ainsi, à côté des ligues des seigneurs se formaient des ligues de paysans et de prolétaires, et ces dernières n'étaient pas moins inquiétantes pour le principe même de notre action gouvernementale. Certains caïds ou chioukhs, se sentant directement menacés par des « chertya », n'hésitèrent pas, plus tard, à reconquérir la direction de leurs tribus en les entraînant à la guerre contre nous »[18]. Les « ligues de seigneurs » auxquelles il fait ici allusion sont celles, peu nombreuses d'ailleurs, qui se constituèrent dès le début de l'Insurrection de Hadj M. el Mokrani, qui était lui-même bachagha. Les quatre ou cinq familles féodales qui le suivirent étaient animées, surtout, par un esprit de clan (clan des Oulad Mokrane Bel Hadj, de la Medjana, auxquels elles s'apparentaient plus ou moins). Mokrani comprenait bien cette réticence des tribus à se joindre à des chefs nommés, somme toute, par la France et n'ayant pas les mêmes aspirations que les paysans. Les quelques contingents levés par ses parents étaient loin de suffire au succès de cette entreprise. Aussi, pour rendre son mouvement plus général, fut-il contraint, peut-être malgré lui, de faire appel à cheikh El Haddad et à ses fils dont les tendances populaires et démocratiques étaient seules capables de rallier la grande masse des paysans. Comme on l'a vu plus haut, c'est le plus souvent sous la pression de leurs administrés que les caïds adhérèrent au mouvement insurrectionnel. La force de l'opinion et le sens de la solidarité et de la responsabilité collectives étaient tels que plusieurs chefs de tribus, investis par les autorités coloniales, furent mis en demeure, surtout dans la Basse et Grande Kabylie, de prendre partie pour l'Insurrection au risque de se voir tenus au ban de la société. Ces chefs-là savaient que les insurgés ne les portaient pas dans leur cœur, et, bien que participant au mouvement contre leur gré il est vrai, ils n'étaient pas pour cela épargnés par les griefs judicieux des paysans. Nous avons déjà lu les passages de la lettre d'Axis. Témoin aussi ce

18 L. Rinn: *op. cité*, pp. 91-92.

texte répondant à des conditions de paix proposées par les autorités militaires à une tribu qui s'était révoltée dans la région de Batna, entraînant avec elle ses chefs investis : « Aujourd'hui vous nous parlez de paix et de soumission, alors que nous nous sommes engagés par serment avec les autres tribus insurgées. Si c'est là votre désir, il vous faut révoquer les anciens caïds, car, par Dieu, rien n'aurait eu lieu si les caïds n'avaient pas fait du tort aux gens[19]. »

D'autre part, il serait faux de dire que l'Insurrection a été déclenchée spontanément à l'appel de Mokrani en mars 1871. Les premiers symptômes de ce grand mouvement avaient commencé à se manifester huit mois auparavant, atteignant leur point de gravité en janvier 1871, avec les mutineries et les révoltes de spahis, un peu partout, refusant de se rendre en France, les événements de Souk-Ahras, les attaques armées contre El Milia, les rassemblements sur la frontière de Tunisie où s'étaient réfugiés depuis longtemps des Algériens proscrits, parmi lesquels se trouvaient des personnalités de premier plan, telles que Salmane el Djallabi, dernier chef résistant de Touggourt, et Nacer ben Chohra, chef insurgé de la confédération des Larbaâ de Laghouat qui n'avait cessé de remuer tout le Sahara oriental depuis 1851.

Mais, ce qu'il faut surtout retenir à l'actif de l'Insurrection, c'est cette conscience dont nous avons parlé et qui animait confusément, et parfois d'une façon réfléchie, la masse des paysans. On peut dire que ce sont eux qui dictèrent, finalement, leur attitude à certains chefs. Le sursaut qui souleva les paysans ne fut pas l'effet d'une vaine bravade. Une expérience vécue sur l'échelle de tout un peuple dont ils étaient l'élément le plus méritant et le plus sacrifié ; un avenir social entrevu sous de terribles perspectives et s'identifiant avant tout à la question agraire ; le sort de l'Algérie placé d'autorité entre les mains des « comités de défense » européens et du « citoyen » Vuillermoz qui tenaient en échec les lois de leur propre gouvernement et affectaient d'ignorer la présence de la population autochtone dont ils voulaient disputer l'administration aux bureaux arabes afin de mieux la dépouiller ; la colonisation entrant dans sa phase définitive et combien désastreuse, celle du « peuplement national » : tout cela avait con-

[19] L. Rinn : *op. cité*. p. 481.

tribué plus ou moins à faire sentir aux paysans d'abord, et aux classes moyennes, ensuite, l'acuité de leur condition générale dans un pays livré sans vergogne aux appétits des colons, au bon plaisir des officiers militaires et des « patriotes » européens des grandes villes ; aux pratiques des usuriers et des spéculateurs, enfin, aux abus et à la trahison intéressée des féodaux. Si les Algériens n'avaient plus, en 1871, au même titre ce sens réel d'une nationalité à défendre et d'un Etat à construire et à sauvegarder tout à la fois, comme du temps de l'émir Abdelkader, ils étaient mûs, néanmoins, par une conscience assez nette et positive, acquise lentement à la suite des transformations souvent brutales ou arbitraires qu'avaient subies la société algérienne du fait du colonialisme = élimination des cadres traditionnels du peuple ; prolétarisation des campagnes, champignonnage de véritables dynasties de chefs indigènes ; introduction dans le pays d'un certain progrès matériel resté inaccessible, cependant, à la grande masse des autochtones ; prépondérance politique de l'élément européen minoritaire, de plus en plus exigeant dans ses rapports avec sa métropole et manifestant ouvertement ses velléités d'autonomie et ses besoins d'un espace vital démesuré au détriment des Algériens. Il n'est pas sans intérêt, d'ailleurs, d'étudier cette époque du point de vue de la politique strictement « française » en Algérie.

Dès le 8 novembre 1870, le Comité de Défense d'Alger, qui a usurpé des pouvoirs souverains en nommant son président, Vuillermoz, « commissaire extraordinaire civil » de l'Algérie, c'est-à-dire chef suprême de ce pays et « dictateur », entre en conflit avec le gouvernement central installé à Tours. A cet acte illégal qui flattait singulièrement leur fierté, succéda, chez les colons, une véritable agitation, soi-disant républicaine et anti-bonapartiste, mais résultant surtout d'une susceptibilité ombrageuse, d'un égoïsme étroit, d'une tendance facile à considérer les mesures « libérales » promises aux Algériens par Napoléon III comme une limitation à leur propre développement. Pour donner une idée de l'esprit civique de ces colons, Jean Hess a dit ironiquement « qu'ils sauvaient la patrie des attaques de la Prusse en attendant de pied ferme les bataillons allemands dans... la Mitidja ! » et que « pour se faire la main, ils assommaient un vieux général français,

M. Walsin Esterhazy, un vieillard qu'on leur avait donné pour gouverneur ». Parlant d'un « patriote » colon, nommé Marchal, « qui voulait bien risquer la mort en votant mais pas en combattant les Prussiens », l'auteur ajoute : « Il y avait comme cela des quantités d'Algériens — européens — car la proportion de ceux qui s'engagèrent fut lamentable... On ne peut savoir leur nombre en consultant les listes d'enrôlement, car ces listes n'existent plus. Gênant témoignage, elles ont disparu des archives. Mais on sait le nombre des votants... »[20]

Les batailles politiques, étaient, en effet, plus aisées. Les colons voulaient, entre autres choses, à Alger « une assemblée coloniale de députés des provinces (algériennes) traitant au besoin de puissance à puissance avec la Chambre des Députés de France ». Naturellement « ils considéraient l'Arabe comme élément négligeable en leurs calculs séparatistes », car ses terres seules les intéressaient. Mais ils ne s'arrêtaient pas là dans leurs préoccupations politiques. Le peuplement étranger d'origine néo-latine de plus en plus nombreux leur faisait entrevoir les perspectives exaltantes d'une race nouvelle qui ne tarderait pas à absorber, semble-t-il, la population autochtone déjà décimée par les famines. Cette « race nouvelle », néo-latine et souveraine, bien qu'en minorité, dirigerait elle-même son propre destin... et le destin des autres. Pour atteindre ce but, et par un excès de patriotisme tout à fait paradoxal, les colons français de 1870-1871 ne craignaient pas de faire appel à l'aide effective de l'étranger ou de marquer leurs préférences pour des institutions étrangères auxquelles ils voulaient être soumis. J. Hess, citant un ouvrage consacré aux causes de l'Insurrection de 1871, en extrait le passage suivant, qui est très significatif de cet état d'esprit : « Le conseiller municipal (d'Alger) au titre étranger, Crispo, Italien, était en correspondance avec Garibaldi, retiré à Capréra, dont les soldats, errant de divers côtés, arrivaient à Alger où on prévoyait de les utiliser pour un coup de main. Une délégation demandait à Garibaldi de venir prendre le gouvernement de l'Algérie[21]. » Et maintenant une note plus directe qui illustre bien cette même tendance de certains colons à faire peu de cas du sens national pourvu qu'une domination étrangère leur ga-

[20] J. Hess : *Vérité sur l'Algérie*, p. 294.
[21] J. Hess : *La Vérité sur l'Algérie*, p. 298.

rantisse tous les privilèges et autorise leurs abus. Ceux qui ravitaillaient les armées de Rommel en 1942 et adhéraient à l'Ordre Nouveau d'Hitler ; ceux qui, tout récemment encore, menaçaient de se jeter dans les bras de l'Amérique, ne désavoueront pas, à coup sûr, cette prose de l'*Indépendant* de Constantine du 9 février 1871 : « ...Nous ne voulons du Bonaparte à aucun prix ; et, certes, plutôt que de subir encore ce chenapan (*sic*) nous préférerions nous donner à l'Angleterre. Sans doute, dans ce cas, nous n'aurions peut-être pas le nom de République, nous serions soumis nominalement à une reine, mais nous aurions effectivement notre autonomie, et la plus grande somme de liberté que nous saurions rêver, ici, même sous la République... Ce serait pour l'Algérie la prospérité, le progrès, *un développement inouï de la colonisation*. Non seulement les propriétés et les droits acquis seraient religieusement respectés, mais ils prendraient une valeur énorme..., l'esprit d'entreprise et les capitaux féconderaient un sol que le gouvernement arabophile (*sic*) n'a fait qu'abandonner à la paresse musulmane... » En effet, il ne restait plus à ce « gouvernement arabophile » qu'à exterminer les Algériens jusqu'au dernier, après les avoir dépouillés au profit des colons et refoulés insensiblement vers le Sud ! Les Algériens, qui étaient soumis à l'administration militaire des bureaux arabes, ne vivaient pas dans le bonheur, loin de là ! et subissaient les exactions des caïds, mais l'administration civile, telle qu'elle était représentée par les colons et la race nouvelle des néo-Latins, leur donnait de justes craintes. Elle était en effet synonyme, à cette époque, d'expropriations abusives, de dictature, de pouvoir unilatéral.

Pour en revenir aux Algériens à la veille et au cours de l'Insurrection de 1871, ainsi qu'au but primordial de notre étude, nous ferons remarquer que la conscience qui les animait est sans doute plus près de nous par certains côtés. Mokrani s'était tout à coup rendu compte de sa grande solitude et du peu de chances qu'il aurait eues s'il avait fallu s'en tenir aux maigres contingents fournis par la caste féodale à laquelle il appartenait, sinon par l'esprit, du moins par les titres et les honneurs. Il avait dû vaincre ses répugnances et s'*allier* aux masses populaires. Ses pairs, bien que favorables à une démonstration guerrière de la noblesse d'épée à titre

de chantage, ne lui pardonnèrent jamais d'avoir « vulgarisé » le mouvement. Oukaci l'avait dissuadé de se commettre avec le peuple ; d'autres féodaux lui manifestèrent publiquement leur désapprobation alors qu'ils s'étaient engagés à le soutenir dans le cadre d'une lutte des grandes familles. Mais il n'avait pas le choix, les jours étaient comptés, et, reculer, c'était avant tout compromettre sa famille et la livrer aux tribunaux militaires. L'élan des masses paysannes était désormais irrésistible et il fallait le *suivre* et non pas le susciter. Grâce à sa clairvoyance politique, Mokrani a eu le grand mérite de reconnaître que, pour déclencher un vaste mouvement national, il fallait nécessairement, comme du temps de l'émir Abd el-Kader, s'en remettre à la vocation populaire des gens de zaouia. Mais, ce qui honore au plus haut point cet homme chevaleresque, ce fut sa loyauté à l'égard de ses alliés « plébéiens » et son courage moral qui lui interdirent, l'une et l'autre, de reculer quand la défection de la première ligue des seigneurs fut devenue effective.

Nous avons parlé, aussi, des « chartia ». C'est l'un des aspects les plus significatifs de cet éveil sur le plan social avec les préoccupations d'ordre agraire.

Le danger n'était pourtant pas aussi grave qu'aujourd'hui. Depuis cette époque-là le séquestre général de 1872, qui frappait les terres des Insurgés — 2.640.000 hectares sont confisqués au profit de l'Etat et de la colonisation, — et la loi foncière de 1873 complétant le senatus-consulte de 1863, vinrent ruiner les fellahs et augmenter, dans des proportions considérables, la masse des prolétaires ruraux. Augustin Bernard note à quel point nos paysans de l'époque — comme ceux de toutes les époques et de tous les pays — pouvaient être sensibles à ce problème vital qui prime pour eux le problème politique lui-même ou se confond tacitement avec lui. Faisant allusion aux conséquences d'application de la loi de 1873 et aux excès auxquels se livrèrent les spéculateurs et autres colons sur les terres des Algériens, il écrit: « Au bout de quelques années de ce régime, il fallut s'arrêter sous peine de provoquer une insurrection agraire[22]. » Ainsi, les sursauts populaires, l'élan libérateur des masses exploitées, les vastes mouvements

[22] Augustin Bernard : *L'Algérie*, p. 283.

qui préludent aux révolutions de toutes sortes, naissent toujours d'une expérience tragiquement vécue et sont d'autant moins gratuits par rapport à certaines abstractions purement nationales, qu'ils résultent, non pas d'un sentiment illusoire, mais de la vision très lucide et projetée intuitivement dans l'avenir, de leur destin humain, c'est-à-dire social avant tout. Le régime colonial a été instauré par les armes, mais il s'est consolidé à la faveur de conditions défectueuses créées par lui ou rendues telles, à point nommé, par la féodalité mercenaire alliée naturelle des gros possédants étrangers. Désormais, ces conditions, cet état de choses, va en empirant pour le plus grand bien d'une minorité hybride qui est « juge » et « témoin ». Témoin de complaisance et témoin-réclame : telle est la féodalité autochtone, la « partie » étant le peuple. Aussi, le loyalisme de cette caste créée artificiellement par les impérialistes, reste-t-il l'alibi majeur du régime. Pendant longtemps les écoles françaises destinées aux autochtones en Algérie et au Maroc ont porté le nom officiel « d'écoles pour fils de notables ». Ce dernier terme désignait, le plus souvent, une classe nouvelle mais relativement restreinte de gens privilégiés appartenant dans leur ensemble, à des titres divers — alliances, « clientèles », services rendus, affiliations congréganistes — à la féodalité administrative ou para-administrative : bachaghas, caïds, naïbs, présidents de djemaâ, délégués financiers. Aujourd'hui les délégués « indépendants » à l'Assemblée algérienne viennent, par la grâce du Gouvernement général, de la même réserve : celle des familles caïdales, maraboutiques ou apparentées. Depuis quelques années — c'est-à-dire depuis le départ de Naegelen — c'est la grosse colonisation elle-même qui se charge de les faire élire, les disputant ainsi au dirigisme pourtant efficace de l'administration coloniale. C'est une phase nouvelle qui commence. Quand on a des intérêts communs on peut collaborer sans intermédiaires !

Avril 1954.

2

Le patriotisme rural

On a longtemps parlé du nationalisme nord-africain sans se soucier, très souvent, de le définir comme un mouvement local, issu de réalités profondes et résultant d'une évolution historique incontestablement nationale. On a toujours eu tendance à le traiter comme un intrus, à mettre sur le compte de la Ligue arabe et de « Radio Le Caire » la responsabilité de mouvements nationaux maghrébins qui sont d'une nature différente des nationalismes proche-orientaux et conditionnés par un problème agraire rendu insoluble, une cohabitation arbitraire de communautés ethniques inégalement favorisées, l'aspiration vers une souveraineté nationale sans cesse combattue. Ce qui, en Orient, a été déterminé par un impérialisme administratif et économique, souvent superficiel, est né, en Afrique du Nord, des conséquences d'une colonisation exclusive et permanente.

Nous allons poser face à face les termes nécessaires de ce problème, et nous arriverons ainsi à deux groupes jumelés de quatre concepts qu'il ne faut pas confondre pour bien comprendre ce qui va suivre : *patriotisme-nationalisme, colonialisme-colonisation.* Et, en les opposant, nous obtenons ; patriotisme contre colonisation, nationalisme contre colonialisme. Les premiers termes de ces deux groupes et leurs entités se sont donc opposés l'un à l'autre, en Algérie, pendant une cinquantaine d'années, à travers une guerre meurtrière et des insurrections armées dont l'échec a entraîné le séquestre de plusieurs centaines de milliers d'hectares et l'établissement

permanent d'une population nombreuse, étrangère au pays. Cette guerre, ces soulèvements, et les répressions en retour qui ont duré de 1830 à 1884, atteignant leurs plus hauts sommets en 1845, 1849, 1857, 1864, 1871, ont surtout affecté, dans leurs conséquences immédiates (destructions) et lointaines (expropriations), le peuple des campagnes. Pour consolider cette double conquête de la terre et de l'habitat — (la colonisation ayant pour corollaire le peuplement européen), — on a dû instaurer un régime d'exception qui pesait davantage sur les populations rurales que sur les habitants des villes. Les paysans, plus que les citadins, ont eu conscience du danger qui les menaçait en premier lieu, et leur réaction s'est traduite à travers un patriotisme combatif et guerrier, autant par instinct de conservation, leurs terres étant l'enjeu principal de la Conquête, que par esprit communautaire où se fondaient des concepts nationaux, spirituels et moraux. Ce patriotisme de défense, exclusivement rural, sera supplanté, plus tard, par le nationalisme citadin dont les caractéristiques sont tout autres et dont l'échec relatif s'explique par le fait qu'il a ignoré ou semblé ignorer les exigences et les atouts de toutes sortes qui ont suscité ou aidé son grand devancier de 1830 à 1871.

Par la force des choses, la mission de ce patriotisme rural se termina au lendemain de la grande insurrection populaire de 1871. et continua sporadiquement jusque vers 1884. Ce mouvement ne pouvait plus, dans les campagnes, se manifester sous sa forme primitive de combat, encore moins sous une forme idéologique. L'appareil colonial s'installait implacablement en face des populations rurales, les maîtrisant, leur enlevant petit à petit les moyens matériels qui les avaient aidées dans leur résistance. faisant éclater les confédérations tribales, suscitant dans leur sein une féodalité artificielle qui allait être l'un des artisans les plus efficaces de leur asservissement. De par sa vocation économique et sociale, éminemment paysanne, l'Algérie ne pouvait pas, désormais, sur le plan de la lutte, s'en remettre aux élites citadines, fort peu nombreuses d'ailleurs, hier soumises aux chefs ruraux, et qui, de surcroît, avaient connu l'exode ou l'exil après l'occupation ou la destruction de leurs villes. Il faudra attendre une cinquantaine d'années avant de voir, pour la première fois, la naissance d'un nationalisme confus, d'origine urbaine, parmi une population qui s'était patiemment reconstituée presque en marge de la cité et n'avait

même pas atteint, dans le domaine idéologique, l'équivalent de ce que les ruraux du siècle dernier avaient réalisé dans le domaine de la résistance active.

Il est significatif, aussi, de noter que ce nationalisme urbain prit naissance, de nos jours, d'une façon inattendue, sinon paradoxale, parmi les paysans algériens émigrés en France. Nous savons, par ailleurs, que l'action de l'émir Khaled en 1921, dont le seul mérite fut d'être un « signal », un précédent courageux dans la reprise de la lutte politique et comme le déclenchement d'une conscience algérienne longtemps en veilleuse, se heurta à l'indifférence, à la peur de quelques intellectuels, citadins et notables ruraux, sans toucher les masses populaires ployées encore sous le code de l'indigénat. Or, à peu près à la même époque, à Paris, les ouvriers algériens qui étaient dans une proportion considérable d'origine rurale et se trouvaient loin du cadre rétrograde et répressif de la commune mixte, stimulés par des conditions de vie relativement injustes, une confrontation nécessaire avec la situation de leurs camarades français, des contacts nouveaux, une ouverture d'esprit sur l'actualité mondiale (communisme naissant, luttes du prolétariat, mandat français sur la Syrie, révolution kémaliste, guerre du Rif, etc...), inaugurèrent une forme d'action patriotique qu'on est convenu d'appeler « nationalisme » bien qu'elle fût encore assez hybride à ses débuts. Ils reprenaient dans les rangs de « l'Etoile Nord-africaine » — sur un autre plan, cette fois — une lutte qui s'était arrêtée après 1871. Depuis un demi-siècle, c'étaient, avec l'action éphémère et presque symbolique de l'émir Khaled, les premiers signes — encore vacillants — d'une prise de conscience qui succédait à un long assoupissement et qui allait suivre une évolution rapide, chaque jour plus nette, en dépit des obstacles et des contraintes, puisque le sentiment national avait toujours existé.

On peut, en effet, diviser l'histoire de l'Algérie moderne en trois périodes bien distinctes. Celle qui va de 1830 à 1871 et qui est caractérisée par une résistance active, officielle avec l'émir Abd-el-Kader et son jeune Etat ; régionale ou à longue portée avec les nombreuses insurrections en chaîne dont le mouvement périodique atteint son point culminant et

[1] Cf. chapitre précédent.

prend fin, tout à la fois, au terme de la tentative manquée des Mokrani. Le sol national, la terre menacée par la colonisation est comme le tremplin impulsif de cette lutte armée que mènent les paysans pendant près de quarante ans. Une autre période s'ouvre au lendemain de la grande insurrection politico-agraire de 1871 et s'achève autour des années 1920. C'est le silence morne mais jamais résigné d'un peuple qu'on dépouille systématiquement, qu'on refoule, qu'on étouffe pour le plus grand profit d'une minorité européenne maîtresse du pays, de ses ressources humaines et matérielles et de son destin politique. Enfin, la troisième période, celle que nous vivons, commence avec le « précédent » de l'émir khaled qui rompt le silence en 1921, et, d'une façon plus positive, avec « l'Etoile Nord-africaine » en 1923. Etant donné la personnalité de l'émir Khaled et son appartenance à une certaine élite bourgeoise aux idées politiques assez tièdes, le mouvement qu'il lança ne pouvait être autre chose qu'un mouvement revendicatif, à peine réformiste, encore moins nationaliste. Le fait est compréhensible : indéniablement, l'Algérie autochtone avait beaucoup perdu depuis quatre-vingt-quinze ans ; on peut même dire qu'elle était presque parvenue au terme d'une courbe régressive par rapport à ce qu'elle était entre 1830 et 1871. Elle avait désappris, depuis cette dernière date, le patriotisme simplement quotidien de jadis, captive qu'elle était d'un régime colonial de plus en plus dur ; on l'avait frustrée de ses ressources les plus vitales.

Dans l'esprit de beaucoup de Français, la raison d'être de la pénible conquête qui allait durer une quarantaine d'années était l'appropriation de la terre et des ressources naturelles du pays[2].

Les Algériens, de leur côté, — et surtout ceux qui vivaient

[2] Voici en quels termes le maréchal Clauzel, nouveau gouverneur général, s'adresse aux Européens d'Algérie, en prenant possession de son poste, le 10 août 1835 : « Formez et exécutez librement des entreprises dans l'étendue des terres que nous occupons et vous y recevrez toute la protection de la force dont je dispose. A force de persévérance, un nouveau peuple grandira là plus vite encore que celui qui commença sa création au-delà de l'Atlantique, il y a des siècles. » C. Rousset, T. II, p. 4. Le maréchal Clauzel donne lui-même l'exemple en s'appropriant de vastes domaines.

de la terre — réalisaient le danger d'une telle occupation et, d'instinct, leurs premiers efforts les ont portés à la contre-carrer d'abord dans ses bases en bloquant les villes, en les investissant, en coupant leurs communications, en interceptant ou en sabotant les moyens économiques qui leur étaient destinés. Les habitants des villes ont joué, à des titres divers, un rôle à la mesure de leurs moyens au service de la résistance et de l'Etat algériens. Mais ce n'est pas du sein de ces populations citadines que surgiront les compagnons de l'émir, ses lieutenants, l'élite politique ou administrative qu'il donnera au pays. C'est des campagnes que partira le mouvement ; c'est dans la paysannerie, chez les montagnards, parmi les ruraux en général, que se recruteront d'abord les chefs de partisans, les cadres de l'armée régulière d'Abd-el-Kader, les khalifas des provinces qui siégeaient dans les villes aux anciennes traditions urbaines, souvent même les magistrats. Tout cela s'explique par le fait que l'Algérie, en dehors de quelques villes, tenues, pour ainsi dire, captives du conservatisme, accaparées par le négoce, avait une vocation rurale très affirmée. D'une façon générale, le régime algéro-turc, malgré le système du makhzen, s'exerçait davantage sur les villes que sur les campagnes alors que le colonialisme français, tout au contraire, pèse plus lourdement sur les campagnes où il a rencontré le plus de résistance. L'élite rurale avait eu l'occasion de se former sur plusieurs plans. Comme le note le général Valazé dans les procès-verbaux et rapports de la Commission d'Afrique au cours de sa séance de janvier 1834 : « Presque tous les Arabes savent lire et écrire. Dans chaque village il y a deux écoles[3]. » A l'échelon supérieur se trouvait la *zaouia*, exclusivement paysanne. Parallèlement à cette formation, les élites rurales étaient rompues à certains exercices corporels qui, joints à la vie au grand air et à une réelle prospérité, faisaient d'eux, très souvent, des hommes complets. C'est le spectacle de pareils hommes qui a souvent arraché des cris d'admiration au général Bugeaud et à des officiers impartiaux que la guerre avait eux-mêmes endurcis. Bugeaud s'écriait devant la Chambre des Députés : « Ah, s'il n'y avait pas d'Arabes en Algérie ou s'ils ressemblaient à ces peuples efféminés de l'Inde, je me serais bien gardé de conseiller à mon pays de faire

[3] A. Guilbert : *Colonisation du Nord de l'Afrique*, p. 444.

à coups de budget une base de colonisation avec l'élément militaire. Mais, l'existence de cette nation si vigoureuse, si bien préparée pour la guerre, supérieure à ce point aux masses européennes que nous pourrions introduire dans le pays, nous impose l'obligation absolue d'établir devant elle, à côté d'elle, au milieu d'elle, la population la plus vigoureuse possible. » Voici encore ce qu'écrit le commandant Westée en 1842 : « Ce peuple a de l'étoffe, il a des fibres qu'il faut savoir faire mouvoir. » Puis, il cite un exemple de ce qu'il appelle son « stoïcisme ». Deux Algériens, parmi d'autres, accusés d'avoir tué un caporal turc de l'armée française, sont traînés devant le bourreau du bey de Mostaganem qui doit leur couper la main. Westée écrit : « On serrait les veines au-dessus du poignet avec une corde ; ensuite on disloquait très lentement ce poignet à la jointure et on leur jetait la main à la face ; eh bien, mon général, *je l'ai vu*, ces gens ne donnaient pendant l'opération aucun indice de douleur, leur visage était impassible ; ensuite ils ramassèrent à temps chacun sa main et s'en allèrent *en causant* tranquillement avec leurs pays. » Et l'officier conclut : « Des gens pareils sont capables de bien belles choses[4]. »

Pour avoir raison de cette vigueur il fallait non seulement la réduire sous le poids d'une population étrangère nombreuse, soutenue par l'élément militaire, mais — et je dirai : surtout — enlever ses terres au peuple, l'appauvrir au détriment des nouveaux venus. Les témoignages les plus autorisés des acteurs ou des contemporains de la Conquête concordent à ce sujet. Parlant d'une collectivité importante de la province de Constantine qui venait de subir une expédition punitive, le sous-intendant militaire Mallarmé écrit : « Les Ouled Yahia ont été constitués de nouveau (entendez : sous l'autorité française) ; nous les laissons appauvris, ce qui est une garantie pour l'avenir.[5] » Poujoulat, qui n'est pas un militaire mais dont les récits de voyage se veulent épiques, constate d'abord : « Le Domaine est toujours prêt à mettre la main sur le sol occupé par des tribus soumises à notre puissance ; plusieurs ont été dépossédées, les autres sont agitées sourdement de la crainte de se voir chassées des lieux

[4] *Campagnes d'Afrique* (1835-1848), p. 263.
[5] *Campagnes d'Afrique*, p. 493.

qu'elles cultivent, où reposent les ossements des aïeux. » Puis, dix pages plus loin, après avoir repoussé la thèse du refoulement, « pour les efforts inouïs et le prodigieux déploiement de forces » que cela nécessiterait, il propose : « Il faudra donc vivre avec les Arabes, nous faire place à côté d'eux, les resserrer, les déposséder en tout ou en partie...[6] ». Notez bien la progression : c'est là tout le programme du colonialisme pendant un siècle.

La plupart des Algériens n'étaient disposés ni à se voir resserrés chez eux ni à perdre leurs terres. Dans les régions les plus exposées, les communautés rurales avaient cherché refuge dans les montagnes. Mais ailleurs, notamment dans les provinces d'Alger et d'Oran, il en allait tout autrement malgré les destructions systématiques. C'est le capitaine de Wimpfen qui note dans sa correspondance de guerre : « Nous avons parcouru durant 64 jours les environs d'Orléansville. Toutes les tribus révoltées ont été ravagées et soumises, mais il me semble par tout ce que j'ai vu qu'on n'a pu obtenir qu'une obéissance forcée... Après avoir détruit bien des moissons, abattu plusieurs milliers d'arbres, brûlé des douars, tué des Arabes, les colonnes à peine éloignées du théâtre de la guerre, un dernier détachement et un agent indigène sont massacrés aux environs d'Orléansville' ». Le même officier écrit : « J'ai repassé dans des villages que nous avions incendiés, aucun effort n'a été tenté pour réédifier ce que nous avions détruit. » Et, de fait, c'était une conquête sans cesse recommencée. C'est le colonel Dumontet qui nous le dit : « Quel avenir peut espérer une colonie établie sur de pareilles bases et où, tous les trois ans, il faut recommencer la conquête entière du pays ? »[8] Naturellement, une pareille résistance ne pouvait que susciter en retour une répression impitoyable, à tel point que les officiers les plus endurcis comme le colonel Canrobert éprouvent un véritable malaise de conscience devant les excès auxquels se livrent leurs soldats au cours des pillages organisés : « Acteur ou spectateur forcé dans une multitude de ces drames, je n'ai que trop appris à reconnaître les désastreux effets de

[6] Poujoulat : *Voyage en Algérie*, p. 319.
[7] *Campagnes d'Afrique*, p. 417.
[8] Dumontet : *Campagnes...*, p. 442.

ce terrible et barbare moyen. J'ai dû souvent gémir sur la démoralisation profonde qu'il jette dans le cœur du soldat qui égorge, vole, viole et s'y bat pour son compte particulier devant ses officiers souvent impuissants à le retenir.[9] » Cependant, d'autres officiers, moins sensibles à ces drames, notaient dans leurs rapports, tel le colonel Forey : « Je n'avais jamais vu et je ne me doutais même pas qu'il y eût d'aussi nombreux et d'aussi grands centres de population que ceux que j'ai rencontrés dans les montagnes de Beni Bou-Aïch et des Beni Bou-Melik. Là, plus de gourbis isolés, mais des villages semblables à nos bourgs de France, dans les plus belles positions, tous entourés de jardins, de forêts immenses d'oliviers... Tous, nous étions stupéfaits de tant de beautés naturelles, mais les ordres étaient impératifs et j'ai cru remplir consciencieusement ma mission en ne laissant pas un village debout, pas un arbre, pas un champ. Le mal que ma colonne a fait est incalculable. Est-ce un mal ? Est-ce un bien ? Pour mon compte, je crois que c'est le seul moyen d'amener la soumission ou l'émigration de ses habitants... »[10]. Les résultats obtenus sur des populations affamées étaient souvent qualifiés par certains officiers de « faits d'armes très remarquables ». Témoin ce qu'écrit le même colonel Forey : « Le blocus du Grand-Pic, où nous avons pris par la soif et la faim une immense population, est un fait d'armes très remarquable. »[10 bis] Quant aux Algériens qui étaient armés et libres de leurs mouvements, ils préféraient encore combattre, malgré la misère, puisque, « amis » ou ennemis — comme nous l'apprend Poujoulat, — ils risquaient toujours de perdre leurs biens. « Nous avons fait de longues courses, écrit Canrobert, pour brûler, piller et ravager les tribus comprises entre Blida, le Chélif et les environs de Cherchell : bien que la terreur que nous avons inspirée soit grande... le but principal qui est la pacification est loin d'être atteint.[11] »

La résistance est difficile à vaincre, les insurrections se succèdent, les gens ne se soumettent pas de bon gré : que faut-il donc faire pour prévenir un tel état de choses quand on est parvenu à réduire tout ce monde ? Comment la colonie arri-

---

[9] Canrobert : *Campagnes*, p. 413.
[10] et [10 bis] *Campagnes...*, p. 310-311 et suivantes.
[11] *Campagnes...*, p. 271.

vera-t-elle à suffire presque seule à sa propre défense ? Lamoricière nous le dit : « ...Pour cela il nous faut des colons européens, car, nous ne pouvons jamais avoir assez de confiance dans les indigènes, qui, au premier bruit de guerre, ne manqueraient pas de se révolter. Entre la conquête et l'occupation réelle, la soumission des Arabes n'est qu'une transition indispensable. Une population *chrétienne agricole* peut *seule* nous permettre d'espérer qu'il nous sera possible, un jour, de nous maintenir en Algérie. » Et il conclut vigoureusement : « Tout faire pour attirer le plus promptement possible en Algérie le plus grand nombre de colons possible, les encourager en leur donnant la terre aussitôt et au fur et à mesure qu'ils nous arriveront. »[12]

Notez qu'à l'époque où Lamoricière écrivait cette lettre — janvier 1846 — il y avait déjà en Algérie, de son propre aveu, 100.000 colons[12 bis]. Un mois à peine auparavant, un autre futur gouverneur général, le lieutenant-colonel Martimprey, écrivait d'une façon non moins vigoureuse : « La tranquillité pourra se rétablir et avoir quelque durée par la fatigue et la misère des populations, mais il n'y faudra jamais compter. C'est donc vers un renouvellement des habitants, la masse des nouveaux venus dominant les indigènes, qu'il faut reporter ses espérances de domination réelle sur le sol conquis. C'est, en un mot, la colonisation. »[13] Le lecteur aura noté les mots-clef : faim, famine, misère, qui reviennent comme un objectif, comme un programme et la garantie d'une soumission.

Le patriotisme paysan précède et suit l'action de cet impérialisme. Emile de Cavaignac a pu écrire : « Il importe de bien apprécier quelle est la condition que la guerre a faite aux Arabes jusqu'à ce jour. L'Arabe tient à son sol plus qu'on ne pense. La propriété y est mieux assise qu'on ne le dit, et, à cet égard, nous avons encore beaucoup à apprendre... On aurait donc tort de croire que, peu nombreux sur un sol immense, les Arabes, indifférents à nos ravages, sauront toujours, dans leurs émigrations, trouver un dédommagement par l'occupation nouvelle d'une terre sans possesseurs. Nos courses (mili-

---

[12] *Campagnes d'Afrique* : Lamoricière, p. 460.

[12 bis] Ce terme désigne, dans son esprit, les candidats à la colonisation et les civils européens en général.

[13] *Campagnes...*, p. 448.

taires) atteignent toujours la propriété directe...[14] » De plus, la propriété, chez la majeure partie des Algériens, avait un caractère collectif. Les terres *arch*, ou « fonds tribal », constituaient la base même de cette propriété patriarcale, où de grands espaces appartenaient dans l'indivision à une ou plusieurs collectivités qui les cultivaient solidairement. Or, on est tenté de croire que leur sens collectiviste avant la lettre a poussé les paysans à défendre la terre, le sol, le pays même, comme un bien commun à tous. Nous voyons d'abord ces paysans se porter au secours des villes, les bloquer, prévenir la trahison ou la défaillance de leurs habitants. Toute la Mitidja paysanne était aux portes d'Alger, comme nous l'apprennent les historiens, et les communications dans la banlieue algéroise étaient menacées par les coups de main et les embuscades tendues par les partisans[15]. Le duc d'Orléans lui-même, toujours impartial, n'a pas manqué de rendre hommage au patriotisme de ces partisans : «...Ces hardis partisans faisaient plus de mal aux Français que tout le reste des forces ennemies, de même que les Cosaques, dans les guerres de l'Empire, contribuèrent plus que toutes les troupes régulières à détruire l'Armée française... Les Hadjoutes empêchaient l'armée de dormir en la tenant sur un qui-vive perpétuel... Cependant, la mort d'un simple cavalier hadjoute, de Boutheldjia le poète, tué dans un de ces engagements, fut une perte sensible pour la cause arabe... Au milieu du mouvement de résurrection de ce peuple qui renaissait du sang de ses plus braves enfants, Boutheldja fut le plus inspiré parce qu'il était le plus convaincu de tous les poètes. Ses chants lyriques, d'une douleur touchante et d'un farouche patriotisme, étaient devenus populaires parmi la jeunesse arabe. Le poète préféra rester en volontaire, au premier rang des Hadjoutes... et, simple soldat, comme Kœrner, il mourut comme lui de la main d'un Fran-

---

[14] E. de Cavaignac, in : A. Guilbert, *op. cité*, p. 442.

[15] Le général Changarnier qui a eu à combattre certains d'entre eux, écrit à leur sujet, après les avoir qualifiés d' « habitants rebelles au joug de l'étranger », de « patriotes énergiques » : « les Hadjoutes avaient pu mettre en campagne et entretenir, pendant plusieurs années, de mille à mille huit cents cavaliers, très courageux, qui avaient accompli des choses dont les cavaliers les plus célèbres de l'Europe se seraient honorés... » Changarnier : *Mémoires*, p. 229.

çais, en combattant pour une patrie que tous deux avaient rêvée grande, et qu'ils ne connurent que malheureuse. »[16]

Les exemples de ce patriotisme à longue portée, si j'ose dire, sont nombreux. Bône, livrée par les Turcs, fut bloquée pendant longtemps par les paysans. Lors de la prise de Dellys, en Kabylie, par le maréchal Bugeaud en 1844, on trouva parmi les défenseurs de cette bourgade maritime, des habitants de Bougie qui étaient venus d'assez loin au secours de leurs compatriotes. Mais, les deux grands exemples de ces sortes d'interventions massives opérées par les partisans loin de leur centre d'intérêt régional, restent Zaâtcha et Ichirridène. Zaâtcha, petite oasis des environs de Biskra, a été en 1849 le rendez-vous de toutes les collectivités du sud de l'Aurès et des Hauts-Plateaux, rassemblées pour tenter l'impossible et conjuguer leurs forces contre l'armée française qui n'avait plus à combattre l'émir Abd el-Kader. Pendant des mois la ville résista à tous les assauts avant d'être complètement rasée. La mission des colonnes françaises qui ne participaient pas au siège de la ville consista, pendant longtemps, à refouler ou à intercepter les nombreux contingents armés qui, souvent de très loin, se rendaient au secours de Zaâtcha à une époque où la guerre de partisans avait succédé, sur une grande échelle, à la lutte organisée par l'émir Abd el-Kader. Quant à Ichirridène, il reste le haut lieu de la résistance algérienne en Kabylie. Il fut, lui aussi, le rendez-vous des communautés montagnardes venues là pour conjuguer leurs efforts et livrer le dernier combat pour leur indépendance. Rousset l'appelle, d'ailleurs, l'*Alésia* de la Kabylie et ne se retient pas d'écrire : « ...En vue de Souk el-Arba, les derniers défenseurs... avaient dressé sur le piton d'Icheriden, vis-à-vis de la forteresse d'occupation, la forteresse d'indépendance. »[16 bis]

Ce mouvement patriotique avait d'ailleurs toutes les caractéristiques des mouvements de résistance connus dans le monde et notamment au cours de la dernière guerre, entre autres, l'exécution des traîtres, le sabotage, le terrorisme. Nous trouvons dans la correspondance de certains officiers français de la Conquête, des cris alarmants à ce sujet. « Bou-Maza

[16] Duc d'Orléans : *Campagnes de l'Armée d'Afrique.*
[16 bis] Rousset : *Histoire de l'Algérie.*

(chef de partisans) a fait exécuter, rapporte Canrobert, un aga et trois caïds français », et il ajoute : « Ce système de faire payer aux chefs arabes nommés par nous leur fidélité à notre cause, s'il recevait de l'extension, deviendrait très préjudiciable à nos intérêts.[17] »

Parmi les actes de terrorisme rural relevés par le général de Martimprey en l'espace de huit jours, dans l'automne de l'année 1845, en plusieurs points de l'Oranie, on compte : un commandant, un chef français de bureau arabe et leur escorte tués ; un caïd et des indigènes auxiliaires exécutés, un attentat contre un officier français ; l'enlèvement d'un autre officier et le massacre de son escorte, la désertion des cavaliers du makhzen de Tiaret, la destruction de ponts sur l'Isser et la Tafna, le pillage d'un convoi militaire, l'incendie d'un poste-magasin de l'armée occupante où se trouvaient des vivres et des fourrages, le blocus de la petite bourgade de Saint-Denis-du-Sig. De plus, « les communications d'Oran avec Mascara et avec Sidi-Bel-Abbès étaient interrompues. »[18]

La lutte organisée par le jeune gouvernement de l'émir Abd el-Kader visait à des buts un peu différents, avec d'autres moyens et des hommes d'élite. Le général Changarnier a pu écrire à ce propos : « Tant qu'Abd el-Kader a eu des forces et un gouvernement régulier, ses centres de ressources, ses magasins, et les cours d'eau, nous obligeaient aux mêmes calculs stratégiques que dans les guerres d'Europe. »[19] Lorsque le jeune Abd el-Kader, âgé de vingt-quatre ans, fut proclamé émir en novembre 1832 et commença à organiser le pays, on vit se joindre à lui, de tous les coins de l'Algérie, des hommes de son âge, ayant souvent sa culture et ce sens politique qui faisait de lui, tout à la fois, l'ennemi des impérialistes français et de leurs auxiliaires turcs et féodaux algériens. Les partisans les plus irréductibles, comme les Hadjoutes qui opéraient à plus de 400 kilomètres de la nouvelle capitale de l'émir, se mirent à son service. Ben Zamoun lui-même, dont l'influence s'étendait à une grande partie du Djurdjura, reconnut l'émir, sans accepter, toutefois, par modestie, d'être son khalifa. Et c'est sur ses conseils qu'Abd el-Kader choisit l'un

[17] Canrobert : *Campagnes d'Afrique*, p. 415.
[18] C. Rousset : *La Conquête de l'Algérie*. Tome II, p. 68-69.
[19] Changarnier : *Mémoires*, p. 316.

de ses meilleurs lieutenants : Ben Salem. Ce chef, jeune et intelligent, khalifa du Sébaou, en Kabylie, « conserva toujours une grande influence sur toutes les populations de l'est de la province d'Alger. »[20]

Pendant longtemps, les Français cherchèrent en vain, parmi le peuple algérien, des hommes de valeur pour se les attacher comme auxiliaires. L'historien C. Rousset nous dit : « ...Le difficile était de faire un bon choix parmi les grands chefs : Abd el-Kader, avec une admirable sûreté de coup d'œil, en avait pris l'élite. On fut donc obligé de s'adresser à des hommes de deuxième ordre. »[21] Pour être dans le vrai, il faut ajouter que la sélection se fit le plus souvent d'elle-même : d'un côté les patriotes, et de l'autre, les lâches ou les traîtres. L'Algérie a connu, de l'aveu des historiens, un régime de collaboration caractérisé par la médiocrité de ses hommes, tandis que la majeure partie du peuple tenait le maquis ou servait sous les drapeaux de l'émir. Et, de fait, ces collaborateurs étaient si médiocres que certains officiers français leur donnaient des qualificatifs méprisants : « Nos misérables alliés, les Douairs », écrit quelque part le colonel Menne.

Devant les manifestations du patriotisme algérien, quelle pouvait être la force de l'opinion publique et, par contre-coup, son ascendant sur la mentalité des collaborateurs et autres auxiliaires de l'impérialisme français ? Les réactions de ces derniers ne laissent pas d'être originales et dénotent une conscience tourmentée, un complexe très curieux, surtout dans le peuple. Tout d'abord, les désertions parmi les premiers corps de troupes indigènes, constituées pourtant de volontaires, furent si considérables que le maréchal Valée demanda leur licenciement au ministre de la Guerre, en janvier 1838. « Ce n'était pas autre chose selon lui — écrit C. Rousset — que la pépinière des réguliers d'Abd el-Kader ; instruits, équipés, armés à la française, les fantassins désertaient pour entrer dans les bataillons d'askers, les cavaliers, pour servir dans les escadrons de khiélas (de l'émir). »[22]

Les spahis indigènes et les goums auxiliaires levés avec

[20] Ducrot : *Correspondance*. T. I, p. 170-171.
[21] C. Rousset, *op. cité*. T. I, 1841, p. 284.
[22] *L'Algérie*. T. I.

la complicité des féodaux, réagissaient, dans les combats au service de l'armée française, d'une façon qui étonnait beaucoup leurs officiers. L'un d'eux, le capitaine Ducrot, constatait en 1846 que « la présence d'Abd el-Kader exerçait toujours sur nos cavaliers indigènes une influence à laquelle il était bien difficile de les soustraire et qui leur enlevait, quoi que l'on fît, la plus grande partie de leur moral et de leur valeur... »[23]

Cette répugnance caractéristique, mêlée de remords, nous la trouvons, par exemple, chez ce soldat indigène de l'armée française qui protestait auprès de son officier contre l'abattage systématique des arbres qu'on avait ordonné dans une région insurgée ; nous la trouvons surtout, au témoignage de Montagnac, chez des spahis amenés à exécuter un chef de partisans. « La mort de cet homme influent (nommé Si Zerdoud), rapporte cet officier, frappa de stupeur tous les spahis qui étaient là, à ce point que je ne pus en trouver un de bonne volonté pour prêter son cheval quand il s'agit de le transporter du fond du ravin où il avait été tué, jusque sur le haut du versant où je voulais lui faire couper la tête en présence de tout le bataillon et des spahis réunis. Je dus jeter par terre un d'eux et lui prendre son cheval, de force : il pleurait comme un imbécile. Ce fut une bien autre histoire pour lui faire couper la tête. Je tenais beaucoup à ce que l'opération fût exécutée par les spahis nouvellement organisés, afin de les compromettre complètement vis-à-vis des autres Arabes du pays. Je ne pus trouver personne parmi les indigènes... Le petit Turc qui lui a coupé la tête est menacé par ses camarades d'être tué... »[24] Et pourtant, tous ces soldats, qui se comportaient en mercenaires et faisaient preuve d'un grand courage et souvent d'un dévouement rare, ne se résignaient pas de bonne grâce, du point de vue moral, à une condition que réprouvait l'immense majorité du peuple. Ceci faisait d'ailleurs se lamenter le colonel Canrobert : « Nous ne trouvons que des ennemis parmi la nation indigène... Nous n'avons pas d'amis parmi les Arabes... »[25]

Nous avons essayé d'examiner quelques aspects de ce

[23] Ducrot : *Correspondance*, p. 155, T. I.
[24] C. Rousset, *op. cité*. L'Algérie, 1841-1857, p. 256.
[25] *Campagnes d'Afrique* : Canrobert.

patriotisme essentiellement paysan qui part de la terre immédiate pour aboutir au sol national en entier. Et cependant, l'obsession première reste toujours le champ, la propriété, le bien collectif, toutes choses que la Conquête menace et que la colonisation atteint. La terre, pour beaucoup, se confond avec le principe de vie, d'existence collective et nationale. Témoin ce paysan des Ouled Réchaïch, de l'Aurès, qui, au moment où fut appliquée la loi désastreuse de 1873, s'écria: « Les Français nous ont battus dans la plaine de Sbikha ; ils nous ont tué nos jeunes hommes ; ils nous ont imposé des contributions de guerre. Tout cela n'était rien ; on guérit de ses blessures. Mais, la constitution de la propriété individuelle et l'autorisation donnée à chacun de vendre les terres qui lui seront échues en partage (décollectivisation forcée), c'est l'arrêt de mort de la tribu, et vingt ans après l'exécution de ces mesures les Ouled Réchaïch auront cessé d'exister. »[26] Des milliers de collectivités assistaient, impuissantes, au dépeçage de leurs terres par les spéculateurs, en vertu du senatus-consulte et de la loi de 1873 dont l'historien Augustin Bernard disait : « Au bout de quelques années de ce régime, il fallut s'arrêter sous peine de provoquer une insurrection agraire. »[27] D'autres, comme Raymond Aynard, l'ont qualifiée de « jugement dernier de la propriété indigène ». Faisant le bilan de la colonisation en Algérie, le même auteur écrit : « En définitive, l'élément français a largement bénéficié de notre effort national ; en dirons-nous autant de l'indigène ? » Puis, il répond à sa propre question : « A ses yeux, la colonisation apparaît tout d'abord sous les espèces d'un prélèvement de quelque deux millions d'hectares, soit environ la cinquième partie des espaces qu'on peut cultiver dans le Tell et sur les Hauts-Plateaux... »[28] Le chiffre que donne Aynard est trop prudent pour être juste ou même vraisemblable, sans parler du fait que l'auteur omet de mentionner tous les biens algériens (forêts, cours d'eaux, mines, terrains communaux et de parcours, etc.) tombés sous le séquestre de l'Etat, ce qui fait osciller l'importance de ce « prélèvement » entre 8 et 9 millions d'hectares. Il admet, cependant, que « la plus grande part du domaine

[26] Pouyanne : La propriété foncière en Algérie, p. 923-924.
[27] Aug. Bernard, *L'Algérie.*
[28] R. Aynard : *L'œuvre française en Algérie*, p. 288-289.

livré à la colonisation provient du séquestre, des confiscations immobilières qui ont suivi les grandes insurrections » ; qu'en Algérie, les Français « n'ont pas eu affaire à un pays vacant » ; que « si l'intrusion européenne profite à quelques journaliers indigènes, elle a, par contre, réduit beaucoup de propriétaires musulmans à la condition de salariés en leur prenant leurs terres », et que, « nos sujets se rendent très bien compte de ce qui s'agite dans l'âme du conquérant, et ils en tirent certainement vanité : ils ont le sentiment très net de la force qu'ils possèdent sur leur vieux sol... »[29] Mais, ce qui nous paraît être un indice précieux chez cet auteur, dont l'ouvrage a été publié en 1913, c'est le mot qu'il rapporte et qui nous renseigne sur cette « obsession agraire » à laquelle nous avons fait allusion plus haut : « Quand nous rendra-t-on nos terres ? », disait un jeune instituteur arabe en recevant son décret de naturalisation ». La question est de taille, et je ne sache pas qu'un parti citadin l'ait posée comme elle aurait pu l'être par une organisation rurale si elle avait existé en 1913 ! Cet instituteur campagnard nous amène à un autre développement du problème. Aynard écrit en effet : « Son interrogation sera répétée par tous ses coreligionnaires au lendemain de leur émancipation, et la seule réponse qu'on y pourra faire sera de s'unir dans le travail de tous pour amener la colonie à un état de prospérité qui rendra possible tous les règlements de comptes. »[30] Cette éloquence, qui s'inscrit dans la tradition officielle, est d'une actualité, d'une permanence frappantes et nous paraît caractéristique, sinon d'un système, du moins d'un état d'esprit qui est celui de la colonisation et de ses tenants, colons ou autres. Nous avons rarement trouvé des indications aussi nombreuses — et aussi contradictoires — pour la connaissance de la question algérienne. L'auteur nous apprend qu'il s'agit d'un instituteur algérien naturalisé français, et ceci est important puisque, il y a quarante ans, l'assimilation « volontaire » d'une certaine élite, fort rare d'ailleurs, ne l'empêchait pas de poser le problème agraire qui a toujours préoccupé, depuis 1830, le peuple algérien. Cet instituteur avait-il compris, que, dans le sens opposé, l'assimilation prônée par les impérialistes ne tendait ni

[29] R. Aynard : *L'œuvre française en Algérie*, pp. 249-250-292.
[30] R. Aynard : *L'œuvre française en Algérie*, mêmes pages.

plus ni moins, pour l'élément européen, qu'à mieux garantir, dans un cadre légal et français, l'exploitation et l'appauvrissement des masses rurales ? Déjà, au début de la Conquête, les négociants de Marseille et de Rouen, entre autres, adressaient à leur gouvernement des pétitions pour réclamer le rattachement pur et simple des territoires algériens occupés, à la France. Plus tard, le séquestre des mines algériennes à ciel ouvert, le code forestier, une partie des lois foncières les plus néfastes, s'inspirèrent précisément de cette assimilation à sens unique. Après la suppression des bureaux arabes et l'établissement en Algérie d'un régime civil à l'image des institutions françaises, on comprit très vite que les Européens devaient être les seuls bénéficiaires de l'opération. Pour dissiper les doutes et tempérer sur le plan autochtone les effets d'une telle innovation libérale, on édicta, avec la dernière rigueur, le fameux « code de l'indigénat » que certains juristes français considèrent comme aussi arbitraire que la législation médiévale imposée par les seigneurs à leurs serfs. Aynard — ici, il n'est qu'un prête-nom, puisque ses idées, communes à tous les colonialistes, sont encore actuelles — dit que la seule réponse qu'on pourra faire à cet instituteur « sera de s'unir dans le travail de tous pour amener la colonie à un état de prospérité... ». Lui-même, pourtant, au cours des pages précédentes de son livre, constate que « quelque chose embarrasse encore aujourd'hui les ententes entre les deux éléments, français et algérien : la prédominance de l'un sur l'autre ». Puis, abordant le problème de cette union sur le plan agraire, il dit : « Dans un pays conquis, il n'y a guère de collaboration possible entre les deux races que sous la forme du fermage ou du salariat, c'est-à-dire de l'acquisition d'une partie des terres par les nouveaux venus. Et c'est ici que le nœud se serre et se reploie...»[31]

L'auteur parle de « l'émancipation » des Algériens et il entend par là leur accession à la citoyenneté française. Si l'émancipation à laquelle on vise se confond avec la citoyenneté, et si le « règlement de comptes » pacifique ne doit intervenir qu'après coup, l'un et l'autre de ces buts relèvent de la pure fiction. En effet, beaucoup d'Algériens pensent que les réalisations les plus belles, mais les moins efficaces, les réfor-

[31] R. Aynard : *L'œuvre française en Algérie.*

mes qui ne restent pas à l'état de velléités, l'équipement le plus moderne, perdent fatalement de leur mérite, et même leur raison d'être, quand ils s'exercent sur un corps social pulvérisé à dessein et frustré de ses moyens de développement. L'efficacité d'un mieux-être social étendu à l'échelle de tout un peuple, s'atteint à partir d'un ensemble qui doit contenir, initialement, toutes les possibilités dans lesquelles puisera ce mieux-être, aujourd'hui en puissance, demain en évolution. Or, dans le cas précis du peuple algérien, cet ensemble n'existe plus. Quand les gens parlent terres, libertés, langue nationale, reconnaissance de la personnalité algérienne, on leur répond : routes, barrages, hôpitaux. Bien sûr, tout cela est beau, dans la mesure où il profite à tous, mais l'essentiel fait défaut. On a l'impression que le colonialisme tient en laisse la famine pour avoir à distribuer des aumônes périodiques et spectaculaires ; les maladies conséquentes à la misère et à l'abandon, pour avoir à parler de ses hôpitaux.

Ce serait compter, naturellement, sans une minorité moins agissante qu'agitée, qui tient, en Algérie, tous les leviers de commande et la majeure partie du potentiel économique. Et ceci pose un autre problème, qui reste lié à celui de la terre colonisée : le peuplement d'origine européenne. On l'a vu depuis quelques années en Asie et en Afrique du Nord, quand il s'est agi de reconnaître à certains peuples assujettis leur souveraineté, l'autonomie interne ou les droits élémentaires auxquels ils aspirent. Ce peuplement est un véritable cheval de Troie qu'on a introduit dans la place pour pouvoir constater, plus tard, le fait accompli, prévenir toute solution nationale, interdire aux autochtones, même un semblant d'indépendance légitime. Désormais, tout se fait ou se défait en fonction de cette présence étrangère qui a généralement deux patries, sinon trois (l'exemple des Italiens et des Maltais de Tunisie, à la veille de la deuxième guerre mondiale, en est la preuve) et qui conteste aux nationaux le droit d'être chez eux les premiers, ou même des égaux. Pour des raisons de haute politique, cette minorité, dont l'importance relative accroît les exigences, est utilisée à souhait dans les plans des chancelleries pour retarder ou compromettre l'émancipation des pays non autonomes. Le paradoxe de la minorité contre la majorité n'est-il pas, à tous les échelons, le principe même du colonialisme ?

Ce qui a inspiré la lutte armée qu'on a appelée péjorativement « fellaghisme », c'est le sentiment d'un avenir sans issue. En dépit d'une arithmétique impériale qui aligne des chiffres avantageux pour masquer le vrai problème, les Algériens, eux, ont conscience d'avoir perdu, depuis 1830, par la faute du colonialisme, des biens de première nécessité : la terre, la liberté, la santé physique, leurs institutions nationales et l'étude de leur langue, auprès desquels toutes les routes, tous les hôpitaux-témoins, tous les barrages (qu'on a construits avec leur argent et leurs bras et dont ils ne profitent pas) ne sont que des simulacres de civilisation. De même que les chantiers temporaires de chômage, par rapport à la question agraire, et l'actuelle Assemblée algérienne, en regard de la simple démocratie, sont des simulacres d'effort social et de progrès politique.

Mars 1955.

3

Psychologie d'une conquête

Pour bien comprendre la genèse et la persistance du sentiment national en Algérie entre 1830 et 1871, il est nécessaire, tout d'abord, de définir le caractère dramatique de ce patriotisme de combat qui s'identifiait à la survie et au devenir de tout un peuple. Nous défions quiconque a eu l'occasion de lire l'histoire de l'Algérie à travers les récits de guerre et les mémoires des généraux de la Conquête de rester insensible ou de ressentir seulement de l'accablement ou du désespoir devant ce qui fut plus qu'un drame : une tragédie inhumaine. Il s'agit, le plus souvent, d'un drame debout, sans cesse en action ; d'une lutte inlassable et malheureuse qu'il faut mener à son terme, non pas en vertu d'un héroïsme de parade, mais parce que le peuple est doué d'une énergie telle, d'une vitalité à ce point irréductible, qu'il lui faut épuiser toutes ses ressources physiques et morales avant de succomber.

A la lecture de tous ces récits, à l'évocation de ces immenses hécatombes, de cette « chasse à l'homme » — et c'est là le titre d'un livre dû à la plume d'un officier, le comte d'Hérisson, et qui fit scandale en son temps vers 1844 — au souvenir, surtout, de ces sursauts inattendus, de cette résistance opiniâtre du peuple algérien, on a l'impression de se trouver en face d'un homme coriace qu'on étrangle en vain, d'un mort récalcitrant qui ressuscite à tout bout de champ. Et

cette tragédie n'a rien de fatal ou de résigné, car la lutte, quoi qu'on ait pu dire, n'a pas été entreprise uniquement au nom de la religion, au nom de ce qu'on a appelé commodément le fanatisme musulman. La preuve en est que, lorsque l'espion Léon Roches réussit à obtenir des oulémas de Kairouan et de la Mecque une « *fatwa* » — sorte de consultation canonique — qui engageait les Algériens, au nom de l'Islam, à cesser le combat et à se rendre, la lutte étant inégale et entraînant pour eux les pires calamités, cette « fatwa », émanant des plus grands théologiens musulmans de l'époque et répandue à travers l'Algérie, fut unanimement considérée comme un acte de défaitisme, et les historiens nous diront que les années qui suivirent restent précisément le point culminant de la résistance algérienne : Sidi Brahim en 1845, et tant d'autres combats.

A cette même bataille de Sidi Brahim, le plus enragé des officiers de la Conquête, le colonel Montagnac, trouve la mort. Ses lettres font état d'un projet dont il avait toujours été le partisan acharné. Il voulait, en effet, qu'on déportât tout le peuple algérien aux îles Marquises... Tout cela fait rêver et sourire en même temps, mais nombre d'officiers supérieurs de la Conquête, jetés tout jeunes dans la guerre contre un peuple qu'il fallait réduire coûte que coûte, loin de l'Europe où certaines conventions humanitaires étaient respectées sur les champs de bataille, se trouvèrent, pour ainsi dire, libérés de toutes sortes d'entraves morales, rendus à leur vocation guerrière la plus absolue, clamant leur violence, la pratiquant comme un exutoire. On est même tenté de penser que cette génération d'officiers qui avait connu le romantisme contenu, réprimé, tout en profondeur, dont le siècle était marqué, se firent, malgré eux, sous le ciel d'Afrique, en face d'un ennemi difficile à vaincre, l'organe et l'instrument, tout à la fois, d'une autre psychose romantique, cruelle, animée du sens de l'aventure, exaltée à dessein. C'était, pour ainsi dire, un autre aspect, celui du romantisme guerrier, que les historiens et les psychologues, un jour, étudieront. Et cette attitude ne laisse pas de nous frapper. Ici, c'est l'envers de la médaille. Nous sommes à l'opposé de *Grandeur et servitude militaires* d'Alfred de Vigny, un romantique, lui aussi, mais à l'usage de l'Europe. On trouve chez eux le même lyrisme, car beaucoup de ces officiers ont la plume heureuse, mais la note sadique déteint

sur tout le récit. Les exemples de ce sadisme lyrique, claironnant, sont nombreux. Sans se l'avouer, beaucoup de ces chefs militaires, dont l'enfance ou la jeunesse avait connu l'épopée napoléonienne et plus tard la morne restauration de Louis XVIII, le diktat de la Sainte Alliance, une France politiquement amoindrie et jalouse des victoires et de l'hégémonie anglaises, sans oublier la prosaïque Monarchie de Juillet, ces chefs militaires, donc, ressentaient une cruelle frustration, un malaise, et la guerre d'Algérie fut pour eux une sorte d'exorcisme. une libération psychique, l'occasion de retrouver à leurs propres yeux une estime qu'ils croyaient avoir perdue. On allait donc renouer avec la tradition napoléonienne : non pas celle des grandes batailles, des triomphes fulgurants, mais plutôt la tradition des dernières années et, plus singulièrement, la cruelle guerre d'Espagne, le siège de Saragosse, toutes choses qui font plus d'honneur aux vaincus qu'aux vainqueurs.

L'Espagne est à deux pas de l'Afrique et, comme les Espagnols, les Algériens pratiquent à l'échelle nationale la guerilla, la guerre des partisans qui, au témoignage du duc d'Orléans, « *faisaient plus de mal aux Français que tout le reste des forces ennemies et empêchaient l'armée de dormir en la tenant sur un qui-vive perpétuel !* »[1] De là vient l'irritation et c'est aussi le durcissement de la guerre. C'est alors la phase atroce de la guerre pour la guerre. Les vocations naissent en dehors du devoir. Combattre devient un métier permanent, puisqu'on n'entrevoit aucune limite, aucune perspective *classique* de soumission. De là aussi naissent les razzias systématiques qui sont, tout à la fois, un divertissement et le prétexte d'une guerre à outrance qui échappe à certaines conventions morales. C'est l'un des plus grands généraux français — Changarnier — qui nous l'apprend dans ses *Mémoires*. Il écrit, en effet, parlant de ses troupes qui opéraient à l'ouest de la Mitidja : « *Elles trouvèrent des distractions dans les razzias réitérées que, pendant l'hiver, je fis subir aux tribus hostiles de l'Harrach à la Bourkika* ». Puis, quelques lignes plus loin, pour justifier ce genre de pillage organisé qui ruine sans discernement des collectivités entières, le même Changarnier se réfère à la Bible et dit : « *L'Ecriture Sainte nous apprend que Josué et*

[1] Duc d'Orléans : *Campagnes de l'armée d'Afrique.*

d'autres chefs bénis de Dieu ont fait de bien terribles razzias ». Et il ajoute : « *A de tels exemples j'ajouterai, pour notre justification, que si dans une guerre d'Europe on peut contraindre son adversaire à traiter quand, après avoir gagné sur lui une ou deux batailles, on occupe sa capitale, on saisit les caisses publiques, on frappe des contributions, on interrompt tout commerce, nous ne pouvions employer les mêmes moyens contre les Arabes. Après avoir ruiné le gouvernement d'Abd el-Kader et dispersé ses troupes, nous devions nous attaquer à la fortune mobilière et aux récoltes des tribus pour les contraindre à se soumettre* ».[2]

Ce passage significatif en tant que doctrine va nous aider à comprendre un des aspects majeurs de cette guerre, la réaction des Algériens qui voient détruire leur pays et, d'autre part, l'évolution, l'exaspération d'une tendance guerrière qui dépasse même son objet — avoué ou inavoué — pour atteindre à l'absolu d'un idéal. Nous avons dit que c'était la conception de la guerre pour la guerre. Il faut ajouter encore, pour parodier le titre célèbre de Thomas de Quincey, qu'il s'agit de la « *Guerre considérée comme un des beaux-arts* ». Les exemples que nous allons citer seront plus explicites et nous ne les donnons que pour illustrer le caractère opiniâtre du patriotisme paysan en Algérie.

Voici ce qu'écrit le colonel Forey en 1843 : « *Sept colonnes partirent de Miliana et de Cherchell, devant ravager le pays, enlever le plus de troupeaux possible et SURTOUT des femmes et des enfants : le gouverneur* (il s'agit de Bugeaud) *voulait effrayer les populations en les envoyant en France* ». Il donne ensuite les résultats obtenus par sa propre colonne et poursuit froidement : « *Dans cette expédition il a été enlevé 3.000 têtes de bétail... On a brûlé plus de dix grands villages, coupé ou incendié plus de 10.000 oliviers, figuiers, etc.* ».[3]

De son côté, le commandant Westée écrit en 1841, au cours d'une expédition dans le Sud algérois : « *Le nombre des douars incendiés et la quantité de récoltes détruites est incroyable. Sur les deux flancs de la colonne on ne voyait que des feux* ».[4]

---

[2] Changarnier : *Mémoires.*
[3] *Campagnes d'Afrique* : Forey, p. 310.
[4] *Campagnes d'Afrique* : Westée, pp. 236-237.

Un autre officier, Bouteilloux, notait en juin 1842 dans sa correspondance : « *Depuis le mois de décembre on exécute dans toutes les directions autour de Blida des razzias organisées. Ces razzias, qui ont été très habilement conçues, ont ruiné ou du moins commencé la ruine du pays. Puis, dès le mois de mars les colonnes sont sorties, faisant la guerre aux récoltes qu'elles faisaient manger en herbe par les bêtes de somme qu'elles traînaient à leur suite. On a fait beaucoup de mal aux cultivateurs, aux gens paisibles* ».[5]

Dans une lettre du 28 mars 1844, Pierre de Castellane, fils du maréchal du même nom, après nous avoir décrit le Dahra comme étant un pays riche, fertile, possédant un grand nombre d'arbres fruitiers ; après avoir parlé de ses habitants « *qui vivent*, dit-il, *un peu à la mode républicaine* », il poursuit : « *Nous sommes restés plusieurs jours à ce bivouac, détruisant les figuiers, les récoltes, et nous ne sommes partis que lorsque le pays a été entièrement ruiné... Une sévère leçon devait être donnée à ces populations* ». « *Les Arabes*, conclut-il, *ne comprennent que la force brutale.* »[6] C'est déjà la fameuse doctrine des guerres coloniales qui montre le bout de l'oreille et qu'on applique même en temps de paix.

Il faut dire aussi que certains officiers, moins inhumains peut-être, sans doute plus réalistes, en tous les cas aussi pénétrés de leur mission que les autres, osaient quand même se confier à leurs correspondants en des termes pleins de mesure et souvent même de générosité de cœur. Ils sont l'exception, certes ; ils se comptent sur les doigts d'une seule main. Le commandant Lioux relate ainsi l'expédition à laquelle il participa en 1842 dans le Chélif : « *Durant les jours qui s'étaient écoulés depuis notre départ* (du 4 au 20 mai), *on détruisit beaucoup de pauvres villages et de riches et abondantes moissons : triste nécessité ,cruel moyen pour lequel j'éprouve la plus grande antipathie. Nous traversions alors un beau pays que les Arabes avaient soigneusement cultivé* ».[7] L'année suivante, dans le Constantinois, le sous-directeur de la province, Dussert, écrira en s'interrogeant : « *Le général Baraguey d'Hilliers dans ses dernières expéditions a détruit*, dit-il, *plus de*

[5] *Campagnes d'Afrique* : Bouteilloux, p. 273.
[6] *Campagnes d'Afrique* : 1835-1848. P. de Castellane, p. 338.
[7] *Campagnes d'Afrique* : Lioux, pp. 307 et suivantes, p. 267.

5.000 oliviers. Si nous appauvrissons le pays d'avance, qu'en ferons-nous quand nous l'aurons, si nous l'avons ? »[8]

Avec Lioux, nous revenons, la même année, à la même protestation. Cet officier écrit, en effet, en 1843, se trouvant dans la région de Cherchell : « *L'on a beaucoup détruit : des villages entiers, de grands et véritables villages ont disparu par l'incendie et plusieurs milliers de pieds de figuiers, d'oliviers et autres, ont été coupés. Je ne m'explique pas ce dernier genre de dévastation si l'on veut réellement occuper le pays ou seulement en exiger des contributions* ».[9]

Une dernière note enfin nous permet de trouver une réponse à chacune des interrogations qui précèdent. Comme nous l'avons vu plus haut, c'est la guerre absolue menée par des gens de métier, qui dépasse le plus souvent son objet initial. Témoin ce qu'écrit le capitaine Cler : « *La guerre que l'on fait maintenant en Algérie est tout exceptionnelle... On ne suit aucune des règles prescrites pour la grande comme pour la petite guerre. La discipline est très relâchée, l'instruction militaire est presque nulle. Chaque chef de corps peut agir comme bon lui semble... On dirait que le but de la guerre n'est pas de forcer les Arabes à demander la paix, mais bien de faire gagner à quelques protégés des croix et de nouveaux grades* ». Puis, un peu plus loin, le même officier nous renseigne sur l'extraction, si l'on peut dire, de ses soldats et nous révèle : « *J'avouerai que j'ai souvent de la peine à bien conduire les misérables soldats qui composent ma compagnie, soldats qui, comme vous le savez, sont pris dans les prisons et dans l'écume de l'armée* ».[10]

Cette armée qui était pourtant l'une des premières de l'Europe, la plus forte et la mieux disciplinée, s'était, en quelques années, transformée en une immense armée de razzieurs, n'ayant en vue, le plus souvent, que le pillage organisé, les expéditions de terreur. Elle ne ressemblait naturellement en rien aux soldats de l'An Deux, si chers à Hugo. Pourquoi s'était-elle transformée de la sorte ? A quoi était dû cet éclatement moral ? Il faut dire aussi que ce n'était pas là une règle générale. Certains généraux avaient une conception étrange et souvent

---

[8] *Campagnes d'Afrique* : Dussert.
[9] Camp : Lioux.
[10] *Campagnes d'Afrique* : Cler. pp. 276-277.

monstreuse de la guerre. Le goût des razzias avait excité l'appétit. Le colonel Canrobert se lamente : « *Le soldat, excité par l'appât du pillage, se livre aux excès les plus grands* ». Le général Changarnier, qui appartient à l'élite militaire de son pays, pouvait ironiser sur le compte de « l'armée humanitaire ».

Ce Changarnier est pourtant un enfant de chœur en comparaison de quelques spécialistes des « opérations en grotte », tels que Canrobert, Cavaignac, Saint-Arnaud et surtout Pélissier. Deux de ces officiers supérieurs, comme par émulation, avaient, en effet, à quelques mois ou quelques années d'intervalle, trouvé un moyen expéditif de réaliser le plus grand nombre possible de victimes sans tirer un coup de feu. L'année 1844, entre autres, avec Cavaignac, voit la première application d'un système qui ressemble à celui des chambres à gaz, les étouffoirs, ici, étant remplacés par des grottes et le gaz par les fumées d'un feu qu'on entretient pendant de longues heures, souvent pendant des jours. En 1844 donc, nous dit C. Rousset, « *Cavaignac opérait sur la rive gauche du Chélif, chez les Sbéa qui s'étaient retirés dans leurs grottes. A toutes ses sommations ils avaient refusé de se rendre... Alors le colonel avait donné... l'ordre d'attaquer une des grottes par la mine et il avait fait allumer un grand feu devant l'issue d'une autre... Le lendemain, les assiégés, dont quelques-uns étaient déjà morts d'asphyxie, avaient enfin consenti à sortir* ».[11]

Ce fut là d'ailleurs un premier essai, et comme l'impunité est une sorte d'encouragement, l'année suivante, en 1845, dans le Dahra un autre colonel, Pélissier, va se surpasser. Les Oulad Riah s'étaient réfugiés avec leurs femmes et leurs enfants dans des grottes où ils avaient été enfumés. Des fagots de bois avaient été allumés par l'armée pendant plus de 24 heures. Voici en quels termes l'historien C. Rousset raconte cette scène d'horreur : « *L'incendie avait gagné les bagages des réfugiés. Pendant la nuit on crut entendre... un bruit confus, des clameurs sourdes, puis rien ne troubla plus le silence. Longtemps avant le jour, quelques hommes, suffoquant, vinrent tomber devant les sentinelles. Une fumée si épaisse et si âcre emplissait les grottes qu'il fut impossible d'y pénétrer d'abord. Cependant, on en voyait sortir de temps à autre des êtres mécon-*

[11] *La conquête de l'Algérie*, 1841-1857. T. II. C. Rousset, p. 21.

naissables qui rampaient et que d'autres, fanatisés jusque dans l'asphyxie, essayaient d'arrêter... Quand on put enfin visiter la fournaise éteinte, on y compta plus de 500 victimes, hommes, femmes, enfants. L'étendue de ce désastre frappa tous les assistants de stupeur »[12] Ce « plus de 500 victimes » dépassait en réalité le millier.

La Chambre des Députés, en France, s'en émut ; le ministre de la Guerre, le maréchal Soult, fut interpellé. Mais que fit l'armée et son chef, le maréchal Bugeaud ? Conséquent avec lui-même et avec l'idéologie guerrière qu'il avait inculquée à ses subordonnés et à ses troupes, Bugeaud protesta auprès du ministre. « *Je regrette*, écrivait-il, *que vous ayez cru devoir blâmer, sans correctif aucun, la conduite de M. le colonel Pélissier... C'est à bon droit que je puis appeler DEPLORABLES... les interpellations de la séance du 11 juillet. Elles produiront sur l'armée un bien pénible effet. Par une rigoureuse philanthropie on éterniserait la guerre d'Afrique en même temps que l'esprit de révolte...* »[13]

Cette conception de la guerre, qui rejoint celle de Changarnier et de tant d'autres, n'est paradoxale qu'en apparence, car on est là en plein dans le but qu'on se propose d'atteindre en vue de la gloire et de la soumission. C'est la guerre pour elle-même, l'exaltation romantique du massacre. « *La mort est mon métier* » dirait cet officier S.S. que le dernier roman de Robert Merle met en scène. Et ceci est tellement vrai ; cette mentalité guerrière est tellement tendue vers ce qui est excessif, inhumain, qu'on n'est pas étonné de voir, par exemple, le fameux colonel de Montagnac appeler ses soldats d'un nom presque officiel : « *Les voltigeurs de la Mort* » ; qu'on trouve sous la plume des généraux et des historiens les plus sérieux une dénomination non moins officielle des colonnes de destruction que Bugeaud lançait sur l'Algérie et qui étaient baptisées : « *Colonnes infernales* ».

A travers tout ce qui précède, les horreurs de la guerre, les destructions et les enfumades, se dessine en filigrane la résistance du peuple, le patriotisme tenace des paysans. Car,

[12] *La conquête de l'Algérie*. T. II. C. Rousset, p. 23.
[13] *La conquête de l'Algérie*. T. II. C. Rousset, p. 24.

cette guerre particulièrement cruelle, l'acharnement des généraux de la Conquête, les villages qu'on détruit et les forêts d'oliviers qu'on abat ne sont pas des faits gratuits ou systématiques. On sème la terreur parce que l'ennemi ne veut pas se rendre. Le général Changarnier l'a bien dit : « *On s'attaque à la propriété mobilière et aux intérêts des gens pour les forcer à se soumettre* ». Mais, en dépit des ruines amoncelées, les paysans font le désespoir des généraux et reprennent la lutte. Il y a, à ce sujet, un véritable concert de lamentations de la part des officiers impérialistes. Canrobert écrit en novembre 1845, quinze ans après la prise d'Alger : « *Il est triste de l'avouer... la conquête est à recommencer* ».

Un autre officier, Dumontet, s'interroge tristement à la même époque : « *Quel avenir peut espérer une colonie où, tous les trois ans, il faut recommencer la conquête entière du pays ?* »[14]

Naturellement, cet état de choses, s'il a le mérite d'irriter certains chefs militaires, n'est pas fait, cependant, pour déplaire à d'autres qui le trouvent presque inespéré, et c'est le capitaine Cler qui écrit en 1845 : « *Je serais heureux de rester dans ce pays qui est loin d'être pacifié et qui me donne en perspective de la gloire et de l'avancement* ».[15] Le général de Wimpffen, futur gouverneur général de l'Algérie, conclut enfin en ces termes : « *Devant un ennemi pareil, 100.000 hommes suffiront à peine. Après avoir détruit bien des moissons, abattu plusieurs milliers d'arbres, brûlé des douars, tué des Arabes, les colonnes à peine éloignées... il nous faut de nouveau envoyer des troupes* ». (Sous-entendu sur les mêmes lieux)[16].

Le patriotisme algérien s'est donc manifesté avant tout par cette lutte acharnée, silencieuse, sans discours. On s'attaquait surtout aux biens des particuliers, au sol que la colonisation menaçait et cette situation allait donner au combat national une autre forme : la guerre des partisans. Abd el-Kader, au faîte de sa puissance, n'a jamais eu plus de 15.000 hommes de troupes régulières, alors qu'à la même époque l'armée d'invasion dépassait le chiffre de 90.000 et atteignit même celui de 108.000 combattants. Abd el-Kader manquait souvent

[14] *Campagnes d'Afrique* : Dumontet.
[15] *Campagnes d'Afrique* : Cler. p. 274.
[16] *Campagnes d'Afrique* : Wimpfen, pp. 416-417.

de ressources, puisque le pays était constamment dévasté ; il avait dû, au prix d'immenses sacrifices, créer de véritables usines d'armement, des ateliers, des magasins militaires. Ce nombre relativement infime de ses troupes régulières s'explique aussi par les conditions mêmes que la guerre imposait au peuple en visant chaque pouce de terrain, chaque habitation, nous dirons même chaque arbre fruitier. Il fallait donc que les paysans soient sur le qui-vive pour défendre leurs villages et leurs champs ; de là l'évolution de la guerilla, cette prolifération étourdissante de chefs de partisans qui s'intégraient tout naturellement dans le dispositif de défense conçu par l'émir Abd el-Kader.

Les bataillons de l'armée régulière, particulièrement aguerris et sélectionnés, constituaient autant de noyaux, de centres de résistance rationnelle au sein des collectivités rurales, et chaque khalifa de l'émir disposait de deux ou trois bataillons pour toute une province. Et c'est dans la correspondance des officiers français de la Conquête que nous trouvons les plus grands éloges à l'adresse de ces troupes régulières, de leur courage, de leur touchante fidélité à l'émir. Parlant de 2.000 hommes de troupe qu'Abd el-Kader avait massés au col de la Mouzaïa sur le passage de l'armée française à son retour de Médéa, le colonel Dumontet s'indigne, sans se départir, toutefois, d'un ton admiratif. « *Ces 2.000 hommes*, dit-il, *ont osé attendre le retour de l'armée et lui livrer bataille* », et plus loin : « *La cavalerie ennemie qui AVAIT OSE mettre pied à terre à quelques centaines de pas de là est remontée paisiblement à cheval* ». « *Cette poignée d'hommes*, conclut Dumontet, *après nous avoir fait beaucoup de mal, s'est retirée quand elle a voulu, par où elle a voulu.* »[17]

Un autre officier, le capitaine Brayer, écrit en 1840 à propos de Bugeaud, en s'indignant lui aussi : « *Le maréchal est à la tête de* 30.000 *ou* 36.000 *hommes, devant* 1.500 *ou* 2.000 *cavaliers dans le Massif d'Alger* »[18].

Mais les années passent. Bugeaud donne une impulsion nouvelle à la guerre. Les établissements militaires de l'émir sont détruits l'un après l'autre, mais il a encore la présence d'esprit d'emporter ce qui peut l'être en prévision d'une lutte

---

[17] *Campagnes d'Afrique* : Dumontet, p. 192.
[18] *Campagnes d'Afrique* : Brayer, pp. 186-187.

future, d'emmener les populations urbaines loin de leurs villes dévastées. C'est aussi la correspondance de guerre d'un officier qui nous l'apprend : « *Le 17 mai 1841*, nous dit-il, *le général Baraguey d'Hilliers passe à Médéa, va à Boghar, puis à Taza, vides d'habitants. L'outillage des usines de cette dernière ville avait été emporté plusieurs jours avant notre arrivée* »[19].

Dans les combats qu'Abd el-Kader et ses lieutenants livrent un peu partout, l'émir perd le plus gros de son armée régulière. Le général Changarnier nous parle à ce moment des « débris énergiques » des bataillons de tel ou tel khalifa. La guerre atteint son point culminant en 1845 et l'émir ne dispose plus que de maigres contingents réguliers, le reste ayant été décimé sur les champs de bataille ou mis en réserve chez un khalifa providentiel, celui de Kabylie : Ben Salem. Et c'est alors que commence l'épopée de l'émir, de cet homme traqué, insaisissable, qui met sur les dents l'armée la plus forte de l'Europe. Chez les officiers français ce n'est plus de l'indignation ou de l'admiration déguisée, c'est du désespoir. En 1846, l'un d'eux écrivait au pourvoyeur de l'armée française d'Afrique, le maréchal de Castellane : « *Est-il honorable de voir une armée de 90.000 hommes tenue en échec par un partisan à la tête de 500 chevaux ?* »[20] C'est, en effet, le rôle auquel a été réduit Abd el-Kader, chef de partisans, mais à l'échelle nationale, malgré le petit nombre de ses hommes. Dans cette tragédie qu'est la conquête de l'Algérie les cris d'alarme des officiers impérialistes à partir de 1845 figurent un peu pour nous le chœur des pleureuses antiques : « *Avec son petit nombre de cavaliers*, écrit l'un d'eux, *avec sa connaissance du pays, l'influence qu'il exerce sur les Arabes, il peut toujours et malgré les nombreuses forces dont nous disposons échapper à nos coups* »[21].

Un autre, toujours à la même époque, c'est-à-dire en novembre 1845, note ses impressions désabusées en ces termes : « *L'Algérie n'a jamais été dans un si mauvais état qu'aujourd'hui... Abd el-Kader brûle tous les ponts pour gêner nos communications ; il se promène entre nos colonnes, emmenant*

[19] Changarnier : *Mémoires*, p. 202.
[20] *Campagnes d'Afrique* : Le Flô, p. 480.
[21] *Campagnes d'Afrique* : Thiéry, p. 487.

toutes les tribus et les grains dans sa daïra à l'entrée du Maroc où il se crée un petit royaume ; il nous prive de toutes les ressources que nous trouvions chez les Arabes »[22].

Tel autre encore s'écrie : « *Nous ne sommes occupés qu'à empêcher les tribus d'émigrer pour aller rejoindre Abd el-Kader* »[23]. Ainsi, les tribus dont le territoire a été dévasté n'émigrent pas seulement pour se mettre à l'abri, mais pour continuer la lutte sous les ordres de l'émir qui a perdu ses villes, son armée, et se retrouve à la tête d'un peuple traqué comme lui. Cette armée de 90.000 hommes, ces colonnes infernales lancées à sa poursuite, Abd el-Kader va les démanteler, les mettre sur les nerfs, sans les vaincre. Les historiens nous apprennent que de nombreux soldats mouraient de fatigue ou d'usure, que les hôpitaux militaires étaient surpeuplés. Cependant, certains officiers, beaux joueurs, en dépit des heures sombres que traversait leur armée, ne tarissent pas d'éloges sur le compte de l'émir.

Tirant une conclusion qui s'imposait en 1846 à la suite d'une longue campagne menée par l'émir aux prises avec les généraux impérialistes, le capitaine Cler écrit : « *La campagne que vient de faire ce chef est admirée de tous les militaires qui ont quelque idée de la guerre, et tous aussi doivent, malgré eux, s'incliner devant son génie. Ennemi invisible et partout cependant, il embrasse dans sa ligne d'opérations la frontière saharienne, des pentes du Djebel Amour aux plaines du Maroc. Après avoir jeté sur les frontières de cet empire les populations de l'Ouest, il paraît tout à coup dans l'Est, razzie nos alliés du Sahara et, par d'habiles crochets, passe avec ses 1.500 cavaliers entre nos colonnes, fait 20 lieues en une nuit. Qu'avez-vous à opposer à tant d'activité ? Des chefs de colonne incapables ou fatigués, des corps épuisés et découragés par des résultats négatifs. Nous comptons plus, toutefois, sur le temps et nos forces que sur le génie de ceux qui nous commandent* »[24].

Et toute cette activité que déploie Abd el-Kader, démuni de tout, c'est encore avec la complicité de son peuple qu'il le fait. Quand on ne peut lui envoyer des ressources maté-

---

[22] *Campagnes d'Afrique* : p. 44.
[23] *Campagnes d'Afrique* : de Castellane, p. 39.
[24] *Campagnes d'Afrique* : Cler, p. 458.

rielles parce que tout fait défaut, on se porte soi-même, avec des contingents levés ici et là, à sa rencontre. Le marquis de Castellane nous apprend ainsi qu'on avait intercepté 300 cavaliers du Sud algérien allant rejoindre Abd el-Kader sur la Moulouya, au Maroc ! Cette complicité populaire atteint un degré émouvant chaque fois que l'émir se déplace en Algérie, chaque fois qu'il est coincé par les colonnes qui le poursuivent.

Nous avons deux témoignages dont l'un évoque à nos yeux par sa sécheresse même un des aspects de ce dévouement populaire, de ce patriotisme paysan sobre et discret que tout l'héroïsme livresque, légionnaire et tonitruant ne peut égaler. C'était en 1846. Abd el-Kader, attendu depuis longtemps par son khalifa Ben Salem, pénètre en Kabylie en dépit de la surveillance de nombreuses troupes. Quelque temps après, l'alerte est donnée et l'émir veut gagner Bougie et la vallée de la Soummam. L'ennemi est déjà là et, nous rapporte un officier français, « *M. le maréchal* (Bugeaud) *a écrit ...qu'il venait de voir Abd el-Kader lui passer devant le nez en filant sur les neiges des crêtes du Djurdjura* ». « *On a voulu*, ajoute cet officier. *le couper et le serrer entre le Djurdjura et la mer, mais il n'a pas été possible d'avancer.* »[25] C'est là le premier témoignage, celui du colonel Lenoble. Mais un autre officier, Daumas, qui a écrit une histoire de *La Grande Kabylie*, va préciser les raisons pour lesquelles les troupes de Bugeaud ne pouvaient plus avancer. « *C'est* — dit-il — en parlant de l'émir Abd el-Kader, *qu'il était protégé par 1.500 Kabyles.* »[26] Ce n'étaient pas des soldats, mais des paysans qui l'avaient reçu dans leurs villages, lui avaient servi d'escorte et qui s'étaient interposés, au moment du danger, entre les troupes françaises et leur hôte, empêchant ainsi le maréchal Bugeaud d'atteindre l'émir.

Les traits de ce patriotisme populaire sont nombreux.

En 1844, alors qu'on demandait à des chefs kabyles pourquoi ils s'étaient obstinés à défendre leurs villages contre toute

---

[25] *Campagnes d'Afrique :* Lenoble, p. 472.
[26] *La Grande Kabylie :* Daumas.

une armée commandée par Bugeaud, ils répondirent : « *Devant un tel déploiement de forces, nous étions disposés à nous rendre, mais nos femmes indignées par ces dispositions pacifiques, firent le serment qu'elles ne nous reverraient plus si nous ne nous défendions pas en dépit de tout* »[27].

Nous connaissons également le récit fait par un espion à la solde des impérialistes et qui révèle que, du côté de Djamaâ-Saharidj, en Kabylie, les étudiants d'une zaouïa rurale, celle de Sidi Abderahmane, s'étaient organisés en commandos et que leur nombre s'élevait jusqu'à 600 ou 700. « *Tous savaient lire*, poursuit ce personnage, *et se battaient volontiers. Dans leurs courses, chacun d'eux est armé d'un fusil, d'un long sabre et d'un bâton ferré...* »[28]

Nous avons dit un mot, en passant, du rôle providentiel joué par le khalifa de l'émir en Kabylie. Ben Salem avait, en effet, constitué une véritable réserve du mouvement national algérien. Après la chute de Médéa, quand le khalifa Berkani fut chargé d'un autre commandement, ses bataillons réguliers, sur l'ordre de l'émir, rallièrent Ben Salem en Kabylie. Il existe aussi une lettre vraiment émouvante que les officiers algériens de ces bataillons repliés auprès de Ben Salem écrivirent à Abd el-Kader dont ils étaient sans nouvelles depuis de longs mois. Ils se plaignaient respectueusement à l'émir de leur extrême dénuement, lui disaient par exemple que, pour vivre, ils avaient dû épuiser les maigres ressources du khalifa Ben Salem, qu'ils avaient même mangé ses bœufs de labour. Ben Salem, qui avait été riche, avait tout sacrifié à cette cause, et lui-même, en l'absence de toute nouvelle en provenance de l'Ouest, essayait de rassurer ses administrés. Il leur disait, entre autres, au témoignage du général Daumas : « *Notre souverain* — Abd el-Kader — *est en vie : nous l'avons reconnu dans la bonne fortune et nous devons également le reconnaître dans la mauvaise* ».

Les proclamations, les écrits et les paroles de Ben Salem dénotent, chez cet homme jeune, un sens rare de la réalité politique, joint à une grande intelligence. Il nous suffit de mettre en regard l'un de l'autre deux textes assez révélateurs de

---

[27] *La Grande Kabylie* : Daumas.
[28] *La Grande Kabylie* : Daumas, p. 291.

la politique colonialiste du maréchal Bugeaud et de les confronter ensuite avec un texte de Ben Salem pour avoir une idée de ce véritable dialogue qui résume toute la tragédie algérienne vers 1842-1844 et met en valeur des hommes conscients de leurs devoirs.

1) « ...*La France veut vous gouverner pour que vous prospériez*, disait Bugeaud aux Kabyles. *Elle veut que chacun puisse jouir paisiblement du fruit de son travail et s'enrichir sans avoir à craindre d'être dépouillé... La France est grande et puissante et vous deviendrez grands et puissants avec elle.* »[29]

A peu près à la même époque, il écrivait en ces termes au ministre français de la Guerre, trahissant de la sorte les assurances qu'il donnait aux Algériens :

2) « *Les résultats de cette courte campagne sont d'avoir étendu de plus de 20 lieues le rayon d'Alger dans l'Est ; d'avoir ajouté à notre domination un territoire fertile et très peuplé qui sera un nouvel aliment pour notre commerce et pour les revenus coloniaux ; D'Y AVOIR CONQUIS DE VASTES ET BONNES TERRES POUR LA COLONISATION EUROPEENNE...* »[30]

Et voici maintenant, pour contraster avec les deux textes précédents, la déclaration du khalifa Ben Salem aux Algériens :

« *Ne vous laissez pas abuser : la France est une nation puissante, sachez-le ; elle n'envoie des armées dans ce pays que pour le conquérir en entier ; elle ne dépense tant d'or et tant de sang que pour vous asservir les uns comme les autres. Quant à moi, à peine sait-elle si j'existe. Il n'y a qu'un moyen d'arrêter ses envahisseurs : attaquez vous-mêmes avec union et sans relâche ; punissez les traîtres qui ont accepté le joug sans résistance.* »[31]

Ben Salem ne se cantonne d'ailleurs pas dans le cadre de son commandement de Kabylie. Des contingents des Hauts Plateaux algérois et du Sud, à la recherche d'un chef après le départ de Berkani, viennent jusqu'en Kabylie se mettre sous ses ordres. D'autre part, on verra Ben Salem se mettre

---

[29] *La Grande Kabylie* : Daumas, p. 249.
[30] *La Grande Kabylie* : Daumas, p. 333.
[31] *La Grande Kabylie* : Daumas, pp. 258-259.

en campagne loin de son centre d'intérêt, reprendre Bou-Saâda et M'Sila à des féodaux auxiliaires de l'impérialisme et ennemis d'Abd el-Kader.

Devant la médiocrité de leurs collaborateurs, les impérialistes font tout pour détacher de l'émir ses khalifas. Déjà, en 1842 un officier écrivait au maréchal de Castellane pour lui dire : « *Il faudrait des défections parmi les lieutenants d'Abd el-Kader et nous n'avons pas encore pu en obtenir une seule. Si Mohamed Ben Allal, Berkani et Ben Salem venaient à nous, nous aurions une véritable paix... Mais tant que nous n'aurions pas au moins Mohamed Ben Allal, ces soumissions, dont on fait tant de bruit et qui nous ont coûté si cher, ne signifieront pas grand-chose...* »[32]

Or, la même année, dans les premiers mois de 1842, le maréchal Bugeaud, qui tenait lui aussi à cette idée de défection, proposa, nous dit le général Changarnier, à Ben Allal de lui rendre tous ses biens, de lui faire allouer une forte pension s'il consentait à se rendre à la France. Voici ce qu'écrit Changarnier dans ses *Mémoires* : « *A la fin de février* (1842), *le maréchal* (Bugeaud) *avait fait offrir au khalifa Ben Allal, le plus habile et le plus énergique des lieutenants de l'émir, une somme de 500.000 francs, la restitution de ses vastes propriétés et une pension annuelle de 50.000 francs, à la condition qu'il se soumettrait à l'autorité de la France et habiterait Alger ou Coléah, berceau de son antique et puissante famille. La réponse de ce noble ennemi, que j'avais refusé de marchander, arriva le 12 mars, au moment où nous allions commencer une longue promenade dans la belle forêt qui entoure la ville* (de Blida). *Nous nous la fîmes lire deux fois de suite par notre interprète, et le début se grava dans ma mémoire. Le voici « Du Djebel Dakhla à « l'Oued Fodda, je commande, je tue*[33]*, je pardonne. En « échange de ce pouvoir que j'exerce pour la gloire de Dieu « et le service de Monseigneur le Sultan Abd el-Kader, que me « proposes-tu ? Mes Etats, que la poudre pourra me rendre « comme elle me les a pris, de l'argent et le nom de traître... » Le reste était digne du commencement.* »[32]

---

[32] *Campagnes d'Afrique* : pp. 273-274.

[33] Changarnier : *Mémoires*, p. 219. Il est probable que la traduction de ce mot soit fautive. En arabe, les verbes *combattre* et *tuer* ont la

Très jeune, Ben Allal, originaire de la région de Coléah, s'était rallié à l'émir Abd el-Kader qui en fit son khalifa à Miliana. A la chute de cette ville, Ben Allal promena ses bataillons de la Mitidja à la frontière marocaine et mourut dans un combat en 1843, à l'âge de 29 ans. Sa mort sur le champ de bataille, en Oranie, impressionna tellement l'ennemi qu'on lui rendit les honneurs militaires... après l'avoir décapité pour envoyer sa tête orner les remparts de Miliana !

Plus tard, en décembre 1847, quand Abd el-Kader, réfugié sur la Moulouya, fut contraint de se rendre, placé qu'il était entre deux feux et traqué aussi bien par l'armée française que par les troupes marocaines, l'événement, aux dires des historiens, plongea le peuple algérien dans une profonde consternation. C'est C. Rousset qui nous l'apprend : « *La reddition d'Abd el-Kader avait frappé de stupeur les Arabes ; de la frontière du Maroc à la frontière de Tunis, de la zone maritime au plus profond du désert, la nouvelle s'était propagée avec la soudaineté de la foudre* ».[34] Désormais, en l'absence de l'émir, la guerre va prendre une autre tournure, sporadique, plus ou moins régionale, elle ne cessera pas pour autant de mettre les généraux impérialistes à rude épreuve. Les chefs qui avaient servi sous les ordres d'Abd el-Kader et qui étaient encore libres prirent le maquis et aidèrent de leur précieuse expérience et de leur ascendant moral les partisans dont le nombre augmentait sans cesse. C'est ainsi que le khalifa Mohamed bel Hadj dirigea, pendant longtemps, la résistance dans le Djerid algérien et l'Aurès, et que Bou Chareb, lieutenant du khalifa Berkani, organisa inlassablement l'action insurrectionnelle dans la région comprise entre le Djebel Dira, la Basse Kabylie et les Bibans.

Les chefs de partisans étaient légion et certains d'entre eux, comme Si Ljoudi et Bou Baghla en Kabylie, Mohamed ben Abdallah dans le Sud, apparaissaient, disparaissaient et reparaissaient à des années d'intervalle. Le premier nommé, Si Ljoudi, qui exerçait sur tout le Djurdjura une grande influence, s'était rallié à l'émir Abd el-Kader en 1839, lors de

même racine sinon la même forme et Ben Allal a fort bien pu dire : « je combats » au lieu de « je tue ».

[34] C. Rousset : *L'Algérie*, Tome II, p. 192.

son voyage en Kabylie. Nous avons de lui une lettre qu'il écrivit au khalifa Ben Mehyeddin que les Français avaient nommé pour l'opposer à Ben Salem. Dans cette lettre écrite au plus fort de la tourmente, Si Ljoudi engageait Ben Meyeddin à abandonner la cause de ses maîtres. Elle dénote chez son auteur un espoir invincible qui est le propre du patriote. La voici : « *...Nous n'avons rien à redouter, Dieu et le Prophète nous protègent... Vous ne devez pas vous réjouir de ce qui peut affliger les Musulmans... Si les Français ont été victorieux, ailleurs ils ne le seront pas. Je vous engage donc à être des nôtres et non avec les Français ; quittez-les. Apportez avec vous toutes vos ressources, tout ce qui peut aider à vaincre...* »[35]

Si Ljoudi ne cessera de faire parler de lui pendant longtemps encore et nous le voyons soutenir l'action de Bou Baghla et assiéger Bougie en 1852.

Comme Abd el-Kader, mais à un degré moindre, certains de ces chefs : Béchir dans la Mitidja, Ben Zamoun et Si Ljoudi en Kabylie, Bou Maza dans le Dahra, Si Zerdoud dans la région de Bône, et d'autres encore, en dépit des moyens matériels restreints dont ils disposaient, avaient surtout pour eux leur ascendant moral sur le peuple, ce que les généraux impérialistes redoutaient le plus. Les termes de la lettre que le maréchal Bugeaud écrivait au général Lamoricière en 1845 au sujet de l'émir s'appliquent fort bien, toutes proportions gardées, à ces chefs de partisans qui incarnaient, malgré eux, le patriotisme populaire. « *Je m'attends d'un jour à l'autre* — disait Bugeaud à son adjoint — *à apprendre qu'Abd el-Kader s'est montré sur l'un ou sur l'autre point du Tell, ce que ni vous, ni moi, ni personne ne pouvons empêcher quoique nous soyons vingt fois plus forts qu'il ne faut pour le vaincre. C'est que... nous devons surtout être prompts à arrêter les effets de son influence morale, cent fois plus puissante que son influence matérielle... Son ascendant sur les populations nous impose l'obligation de l'arrêter le plus complètement possible.* »[36]

---

[35] Daumas : *La Grande Kabylie*, p. 483.
[36] C. Rousset : *L'Algérie*. Tome II C., p. 28.

Il serait fastidieux de parler de tous les soulèvements périodiques qui secouèrent l'Algérie jusqu'en 1871. Pour certains officiers impérialistes, la difficulté restait entière ; l'énergie et le patriotisme combatif du peuple étaient presque inentamés en dépit d'une guerre de plus en plus impitoyable, marquée en 1849, par la destruction de Zaâtcha, en 1852 par la prise sanglante de Laghouat, en 1857, par Ichiridène, en 1864 par la première insurrection des Ouled Sidi Cheïkh, sans parler de 1.000 autres lieux où la révolte était presque quotidienne. Et c'est devant le spectacle de cette ténacité que nous allons voir, à vingt ans d'intervalle, des officiers aussi sérieux dans leur genre que l'était Lamoricière en 1845, proposer le plus sérieusement du monde des solutions qui permettraient de réduire le peuple algérien à merci. En 1864, le général Ducrot rédigea, à l'intention de Napoléon III, un rapport dans ce sens auquel il donna le nom de « *Rapport sur les moyens à employer pour assurer la pacification de l'Algérie* ». De toute une avalanche de moyens que l'on peut imaginer sans effort parce qu'ils n'ont guère changé depuis un siècle, nous retenons cette conclusion qui est, en résumé, tout le programme du colonialisme en Algérie. Le général Ducrot écrit en effet : « *Entravons autant que possible le développement des écoles musulmanes, des zaouias... Tendons, en un mot, au désarmement moral et matériel du peuple indigène...* » « *Au contraire*, ajoute l'auteur, *agissant en sens inverse sur l'élément européen, créons et développons par tous les moyens l'esprit et l'organisation militaires de nos colons.* »[27]

Ceci a été écrit en 1864. Or, en 1871, nous allons assister à la plus grande insurrection qui ait jamais secoué l'Algérie, mobilisant des centaines de milliers de combattants, entraînant dans le mouvement les deux tiers du pays. Et pourtant cette insurrection intervenait quelques années à peine après la famine qui fit plus de 500.000 victimes en Algérie. Autour de l'année 1871 pivote d'ailleurs une nouvelle conscience algérienne qui ne mise pas seulement sur le recours aux armes. Elle se manifeste, cette prise de conscience, à travers une organisation populaire — fort curieuse : les « *chartia* ». De nombreuses collectivités rurales avaient vu naître dans leur sein

[27] Général Ducrot : *Correspondance*. Tome II.

de véritables comités libres élus par les douars et groupant de 10 à 12 membres. Ces sortes d'assemblées para-municipales, ayant un pouvoir souverain, s'étaient créées illégalement par réaction contre l'autorité et les abus des caïds, exécutants du régime colonial. Elles devaient, ces *chartia* illégales, « *surveiller les caïds, infliger des amendes, saisir les biens des récalcitrants ou des dissidents à la cause commune, acheter des chevaux, des armes, des munitions ; réformer les jugements du cadi et des commissions disciplinaires* ». Parlant de ces comités libres, le colonel Louis Rinn les qualifiait de « ligues de paysans et de prolétaires » et disait qu' « *elles étaient un danger pour le principe même de l'action gouvernementale française* »[88].

Ainsi, à la veille de 1871, le patriotisme rural cherche et trouve une autre forme de lutte, concurremment à celle à travers laquelle il se manifestait depuis 1830. Au sein d'une société en péril, menacée par la colonisation, les lois foncières les plus néfastes, le peuplement intensif d'origine étrangère, la famine et la misère, les chartias algériennes ont représenté tout à la fois, bien qu'à l'état embryonnaire, le premier sursaut d'une conscience organisée en dehors de la lutte armée et visant à reprendre éventuellement le combat par les armes.

Il serait utile d'esquisser, d'après des textes recueillis par des officiers français de la Conquête, une sorte d'idéologie qui, pour être sommaire, ne nous renseigne pas moins sur les conceptions patriotiques des paysans algériens. Il s'agit de réponses faites le plus souvent aux ultimatums impératifs et pleins de menaces que lançait le maréchal Bugeaud à telle ou telle collectivité rurale pour l'amener à se soumettre.

Le style de ces réponses est direct, souvent uniforme, avec des images frappantes qui traduisent une préoccupation tenace et se rapportent, comme un leitmotiv, à la terre, à la lutte, à la vraie grandeur qui se confond avec le sentiment de la justice. De ces textes sans littérature, pleins de bon sens,

---

[88] Louis Rinn : *L'Insurrection de* 1871, et notre étude : *Colonialisme et féodalité*. Revue *Esprit*, avril 1954.

se dégage un patriotisme tout ensemble communautaire, national et géographique. Nous avons vu ailleurs, ([38 bis]) qu'en 1833, Hamdan Khodja, qui était un intellectuel et un citadin, s'exprimait sur le même sujet comme un vrai nationaliste. Nos paysans, eux, doublés de combattants actifs, ont leur langage propre, mais l'idéal est le même.

En 1841, traversant le territoire des Flittas (région de Relizane), le gouverneur général Bugeaud décide d'adresser une lettre à ces fidèles partisans d'Abd el-Kader pour leur enjoindre d'abandonner la cause de leur chef. En voici la réponse telle que nous l'a rapportée le général Daumas : « *Vous nous dites que vous êtes une nation forte et puissante et que nous ne pouvons lutter contre vous. Les puissants et les forts sont justes. Vous voulez cependant vous emparer d'un pays qui ne vous appartient pas. Et puis, si vous êtes riches, que venez-vous faire chez un peuple qui n'a que de la poudre à vous donner ?... Vous nous menacez encore d'incendier nos moissons et de les faire manger à vos chevaux et vos bêtes de somme ; que de fois déjà n'avons-nous pas éprouvé de pareils malheurs. Nous avons eu de mauvaises années, nous avons vu les sauterelles, la disette, et Dieu, pourtant, ne nous a point abandonnés, car nous sommes croyants, Arabes, et la misère ne peut tuer les Arabes... Nous ne nous soumettrons donc jamais à vous...* »[39].

Un autre ultimatum, par lequel le maréchal Bugeaud, en 1844, sommait les chefs kabyles de lui livrer le khalifa Ben Salem et de se soumettre s'ils ne voulaient pas voir brûler leurs villages et leurs moissons, reçut la réponse suivante : « *Nous avons laissé le terrain libre entre vous et vos ennemis. De la sorte, vous avez vaincu Abd el-Kader, puis les Arabes, privés qu'ils étaient de nos secours. Maintenant, vous agissez comme si nous n'étions musulmans que par Abd el-Kader... Détrompez-vous : nous sommes musulmans ; ...le tiers de nos montagnes se compose de forts naturels. Enfin, Dieu secoure les musulmans ! Ne nous comptez donc pas au nombre de vos sujets... Vous nous prescrivez de chasser Ben Salem ; com-*

[38 bis] *bis* Etude à paraître sur « *le patriotisme urbain et le nationalisme* ».

[39] Daumas : *Les chevaux du Désert*. pp. 102-103.

ment pourrions-nous y consentir puisqu'il est musulman ainsi que nous ?... Si votre dessein formel est de posséder toute l'Algérie, si vous mettez votre ambition à conquérir des gens qui ont pour refuge des montagnes et des rochers, nous vous dirons : la main de Dieu est plus élevée que la vôtre. Sachez que la perte ou le gain nous sont indifférents ; nous avons toujours eu pour habitude de braver l'exil ou la mort... Nos montagnes sont spacieuses, elles forment une chaîne qui, d'ici, s'étend à Tunis. Si nous ne pouvons pas vous résister, nous reculerons de proche en proche jusqu'à ce pays dont le chef, que Dieu l'aide, est en état de lever des troupes ; celles qu'il a sont toutes composées des nôtres : à leur exemple nous nous inscrirons soldats... Ne pensez pas non plus que la perte de nos récoltes ou de nos arbres puisse nous mettre à votre merci. Nos récoltes sont le plus souvent la proie des sauterelles ou périssent sous des éboulements ; nos arbres se dessèchent... Dieu nous donne la nourriture ! »[40]

Pour bien comprendre les circonstances de l'ultimatum et de la présente réponse, il faut savoir que Bugeaud reprochait aux chefs kabyles d'être descendus avec leurs hommes dans la plaine pour attaquer les troupes françaises et soutenir leurs compatriotes arabo-berbères et l'émir Abd el-Kader dans leur lutte. « *Pourquoi*, leur disait-il, *avez-vous commencé la guerre contre nous ? Pouvez-vous nier d'être sortis de vos montagnes pour nous attaquer dans la plaine et même derrière les murs de Blida ? Plus tard, quand éclatèrent les grandes hostilités contre nous et Abd el-Kader, n'avez-vous pas embrassé la cause de celui-ci à la face du ciel ? N'êtes-vous pas venus guerroyer jusque dans le Sahel ? N'avez-vous point dirigé vos attaques sur Bordj-el-Harrach* (Maison Carrée) ?... *Je vous proposais d'oublier tous mes griefs accumulés à condition que vous abandonneriez la cause de l'émir et de son khalifa... L'avez-vous fait ? Vous avez amené vos contingents à Ben Salem ; ils ont marché sous son drapeau, ils m'ont attaqué le premier dans l'Oued Soufflat... Adopter le khalifa d'Abd el-Kader n'était-ce pas reconnaître l'émir ?* »[41] Au témoignage du général Daumas cette lettre du maréchal Bugeaud « *fut lue plusieurs fois et les Kabyles proclamèrent que les faits*

[40] Daumas : *La grande Kabylie*, pp. 301 et suivantes.
[41] Daumas : *La grande Kabylie*, pp. 305 et suivantes.

énoncés étaient exacts ». En d'autres termes, la première partie de leur réponse à l'ultimatum était assez habile en protestant d'une neutralité qu'ils ne pouvaient pas observer au risque de céder au séparatisme régional prôné par Bugeaud. Comme nous l'avons vu, la tradition de la montagne kabyle a été, pendant longtemps, de défendre la Mitidja, d'aider Ben Zamoun et le khalifa de l'émir au cours de leurs fréquentes incursions dans la plaine et même sur les Hauts Plateaux, et, en retour, d'offrir asile aux nombreux partisans du Tell et du Sud traqués par l'armée impérialiste.

Un dernier texte, qu'on attribue indirectement, et bien à tort, à l'émir Abd el-Kader, constitue « une réponse hautaine » — dit C. Rousset — à des proclamations que le même maréchal Bugeaud avait fait répandre en 1841 parmi les populations de la plaine de Ghris, dans la région de Mascara, pour les engager à se soumettre. Ce texte, que nous ne pouvons citer en entier, nous paraît doublement intéressant. Il fait allusion à la question d'Egypte, quand la France, après avoir promis son aide à Méhémet-Ali, l'abandonna au moment de l'intervention anglaise. Les auteurs de la réponse, qui étaient au courant de l'actualité politique, ne se privent pas de faire ce rappel que Rousset qualifie de « reproche sanglant ». D'autre part, les gens de Ghris, comme beaucoup d'Algériens de l'époque, sans s'arrêter à leur communauté de foi avec les Turcs, voient en ces derniers des hommes initialement étrangers au pays, ce qui dégage leur patriotisme de toute complaisance, de toute sentimentalité religieuse. « ...*Nous le jurons par Dieu*, disaient-ils au général Bugeaud, *que tu ne verras jamais aucun de nous, si ce n'est dans les combats. Dans l'égarement de votre raison vous voulez gouverner les Arabes... Occupez-vous de gouverner mieux votre pays ; les habitants du nôtre n'ont à vous donner que des coups de fusil. Notre seigneur et notre imam Abd el-Kader est au milieu de nous. Ce pays est le nôtre, vous n'y êtes que des hôtes passagers ; y resteriez-vous 300 ans comme les Turcs, il faudra que vous en sortiez. Ignores-tu que notre pays s'étend depuis Oujda jusqu'à Tunis. Djerid, Tell et Sahara, et qu'une femme peut parcourir seule cette vaste étendue sans craindre d'être inquiétée par qui que ce soit, tandis que votre influence ne s'étend que sur le terrain que couvrent les pieds de vos*

soldats. Quelle haute sagesse !... Tu vas te promener jusqu'au Désert, et les habitants d'Alger, d'Oran et de Mostaganem sont dépouillés et tués aux portes de ces villes. »[42]

L'historien qui nous rapporte les termes de cette réponse conclut : « *A ce dernier trait il n'y avait rien à répliquer ; c'était une vérité malheureusement trop justifiée par les faits* »[43].

Ainsi, le patriotisme paysan en Algérie, de 1830 à 1871, était un phénomène diffus et tacite, sans formulation doctrinaire minutieuse, mais incontestablement national dans sa portée. Quand les paysans se disaient « Arabes » ou « Musulmans » dans la plaine ou les montagnes kabyles, ils n'accordaient le plus souvent à ces termes aucune signification ethnique ou spirituelle précise. Lors de sa reddition, en février 1847, le khalifa de Kabylie, Ben Salem, avait déclaré, il est vrai, aux dires d'un témoin [44] : « *Nous avons combattu jusqu'à ce jour pour la défense de NOS LIBERTES et de notre religion* », mais les libertés venaient en premier lieu comme une préoccupation rationnelle d'ordre civique et collectif. L'émir Abd el-Kader a pu pénétrer en Kabylie en 1837 avec l'assentiment des populations pour en déloger et châtier les Zouatna, colonie militaire et agricole d'origine turque établie depuis très longtemps dans le pays. Les Zouatna qui, en dépit de leur qualité de musulmans, étaient demeurés un corps étranger et nocif dans la communauté algérienne, avaient accepté, après 1830, de servir l'impérialisme français, ce qui nécessita l'intervention d'Abd el-Kader. Des faits que des recherches ultérieures mettront plus en lumière, tels que la réunion de toutes les délégations algériennes en 1838 au camp de Boukhorchfa, près de Miliana, en un véritable congrès en présence d'Abd el-Kader ; plusieurs chefs de Kabylie sous la conduite de leur khalifa allant à deux reprises à la rencontre de l'émir pour s'entretenir avec lui et le rejoignant, la première fois en 1841 à Chahbounia, au sud de Boghar, la deuxième fois en 1846, au plus fort de la guerre, au Djebel Sahari, dans le sud-ouest

---

[42] C. Rousset : *La conquête de l'Algérie*, 1841. T. I, pp. 50-52.
[43] C. Rousset : *La conquête de l'Algérie*, mêmes pages.
[44] Général Ducrot : *Correspondance militaire*. T. I, p. 172.

algérois ; le déplacement de l'émir dans la vallée de la Soummam ; l'organisation par son lieutenant Mohammed ben El Hadj de la lutte armée dans l'Aurès et l'Oued Souf, dénotent la communauté d'objectifs nationaux et de sentiments patriotiques qui sollicitaient ou animaient tous les Algériens d'un bout à l'autre de leur pays. Il faut aussi ajouter d'autres exemples qui éclairent pour nous l'ampleur de ce mouvement historique, son unité, l'action nationale qui se développait, pour ainsi dire, par « ricochets », à travers l'Algérie : l'émir Abd el-Kader qui se trouvait en Oranie donnant l'ordre à son lieutenant du centre algérois. le khalifa Berkani de Médéa, d'aller avec ses troupes prendre possession de Biskra, dans le Sud constantinois, que ses habitants étaient disposés à livrer à l'émir malgré la rivalité dont cette importante oasis était l'enjeu de la part des féodaux alliés aux impérialistes et du dernier bey de Constantine ; dans le sens contraire, 200 jeunes gens engagés dans les troupes françaises à Constantine vers 1837 et qui font tout juste le voyage dans leur nouveau corps et « fondent » en cours de route pour se retrouver ensemble sous les drapeaux et l'armée régulière algérienne en Oranie ; le général Changarnier visitant en octobre 1842 l'est du Tittery « *où les Français ne s'étaient pas encore montrés* », et notant dans ses mémoires : « *Bien que les habitants n'eussent pas encore vu la guerre sur leur territoire, ils en étaient dégoûtés d'avance par les vides que, dans tant de combats, nous avions faits dans leurs contingents* »[43]. En effet, les habitants de cette région — au sud du Djebel Dira — avaient combattu un peu partout en Algérie sous les ordres des khalifas de l'émir, contre l'armée française : avec Berkani, sous Médéa et probablement dans le Chenoua (Cherchell) ; avec Ben Salem. dans le Hodna et les Bibans constantinois ; avec Ben Abdelbaki et Mohammed ben El Hadj, dans une partie du Sahara oriental et l'Aurès. Et ce n'est là qu'une région entre cent, dont les habitants avaient participé à des combats lointains ou envoyé des contingents vers d'autres provinces algériennes !

Janvier 1956.

[43] Changarnier : *Mémoires*. p. 271.

4

L'Algérie devant sa liberté

Nous avons parlé, dans une précédente chronique sur le Maroc[1], de l'échec des prévisions officielles au sujet des événements qui secouèrent ce pays pendant deux longues années. L'assurance et le confort intellectuel de certains officiers des Affaires nord-africaines et de leurs maîtres en matière de « politique musulmane » ont reçu un coup très rude ces derniers temps. S'il nous fallait illustrer ces remarques en ce qui concerne l'Algérie, nous nous référerions au même Robert Montagne, chef de file de toute une école dont nous connaissons déjà l'attitude facilement optimiste et combien orientée. L'auteur de « Révolution au Maroc » écrivait, en effet, un an à peine avant le déclenchement de l'insurrection algérienne : « Les trois départements d'Algérie composent aujourd'hui, grâce à l'existence d'une assemblée algérienne dotée de larges pouvoirs budgétaires, une province française qui jouit d'un régime de semi-autonomie. Les luttes municipales consacrent les alliances entre partis français et musulmans dans les conditions qui préparent peu à peu à une véritable union. L'Algérie tout entière apparaît aujourd'hui, dans la tempête de l'Orient, comme une sorte de rocher battu par une mer trouble sur lequel le drapeau français flotte librement. » Ce tableau idyllique nous ferait sourire s'il était dû à l'imagination d'un journaliste occasionnel, mais l'autorité de R. Montagne, son enseignement dispensé à des administrateurs coloniaux et souvent à de hauts fonctionnaires, accusent davantage le côté aberrant d'un tel jugement. Quelques pages plus loin, l'auteur revient à la même idée optimiste qui est, chez

[1] Voir « Présence Africaine », décembre 1955-janvier 1956.

lui, plus qu'une réalité : un fait inscrit dans l'Histoire et qu'on donne en exemple au reste de l'humanité asiatique ou africaine encore dépendante. Il écrit : « Seule en Afrique, l'Algérie semble avoir, grâce au Statut, trouvé une solution convenable à la coopération des groupes ethniques et religieux en présence, sous un régime de semi-autonomie. Nous croyons que le succès s'explique par la souplesse des dispositions riches de promesses. Elles garantissent aux Musulmans, et c'est là sans doute le secret de la réussite, que les progrès qu'ils réaliseront leur vaudront, au sein de l'administration et du gouvernement du pays, une part progressivement accrue »[1 bis].

Le lecteur le moins averti aura compris, ne serait-ce que par les rumeurs qui ont entouré le malheureux statut de l'Algérie depuis 1947, que rien de ce qu'avance R. Montagne n'était vrai ou vraisemblable en 1953. Déjà en 1948, un an après l'adoption de ce statut par l'Assemblée nationale française, certains hommes n'avaient pas attendu de le voir appliqué (l'a-t-il jamais été ?) pour le condamner dans ses grandes lignes et prévoir toutes les catastrophes qu'il entraînerait pour l'Algérie. Il faut ajouter, d'ailleurs, que les représentants algériens au Parlement français ne lui avaient pas donné leurs voix ; que l'immense majorité du peuple algérien l'avait reçu avec un mélange d'indifférence, d'hostilité et de déception. Des auteurs politiques clairvoyants — bien que souvent injustes à l'égard du nationalisme algérien et favorables à une certaine assimilation — ne s'empêchaient pas d'écrire, tels Sylvain Wisner : « Le nouveau statut, qui n'est pas un statut nouveau mais un statu quo à peine camouflé sous un mince et fragile enduit recouvrant les horreurs de l'ancien décor... »[2] ou encore ceci, qui est terrible : « Un an, exactement, vient de s'écouler et on en est au même point... La croisée des chemins est en voie de se transformer en impasse : on hésite à s'engager sur la route menant à l'avenir, pendant qu'on cadenasse toutes les issues. Et l'on accumule ainsi les risques d'assister un jour, pas très lointain, à l'explosion des forces mauvaises comprimées dans cette impasse et à tous les débordements qu'occasionnent les passions trop longtemps conte-

---

1 bis Robert Montagne : Révolution au Maroc, éd. 1953.
2 Sylvain Wisner : L'Algérie dans l'impasse, éd. 1948.

nues »[2]. Les forces que Wisner appelle « mauvaises » et les « passions contenues » l'empêchent, commodément, de parler de la responsabilité des colons et de leurs lobbies dont l'agitation ne connaît plus de bornes. La fraude, la contrainte et la vénalité qui donnèrent le jour à l'Assemblée algérienne, amenèrent dans son sein la plus triste humanité qu'on eût pu voir sur les sièges d'une assemblée pourtant consultative et dominée par le veto d'un gouverneur général rendu toutpuissant, lui et son administration. C'est encore Sylvain Wisner qui parle, à son sujet, de « crépi apparent de démocratie », « d'institution qui rappelle davantage le régime totalitaire révolu ». Il y a lieu de noter que ceci a été écrit en 1948 et qu'au cours des années qui vont suivre, la régression imposée par l'Assemblée algérienne ne s'arrêtera pas. A l'action des hauts fonctionnaires, « dont le statut renforce le pouvoir », s'ajoute celle, aussi néfaste, dispendieuse, anti-sociale et antidémocratique, des élus. Dès lors, c'est le ralliement de la pire réaction : gros possédants, colons européens à l'égoïsme infantile, notables musulmans incultes et veules que le socialiste Naegelen a fait élire en terrorisant leurs électeurs, en falsifiant le scrutin, après avoir pourchassé ou emprisonné des patriotes algériens, candidats et militants. Les élus administratifs et colons qui n'avaient pas le triomphe modeste pensèrent que les jeux étaient faits pour toujours, qu'ils pouvaient s'en donner à cœur joie jusqu'à la fin des temps. Le phénomène de l'Asemblée algérienne a eu pour effet de rendre plus visibles aux veux de tous, plus saillants encore, cet abcès colonialiste qui était diffus un peu partout, ce « malaise » dont on avait tant parlé naguère. mais qui ne se limitait pas seulement aux domaines économique et social.

Nous avons dit que le statut de l'Algérie, lors de son adoption par l'Assemblée française, n'avait pas recueilli les voix des députés nationalistes algériens qui, eux, avec l'ensemble des groupements politiques de même tendance ou à peu près, étaient partisans, soit d'une constituante nationale souveraine élue au suffrage universel par tous les éléments ethniques de la population et devant acheminer le pays vers son indépendance, soit d'un Etat fédéré jouissant d'une large autonomie au sein de l'Union française ou d'un territoire associé ayant son parlement et ses institutions propres. A l'époque, la poussée montante du nationalisme (M.T.L.D. et U.D.M.A.) avait

amené dans les différentes assemblées municipales ou départementales de très nombreux élus qui exprimaient à peu près la conscience nouvelle dont le peuple était animé à la veille et au lendemain du vote du statut. Numériquement parlant — sinon qualitativement — les partis nationalistes et surtout le plus populaire d'entre eux, le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), n'avaient jamais eu autant de succès, autant de militants et d'électeurs. C'est dire que le statut, tel qu'il fut adopté, se trouvait bien en-deça de l'idéal nationaliste et des revendications notoires et presque unanimes du peuple algérien. Dans l'esprit du gouvernement français — qui comptait sans les lobbies et la toute-puissance des hauts fonctionnaires — le statut, une fois appliqué avec sincérité, aiderait à conjurer ce qu'on appelait le « péril » nationaliste, qui n'était rien moins qu'une volonté nationale de devenir et d'émancipation politiques. On sait quel fut le sort qu'on réserva à ce statut, d'abord sous l'autorité du gouverneur général Naegelen, un intellectuel, ancien grand maître de l'Université, qui, apparemment rongé de complexes en face des gros colons primaires, voulut les surpasser et y réussit ; ensuite, à la faveur de l'inertie complaisante d'un autre chef de la colonie, M. Léonard. Un autre intellectuel préside depuis un an aux destinées de l'Algérie, et, tout comme Naegelen, M. Soustelle semble avoir eu, vis-à-vis des féodaux européens, sensiblement la même attitude. Mais, paradoxalement et d'une façon inattendue ce n'était pas en appliquant ce statut qu'on entreprit de réduire le nationalisme comme on se l'était proposé sans doute au début, mais bel et bien en le sabotant, en déchaînant la répression policière et les gros appétits des possédants. La preuve était évidente que si les uns en voulaient d'abord, et par hypocrisie, aux seuls nationalistes, les autres n'entendaient pas faire de quartier et, traditionnellement, s'opposaient au peuple dans son ensemble. Ceci est d'autant plus vrai que les gros colons et les hauts fonctionnaires, politiquement incultes sur le plan algérien, égocentristes de surcroît, ne faisaient presque aucune différence entre les masses populaires et leurs dirigeants, condamnant tout le monde en bloc. A peine si, par « affinités électives », complicités d'exploiteurs, besoin d'être soutenus dans leur hégémonie, par alibi, aussi, acceptaient-ils de prendre des auxiliaires parmi les notables musulmans, caïds, mara-

bouts, agents obscurs du colonialisme auquel ils devaient leur fortune subite et des sièges aux différentes assemblées et même au Parlement français. Les petites minorités privilégiées et féodales se regroupaient plus que jamais dans le cadre d'une légalité aberrante et sous couvert de démocratie en face de l'immense majorité du peuple. Les partis politiques algériens et plus particulièrement le M.T.L.D., parti nationaliste de masse dont l'action avait pris un essor extraordinaire au cours des années 1946-1947, virent leur élan quelque peu brisé et leur existence légale menacée à partir du printemps 1948, date des élections à l'Assemblée algérienne. La vitalité du M.T.L.D. était encore certaine malgré les répressions ; ses militants toujours nombreux quoique astreints à des tâches surtout électorales qui les fixaient sur des objectifs limités et problématiques. Un renouvellement de méthodes et de cadres, en faisant appel à la base à l'aide de congrès périodiques largement représentatifs, était de plus en plus urgent, mais rien ne venait et le parti se trouvait captif, perdant son dynamisme révolutionnaire du début, voué à une action stérile.

L'union entre tendances similaires et progressistes faisait également défaut, ce qui avait pour effet d'encourager la répression colonialiste contre ce parti de masse. Tout se passait comme si les nationalistes qu'on traquait n'étaient pas des patriotes, agissant, ne fût-ce que par l'exemple ou la parole, dans des milieux peut-être inorganisés politiquement mais conscients quand même, en tant qu'Algériens, de l'arbitraire qui régnait en maître sur leur pays. Tout se passait comme si toute opposition à la politique colonialiste était le fait exclusif de quelques dirigeants ou de rares nationalistes affiliés à des partis ; comme si les générations montantes, la jeunesse laborieuse et intellectuelle, les paysans exploités, les millions de chômeurs, les hommes de bon sens, devaient rester indifférents devant une situation générale aussi grave ; devant une lutte qui ne se limitait pas au cadre apparent : administration contre nationalisme et réciproquement. Certains spécialistes et, à leur suite, beaucoup de fonctionnaires d'autorité, croyaient que le nationalisme algérien était une idéologie d'emprunt, de conception orientale, superficiellement implantée dans le pays et ne répondant à aucune vocation historique, à aucun besoin de lutte, et devenue le fait

d'une poignée « d'agitateurs » ou d'intellectuels alors que les masses populaires ou les classes moyennes se tenaient à l'écart des mouvements politiques et n'avaient que de vagues préoccupations matérielles ! Cependant, les patriotes étaient si intimement liés à leur milieu, ce dernier était si réceptif, si « contagieux » de proche en proche, que les répressions économiques ou militaires (et il en a existé bien avant l'automne 1954 !) qu'on déclenchait au départ contre des nationalistes, affectaient, souvent directement ou non, de larges groupes sociaux dont les réactions psychologiques en retour hâtaient la prise de conscience. Mais, en dépit de tout cela, on entrevoyait difficilement des perspectives satisfaisantes d'avenir. L'action des partis politiques était condamnée à tourner en rond ; elle risquait même de tomber dans un réformisme inefficace au prix de graves concessions au principe national, ou, pour conserver la faveur populaire, de multiplier des actes trop voyants et de pure démagogie. Le malaise commençait d'ailleurs à gagner sérieusement le plus important des partis nationalistes, le M.T.L.D. Un congrès tenu à Alger en avril 1953, le deuxième depuis longtemps, essaya de se mettre à la hauteur des événements, de définir une politique adéquate, de promouvoir une action nouvelle. Le président du M.T.L.D., M. Messali Hadj, se trouvait alors en résidence surveillée à Niort, France, et c'est son attitude à l'égard du comité central de son parti et sa conception féodale de ce qu'on appellera plus tard le « prestige personnel », qui vont précipiter l'éclosion de ce malaise et entraîner des conséquences inattendues pour la lutte nationale. En dépit de son éloignement forcé, de l'absence de contacts réguliers et normaux avec la direction du Parti, de la connaissance imparfaite qu'il devait fatalement avoir des réalités algériennes du moment et de l'action politique telle qu'elle se déroulait à travers ses besoins quotidiens, le chef du M.T.L.D. exigea les pleins pouvoirs à vie. Le comité central, considérant cette exigence comme anti-démocratique et inopportune étant donné l'exil de Messali Hadj, ce dernier suscitera l'année suivante, dans l'été 1954, en Belgique, la tenue d'un congrès auquel étaient conviés ses partisans. La scission allait être consommée quelque temps plus tard quand, à son tour, le comité central du M.T.L.D. qui avait été déclaré dissous par les amis de M. Messali, tiendra à Alger un congrès national

pour prononcer l'exclusion de son ancien président et s'affirmer comme la seule autorité politique du mouvement. Tous ces événements étaient faits pour remplir d'allégresse une administration coloniale qui voyait là les signes avant-coureurs de la décomposition définitive du premier parti nationaliste algérien. Beaucoup de militants sincères du M.T.L.D. déploraient ces divisions et se préparaient à quitter les rangs. D'autres, aussi nombreux, et sans doute plus actifs, qui avaient été hostiles à la politique électorale du Parti, aux improvisations maladroites de certains dirigeants, à leur embourgeoisement, et, d'une façon générale, à la stagnation, et qui ne voyaient aucune perspective de changement dans le cadre légal, s'étaient résolument rabattus sur la clandestinité. En attendant, ils s'organisaient sous l'autorité du C.R.U.A. (comité révolutionnaire pour l'unité et l'action) dont les membres évitaient de prendre parti pour l'une ou l'autre fraction du M.T.L.D. C'est cette troisième force qui va permettre aux militants de base (sinon aux cadres supérieurs) de reprendre la lutte sous une autre forme, cette fois, et de sauver l'unité du mouvement que la scission récente, due à l'inconscience des dirigeants, venait de compromettre. Ceci est important, car la base avait rarement eu l'occasion, avant ce jour, d'imposer ses vues. En contact permanent avec les masses dont elle était issue, plus à même d'apprécier les réactions populaires. elle avait réalisé, avant ses dirigeants, le danger qui menaçait un parti voué, désormais, à l'inaction et à l'effritement. L'initiative audacieuse prise par le C.R.U.A. à la veille de la Toussaint de l'année 1954 répondait aux désirs inavoués et à la conception de lutte de cette base longtemps négligée. Le déclenchement de l'insurrection surprit tout le monde par sa soudaineté. Les autorités coloniales étaient encore tout entières à se réjouir des divisions qui déchiraient le M.T.L.D. ; le gouvernement s'occupait du problème tunisien, l'opinion française partageait l'optimisme de sa presse et de ses chefs politiques au sujet de l'Algérie. La première mesure que le gouvernement français ait eu à prendre à l'annonce des événements algériens fut d'arrêter quelques-uns des membres de la double direction politique du M.T.L.D. et de dissoudre ce parti dont les militants, se sentant traqués, se hâtèrent, soit de se mettre à l'abri, soit de rejoindre les maquis de l'Aurès et de Kabylie. Le C.R.U.A., qui allait se transformer en état-

major de l'Armée de Libération, engageait les militants à se couper de leurs directions respectives pour refaire l'unité sur un autre plan. La répression aidant, la tâche devenait aisée. Dans l'Aurès, déjà, des villages étaient bombardés, d'autres évacués par la force et leur population déportée au loin. Les prisons et les camps d'internement se remplissaient pêle-mêle d'innocents : suspects ou anciens militants du parti dissous. Le 7 novembre 1954, le ministre de l'intérieur, M. Mitterand, s'apercevait, au nom de son gouvernement, que le statut de 1947 n'avait pas encore été appliqué. En même temps il reprenait à son compte de vieux slogans tels que : « L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne ». De son côté, le 12 novembre 1954, M. Pierre Mendès-France répétait les mêmes lieux communs : « Les départements d'Algérie font partie de la République ; ils sont français depuis longtemps, leur population qui jouit de la citoyenneté française et est représentée au Parlement a donné assez de preuves de son attachement à la France. » Enfin, en février 1955, le nouveau gouverneur général de l'Algérie, M. Jacques Soustelle, ira plus loin dans ces affirmations de principe, comme il sied au promoteur d'une politique de force qui s'adresse à un peuple colonisé : « La France est ici chez elle, ou plutôt, l'Algérie et tous ses habitants font partie intégrante de la France... *Cela signifie qu'un choix a été fait par la France, ce choix s'appelle l'intégration.* » (C'est nous qui soulignons). Le choix, en effet, ne pouvait être fait que d'un seul côté, car, le peuple algérien, lui, avait toujours opté pour la reconnaissance de sa propre personnalité nationale, et les événements tragiques dans lesquels il se trouvait engagé le démontraient clairement. Ce qu'on ne croyait devoir être qu'un feu de paille, une flambée, durait depuis de longs mois. Les maquis de l'Aurès, en dépit d'une répression féroce, attiraient de nombreux jeunes gens, tenaient la conscience populaire en éveil ; ceux de Kabylie s'organisaient en gagnant d'influence jusque dans la plaine, aux environs d'Alger. En avril, le gouvernement fait voter par l'Assemblée française la loi d'urgence qui devait permettre très vite, assurait-on, la liquidation du mouvement insurrectionnel. On s'était aperçu que les combattants des maquis trouvaient aide et complicité auprès de leurs compatriotes, et l'état d'urgence instaurait donc un contrôle sévère à toute heure de la nuit et

du jour, ainsi qu'une justice répressive plus rapide. Mais cette loi d'exception, appliquée avec la dernière rigueur, fertile en abus de toutes sortes, ne produisit pas l'effet psychologique qu'on attendait d'elle. Un mois à peine après le vote qui avait donné le jour à l'état d'urgence, un autre maquis, le plus important de tous, s'installe, comme par défi, dans cette partie du Nord-constantinois où la colonisation française a toujours été nombreuse, puissante, sûre d'elle-même. Le printemps 1955 voit un renforcement inégalé de la résistance algérienne. L'Armée de Libération est doublée d'un organisme politique très actif : Le Front de Libération nationale, qui prend la place, tout naturellement, des autres partis nationalistes dissous ou dépassés. Une sorte d'unanimité idéologique commence à se créer au sein du peuple, que la répression quotidienne dans certaines régions et la solidarité nationale tournent de plus en plus vers l'action des maquis. Les élus à l'Assemblée algérienne et les notables musulmans eux-mêmes, dont la plupart étaient au service du colonialisme qui leur avait assuré leurs sièges et souvent leur fortune, devenaient réfractaires à l'ancienne tutelle. Pour les élus algériens préfabriqués, c'est le début de la sagesse. Huit mois plus tard, en septembre 1955, l'évolution des esprits est telle que ces élus, auxiliaires traditionnels du colonialisme, finissent par adopter une attitude d'une rare fermeté à l'égard des réformes du gouverneur général Soustelle et du projet officiel d'intégration. Leur groupe des « 61 », formé à Alger le 26 septembre, va jusqu'à parler de « l'idée nationale algérienne » que les élus, bien tardivement, reconnaissent par réalisme, et veulent défendre. Ce qui les a amenés à cette position nette, c'est d'abord une prise de conscience nouvelle dans un pays qui, en l'espace de 10 mois, était passé d'une simple révolte à une véritable révolution. Les autorités coloniales, l'armée, la police, le gouvernement lui-même ne comprenaient pas le sens de ce mouvement et continuaient à pratiquer leurs vieilles méthodes d'administration, faisant alterner le paternalisme avec la terreur, s'obstinant à ne voir dans le problème que ses aspects économique et social, s'excitant naïvement sur un prestige qui s'identifiait pour eux à la force brutale mais auquel pas un Algérien n'était sensible, refusant, enfin, de croire à l'apport considérable, moral et physique, de la petite paysannerie au sursaut révolutionnaire. Car, c'était là le fait vraiment nouveau qui

avait donné à réfléchir aux notables et élus algériens. En dehors de la clientèle classique des partis nationalistes, qui se recrutait surtout dans les villes, parmi les ouvriers et la petite bourgeoisie, une classe plus nombreuse, très active, portant à l'extrême le sens du sacrifice, seule capable de donner à la lutte une autre dimension, venait d'entrer en scène. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas sans rapport avec un autre, qui a bouleversé l'ordre conformiste des partis : les militants de base prenant sur eux de sortir leur mouvement de l'impasse et répondant en nombre à l'initiative du C.R.U.A. A supposer même que les paysans n'eussent jamais pensé au problème politique, le spectacle quotidien d'une administration incapable, pléthorique, arrogante, lointaine ou arbitraire au stade de l'autorité ; vénale et souvent inculte au niveau des caïds, eût posé pour eux ce problème en leur inspirant le désir d'un changement radical. D'une façon générale et contrairement à certains citadins ou assimilés, intellectuels ou bourgeois, les ruraux ne croient pas au racisme, attachés qu'ils sont aux réalités du sol, du pays, d'une communauté ancienne ; imprégnés d'un humanisme traditionnel d'expression orale sinon livresque ; ayant le sentiment d'être chez eux, en butte à une domination étrangère, certes, mais conscients de leur propre différence qui se confond avec une personnalité à laquelle ils tiennent jalousement et dont ils attendent, un jour, l'affirmation. Leur manque de complexes, leur réalisme, leurs aptitudes physiques, ont redonné à la résistance algérienne actuelle un visage qu'elle avait perdu au lendemain de la grande insurrection politico-agraire de 1871. Les élus du deuxième collège, dont ils étaient devenus les électeurs forcés, le savent, maintenant que toutes les illusions se dissipent. Ils savent que malgré leur attitude, au dernier moment, contre la politique du gouverneur général Soustelle et les excès de la répression, les masses populaires algériennes et les chefs des maquis ne les portent pas dans leur cœur. Les positions que les « 61 » ont fermement adoptées depuis le 26 septembre 1955 représentent un apport incontestable à l'unanimité algérienne tant recherchée, et c'est pour cela que ce repentir à retardement est précieux et s'inscrit dans le cours d'une évolution générale. Le point culminant de la prise de conscience des élus se situe aux environs du 20 août 1955. Déjà, avant cette date, les ratissages, les exécutions sommaires, se passaient au grand jour et

la presse n'en faisait jamais état. Dans le Nord-constantinois, quelques éléments de la population excédés par ces faits quotidiens et l'impunité dont bénéficiaient des civils européens pour leurs actes et leur provocation, furent tentés d'agir au cours des événements qui marquèrent l'attaque générale déclenchée par l'A.L.N. contre les objectifs militaires et stratégiques français. Aussitôt, la répression s'abattit aveuglément, de nouveau, avec des moyens massifs, sur des villages entiers et dura plus d'une semaine. Les Pouvoirs publics avouèrent même la destruction d'une dizaine de hameaux, dès les premiers jours, en se tenant bien entendu en deça de la vérité. Des correspondants de la presse française mentionnèrent des massacres dont les victimes innocentes dépassaient un chiffre considérable. Les élus du deuxième collège commencèrent alors à sortir de leur indifférence. Ce fut le Dr Ben Djelloul qui en prit l'initiative. Ce vieux routier de la politique algérienne, tour à tour président de la Fédération des élus musulmans du Constantinois entre 1936 et 1938, compagnon de lutte éphémère de M. Ferhat Abbas, eut, à l'époque, la réputation d'un homme courageux, bien que partisan de l'assimilation, et finit par sombrer, avant la guerre, et surtout à partir de 1945, dans le mépris de ses compatriotes pour son manque d'idéal et son action au service de l'administration colonialiste. Le groupe des « 61 », formé le 26 septembre 1955 sous sa présidence, s'opposa nettement à la politique d'intégration. Cette même politique, à quelques retouches près, avait été condamnée depuis l'avènement du nationalisme par l'immense majorité des Algériens. Elle s'appelait alors « assimilation » et n'avait d'attraits qu'aux yeux de quelques intellectuels et bourgeois. Ces derniers la rejetèrent solennellement, à grand bruit, quand le « Manifeste » rédigé par M. Ferhat Abbas fut signé en février 1943 par des notabilités politiques — conseillers généraux, délégués financiers, etc... — partisans d'un Etat algérien fédéré à la France. La plupart de ces élus qui avaient été l'objet de contraintes et de mesures d'intimidation revinrent, il est vrai, sur leur position première, mais il n'en reste pas moins que l'animateur du « Manifeste », futur leader de l'U.D.M.A., M. Ferhat Abbas, et autour de lui une partie de la grande et moyenne bourgeoisie éclairée, ont rejeté les thèses assimilationnistes. Au début de l'année 1955, quand le gouvernement français lança la formule d'intégra-

tion, il était le premier à en ignorer le cadre et les limites. Les gros possédants européens d'Algérie, sachant qu'elle relève du mythe et de l'impossible, qu'elle est contraire aux aspirations algériennes, lui donnèrent leur accord de principe. L'opposition à cette politique intégriste de la part des élus, de l'U.D.M.A. et de l'opinion publique dans sa très large majorité, sans parler du nationalisme combattant, détermina le gouvernement français à remettre à plus tard la date des élections législatives en Algérie. En France, la campagne électorale fut marquée, dans son ensemble, par une surenchère facile et souvent démagogique autour du problème algérien. M. Mendès-France proposa le 26 décembre, à Marseille, un règlement prévoyant la dissolution de l'Assemblée algérienne, des élections libres, et, au préalable, un effort en vue de « surmonter sur place (à Alger) les résistances administratives et mettre à la raison les féodalités militaires et financières qui font la loi ». De son côté, le président Edgar Faure, toujours dans le cadre de la campagne électorale, déclarait : « Je suis persuadé qu'il faut à l'Algérie une charte institutionnelle particulière au sein de la communauté française ». Il avait affirmé, dans le même discours, son rejet de la politique d'assimilation. Lui aussi parlait d'une « consultation très large de la population algérienne, de tous les élus, de tous les notables, afin d'élaborer une charte spéciale assurant des garanties suffisantes aux populations musulmanes et européennes ». Et il reconnaissait : « Jamais appliqué, le statut de l'Algérie est déjà dépassé ». D'autres partis politiques français, pour ne pas être en reste, prenaient publiquement, au cours de cette même campagne, des positions souvent audacieuses. N'avons-nous pas entendu personnellement un candidat de la liste Debû-Bridel nous soutenir que la thèse de son parti, relativement à l'Algérie, consistait ni plus ni moins à faire de ce pays dans ses rapports avec la France, l'équivalent du Canada dans le sein du commonwealth britannique ? Une fois les élections terminées, cette surenchère facile a très vite cessé. Bien plus, pour ramener les esprits à la ligne officielle qu'il a toujours défendue avec l'appui du gouvernement et de ses amis politiques, M. Jacques Soustelle a relancé (12 janvier) le projet d'intégration auquel il donne le nom « d'égalité des droits et des devoirs ». Or, cette égalité des droits qu'on présente comme une notion révolutionnaire

a été inscrite solennellement en toutes lettres dans le statut de 1947. Sans insister sur le caractère faussement démocratique de ce plan (c. f. panachage obligatoire et autres clauses) nous dirons que les solutions qu'on envisage semblent ignorer les raisons pour lesquelles on se bat en Algérie.

Pourquoi se le dissimuler ? Certains, qui étaient encore hésitants en dépit de leur sympathie pour l'action des patriotes, se sont trouvés en quelque sorte « libérés » de leurs craintes, de leur attentisme, de tout ce qui les prédisposait à croire aux vaines promesses, aux actes unilatéraux, à la traditionnelle sujétion dont on n'entrevoyait jamais l'issue. Les répressions du mois d'août, le renforcement des maquis, l'efficacité politique et le quadrillage administratif du F.L.N., ont beaucoup fait dans ce sens.

Si la vie politique est stoppée, étant donné la dissolution du M.T.L.D. (dont nombre de militants ont rejoint la résistance), l'internement des « suspects », l'interdiction de certains journaux démocratiques et la censure impitoyable qui s'exerce sur d'autres, les élus de toutes les assemblées (conseillers municipaux et généraux, délégués, députés et sénateurs) ne laissent pas de réagir devant les événements actuels et d'affirmer leur solidarité avec le peuple. Déjà, vers la fin du mois de novembre 1955, indignés par l'attitude exclusive de la Fédération des maires de l'Algérois qui groupe les représentants de la grosse colonisation française, des présidents de centres municipaux algériens commencèrent à se retirer de cet organisme où ils étaient d'ailleurs une minorité, en marge des institutions municipales véritables. Le 23 décembre 1955 — au cours d'une réunion à Alger du comité des « 61 », les élus affiliés à l'U.D.M.A. se prononcèrent pour la démission massive de tous les élus. L'Union Démocratique du Manifeste Algérien (U.D.M.A.), présidée par M. Ferhat Abbas, invita, en conséquence, les représentants de son parti « à quelque assemblée qu'ils appartiennent, à se démettre de leur mandat » pour se conformer à la politique nouvelle préconisée par le F.L.N. Au début du mois de janvier le Dr Ben Salem, président du conseil général de Constantine et délégué à l'Assemblée algérienne, se démet de ses mandats. Il avait reçu, auparavant, la démission de 19 de ses collègues. D'autre part, et à la même époque, un conseiller de

l'Union française et un sénateur, tous deux membres de l'U.D.M.A., obéissent aux consignes de leur parti. A la fin du mois précédent, d'autres élus de même tendance (conseil général, municipalités), avaient démissionné un peu partout en Oranie et dans l'Algérois. Depuis, les démissions se poursuivent et vont prendre plus d'ampleur au cours des mois à venir. Quant aux membres « indépendants » du groupe des « 61 » et leurs amis, s'ils n'ont pas suivi le mouvement, ils sont résolus à le faire au cas où le futur gouvernement français, un mois après sa constitution, ne proposerait aucune solution satisfaisante au problème algérien. Ce qu'il y a de certain, c'est que tous ces groupements, tous ces élus, les leaders des partis politiques encore en veilleuse, les notabilités de tous bords, ne prétendent pas se poser en « interlocuteurs valables », ou si, par impossible, ils le font, ni le peuple, ni le Front de Libération Nationale ne leur accorderont leur confiance. Et ce sera dans l'ordre des choses. On a parlé de menaces, de pressions de la part des maquis. Cela nous paraît excessif. Il y a plutôt un alignement raisonné sur les positions politiques que défendent, par tous les moyens et au risque de leur vie et de leur liberté, des dizaines de milliers d'Algériens de tous âges. Il y a, enfin, l'avènement combien sûr, de l'unanimité nationale qui est l'un des aspects majeurs de cette révolution algérienne. Contre cet état de fait, ces réalités nouvelles, on multiplie les projets anachroniques, on envoie des troupes, on sursature une administration dont l'insuffisance soi-disant numérique faisait oublier l'insuffisance tout court. Pendant ce temps, le mouvement de résistance armée qu'on croyait pouvoir isoler en quelques mois d'un contexte humain, politique et social qui lui a donné le jour et lui insuffle son esprit, gagne du terrain, s'accroche avec la complicité des masses rurales et la sympathie des villes. Le 1er octobre 1955, un nouveau maquis naît dans l'Oranie, juste au moment où le gouverneur général Soustelle vantait le calme et le « loyalisme » de cette province. Dès la fin décembre, l'activité de l'A.L.N. dans l'Algérois s'étend à 50 km à l'est et au nord-est de la capitale et y persiste. De nombreux observateurs politiques s'accordent pour dire que la situation en Algérie et, singulièrement, la force croissante des maquis, leur influence et le purisme idéologique et révolutionnaire dont ils sont les champions, en ont imposé aux autres pays

d'Afrique du Nord dans leur souci d'exiger plus d'indépendance. Ce que réclame aujourd'hui le F.L.N., qui représente le nationalisme combattant et les patriotes actifs, c'est la reconnaissance du droit à la liberté et à l'indépendance du peuple algérien. Cette indépendance devra être négociée. Un statut politique nouveau remplacera le pacte colonial, et une assemblée constituante souveraine élue par tous les éléments ethniques ayant opté pour une Algérie libre, déterminera les liens qui uniront l'Algérie à la France. Les élections relèveront du droit exclusif et de l'initiative du futur gouvernement algérien et les Européens auront le choix entre la nationalité algérienne et la nationalité française. On voit bien par là qu'on est loin de tous les projets néo-colonialistes !

Traitant dans la revue « Esprit »[3] du problème de la minorité européenne en Algérie et de sa répercussion sur les réformes et autres velléités gouvernementales, nous nous exprimions en ces termes : « Ce serait compter, naturellement, sans une minorité moins agissante qu'agitée, qui tient, en Algérie, tous les leviers de commande et la majeure partie du potentiel économique. » Et nous ajoutions : « Ce peuplement d'origine étrangère est un véritable cheval de Troie qu'on a introduit dans la place pour pouvoir constater plus tard le fait accompli, prévenir toute solution nationale... Pour des raisons de haute politique cette minorité est utilisée dans les plans des chancelleries pour retarder ou compromettre l'émancipation des pays autonomes... »[1]. Or, l'émeute du 6 février à Alger, contre M. Guy Mollet, a démontré, et les événements qui ont suivi prouvent aussi, que les privilégiés européens d'Algérie : salariés ou commerçants, fonctionnaires ou colons, petits ou grands, par leur chantage habile au prestige français, comptent plus que l'immense majorité française, gouvernement compris, et prétendent parler plus haut que ce dernier. Et comme on les a toujours habitués à tenir pour négligeable la majorité algérienne, le problème, aujourd'hui encore, est inversé : ce n'est plus, en fait, celui des neuf millions d'Algériens victimes du colonialisme, mais bien celui d'une minorité d'où vient tout le mal et qu'on s'applique à

[3] Mars 1955.

ménager. Tout le monde a évolué dans ses idées, en France et ailleurs, sauf cette minorité européenne de super-citoyens pour laquelle on va, paradoxalement, maintenir le statu quo en Algérie et consacrer l'immobilisme dans un pays où les nationaux entreprennent, depuis novembre 1954, une révolution aux effets irréversibles qui est la seule garantie de leur liberté et de leur plein épanouissement. M. Robert Lacoste, sans doute mal renseigné par les traditionnels et anachroniques officiers des Affaires indigènes, parle. à propos des Algériens, de « complexe d'inégalité et de frustation », comme s'il s'agissait d'un groupe ethnique assimilé ou minoritaire. Frustrée, l'Algérie l'est avant tout de sa liberté fondamentale, source de toute égalité, de toute dignité, de toute efficience, de toute démocratie. Il parle aussi d'une éventuelle « réconciliation des deux communautés » tout en choisissant de déchaîner sur les seuls Algériens d'origine une guerre massive et cruelle qui risque déjà d'encourager les civils européens à se faire les auxiliaires zélés de l'armée et de la police et qui les poussera demain à se livrer à des règlements de comptes faciles. Car, demain sera pire qu'aujourd'hui si la politique gouvernementale de répression réussit, à en juger seulement par le mépris dans lequel on tient la volonté populaire algérienne qui se manifeste à travers sa lutte nationale et le sentiment unanime de sa juste cause. A une « Algérie française », qui n'a pas grand'chose de noblement français, on veut opposer l'épouvantail d'un soi-disant « Etat musulman » alors que les maquis et l'ensemble du peuple sont pour une solution algérienne démocratique, ennemie de toute survivance coloniale, de toute suprématie raciale dans le cadre d'un Etat égalitaire et laïque. La situation dont souffre aujourd'hui l'Algérie ne peut être simplement améliorée par un néo-colonialisme paternaliste à base, tout à tour, de fermeté et de réformes superficielles. Le peuple algérien a dit son dernier mot à ce sujet, et il serait capable, devant les menaces qui assaillent son avenir de liberté, de faire tout pour assurer le triomphe de l'Armée de Libération Nationale, de la sauver comme une dernière chance ou de périr avec elle puisque, aussi bien, ses 20.000 combattants ont un lien direct ou indirect avec chaque famille algérienne.

Février-mars 1956.

5

Le nationalisme libérateur en marche vers l'unité

Depuis un an et demi on parle souvent du Front de Libération Nationale. Certains le donnent simplement comme le successeur du M.T.L.D., dont la scission, au cours de l'été 1954, hâta le déclenchement de l'insurrection. L'erreur est grave. Assimiler le F.L.N. à cet ancien parti, qui était en pleine décomposition avant de se voir dissous le 5 novembre 1954, c'est ignorer, du même coup, la nature du mouvement qui porte les ulémas, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (adversaires du M.T.L.D.), et même les élus musulmans, à s'aligner sur les positions politiques du Front. On a parlé aussi du groupe des 61, de Ferhat Abbas et de son attitude récente qui a suscité des commentaires et des rumeurs de toutes sortes. Il serait plus juste de dire, qu'en dépit de tout cela et de bien d'autres événements encore, le gouvernement français et la grande presse ont toujours tenté d'exposer ces problèmes presque à rebours, comme des signes tout à fait accidentels, la question primordiale en Algérie étant celle de la minorité européenne dont on se sert pour nier l'existence nationale de la majorité algérienne et exercer un chantage sur l'opinion française. La déclaration de M. Robert Lacoste en date du 28 avril s'inscrit bien dans le cadre de cette double tentative en même temps qu'elle préjuge de l'avenir et du sens classique qu'on donne au mot : négociation, — sachant surtout que le programme du F.L.N. est plus conciliant à ce sujet. Le gouverneur général a dit, en effet : « Il ne peut être question d'une négociation qui ferait des Français

vivant sur cette terre, des étrangers. » On comprendrait aussi par là qu'il pouvait s'agir *d'autres* négociations (on ne nous dira jamais lesquelles, et pour cause) ou que ces négociations dont on écarte la perspective doivent intéresser essentiellement le sort de la minorité européenne. C'est, comme nous l'avons dit, une façon d'orienter gratuitement l'esprit d'un débat qu'on se refuse cependant à ouvrir, et d'inverser le problème algérien pour en masquer les vraies dimensions. Aussi, notre démarche consistera-t-elle à rétablir cette juste mesure en présentant les éléments successifs de ce qu'on peut appeler désormais une révolution.

Le Front de Libération nationale n'est pas un parti comme les autres ; ce n'est pas non plus un concurrent qui s'installe aux côtés de formations similaires pour leur enlever leur clientèle. pratiquer une surenchère politique, mener légalement un jeu confortable et sans risques. Le mouvement clandestin politico-militaire qui lui a donné le jour a, du même coup, sonné le glas des autres partis et bouleversé la notion classique de la lutte « légale » anti-colonialiste. Bien mieux, le F.L.N., issu du Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action et des événements insurrectionnels de l'automne 1954, a sauvé, en quelque sorte, du pourrissement et des chicanes, l'essentiel de la doctrine nationaliste d'avant-garde, redonné vie au militantisme de base, accru les possibilités et le nombre de la « minorité agissante », réalisé, enfin, un véritable front algérien. Au lendemain même de la Toussaint il voulait « rompre — disait-il — avec un passé d'erreurs et de sectarisme ». Il insistait encore sur la nocivité de ce dernier mot quand il affirmait : « Le sectarisme, la politique d'agitation stérile, de démagogie verbale et de prestige personnel, ne conservent plus qu'une poignée de partisans groupés autour de Messali. » S'il ne s'en prenait pas aussi durement aux centralistes du M.T.L.D., il était loin de les ménager. Devant les dissensions qui ont déchiré ce parti, dans le courant de l'année 1954, « à l'échelle de la direction », précisait-on, les chefs du maquis mettaient en cause « tous les dirigeants, y compris Messali », renonçaient au « replâtrage des deux tendances opposées », déclaraient que « la préservation de l'unité du Parti devait être recherchée à la base, sur le plan des militants », et recommandaient, en conséquence, à ces der-

niers, de « se couper des deux directions — Messali et comité central — et de se regrouper pour une discussion loyale et démocratique ». Ils admettaient cependant que « certains dirigeants du comité central ont rejoint à titre personnel (ne voulant pas engager leur parti) le Front de Libération Nationale ».

Tout ceci concernait la situation intérieure de ce nouveau mouvement et les efforts qu'il avait préconisés ou entrepris en vue de l'union. Pour ce qui est de la politique générale, le F.L.N. étant partisan de « reprendre l'initiative », affirmait sa « volonté de faire avancer la lutte ». Si le M.T.L.D. légal et électoral est mort, ce sont quelques-uns des principes majeurs de son devancier clandestin : le Parti du Peuple Algérien, qui reparaissent avec plus de netteté, cette fois, de dynamisme et d'efficacité et sur une échelle qui dépasse de loin les factions partisanes, les calculs personnels, le sectarisme abhorré.

Beaucoup de jeunes militants du P.P.A., qui agissaient dans la clandestinité jusqu'en 1946, ayant été déçus par la politique parlementaire nouvelle du M.T.L.D. et par le relâchement des principes et de l'organisation, sont sortis des rangs pour céder la place à de nouveaux venus : candidats possibles, sympathisants de la veille, et surtout vieux dirigeants souvent incultes et dépassés par les événements. Certains allaient jusqu'à affirmer que la cause essentielle des difficultés internes, des quelques déviations de principe constatées plus tard dans la politique du Parti, de l'immobilisme, remontait à l'époque du retour de Messali Hadj d'Afrique Equatoriale et du regroupement autour de lui d'éléments usés de la première heure. Ces éléments, qui répugnaient souvent à la lutte clandestine, à sa rigueur, à son anonymat, entrevoyaient avec faveur les perspectives d'un « parlementarisme » français ou même algéro-colonial, tout en négligeant d'en arrêter les méthodes, d'en préparer les cadres ou de se former eux-mêmes. D'autre part, ils ne comprenaient pas toujours leurs camarades plus jeunes, membres de la Direction, et ces derniers, intimidés par la personnalité et l'intransigeance de Messali, allaient de concession en concession. Faute d'un dialogue fréquent, efficace, par la voie de congrès démocratiques ; faute, aussi, d'un renouvellement adéquat des responsables et de leur utilisation à tous les échelons, il existait

presque un abîme entre la direction politique et la base populaire. Or, c'est les militants de base qui, les premiers (avec les anciens clandestins) se sont rapprochés de la doctrine du maquis et de son action. Le C.R.U.A., puis le F.L.N. les y ont d'ailleurs invités avant les autres, sachant bien quel parti ils pouvaient tirer de cette masse consciente, longtemps inemployée ou uniquement astreinte à des tâches électorales, statiques ou de vaine agitation.

Le Front de Libération Nationale se définissait à ses débuts comme « une nouvelle expression du nationalisme algérien libérateur, démocratique et social » et posait pour principe « la reconnaissance du droit à la liberté et à l'indépendance du peuple algérien ». Craignant que le gouvernement français ne provoquât « le regroupement de courants et de personnalités sur des bases modérées » et dans le cadre d'un « néo-colonialisme », pour les opposer ensuite à la résistance armée, le F.L.N. préconisait une « attitude de non-coopération politique » avec les impérialistes. D'autre part, les moyens adoptés pour appuyer cette non-coopération des élites et des notables, consistaient et consistent toujours dans le sabotage de l'économie colonialiste, le boycott et les grèves.

Comme nous l'ont prouvé les événements depuis novembre 1954, ce « regroupement de courants et de personnalités modérés » au service du néo-colonialisme n'a eu aucune chance de réussir. La politique d'union du F.L.N. l'a fait échouer, non pas en le contrecarrant — puisqu'il s'est à peine esquissé — mais en remplaçant la formule du parti-leader, du groupe sectaire et jaloux, du chef national guide exclusif du peuple, par une combinaison plus large, reflet de toutes les tendances autour d'un même programme de lutte active. Cela avait pour effet d'inspirer plus de confiance aux groupes anciennement inorganisés, tout en substituant au contrôle moral d'un seul parti celui d'une majorité algérienne que l'on conviait à lutter selon ses moyens. Le regroupement en question n'avait pas de chances de réussir pour les quelques raisons suivantes : les élites pro-administratives, la plupart des délégués indépendants à l'Assemblée algérienne, certains députés et sénateurs, étaient tellement insignifiants ; leur concours politique, leur caution morale étaient à ce point nuls ou malve-

nus, qu'aucune autorité officielle n'aurait songé à faire appel à eux sans risquer de les dévaluer davantage.

De promotion récente ou héritiers de grands noms que la servitude coloniale a tristement galvaudés ; créés, très souvent, de toutes pièces par l'Administration française ou lancés par elle sur le marché politique, ils ne forment même pas une classe permanente ayant des assises solides, un minimum d'initiative, une idéologie, des privilèges économiques et de notoriété susceptibles d'agir sur l'opinion algérienne, d'intimider les tenants du colonialisme ou de compter dans leurs calculs extra-électoraux. Leurs « amis » colons qui les ont fait élire savent qu'ils ne représentent rien et ils ne s'interdisent pas, en conséquence, de les associer moralement à leurs pires excès, de se servir d'eux comme d'un alibi, tout en leur déniant toute réaction d'amour-propre. Pourtant, ces élus « indépendants », ces administratifs « indigènes », auxiliaires désarmés et amoindris de la grosse colonisation, se révoltent à certains moments devant les discours hystériques, les appels à la répression proférés par leurs collègues européens de l'Assemblée algérienne. Ils n'oublient pas que la répression collective, réclamée à cor et à cri par les responsables colons, ne fait pas de quartier, ne connaît aucune discrimination : tout le monde y passe, les « loyalistes » et les autres. C'est à la suite d'un discours particulièrement hargneux prononcé en janvier 1955 devant l'Assemblée algérienne par le délégué De Calan qu'il y eut, de la part de certains élus algériens, une réaction assez digne. Un groupe se forma et se rendit à Paris afin de renseigner l'opinion et protester auprès des milieux gouvernementaux français. Il tenta même d'agir en liaison avec les démocrates français d'Algérie. Ce fut là un sursaut sans lendemain, et, dès son retour en Algérie, la seule attitude tant soit peu « énergique » de ces élus a été prise en faveur de la politique de Jacques Soustelle ! Depuis, les colons et leurs lobbies ont vaincu la résistance du nouveau gouverneur général. Pouvait-il, d'ailleurs, s'appuyer utilement sur les « élites » autochtones déracinées, privées à dessein de leurs atouts nécessaires, condamnées à jouer un rôle épisodique et souvent sans honneur ? On les a voulues telles en raison de cette loi paradoxale qui veut que tout soit subordonné ou conforme aux caprices et au « patriotisme » aberrant de la minorité européenne.

Tant que leurs électeurs algériens ne souffraient que de la faim et de l'arbitraire policier, les élus pouvaient se permettre encore d'avoir « bonne conscience » et se reposer sur la force souveraine de l'Etat français. Mais, le mal atteignait d'autres dimensions : des vies humaines étaient en jeu, l'exode des paysans s'aggravait, des collectivités entières vivaient dans la peur des ratissages, l'autorité de l'Etat était souvent battue en brèche par ses propres ressortissants. Il est certain que devant le spectacle de l'impunité dont bénéficiaient pour leurs actes colons et policiers ; devant l'impuissance de l'action gouvernementale française à retenir ses propres citoyens dans le devoir et la discipline et à résoudre pacifiquement le problème algérien, les élus préfabriqués d'hier, les « notables » de la politique administrative en Algérie, finirent par se rapprocher du peuple. Personne ne leur demandait, bien sûr, de militer avec les nationalistes. La répression aidant, la prise de conscience qui se manifestait déjà confusément chez certains leur a fait chercher une solution conforme aux intérêts du peuple, à sa sécurité immédiate qui reste liée à une sécurité permanente d'ordre politique. On dit, et les journaux le répètent complaisamment, que la force seule parviendra à redonner confiance aux notables, c'est-à-dire aux auxiliaires algériens du colonialisme, et à les attirer dans le camp français. D'abord, en Algérie la force n'existe pas : l'impunité la fait glisser chaque jour sur la pente facile de la répression ou du paternalisme. L'insécurité engendre sans doute une peur momentanée, mais elle développe, surtout chez les masses rurales et citadines, le sens de la solidarité, du sacrifice en faveur du maquis dont les hommes détiennent une force de jour en jour plus grande. Et si, paradoxalement, les élus et les notables les moins compromis cherchent un refuge auprès d'une force quelconque, c'est dans leur solidarité avec le peuple qu'ils trouveront ce refuge. Tout le monde se rend compte aujourd'hui que le phénomène de la résistance a porté un coup mortel à l'indifférence ou à la tiédeur politiques ; que les idées les plus modérées suivent le cours irrésistible des événements, que chacun essaye, d'une façon consciente ou inconsciente, de rectifier ses positions par rapport à ce dénominateur commun qu'est devenue l'action politico-militaire du maquis. C'est précisément le caractère politique de cette dernière qui contribue à faire d'elle plus qu'un pôle d'attrac-

tion sentimental : une doctrine agissante conforme aux opinions de la majorité. Les élus algériens du deuxième collège se sont prononcés, dans leur grande majorité, contre la politique d'intégration et les réformes mineures du gouverneur général Soustelle. C'est un fait assez important dans l'histoire de l'Algérie contemporaine. Le dernier rempart du régime colonialiste s'est écroulé par la volonté d'une « élite » traditionnellement servile dont on attendait, en haut lieu, qu'elle souscrivît encore à un état de choses anachronique et sans vertu. Ces hommes ont à choisir entre le gouvernement d'un pays qu'ils ont toujours servi les *yeux fermés*, et entre les nationalistes dont la doctrine politique est restée longtemps étrangère à leurs préoccupations, à leur absence d'idéal, mais qui s'est finalement imposée à eux par le biais de la lutte populaire. Les événements actuels ont fait sortir de leur réserve d'autres acteurs, de plus en plus nombreux ; des foules entières. Or, tous ces paysans, ces masses rurales que les élus étaient censés représenter dans les assemblées, trop souvent contre leur gré, se sont portés en avant, ont rejoint et même dépassé les positions familières de certains nationalistes, favorisant la lutte armée, s'ils n'y participent pas. La plupart des élus du deuxième collège, d'origine maraboutique ou caïdale, ont toujours compté parmi leurs électeurs forcés une clientèle paysanne peu nombreuse, sans doute, mais qui leur était attachée traditionnellement par des liens de famille ou de services, suivant les lois du patriarcat arabo-berbère. Les conditions de la vie rurale, la misère, les abus du colonialisme qui s'exercent sans aucun frein dans les campagnes, ont contribué souvent à rapprocher les uns des autres, comme jadis du temps de l'émir Abd el-Kader ou de Mokrani, des gens qui se découvrent solidaires devant le même péril, d'autant plus que leurs élus de parade ne pouvaient rien pour eux sur le plan collectif. Si les notables négligent ces faits-là en temps de paix, ils ne peuvent y rester indifférents quand leur propre clientèle, excédée, se met en mouvement comme tout le monde ; surtout si la répression aveugle des milices et de l'armée coloniales touche les plus innocents, peut-être même leurs parents. Quand les élus ouvrirent les yeux sous la pression des événements ; quand ils se virent isolés, dépassés, non seulement par les nationalistes — ce qui a toujours été la règle — mais, chose plus grave, par leurs électeurs paysans,

ils commencèrent à s'interroger sur le rôle inutile qu'on leur faisait jouer. Ajoutons à cela que la psychose insurrectionnelle, les rigueurs de la répression collective, l'éveil des consciences, ont tari pour longtemps la source des élections frauduleuses ou forcées.

Ce qui importe avant tout au F.L.N., ce sont les succès politiques que sa propre action détermine ; c'est le renforcement de l'unité du peuple autour d'un idéal de liberté et d'indépendance, contre la pratique velléitaire, parcimonieuse, inopérante des réformes.

Or, quand des journaux français accréditent, même par allusion, le bruit selon lequel des milieux nationalistes algériens auraient parlé avec mépris de la « révolte des valets », c'est-à-dire de l'opposition des élus musulmans à la politique colonialiste, cette façon d'interpréter les faits relève, soit d'une consigne déterminée, soit d'une erreur d'appréciation. Se faisant écho d'une information officielle dont la fausseté ne faisait aucun doute, ces quotidiens ont reproduit les termes d'un tract attribué au F.L.N. et par lequel les nationalistes se seraient empressés de tourner en ridicule, inopportunément, un effort de bonne volonté qui s'inscrivait pourtant dans le cadre de la position politique de l'immense majorité du peuple. Les Algériens de toutes tendances — et, à plus forte raison, les patriotes, — se trouvant à l'époque en opposition avec la politique d'intégration, il aurait été puéril de penser que les nationalistes manqueraient à ce point de psychologie et de réalisme pour dédaigner ou repousser un appui, inattendu, certes, mais dont le bénéfice vient s'ajouter aux succès que réalise chaque jour la lutte nationale algérienne. Cela ne veut pas dire que les nationalistes vont, du jour au lendemain, accorder une confiance totale aux élus du deuxième collège ! En revanche, ce qu'on ne pourra plus nier, c'est qu'en *libérant* le peuple de ses craintes, ou de son indifférence, le mouvement politico-insurrectionnel a suscité deux forces nouvelles, jusqu'ici inertes, annihilées ou timides : les paysans et les notables. La fermeté de ces derniers peut ne pas être à toute épreuve mais, à défaut d'une adhésion consciente, il existe une attitude de neutralité, de repli.

Ce que les partis politiques, figés dans un sectarisme jaloux, n'ont pu réaliser depuis dix ans en vue de l'unité, le

F.L.N. l'a fait indirectement, par l'exemple, en l'espace de quelques mois et peut obtenir davantage sur ce plan en misant sur une formation idéologique sérieuse et souple, tout à la fois. Coupée de son contexte populaire le plus actif et de certaines réalités vitales, combattue par l'Administration coloniale, négligeant des moyens de lutte tels que le syndicalisme, se payant le luxe, en toute bonne foi, d'un jeu politique propre aux pays libres, l'action nationaliste devenait contradictoire, inefficace, multi-fractionnelle, faute aussi d'avoir recherché une union sincère et vigilante avec les autres organisations anti-colonialistes. De plus, les élections truquées, l'Assemblée algérienne, l'arbitraire permanent, l'égoïsme infantile des colons, la police, le gouvernement, les caprices de ce qu'on appelle le « prestige français », s'étaient ligués pour lui interdire toutes les issues, empêcher le cours naturel et pacifique de son évolution. Et ce fut, en fin de compte, une simple initiative qui brisa le déterminisme colonial et entrouvrit brutalement les issues condamnées. Maintenant tout est changé et, en dépit du recours aux armes qui n'est pas l'essentiel et ne peut être que provisoire, la conscience politique emprunte d'autres chemins, agit sur des masses jusqu'ici indifférentes ou négligées, rattrape le temps perdu et donne au problème algérien une audience jamais égalée avant ce jour. L'opinion algérienne le sait, et elle ne se prive pas, d'autre part, de tirer des leçons de tout ce qui se passe en Afrique du Nord et dans le monde. L'unanimité marocaine, le ralliement autour de la cause nationale des traditionalistes qui avaient été pendant longtemps le jouet docile des officiers des Affaires indigènes du Protectorat, n'ont pas manqué de faire réfléchir le dernier carré des élus algériens[1]. Les chefs du F.L.N., en politisant les campagnes, en pratiquant un quadrillage administratif, évitent à leur mouvement de piétiner, de rester à la surface, de subir, dans l'opinion, les contrecoups d'une guerre malheureuse ou de se prévaloir, au contraire, du seul succès des armes.

Depuis le mois d'octobre 1955, certains événements qui

[1] Nous pensons à Abdelkader Sayah, ancien président de l'Assemblée algérienne, que l'exemple du Glaoui amena à une démission retentissante.

ont constitué un tournant dans l'histoire de l'Algérie, nous obligent à faire le point.

L'Armée de libération nationale a ouvert un nouveau front en Oranie, solidairement avec les maquis rifains qui ont commencé à se manifester le jour même du départ définitif de Ben Arafa. Reprenant une tradition séculaire, les résistants de Kabylie atteignent le massif d'Alger, s'y accrochent sporadiquement et y poussent leurs attaques dans le courant du mois de décembre. Sur la frontière tunisienne, dans les Nememchas tout proches, les Aurès et le Nord-constantinois, l'activité des combattants algériens se multiplie parallèlement à celle des forces de répression. La veille du 11 novembre 1955, Mostefa Ben Boulaïd et dix autres détenus, tous condamnés à mort, s'évadent de la prison de Constantine et rejoignent sans encombre la zone contrôlée par l'Armée algérienne. Ceci prouve, tout à la fois, l'efficacité de l'organisation secrète réalisée sur divers plans par la Résistance algérienne, son caractère collectif et la décomposition du régime policier français qui n'arrive à survivre que par la terreur.

L'action politique, longtemps en veilleuse, évolue peu à peu dans le sens du programme arrêté initialement par le Front de Libération Nationale, mais qui ne cesse de s'élaborer, de s'affermir en tenant compte des événements nouveaux, français ou maghrébins, et de la prise de conscience, de plus en plus grande, des masses algériennes. Son attitude, et celle du groupe des « 61 » qui suit le courant unanime de l'opinion publique, peut-être de mauvaise grâce, décident le gouvernement français à surseoir aux élections législatives en Algérie. La « Fédération des maires européens » du département d'Alger va contribuer, par son intransigeance, à éloigner d'elle les quelques présidents algériens de centres municipaux qui se trouvaient d'ailleurs presque en marge d'une vie municipale véritable, leurs prérogatives étant limitées et contrôlées par des fonctionnaires communaux français. Le mouvement de démissions des conseillers municipaux et généraux algériens, amorcé dans les derniers jours de novembre, se poursuit pendant le mois de décembre. Sur l'initiative de l'U.D.M.A., les démissions affectent d'autres mandats détenus par les amis politiques de Ferhat Abbas : sénateurs, conseillers de l'Union française, délégués à l'Assemblée algérienne.

Les élus « indépendants » du groupe des « 61 », refusent, en revanche, de suivre, dans l'immédiat, l'exemple de leurs collègues et s'engagent à se démettre de leurs mandats au cas où le gouvernement français issu des élections de janvier ne ferait pas droit à « l'idée nationale algérienne ». Il apparaissait d'ailleurs que ce groupe, présidé par le Dr Ben Djelloul et composé en majeure partie de délégués à l'Assemblée algérienne et d'élus administratifs, eût manqué de souffle et de fermeté depuis sa prise de position de septembre dernier. L'idée-force, adoptée sur le tard par ces anciens collaborateurs, ne pouvait cadrer tout à fait, et du jour au lendemain, avec leurs mœurs politiques, leur passé, leur manque de conviction coutumier. Ne dit-on pas que certains d'entre eux ont touché très gros pour freiner leur propre mouvement, et, au besoin, le saboter ? Et quand le gouverneur général Soustelle a décidé de considérer comme nulles toutes les démissions d'élus algériens, ne va-t-on pas jusqu'à affirmer dans les milieux autorisés que cette décision lui a été suggérée par deux délégués influents du deuxième collège à l'Assemblée algérienne ? Il n'en reste pas moins qu'à défaut d'idéal chez quelques-uns, il y a chez le plus grand nombre une discipline nationale qui remplace la légèreté de naguère et cette discipline ira en se fortifiant au spectacle de la faillite actuelle du colonialisme et des exigences démesurées des Français réactionnaires d'Algérie. Les démocrates français de ce pays (tendances André Mandouze, « Fraternité algérienne », socialistes et communistes) que la politique aberrante de Soustelle et celle de Robert Lacoste a rejetés dans le silence et l'inaction, auront demain le courage, s'ils se sentent avant tout Algériens, de choisir la seule solution logique d'un problème qui intéresse leur avenir dans une communauté enfin libre, hospitalière, ouverte au progrès, respectueuse des droits légitimes de chacun et de l'égalité de tous. Le Front de Libération Nationale a précisé davantage son programme relativement au statut futur des Français d'Algérie, d'où il ressort que si ces derniers veulent rester Algériens ils devront se mettre en rapport avec les chefs politiques de la Résistance. Dans ce cas rien ne les distinguera de leurs compatriotes autochtones. Si, au contraire, ils tiennent à la nationalité française, ils seront considérés comme ressortissants français et représentés par le gouvernement de leur pays. D'autre part, le F.L.N.,

porte-parole de l'Armée de Libération nationale et interprète naturel de la grosse majorité du peuple, entend réserver au seul gouvernement algérien issu de la négociation le droit d'organiser des élections libres pour une Constituante souveraine.

Les thèses officielles françaises restent bien en deçà de ce programme que le nationalisme combattant a clairement formulé. A la mi-janvier, M. Jacques Soustelle reprenait à grand bruit son projet d'intégration que, par euphémisme et d'une façon tout ensemble anachronique et perfide, il baptisait d'un nom qui avait été déjà inscrit en vain au frontispice du statut de l'Algérie : « Egalité des droits et des devoirs ». L'idée nouvelle qu'il apportait, en dehors d'un panachage obligatoire restrictif et antidémocratique, était sans doute le collège unique, sujet, lui aussi, à des aménagements ultérieurs favorables à la minorité française.

Dans ce même plan du gouverneur général, qui avait fait l'objet d'un rapport au président Edgar Faure le 7 janvier 1956, M. Jacques Soustelle renouvelait son hostilité à toute négociation avec la direction politico-militaire du F.L.N. et affirmait que les « interlocuteurs représentatifs » seraient choisis en dehors de la Résistance, à la suite de nouvelles élections. Ces élections n'intéresseraient plus, d'ailleurs, l'Assemblée algérienne dont on prévoyait la suppression, mais le Parlement français qui verrait le nombre des représentants algériens se multiplier dans une très large mesure. C'était, encore une fois, proposer une solution unilatérale au problème algérien et ne satisfaire ni la minorité française adversaire d'une intégration poussée, soi-disant, à son extrême limite, ni la majorité algérienne qui est, aujourd'hui, avec le F.L.N., pour la restauration de l'Etat algérien. Si les oppositions au plan Soustelle de la part des Français d'Algérie ne se firent pas assez vives, c'est parce que l'homme qui le prônait était déjà en de bonnes mains, neutralisé par ses « amis » de la dernière heure, en dehors du fait que l'intégration totale est pratiquement irréalisable. En dépit du collège unique qu'il proposait, l'ancien gouverneur général était, en effet, un agent « négatif ». Il avait donné des preuves en l'occurrence en n'appliquant pas les réformettes qui portaient, elles aussi, son nom. Ceci répondait au vœu des colonialistes qui, contrairement aux grenouilles de la fable, préfèrent avoir

pour roi un soliveau... Quoi qu'il en semble, d'après les apparences, l'image n'est pas trop forcée. De toutes les tâches qu'il s'était proposé d'accomplir en Algérie depuis un an, M. Jacques Soustelle n'a réussi qu'une seule : la répression, mais là aussi il a laissé faire et c'était l'essentiel pour les colonialistes de tout rang et de tout âge qui lui ont exprimé leur reconnaissance lors de son départ définitif. Ils avaient mis du temps pour le conquérir, pour le cantonner dans ses vues abstraites, et il aurait fallu tout recommencer avec son successeur à qui, de surcroît, ils reprochaient *d'avoir fait*, lui, quelque chose, si peu, en vérité, et dans une optique purement coloniale : l'ordonnance du 7 mars 1944. A y voir de près, la nomination du général Catroux n'allait pas apporter de changement notable à la situation politique algérienne. Le ministre-résidant, en l'absence de tout programme, et hostile a priori à tout dialogue avec les « musulmans qui se sont dressés contre la France », risquait, tout simplement, de reconduire dans ses grandes lignes la politique anti-algérienne de son prédécesseur. Dans une interview accordée, le 3 février, au journal *Le Monde*, le général Catroux, après avoir déclaré que le gouvernement français respecterait « la personnalité algérienne », affirmait qu'il « n'existe aucune base historique à l'existence d'un Etat national algérien », et qu'on ne veut « en aucun cas transformer le pays en un Etat national ». La notion de « personnalité algérienne » recevait donc un contenu tout à fait relatif et tactique qui en faisait une vague formule de provincialisme français, même pas de fédéralisme, puisque le général Catroux, parlant du maintien de l'Assemblée algérienne, « que l'on pourrait même voir dotée, *dans l'avenir*, d'un embryon de pouvoir exécutif », ajoutait, au conditionnel : « ...Si ultérieurement était mise sur pied une structure fédérale de l'Union française. » Le ministre-résidant entendait exclure de ses « entretiens » les hommes du maquis, car, à ce moment-là, il y aurait eu non pas des entretiens aux effets peut-être unilatéraux ou « franco-français » pour emprunter une boutade récente, mais bel et bien une négociation forcément bilatérale dans sa procédure et ses conséquences, et démocratique, puisqu'elle intéresse la grande majorité du peuple algérien. Le général Catroux admettait pourtant (et c'est là que réside la contradiction majeure) « l'attraction qu'exerce leur appel (celui des combattants patriotes) à

la nationalité algérienne ». Si « l'attraction », qui n'est pas un vain engouement, existe, de même que la nationalité, il s'agit là de deux faits positifs avec lesquels on doit logiquement compter quand on les a admis, ne serait-ce qu'en passant. Cette « attraction » qui est une réponse à l'appel du Front de Libération nationale, ne peut, en outre, s'expliquer que par l'existence d'un terrain favorable à une idée nationale fort ancienne. Le nationalisme algérien pouvait-il naître et surtout vivre en dehors de son contexte historique et populaire ? Si l'initiative du F.L.N. l'a mené au point actuel de son évolution, c'est pour répondre aux vœux secrets de tous, à un idéal collectif vaguement formulé chez certains, mais réel et susceptible de progresser comme tous les phénomènes biologiques.

Pour en revenir au général Catroux, sa mission allait consister probablement à reprendre en mains les élus administratifs que les complaisances maladroites de M. Jacques Soustelle à l'égard des colons avaient laissés échapper plus ou moins à l'emprise gubernatoriale. « A Alger — disait-il — je compte avoir des entretiens avec des interlocuteurs que je *considérerai* comme valables. » Or, l'Assemblée algérienne devant être maintenue, ainsi, d'ailleurs, que « l'ensemble administratif du gouvernement général », les interlocuteurs algériens auraient été choisis parmi les « clients » encore indécis ou nostalgiques de ces deux institutions coloniales.

De toute façon, comme nous le faisions remarquer, le programme du ministre-résidant était disparate, hâtivement arrêté, accordant beaucoup de place à l'initiative personnelle et à la confiance que procure une pratique routinière des problèmes maghrébins. Ce qui explique aussi, dans une certaine mesure, l'échec du président Guy Mollet devant l'émeute algéroise. Ne s'étant pas formé une conviction en la matière, ayant misé avant tout sur l'expérience d'un homme traditionnellement qualifié dans le sens colonial du terme, il ne pouvait opposer à l'hostilité qu'une attitude inconsistante à l'image même de son projet. Le discours qu'il prononça, jeudi soir 9 février 1956, à l'adresse de la population algérienne, est un chef-d'œuvre du genre, incohérent, extra-algérien. Si M. Guy Mollet a beaucoup parlé (et souvent mal à propos) du « miracle saharien », de la « mise en valeur du désert », dans une

allocution qui devait être avant tout politique, il s'est souvenu sans doute d'un projet du Conseil de l'Europe dont il est l'un des membres influents ; d'un écho de la C.E.D. relatif à l'Eurafrique et à l'exploitation en commun du Sahara... Quoi qu'il en soit, il s'est appliqué, dans son discours, à rassurer ses auditeurs français, à dire avec beaucoup de tact aux Algériens : « Le gouvernement se battra, la France se battra pour rester en Algérie, et elle y restera », au lieu de le démontrer, dans le présent, à ses compatriotes ingrats d'Algérie, puisque, aussi bien, la France ne fait pas autre chose là-bas que se battre pour maintenir les privilèges de ses ressortissants.

Quant à l'humeur capricieuse des Français d'Algérie et à l'accueil irascible qu'ils ont fait au président Guy Mollet, ils procèdent, tous deux, d'un complexe d'enfants gâtés. Si la plupart des Français de là-bas sont mécontents de leur métropole, ce n'est pas à cause d'un manque de protection qu'elle ne cesse, en réalité, de leur assurer d'une manière disproportionnée avec leurs petites craintes, mais plutôt à cause d'une éventuelle et hypothétique absence d'appui en vue de leur conserver des privilèges séculaires. Aux yeux des colons, la France, en Afrique du Nord, c'est avant tout une autorité suprême qui leur garantit des profits souvent exorbitants, et une force répressive impitoyable dirigée contre les autochtones. Et quand on leur présente de leur pays un troisième visage, relativement plus libéral, ils ne le reconnaissent pas et se croient trahis. Enfants gâtés, ils le sont à plus d'un titre, servis abondamment par l'ensemble du peuple algérien qu'ils exploitent, par leur propre gouvernement, par les institutions françaises et locales, par l'aide financière et la sollicitude complaisante de toute une nation avec laquelle ils n'ont pas toujours les mêmes affinités. Enfants gâtés, ils savent que leurs sautes d'humeur restent impunies, que leurs excès sont tolérés, et cela les encourage à recommencer. Déjà, en 1848, au témoignage du médecin-chef de l'Armée d'Afrique, les Français d'Alger, relativement peu nombreux à l'époque, prenaient sur eux de renvoyer en France un gouverneur général qu'on avait nommé à la tête de la nouvelle colonie. Il s'agissait, pourtant, de Changarnier, un général qui avait participé depuis quinze ans à la conquête du pays et que le gouvernement républicain issu de la Révolution de février venait de

désigner à la place de Cavaignac, autre général que les Européens semblaient bouder. Voici ce qu'écrit le médecin-chef Nicolas Paul à la date du 1er avril 1848 : « Des manifestations sérieuses de la population civile d'Alger, exprimées dans des clubs, se sont élevées brusquement contre le général Changarnier, qu'elle ne veut pas recevoir comme gouverneur général, de sorte qu'il n'a pas cru devoir quitter le bord et que la frégate s'en retourne, dès aujourd'hui, remportant notre nouveau gouverneur[2]... ». 1848, c'est la fin officielle de la guerre d'Algérie, qui allait se prolonger, cependant, par de fréquents soulèvements ; c'est la fin, surtout, de l'Etat algérien avec la reddition, quelques mois plus tôt, de l'émir Abd el-Kader. Cette souveraineté déchue, les colons entendaient s'en emparer presque aux dépens de leur pays d'origine. On les voit encore en 1870 donner la pleine mesure de leur « patriotisme » en s'opposant au gouvernement français replié à Tours, en instituant un « Comité de défense d'Alger » aux pouvoirs souverains, en menaçant d'appeler Garibaldi ou de se mettre sous la tutelle de la reine Victoria... Ils rééditent même le coup qui leur avait réussi impunément contre un gouverneur général. Et cette fois ils vont plus loin, comme nous l'apprend Jean Hess dans un livre sur les Européens d'Algérie qui est toujours actuel : « ...Pour se faire la main, — nous dit-il — ils assommaient un vieux général français, M. Walsin Esterhazy, un vieillard qu'on leur avait donné pour gouverneur[3]. »

Certains Français mal informés, se basant sur les coups de tête et l'agitation chronique de leurs compatriotes d'Algérie, assimilent volontiers ce pays à l'Afrique du Sud. Ce n'est certes pas l'envie qui a manqué aux colons de faire de l'Algérie un dominion à suprématie raciale et l'on peut même dire que leur métropole les a aidés dans ce sens, leur a laissé les mains libres jusqu'à un certain point. S'ils ne réussirent pas totalement dans leur entreprise — et ne réussiront jamais — c'est parce qu'ils ont affaire, depuis un siècle, à un peuple combatif, conscient de son existence nationale que des guerres et des répressions multiples ne sont pas parvenues à réduire. On a aussi cru devoir remarquer que l'attitude des émeutiers fran-

[2] *Campagne d'Afrique* : 1835-1848, cf., médecin Nicolas Paul.
[3] Jean Hess : *La Vérité sur l'Algérie*. Ed. 1905.

çais n'était à aucun moment hostile aux Algériens, et l'on a parlé à ce propos des « effets pacifiques d'une longue cohabitation ». Cela n'est pas du tout vrai, car, si le rapport des forces s'était trouvé en leur faveur comme en mai 1945 ou comme naguère à Casablanca, les Européens n'auraient sans doute pas hésité un instant. En dépit de leur surexcitation, une sagesse relative a prédominé chez eux. Quoi qu'il en soit, les événements déplorables d'Alger ont eu, au moins, le mérite aux yeux de certains Algériens hésitants ou ralliés à une politique française nouvelle, de dégonfler le mythe de ce fameux néo-colonialisme dont l'un des promoteurs, M. Jacques Chevallier, a rejoint dans leur intransigeance et leur médiocrité les élus du premier collège.

S'il nous fallait maintenant énumérer les raisons pour lesquelles le problème algérien a changé favorablement dans le sens d'une solution nationale, nous en verrions au moins trois.

1° Le nationalisme, au stade actuel de son évolution, est parvenu à un maximum de puissance et d'efficacité, ce qui ne veut pas dire qu'il ne dépassera pas cette phase pour une autre, plus décisive encore. De 1937 à 1945, le P.P.A., mouvement nationaliste d'avant-garde, tour à tour toléré, persécuté ou clandestin, a agi presque seul, avec des militants relativement peu nombreux et mal organisés, au milieu d'une sympathie populaire souvent inopérante mais réelle. Entre 1946 et 1951 sa politique électorale attira vers le M.T.L.D. une clientèle importante, mais variée autant qu'inégale dans sa formation, ce qui eut pour effet de noyer sous le nombre et l'inculture le groupe relativement actif et conscient du P.P.A. clandestin. Les années qui vont suivre seront parmi les plus incertaines, les plus confuses. C'est l'héritage de la double action répressive (Naegelen) et rétrograde (Assemblée algérienne) qui avait perturbé le mouvement national et limité son prestige auprès des foules. Il convient d'y ajouter l'incompétence relative d'une partie de la direction politique, ses premières concessions à la personne du président Messali Hadj et surtout l'attitude inconciliante de ce dernier qui, de son lointain exil, réclamait les pleins pouvoirs. Cependant, en marge de tous ces événements qui marquaient la vie du M.T.L.D. depuis 1945, s'opérait une sélection plus ou moins autonome, agissante, efficace, représentative d'un nouvel

esprit de lutte. A travers ses hommes on retrouvait en quelque sorte la pérennité de l'idéal nationaliste qui se conjuguait avec le sens d'une organisation politico-militaire sérieuse d'où allait naître successivement le C.R.U.A. et le Front de Libération Nationale. Enfin, les années 1954-1955 qui mirent à l'épreuve cette organisation ont contribué à la renforcer, à l'étendre à l'échelle de tout un pays, à la faire passer d'emblée du stade sélectif au stade collectif en lui donnant un contexte humain de plus en plus nombreux.

2° Ce contexte est multiple, aussi ; algérien autochtone, algérien d'origine française, nord-africain, sans aller jusqu'à Bandoeng, le Proche Orient et la France démocratique.

En Algérie, les groupes attardés, réfractaires ou simplement apolitiques se rallient d'une façon active ou sentimentale à cette révolution. Cette dernière, qui est un fait certain, era prévaloir, à plus ou moins longue échéance, les éléments t réalités *internes*. c'est-à-dire maghrébins et surtout algéens, sur les éléments et réalités *externes* d'où qu'ils viennent. e n'est pas en vain qu'une guerre comme celle-ci est une uerre nationale attirant dans ses rangs des masses paysannes ttachées au sol, des patriotes conscients du caractère purement algérien du combat qu'ils mènent et des problèmes qui se poseront à eux, même s'ils sont aux aguets du monde extérieur — quel qu'il soit — pour en recevoir aide et sympathie.

Les ulémas, qui étaient partisans, en octobre 1955, d'une autonomie interne assez timide, ont rendu public, le 7 janvier 1956, un manifeste par lequel leur Association déclare « qu'il n'est pas possible de résoudre d'une façon décisive et pacifique l'affaire algérienne autrement qu'en reconnaissant solennellement la libre existence de la nation algérienne, ainsi que sa personnalité spécifique, son gouvernement national, son assemblée législative souveraine et, ceci, dans le respect des intérêts de tous. »

L'Association des ulémas affirme, enfin, dans ce document, « qu'il ne peut y avoir de terme à l'état actuel de guerre, ni d'édification d'un ordre libre nouveau, sans l'entremise de négociations franches et loyales avec les représentants authentiques du peuple algérien légitimement investis dans l'effort de la lutte. »

Le groupe des « 61 » a eu l'occasion, lors des premiers en-

tretiens de M. Guy Mollet à Paris, d'insister sur l'importance du fait national algérien. Les membres délégués de ce groupe ont, d'autre part, affirmé « qu'ils n'avaient pas la prétention d'être des interlocuteurs autorisés ». De leur côté, les Français libéraux d'Algérie, dans la mesure du possible et compte tenu de la menace que font peser sur eux leurs compatriotes réactionnaires, se sont exprimés avec courage en faveur d'une solution négociée du problème algérien. Prenant la parole au meeting de la salle Wagram à Paris, le 27 janvier 1956, M. André Mandouze a parlé au nom de la Résistance algérienne dont il défend, par ailleurs, les positions révolutionnaires. « Fraternité algérienne, » enfin, dont le manifeste publié le 17 décembre 1955 à Oran groupe plusieurs centaines de signatures : employés, professeurs, médecins, avocats, instituteurs, commerçants, industriels, artisans, tous d'origine européenne, israélite ou musulmane, agit pour mettre fin à la guerre, défendre les Droits de l'homme et du Citoyen et « pour amener le gouvernement français à entrer en contact au plus tôt avec les représentants authentiques de tous les Algériens, Européens et Musulmans, afin de trouver une solution rapide et équitable au problème algérien. »

De toutes les délégations qui ont eu des contacts avec M. Guy Mollet à Alger, celle de « Fraternité algérienne » a été la seule à demander au président du conseil français d'ouvrir des pourparlers avec le Front de Libération Nationale.

Mais l'un des faits les plus saillants qui militent en faveur de l'unanimité algérienne est, sans conteste, le ralliement *public* de M. Ferhat Abbas. On savait que le leader de l'U.D.M.A., pour se conformer à la politique de non-coopération préconisée par le F.L.N. en décembre 1955, avait amené tous les élus de son parti : conseillers municipaux et généraux, conseillers de l'Union française, sénateurs, délégués à l'Assemblée algérienne, à se démettre de leurs mandats. Il avait lui-même réaffirmé à cette occasion les principes directeurs de son mouvement après s'être élevé contre « les représentants du colonialisme (qui) viennent de manifester une fois de plus leur attachement au concept impérialiste de suprématie raciale et de prépondérance politique ». Et il ajoutait : « le peuple algérien a nettement exprimé sa volonté de rejeter toute tutelle coloniale et d'accéder, par des institutions démocratiques, à

une vie nationale authentique ». On le disait très proche du Front et cela n'étonnait personne. Au mois d'août dernier, l'assassinat de son neveu Allaoua Abbas et l'attentat contre un de ses amis politiques, M. Hadj Saïd, avaient été mis sur le compte du F.L.N. par l'Administration de M. Soustelle. C'était là une manœuvre grossière de division qui ne trompa ni Ferhat Abbas, ni l'opinion algérienne.

Ce que les militants de base du M.T.L.D. ont fait à l'annonce de l'Insurrection, ceux de l'U.D.M.A. en moins grand nombre peut-être et un peu plus tard, l'ont réalisé à leur tour en rejoignant le maquis. Leur parti avait été épargné, certes ; il était toujours « légal », mais cette notion ne trompait plus personne. Si la « légalité » existait encore apparemment pour un parti politique de type traditionnel (l'U.D.M.A.), elle venait, en revanche, de disparaître à jamais d'un pays en état de guerre. Et ce n'était pas sans calculs qu'on permettait à un mouvement nationaliste modéré de bénéficier d'un tel régime. Pour le colonialisme français la modération, le modérantisme en Algérie ont toujours eu, à l'insu même de leurs tenants, la valeur d'un alibi. Les politiciens modérés, les idées modérées, le nationalisme conciliant : tout cela devait contribuer ou servir à quelque chose. Non pas au dialogue, à la réforme d'un état général défectueux, à la recherche d'une solution honorable, mais uniquement à convaincre l'opinion française et internationale de l'existence en Algérie, à côté des « extrémistes ennemis de toute solution pacifique », d'un groupe évolué qui est « très près de nous » ; d'une pensée politique occidentalisée « à l'image de la nôtre », « sans fanatisme », etc... etc... Comme il était difficile à l'administration française de faire jouer directement à Ferhat Abbas le rôle qu'ont toujours tenu les notables des assemblées algériennes préfabriquées, il fallait tirer *indirectement* et sous couvert de libéralisme, un profit moral d'une équivoque savante et bien entretenue.

Certes, Ferhat Abbas est « très près » de la pensée politique française — comme, d'ailleurs, certains dirigeants du F.L.N., mais de quelle pensée s'agit-il ? De celle, bien sûr, qui a inspiré de tout temps les démocrates progressistes restés fidèles à la Résistance, et qui inspire aujourd'hui des millions d'hommes en Afrique et en Asie. De par sa formation idéologique, Ferhat Abbas a peut-être misé plus qu'aucun autre (plus que certains Français de gauche) sur le « Front

Républicain » — à défaut d'un Front Populaire. C'était peut-être là, sinon une utopie, du moins un retour sentimental à la période 1936-1938. Il est donc surprenant de voir les autorités colonialistes, chaque fois qu'elles parlent de lui et de ses amis, les représenter comme les soutiens — au moins tacites — d'un régime qu'elles font passer pour libéral. Il faut dire qu'ils y prêtaient le flanc !

Au lendemain des premiers événements insurrectionnels, la réaction de M. Ferhat Abbas fut de s'inquiéter de voir se perpétrer, comme en 1945, de nouveaux massacres d'innocents. Beaucoup de gens eurent les mêmes craintes, que la répression a largement justifiées, d'ailleurs. A l'exception de deux ou trois membres de la direction centraliste du M.T.L.D., tous les autres ne croyaient pas au succès de l'initiative révolutionnaire. Les messalistes, eux, se tenaient prudemment à l'écart et se montraient encore plus sceptiques. Ferhat Abbas avait reçu du F.L.N., qui ne lui était pas systématiquement hostile, la consigne de maintenir ses positions, « sans avancer ni reculer ». Pendant ce temps-là, des militants de base de toutes tendances : M.T.L.D., U.D.M.A. et quelques ulémas, ralliaient le maquis. C'était, comme nous l'avons vu, le phénomène du dépassement des directions classiques (et statiques) par leurs cadres moyens et la base active, phénomène qui s'est produit naguère au Maroc et qui a porté l'Istiqlal bourgeois à s'aligner, pour un temps, sur les positions de son avant-garde populaire. Si le prestige de certains chefs du M.T.L.D. (messalistes et centralistes) avait été plus ou moins compromis aux yeux de leurs militants à cause de la scission, celui de Ferhat Abbas, bien que d'une nature différente, demeurait relativement intact. Cela était fonction d'une optique passagère née de ce conflit et de l'initiative insurrectionnelle. On est tenté de croire, pour cela, que les militants de son parti qui ont rejoint le F.L.N. lui ont conservé leur estime tout en rompant avec sa ligne politique. Quant à l'opinion publique en général (en dehors de quelques îlots vraiment hostiles) on peut affirmer, en poussant les choses au pire, qu'elle était neutre ou indifférente à son égard — ou pour le moins attentive. L'Administration colonialiste, elle, tablait sur l'équivoque. Il importait d'isoler *publiquement* le F.L.N., même si les sympathies de Ferhat Abbas étaient notoires. Plus tard, la création du M.N.A. messaliste allait permettre, d'une façon providentielle, aux

autorités françaises, de faire le même jeu, bien qu'il se fût agi, cette fois, d'un groupe « extrémiste » et clandestin. Mais on fait feu de tout bois pour abattre un adversaire redoutable !

Ménager Ferhat Abbas, c'était rendre hommage à un modérantisme paradoxalement gratuit en soi, puisque le colonialisme est un excès, et payant sur le plan de la propagande. Du même coup, on opposait, à l'intention du profane, les bienfaits de la légalité aux châtiments encourus par les « hors-la-loi ». A supposer que les preuves eussent été suffisantes d'une éventuelle collusion de Ferhat Abbas avec le maquis, on ne l'aurait quand même pas arrêté — comme on n'a pas inquiété certains élus du deuxième collège. Il fallait, malgré ses inconvénients, ses coups de tête ou ses velléités, continuer à couver une « modération » formelle aussi précieuse, et laisser croire que, dans un pays soumis à la loi d'urgence, on savait tolérer une opposition politique. Que le gouverneur général Soustelle renvoie à point nommé et de sa seule autorité les travaux de l'Assemblée algérienne au lendemain de la motion mémorable des « 61 », ou que l'on saisisse très souvent *La République algérienne*, organe politique de l'U.D.M.A., cela n'avait rien à voir avec une libre opposition, puisque tout devait rester à l'état *formel*, aux seules fins de la propagande.

Le mérite de Ferhat Abbas a été donc de mettre un terme à l'équivoque dont il était l'objet à son corps défendant. Dans sa décision il y a deux temps et deux aspects qui se conjuguent : cesser de servir d'alibi par sa présence et son action stérile à un moment où la guerre totale se déchaîne en Algérie, où le gouvernement français cherche le plus d'appuis tacites ou déclarés et le plus de justifications possibles pour traiter le problème à sa façon en isolant le maquis ; rejoindre au grand jour le camp de l'unanimité nationale et coopérer au sein du F.L.N. avec des hommes dont il se sent très proche aujourd'hui par l'idéal. Il a fait preuve, aussi, d'une incontestable modestie en renonçant à la politique périmée des « personnalités », et en acceptant la règle commune aux côtés des jeunes chefs du Front et de l'Armée de Libération nationale. Déjouant les calculs des néo-colonialistes, qui le retenaient en quelque sorte prisonnier de son passé, de sa politique de conciliation, de promesses habiles et d'égards bien dosés, il a désavoué tout ce que sa présence en Algérie : guerre, répressions, mauvaise foi, inconscience, pouvait indirectement

entériner. Depuis 1936 on lui a fréquemment reproché, souvent avec raison, un certain manque de netteté dans ses prises de position, son idéalisme politique désuet. Aujourd'hui son choix est d'une rigueur parfaite et cette rigueur, désormais, caractérise tout le problème algérien.

L'opinion française et internationale qui est renseignée sur le sens patriotique, les mérites et la valeur exceptionnelle de certains dirigeants du F.L.N., se demandera si, après le ralliement de Ferhat Abbas à ces derniers, le moment n'est pas enfin venu pour la France de négocier, les conditions d'un dialogue sur une plus grande échelle étant réunies et la preuve étant faite que les politiciens algériens de toutes tendances se trouvent d'accord pour cela.

En Algérie, l'opinion française libérale sera amenée à faire le même raisonnement. Les Algériens verront du même coup grandir l'influence du F.L.N. après cette victoire morale qui est due à sa politique active et de bonne volonté et le renom de patriotisme et de modestie qui est, désormais, celui de Ferhat Abbas. La collaboration qui existe depuis des mois entre militants F.L.N. et U.D.M.A., notamment au sein de la jeune Union Générale des Travailleurs Algériens (plus de 50.000 adhérents en quelques jours), va encore s'intensifier, et cette centrale syndicale pourra tôt ou tard jouer un rôle identique à celui de l'U.G.T.T. tunisienne. Reste, pour compléter ce tableau, le cas du Mouvement National Algérien de Messali. Il serait question, dans les entretiens qui se déroulent actuellement entre Ferhat Abbas, Tawfik El Madani et leurs amis du F.L.N., de chercher à résoudre ce problème en invitant le M.N.A. à se joindre à la majorité nationale. Du point de vue moral, la situation de ce groupe nationaliste minoritaire s'avère particulièrement difficile par la faute des siens. Ou bien il se rallie au plus grand nombre, en sacrifiant, pour la cause de tous, les susceptibilités de son chef ; ou bien il risque de paraître aux yeux des Algériens comme une organisation isolée, intransigeante, inopportunément divisionniste, alors que l'U.D.M.A. et même les ulémas joignent leurs efforts à ceux du F.L.N. *qui n'est plus l'ancien M.T.L.D.*, mais un front commun à tous les patriotes algériens et qui accueillera demain — si ce n'est déjà fait — des militants démocrates d'origine française ayant opté pour une Algérie indépendante.

3° La sensibilisation, de jour en jour plus grande, des masses marocaines et tunisiennes à l'endroit du problème algérien, pousse M. Habib Bourguiba, S.M. Mohammed V et les chefs du maquis rifain à s'intéresser, d'une manière ou d'une autre, à cette cause dont seule une solution nationale pourrait rendre à toute l'Afrique du Nord sa stabilité. Aussi bien le sultan du Maroc que le leader néo-destourien, aujourd'hui président du conseil, ont laissé entendre qu'ils seraient prêts à servir d'intermédiaires entre le gouvernement français et les responsables algériens. Une certaine presse française s'en est formalisée, mais les dirigeants marocains et tunisiens savent, eux, que l'opinion publique de leurs pays respectifs risque de leur demander des comptes à ce sujet et ne laisse pas, en tous les cas, de se montrer inquiète, agitée, mécontente des pourparlers en vue de régler le contentieux de l'indépendance de ces deux Etats si le problème algérien n'est pas tranché. Dans cette perspective, il ne faut pas, naturellement, oublier tout le poids dont l'Armée de Libération algérienne pèse sur les frontières nord-africaines et sur les milieux nationalistes du Maghreb. En plus des liens multiples qui unissent les peuples nord-africains, il y a lieu de considérer une solidarité nouvelle née d'une commune sujétion et d'un même combat.

Il y aussi la précarité d'une indépendance marocaine ou tunisienne tant que l'Algérie, où se seront regroupés, au préalable, les revanchards, les néo-fascistes, la grosse finance des entreprises françaises et la fine fleur de l'Armée d'Afrique, restera asservie. Même si l'indépendance des deux autres pays nord-africains devenait effective, solennellement garantie, il n'en resterait pas moins que les excès actuels de la répression et de la famine que les autorités colonialistes organisent impitoyablement pour réduire la Résistance algérienne et la paysannerie solidaire à merci, finiront par révolter les masses maghrébines en les portant un jour ou l'autre au secours des Algériens et en prononçant, d'une façon définitive, le divorce entre l'Afrique du Nord et la France. Cette odieuse politique de famine, cette folie sanguinaire dont le colonialisme est aujourd'hui responsable en Algérie, donnent la nausée aux cœurs les plus affermis. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles Ferhat Abbas est sorti de sa réserve. Demain, ce sera le tour des masses citadines. Alors, le divorce sera irrévocable-

ment consommé et ce qui reste de chance pour l'avenir des relations françaises avec le Maghreb disparaîtra à jamais.

Ce qu'il faut souligner, c'est que l'aboutissement actuel du nationalisme algérien est le fruit d'une longue lutte, d'une évolution qui reste liée aux avatars de la société, à la prise de conscience des élites traditionnelles et des masses populaires. Le cadre en est le plus souvent de vocation urbaine. Aussi, est-il nécessaire, pour bien connaître la genèse de ce patriotisme citadin, de parler du sort des villes algériennes et des étapes que la pensée politique nationaliste a franchie au cours du XIX[e] siècle.

Juin 1956.

6

Sens d'une révolution : résistance urbaine et lutte nationale depuis 1830

Alger, au XVIII[e] siècle, comptait 75.000 habitants[1]. Dans les premières années de l'occupation française elle en avait 60.000, dont 25.000 musulmans et 5.000 israélites, c'est-à-dire 30.000 Algériens, la différence étant représentée par l'armée d'occupation et les Européens nouvellement immigrés. Le reste avait pris de chemin de l'exil[2]. Aristide Guilbert explique la mainmise du gouvernement français sur les propriétés aises à Alger, par « les représailles de la guerre et la fuite d'une partie de la population ». En 1831, précise-t-il, « sur un total de 5.000 immeubles, 3.000 appartenaient à l'Etat ».

Ces expropriations portent un premier coup assez dur à tous ceux qui vivaient du loyer de leur maisons. « La misère des propriétaires maures, écrit Lespès, dont la plupart expropriés sans avoir touché les indemnités qui leur étaient dues, se trouvaient réduits à la mendicité... » Un autre historien d'Alger, Rozet, parle des fréquentes déprédations auxquelles se livraient les soldats, démolissant les maisons inoccupées, enlevant portes et croisées, coupant les arbres fruitiers pour se

[1] Aristide Guilbert : *Colonisation du nord de l'Afrique*. Ed. Paulin, 1839. Dans son livre sur l'Algérie avant 1830, Laugier de Tassy donne le chiffre de 100.000 h.

[2] Dans un livre publié en 1841 : *Les Français en Algérie*, Louis Veuillot écrivait : « Pour nous combattre, les Maures ont quitté en foule Alger, où beaucoup d'entre eux étaient misérables en grande partie par notre faute. »

chauffer. De son côté, Augustin Berque, après avoir parlé du déclin de la vie artisanale qui avait été assez prospère à Alger avant 1830, écrit : « Nouveau facteur mortel à la bourgeoisie qui vit de ses revenus : la hausse de la vie, dès 1830, consécutive à la multiplication de la monnaie et des signes monétaires... Nous importons en Algérie un appareil monétaire considérable. Il chasse bientôt l'argent local, d'autant que celui-ci sera déclaré sans valeur libératoire... [2 bis]. »

Aux expropriations, aux destructions, à l'agonie de l'artisanat, au retrait de la monnaie algérienne, et à la vie chère, va s'ajouter une autre catastrophe qui affectera la classe la plus nombreuse : celle des commerçants. Le « Tableau des Etablissements français en 1838 », cité par Augustin Berque, nous renseigne à ce sujet et résume comme suit la situation générale qui était faite aux citadins algériens : « La survenance et l'accroissement d'une population européenne ont porté dommage au commerce... Déjà, l'éloignement du plus grand nombre des riches musulmans avait singulièrement diminué les ventes et les profits ; la démolition pour alignement et élargissement des rues, l'enchérissement des loyers, ont porté une atteinte plus rude encore aux marchands indigènes. » La population algérienne de la capitale ira en décroissant au fur et à mesure des progrès de la conquête et de l'afflux des colons ou des aventuriers qui faisaient antichambre à Alger avant d'obtenir une concession de terres.

Comme on l'a vu, la condition économique d'une population autochtone fortement compromise par les séquestres et les malheurs de la guerre, suivait, elle aussi, le sens de la régression démographique. En 1835, La Rochefoucauld-Liancourt constate « que la population maure est réduite à la moitié de ce qu'elle était avant la Conquête », mais, deux ans auparavant, un haut fonctionnaire de l'administration civile d'Alger, le baron Pichon, dont le témoignage fait autorité et nous paraît plus valable que le premier, affirme que la ville a déjà perdu les 2/3 de sa population algérienne. Commentant à sa façon ces deux témoignages, Berque ajoute en conclusion :

[2 bis] Augustin Berque : La bourgeoisie algérienne. In revue *Hesperis*, t. XXXV, 1948.

« En toute objectivité un fait reste indéniable : l'élément le plus riche a abandonné la capitale. Et cet exode est fort important ailleurs[3] »

En 1846, le médecin en chef de l'Armée d'Afrique, Marius-Nicolas Paul, nous permet de suivre cette courbe régressive sur plusieurs plans et nous donne, 16 ans après la prise d'Alger, une idée de ce qu'était devenue cette capitale touchée providentiellement par la « civilisation ». « Tout ce qu'on voit ici en arrivant, écrit le médecin Paul, est fait pour attrister le cœur : une population indigène réduite au dernier degré de la misère..., une foule innombrable de prolétaires affamés de tous les pays ; des industriels qui cherchent à exploiter les arrivants ; le laisser-aller de tout le monde, militaires ou bourgeois : tout cela s'éloigne bien des mœurs polies et paisibles de nos villes de France. » Et il ajoute : « Les maisons mauresques, si bien arrangées pour y respirer un air frais et pur, disparaissent chaque jour ; la fièvre de construction s'est emparée des spéculateurs...[4]. »

A peu près à la même époque, Poujoulat notait dans son *Voyage en Algérie :* « Il se passe d'étranges choses dans les yeux, sur le front sévère de ces Arabes, témoins muets de notre établissement, de nos triomphes... Il y a des mystères de mépris, de douleur et d'ironie sur ces fronts... Ces hommes m'apparaissent comme des Jérémies pleurant la chute d'Alger et l'invasion étrangère. »

Mais cette population dépossédée, acculée à la misère, tenue systématiquement à l'écart des entreprises nouvelles, n'est pas toujours inerte. Elle réagit ; elle entretient des relations secrètes avec les résistants ruraux, s'informe de ce qui se passe au-delà de ses murs dans le pays en guerre, ne craint pas de se réjouir des succès de l'émir Abd el-Kader et de le renseigner, à l'occasion, sur les projets d'expéditions militaires dirigées contre lui. Les « mystères d'ironie », dont parle Poujoulat, ne sont pas que des mystères. L'art populaire ne ménage pas, dans ses manifestations naïves, l'armée occupante. En effet, les représentations publiques de Karagöz, ou théâtre d'ombres, constituent généralement une satire de l'occupation étrangère. « Observée en 1835, écrit Maxime Rodinson, cette forme d'art

[3] A. Berque, *op. cité.*
[4] Campagnes d'Afrique : 1835-1848 : M. N. Paul.

dramatique populaire servait à critiquer le régime colonialiste. Le soldat français y apparaissait et était invariablement roué de coups[5]. » Ce genre de spectacle qui devait d'ailleurs être interdit par l'autorité militaire française en 1843, n'en continua pas moins à divertir, clandestinement, les Algérois. Des scènes pareilles ne se produisaient pas seulement dans la fiction et devant les spectateurs amusés. Dans la réalité, aussi, comme le rapporte Camille Rousset, « des officiers étaient attaqués la nuit dans les rues d'Alger[6] ». Ce même historien nous parle de l'attitude dédaigneuse des habitants d'Alger qui se trouvaient mêlés, malgré eux, aux réjouissances par lesquelles les occupants célébraient une victoire ou fêtaient un anniversaire. Nous trouvons d'autre part, chez Rousset, des indications curieuses sur une grève qui avait été déclenchée par les commerçants algérois au cours de l'automne de 1830. « Depuis le départ du corps expéditionnaire (contre les villes de Blida et de Médéa), écrit-il, jusqu'à son retour, les marchés d'Alger avaient été déserts. » Et cet historien conclut : « Ceux des indigènes qui n'avaient pas pris les armes contre les Français, auraient eu honte de trafiquer avec eux[7]. » De son côté, Pouloulat, qui voit tout, s'exprime en ces termes, quinze ans plus tard : « Il y a de la tristesse dans ces étroites rues... où nulle figure indigène ne vous sourit. » Puis il ajoute héroïquement : « Mais il faut en prendre son parti avec les vaincus. »

On parlait aussi à Alger, à cette époque-là, d'un « comité maure » dirigé par Bouderba et qui servait la cause de l'émir Abd el-Kader ou pilotait dans la capitale, auprès des autorités françaises, son représentant officiel et envoyé diplomatique, l'Israélite Juda Ben Drane. Ce Bouderba avait joué un certain rôle en faveur de la France, mais l'évolution politique, les faits de la Conquête, les abus de toutes sortes et peut-être une conscience nationale qui s'était affirmée chez lui sur le tard, surtout après l'avènement de l'émir Abd el-Kader, firent de ce bourgeois un protestataire, assez modéré d'ailleurs, à mi-chemin de la collaboration réformiste et du patriotisme

[5] M. Rodinson : Le théâtre d'ombres oriental. In *Les Lettres françaises* du 20 août 1953.
[6] Camille Rousset : *L'Algérie de* 1830 à 1840. T. 1.
[7] C. Rousset : *op. cit.*

libérateur. Un autre Algérois, Si Hamdan ben Othmane Khodja, dernier secrétaire du gouvernement d'Alger avant la Conquête, homme d'une grande culture et qui avait voyagé en Europe, s'était révélé, lui aussi, un ennemi acharné autant qu'habile du régime militaire fait de contrainte et de spoliations. Les expropriations n'avaient pas épargné sa famille, qui était pourtant assez favorable à l'établissement des Français à Alger. Si Hamdan Khodja, qui s'était lié d'amitié avec le baron Pichon, conseiller d'Etat, intendant civil, deuxième personnage important de la nouvelle administration coloniale, révoqué plus tard par les militaires, nous a laissé un livre assez bien documenté sur la situation politique, sociale et économique de l'Algérie dans les premières années de la Conquête. Ce livre, dont la traduction française — la seule que nous ayons — porte le titre général de : *Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger*, et, en sous-titre : *Le Miroir*, n'est pas dénué de maladresses, souvent d'exagérations dans les chiffres qu'il donne, en toute bonne foi, d'ailleurs. Par l'esprit qui l'anime, il est l'œuvre d'un patriote. Nous pouvons même considérer ce Hamdan Khodja comme l'ancêtre, sans filiation, si j'ose dire, du nationalisme citadin contemporain dans sa tendance la plus modérée. Or, l'auteur du *Miroir*, qui était soutenu par le baron Pichon et ses amis, a bénéficié, tout comme Bouderba, d'un préjugé favorable de la part de certains ministres français de l'époque, à tel point que les historiens partisans de la manière forte ou tout simplement acquis à la politique des généraux, l'ont dénoncé comme un trouble-fête, un intrigant.

Nous sommes tentés de croire, quant à nous, que l'attitude de ces deux bourgeois d'Alger, apparemment très conciliante au départ, ne tarda pas à se raidir au spectacle de l'arbitraire, à se révolter même. Bouderba et Hamdan avaient, l'un et l'autre, séjourné ou voyagé en France avant 1830, et devaient sans doute envisager comme un demi-mal la perspective contrainte d'une conquête *qui n'allait être, dans leur esprit, que provisoire*. Les événements ultérieurs, les excès auxquels se livrèrent les nouveaux conquérants, les méthodes qu'ils inauguraient pour soumettre le pays, les appétits insatiables des immigrants européens, l'expropriation des terres, la destruction systématique de la société algérienne, tout cela donna très vite un démenti à nos deux patriotes. L'ami du baron Pichon avait

même accepté des autorités occupantes une mission assez périlleuse auprès du bey Ahmed de Constantine qu'il devait, semble-t-il, amener à conclure un pacte de vassalité avec la France. Cette mission aurait été, plutôt, une couverture pour les activités patriotiques de Hamdan. En 1832, le général Savary, duc de Rovigo, ancien ministre de la Police sous Napoléon Ier, était nommé gouverneur général de l'Algérie, et C. Rousset écrit à son sujet « qu'il arrivait avec assez de titres pour donner confiance aux partisans de l'arbitraire et de la force »[8].

L'un des premiers exploits du duc de Rovigo allait être l'extermination d'une collectivité entière de plusieurs milliers d'âmes, les Ouffia, dont le territoire s'étendait à l'est de Maison-Carrée. On connaît les faits : un féodal du Sud constantinois, Ferhat ben Saïd Bouokkaz, dont le pays n'avait pourtant pas encore vu les armes françaises, vint à Alger rendre visite au gouverneur général et lui faire des avances. Chargés de présents par le duc de Rovigo, Ferhat et sa suite reprirent le chemin du retour quand ils furent attaqués et dépouillés sur le territoire de ces mêmes Ouffia, qui, de plus, « étaient fortement soupçonnés de provoquer la désertion dans le bataillon de la légion étrangère établi à la Maison-Carrée[8] ». Le gouverneur général. commandant en chef des troupes françaises en Algérie, se hâta de venger l'affront qu'on venait de faire à son futur vassal. Dans la nuit du 6 au 7 avril 1832, il fit cerner le douar des Ouffia et ordonna le massacre. Cette affaire, perpétrée de sang froid, trouve précisément un écho indigné dans le livre de Hamdan Khodja publié un an plus tard, et marque, chez son auteur, l'éveil définitif d'une conscience nationale plus agissante.

Dans la préface de son livre. Hamdan ben Othman Khodja, qui est également renseigné sur les mouvements nationaux d'Europe, trouve des accents d'une sincérité, d'un « romantisme », qui réveillent pour nous le souvenir de la littérature politique française de la première moitié du XIXe siècle. Il faut dire aussi que c'est la traduction qui a contribué à donner au texte qu'on va lire le ton voulu, puisque le livre en question est

---

[8] Camille Rousset : *op. cit.*

de 1833[9]. « Tout ce qui s'est passé à Alger depuis trois ans, écrit Hamdan Khodja, m'impose un devoir sacré qui est de faire connaître l'état réel de ce pays avant et après l'invasion, afin d'attirer l'attention des hommes d'Etat sur cette partie du globe... Je voudrais aussi, par le récit des maux que souffrent mes compatriotes, relever le courage de quelques infortunés... Je me demande pourquoi mon pays doit être ébranlé dans tous ses fondements et frappé dans tous ses principes de vitalité ? Cependant, j'examine dans quelle situation se trouvent les autres Etats qui nous environnent et aucun d'eux ne me paraît condamné à subir des conséquences semblables à celles qui nous sont destinées. Je vois la Grèce secourue et constituée solidement après avoir été distraite de l'Empire ottoman. Je vois le peuple belge démembré de la Hollande... Je vois tous les peuples libres s'intéresser aux Polonais et au rétablissement de leur nationalité..., et quand je reviens porter les yeux sur le pays d'Alger je vois ses malheureux habitants placés sous le joug de l'arbitraire, de l'extermination et de tous les fléaux de la guerre, et toutes ces horreurs commises au nom de la France libre... Je n'ai pas la tête calme, au contraire, les malheurs de mon pays m'inquiètent continuellement...[10]. »

Dans un autre passage de son livre, l'auteur qui était encore sous le coup de l'impression produite par le massacre des Ouffia, sans oublier d'autres crimes collectifs perpétrés les années précédentes par les Français, s'insurge fermement contre la perspective d'une extermination systématique du peuple algérien ; puis il exprime son opinion qui nous paraît originale sur le destin de l'Algérie. Le langage qu'il tient là est assez proche de celui des réformistes avant novembre 1954. Qu'on en juge : « Je défie qui que ce soit de pouvoir apporter le

---

[9] Selon une autre thèse, l'auteur aurait écrit son livre directement en français, qu'il connaissait pourtant mal. L'existence de l'original arabe est plus vraisemblable et nous nous arrêtons d'autant plus à cette thèse que le traducteur du « Miroir » a été identifié et qu'il nous a été donné de lire des textes rédigés de la main de Hamdan Kodja dans une langue alerte et claire, élégante par endroits, quoique fortement teintée de juridisme. Une langue animée d'un souffle moderne, aussi.

[10] Hamdan ben Othmane Kodja : *Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger*. Ed. 1833.

remède à Alger[11] sans employer un des deux moyens expliqués ci-dessus (l'extermination des Algériens ou leur évacuation entière vers les pays nord-africains, Maroc, Tunisie, Tripolitaine), ou bien d'évacuer le pays et renoncer à toute idée de conquête en établissant un gouvernement indigène libre et indépendant et stipuler avec lui des traités favorables aux deux peuples. La France trouverait alors indubitablement mieux ses avantages que si Alger restait sa colonie, cet acte de générosité serait applaudi par le monde entier... Voici mon opinion, si toutefois la France, comme je présume, ne cherche qu'à introduire la civilisation sur le sol algérien, que d'abolir le despotisme et qu'à mettre de côté tout esprit de vengeance et de haine[11 bis]. »

A 50 km, au sud-ouest de la capitale, Blida a longtemps opposé une résistance pacifique à la Conquête, obtenant à la suite de certaines circonstances et grâce à des négociations interminables, qu'on n'installe pas de garnison dans ses murs. Mais cette résistance, souvent habile, ne faisait que reculer l'échéance de son occupation.

Avant d'en arriver là, Blida et ses habitants durent connaître, comme les autres villes algériennes, la destruction, les massacres, l'exode. En novembre 1830, une expédition dirigée contre le bey de Médéa, par le général Clauzel, voulut forcer, sur son passage, les portes de Blida dont les habitants avaient refusé de laisser occuper leur ville. Devant les intentions guerrières du général Clauzel, la défense de Blida s'organisa et, comme nous l'apprend Camille Rousset, la ville ne tarda pas à être mise au pillage par les vainqueurs. Parlant de l'occupation de Blida, le même historien poursuit : « Tous les hommes armés, soit dans la ville, soit aux alentours, étaient amenés au grand prévôt et fusillés sans merci. Le soir venu, tandis que, sur une étendue de 3 kilomètres, les flammes éclairaient en rouge les grands bois et les jardins, les chênes verts et les oliviers, les orangers et les myrtes, tandis que tambours et clairons rappelaient au bivouac les colonnes qui avaient allumé l'incendie, on vit des groupes de fugitifs précédés d'un drapeau blanc sortir des gorges, les enfants en tête, et deman-

---

11 Par « Alger », l'auteur entend toute l'Algérie.
11 bis Hamdan ben Othmane : *op. cité.*

der grâce... On leur permit de rentrer dans leurs maisons dévastées[12]. »

Mais, pour Blida, la série ne faisait que commencer. Quelques jours plus tard, la garnison française laissée par Clauzel eut à faire face à un véritable soulèvement. Ce sursaut du 26 novembre 1830 se situe dans le cadre du patriotisme paysan qui l'inspira en affirmant comme partout ailleurs en Algérie son ascendant sur le patriotisme citadin. Toujours au témoignage de C. Rousset, le 26 novembre après le départ de la colonne Clauzel, une des portes de Blida fut attaquée de l'extérieur par les montagnards, « mais, presque en même temps, le détachement (français) qui la défendait se vit menacé par derrière : c'étaient les habitants eux-mêmes et les alliés cachés dans leurs logis qui venaient de sortir en armes dans les rues ». Le retour inopiné de la colonne Clauzel transforma cette affaire en désastre pour les habitants de Blida. « Le combat changea de face, écrit C. Rousset ; mais il fallut emporter d'assaut les maisons les unes après les autres, poursuivre l'ennemi dans les cours, dans les ruelles, de terrasse en terrasse. C'est dans le tumulte de cette dernière crise que furent malheureusement enveloppés des vieillards, des femmes, des enfants. »

Le caractère opiniâtre de cette résistance décida le général en chef français à retirer la garnison de Blida. Les habitants de cette ville, qui avaient échappé aux massacres de l'automne 1830, étaient-ils enfin complètement soumis, à la merci du vainqueur ? Il n'en était rien. C. Rousset rapporte, en effet, qu'à la fin du gouvernement de Clauzel, le khalifa (administrateur) qu'il avait donné aux gens de Blida fut chassé par eux.

Deux ans plus tard, à l'automne de l'année 1832, sous le gouvernement du duc de Rovigo, cette ville connaîtra de nouveau les rigueurs du régime militaire et le pillage organisé. Le gouverneur général « frappa d'une contribution de 200.000 piastres fortes les deux villes de Blida et de Koléa ». C'est parce que les habitants de Blida ne voulaient pas payer cette contribution que le duc de Rovigo fit occuper la ville et la livra à ses soldats. « Mais, note C. Rousset, la ville était déserte, le pillage ne produisit à peu près rien[13]. »

---

[12] C. Rousset : *L'Algérie de* 1830 *à* 1840.
[13] C. Rousset : *op. cit.*, t. I.

Située dans la plaine, Blida n'avait pas l'importance stratégique de Médéa, sa voisine. Très souvent bloquée par les partisans ou les troupes de l'émir qui la disputaient à l'armée française, cette ville se vida de sa population et de ses richesses. Ses habitants mêmes, qu'Abd el-Kader avait installés plus au sud, à 100 kilomètres de là, ne seront pas épargnés par la guerre qui semblait s'acharner contre eux après les avoir chassés de leurs foyers. Médéa fut occupée définitivement le 17 mai 1840 par le maréchal Valée. Elle avait été déjà prise et abandonnée successivement en 1830, 1831 et 1836. Sa conquête définitive devait entraîner sa ruine presque totale. Un officier, le capitaine Ducrot, témoin de sa dernière occupation, relate ainsi dans sa correspondance ce drame d'un exode massif qui était, à l'exception de deux ou trois villes, la règle générale en Algérie à cette époque-là. « Médéa, écrit-il, était abandonné et les habitants avaient tout emporté... Ce fait donne singulièrement à penser. Il faut des motifs bien puissants pour déterminer une population entière à émigrer ainsi, car il ne s'agit plus de nomades... mais bien de citadins habitués à mener une vie paisible, aisée ; de gens qui ont abandonné leur toit, leur maison patrimoniale, délaissé leurs propriétés, leur industrie, pour errer dans la plaine et peut-être y mourir de faim...[14]. »

Un an après la fuite de ses habitants, Médéa était devenue une ville fantôme, une ville que ses occupants militaires, restés seuls, dégradaient petit à petit. Dans sa correspondance de guerre à la date du 20 mai 1841, le capitaine de Smidt jette des cris d'alarme. « Il est heureux, écrit-il, qu'on ignore en France comment on a traité cette pauvre ville ; ce n'est plus qu'un amas de ruines..., un tas de décombres... Les maisons ont été démolies pour en extraire le bois. » Un peu plus loin, de Smidt parle de l'état de cette ville qui comptait 10.000 habitants à l'arrivée des Français, et la décrit en ces termes : « La ville n'était pas mal bâtie. On y découvre encore quelques traces d'art, des marbres... Encore 6 mois de vandalisme et nous manquerions d'abri... Une grande quantité de maisons de campagne témoigne de l'aisance des anciens maîtres et de leur

---

[14] *La vie militaire du général Ducrot*, t. I.

goût pour l'agriculture... Tout cela est maintenant abandonné, à l'état de ruines[15]. »

Quelques mois auparavant, le 15 mars 1840, le port de Cherchell fut, lui aussi, occupé, parce qu'un bâtiment de commerce français y avait été capturé par une tartane algérienne. Quand les trois colonnes d'expédition y arrivèrent, « la ville était déserte ; il n'y restait qu'un mendiant aveugle et un idiot contrefait[16] ».

Des centres urbains de la province d'Oran connurent à peu près les mêmes épreuves, en dehors des villes qui furent livrées aux impérialistes français. Ce fut, entre autres, le cas d'Oran, résidence du bey Hassan. Ce haut dignitaire, se sentant isolé dans sa province avec une garnison de Janissaires, ne sut pas, à l'instar de son collègue de Constantine, organiser la lutte. Il se hâta donc d'ouvrir la ville aux Français et fut maintenu dans son gouvernement jusqu'en février 1831, époque à laquelle on l'invita à se retirer en raison de son grand âge et du peu d'influence qu'il mettait au service de ses nouveaux maîtres. Comme le note C. Rousset : « Depuis le départ du bey Hassan et l'arrivée des Français à Oran, tous les Musulmans avaient déserté cette ville. » Parlant des démolitions des maisons mauresques entreprises par les militaires français dans cette ville, Augustin Berque conclut : « Bref, le propriétaire urbain, à Oran, comme à Alger, pâtit cruellement de notre arrivée[17]. »

Tout comme le bey d'Oran, celui de Mostaganem, Ibrahim, avait reconnu l'autorité française pour conserver son gouvernement. Plus tard, en 1833, devant les progrès de l'action de l'émir Abd el-Kader, les Français occupèrent la ville et y maintinrent son ancien bey. « Dès l'arrivée des troupes françaises, écrit un historien, on vit la population sortir précipitamment et fuir dans la plaine. »

Deux ans plus tard, une autre ville de la province, Mascara, capitale de l'émir, fut, à son tour, occupée et détruite. Il s'agissait, pour le maréchal Clauzel, de venger la défaite reten-

---

[15] *Campagnes d'Afrique*, 1835-1848 : cf. de Smidt.
[16] C. Rousset : *op. cit.*
[17] A. Berque : La bourgeoisie algérienne. In *Hesperis*.

tissante de la Macta due à la témérité du général Trézel et à l'adresse tactique d'Abd el-Kader. Une expédition fut dirigée contre Mascara, et, quand l'armée s'installa dans la ville, le 6 décembre 1835, les incendies l'avaient à moitié détruite.

Le capitaine Changarnier exprime sa surprise — mais aucun regret — devant ce qui restait de Mascara. Il dit : « J'en profitai pour parcourir la ville. Je la trouvai bien supérieure à l'idée que je m'en étais faite. Il n'est pas question là de tentes, mais de maisons mauresques qui ne sont pas dépourvues d'élégance. La principale mosquée est très belle, et, dans la salle des tombeaux, il y en a, ou plutôt il y en avait de très remarquables par la légèreté et la grâce des sculptures ; les marbres étaient d'une rare beauté[18]. »

Comme d'autres villes algériennes, Mascara allait se repeupler patiemment et relever ses ruines après la signature du traité de la Tafna, en 1837, mais, de nouveau la rupture de ce traité déchaîna les fureurs de la guerre et ce fut encore l'exode et la destruction.

L'année suivante, en février 1836, ce fut la population de Tlemcen, pourtant à moitié favorable aux Français, qui eut à subir l'exil et les impositions arbitraires. L'émir avait fait évacuer Tlemcen par une partie de ses habitants. Dans les maisons abandonnées par ces derniers, on trouva de grandes provisions de grains, note C. Rousset, qui ajoute un peu plus loin : « Séduit par l'abondance des ressources qu'on découvrait tous les jours dans les maisons et dans les silos des alentours, le maréchal Clauzel s'était décidé à prolonger son séjour. » Mais à ses alliés algériens d'origine turque qui lui avaient livré Tlemcen ; à ces auxiliaires bourgeois qui s'étaient constitués en milices dans les rangs de l'armée française, le maréchal Clauzel va imposer une contribution de guerre particulièrement humiliante, dont le bruit fit d'ailleurs scandale en France. Si les ressources abandonnées par les Tlemcéniens et mises au pillage par l'armée française étaient copieuses, ce qui manquait, en revanche, à cette dernière, c'était l'argent comptant. Or, on persuada au maréchal Clauzel « qu'il lui serait facile d'en trouver dans la bourse des Coulouglis... et chez les Juifs qui avaient fait certainement de gros profits

---

[18] *Campagnes d'Afrique*, p. 39.

sur les hadars (arabo-berbères) pillés et les Coulouglis pillards...[19] » Le général en chef leur imposa donc une forte contribution et, « de ceux qui s'excusaient de n'avoir pas d'argent monnayé, on exigeait qu'ils apportassent en échange leurs armes de prix, les bijoux de leurs femmes. On alla même jusqu'à appliquer des peines afflictives : emprisonnement, bastonnade, pour presser cette affaire[20]. »

Comme partout ailleurs également, les citadins avaient fui Bône que les populations rurales tenaient étroitement bloquée.

Dans la même province de l'Est, la ville de Bougie fut le théâtre d'une lutte sanglante avant d'être abandonnée par ses habitants. C. Rousset la décrit ainsi, à la veille de son occupation en 1833 : « Là, parmi les jardins et les vergers on apercevait, disséminées et comme enfouies dans la verdure, quelques centaines de petites maisons proprettes et blanches. »

Le duc d'Orléans, lui, va nous dire selon son habitude, ce qu'ont été les combats qui ont ravagé cette petite ville. « Le combat, écrit-il, continuait avec acharnement dans les rues encore toutes pleines d'ennemis, dans les habitations, dans les jardins ; la nuit même n'arrêta pas la fusillade, grâce à un magnifique clair de lune qui éclairait les combattants[21]. »

Il ne va cependant pas au-delà de cette note lyrique et c'est au général Daumas à nous ramener à des conséquences plus réelles, plus terribles. « Cette guerre de rue, écrit le général Daumas dans son *Histoire de la Grande Kabylie*[22], se prolonge trois jours et, comme à l'ordinaire, exalte la férocité du soldat... La population entière périt ou s'exile à jamais... » et, plus loin : « Vainement rappela-t-on cette dernière par des proclamations garantissant le respect des personnes, des biens, de la religion. Effrayée des scènes terribles qu'elle avait eues sous les yeux, ou retenue par les Kabyles de la montagne, elle ne reparut point. Qu'aurait-elle trouvé d'ailleurs ? Ses maisons en ruines, dont les soldats continuaient la démolition chaque jour pour en brûler le bois, ses vergers dépouillés où la hache ne cessait d'ouvrir des communications... » Enfin, en 1846,

---

[19] C. Rousset : *L'Algérie de 1830 à 1840*, t. II.
[20] C. Rousset, *op. cit.*
[21] Duc d'Orléans, *op. cit.*
[22] Général Daumas : *Histoire de la Gde Kabylie*, 1847, éd. Hachette.

13 ans après ces faits, Poujoulat, qui l'a visitée, note dans son récit de voyage : « On y comptait plusieurs milliers d'habitants avant notre occupation. J'y ai trouvé trois familles arabes, une centaine d'Européens civils et un bataillon en garnison[22 bis]. »

Constantine, enfin, devant laquelle avait échoué, en 1836, une première tentative de siège qui se transforma en un véritable désastre pour l'armée française, fut prise d'assaut l'année suivante. Les faits concernant la prise de cette ville sont connus, mais notre but est d'insister sur le sort réservé aux habitants. Relatant quelques épisodes de ce drame qui se déroula en 1837, Poujoulat écrit : « En me plaçant aux abords de ces ravins pleins de terreur, j'arrêtai les yeux sur les pentes à pic, par où des milliers d'hommes, de femmes, plus confiants dans les abîmes que dans la pitié des Français vainqueurs, cherchèrent à se sauver ; leurs moyens de salut étaient des cordes attachées aux pitons supérieurs des rochers : ces cordes se rompirent. Ce fut alors qu'on vit des masses humaines rouler le long de cet immense mur de rochers et qu'on vit se former une véritable cascade de cadavres. »

Cette population, qui était d'environ 40.000[23] avant la prise de la ville, ne s'élevait plus, en 1846, au témoignage du même Poujoulat, au-delà de trente mille, « y compris les Européens », qui étaient, garnison comprise, en plus grand nombre que les Algériens.

Entre temps, Constantine avait été systématiquement appauvrie et, par conséquent, dépeuplée. Dagnan, intendant militaire, et Dussert, sous-directeur civil de la province, nous l'apprennent dans leur correspondance d'avril-mai 1845. Le premier écrit : « Constantine est horrible à voir : toutes les constructions tombent en ruines. La moitié des maisons qui existaient, il y a 5 ans, se sont écroulées ; la population indigène est dans un état affreux de misère et de privations... » Le second, qui a le courage de situer les responsabilités en accusant le système du général Bugeaud d'avoir réellement mis le pays à l'agonie, s'exprime ainsi, sans se départir, cependant, d'un ton martial : « Le tout n'est pas de faire de la force à tort

---

[22 bis] Poujoulat : *Voyage en Algérie.*

[23] Le duc d'Orléans donne le chiffre de 35.000.

et à travers ; il faut faire de la force avec intelligence. Or, de ce côté-ci, en expulsant les négociants..., en prenant toutes sortes de mesures violentes, on a jeté la misère partout et retardé le pays de 5 ans[24]. »

Comme nous l'avons dit, les habitants des villes ont joué, à des titres divers, un rôle à la mesure de leurs moyens au service de la résistance et de l'Etat algériens. Les deux patriotes algérois, Bouderba et Hamdan Khodja, entreprenaient non seulement d'atténuer, par leurs démarches, en faisant agir certaines relations, les rigueurs de l'occupation, mais entretenaient aussi des rapports — surtout le premier nommé — avec Abd el-Kader. Dans les deux premières années de la Conquête. avant l'avènement de l'émir, un notable citadin, Si Saâdi. était allé jusqu'à Livourne, en Italie, pour y rencontrer l'ancien dey Hussein et il est vraisemblable qu'il l'ait entretenu d'un projet de soulèvement dans la Mitidja et reçu son approbation à ce sujet. L'action menée par Si Saâdi à son retour d'Italie, et l'aide décisive que lui apporta Ben Zamoun, tendent à confirmer cette thèse. Les bourgeois de Blida, en dépit des malheurs qu'ils eurent à subir, des combats de rues et des expéditions punitives, n'en continuèrent pas moins, pendant quelques années, à refuser les gouverneurs indigènes que voulait leur imposer l'autorité coloniale.

Les mésaventures d'un collaborateur nommé Ben Omar sont caractéristiques des efforts opposés par les citadins de la province d'Alger, en même temps que de leur courage moral et de leur patriotisme. Le général Clauzel l'avait nommé bey de Médéa en 1831, mais, écrit C. Rousset, « l'autorité de Ben Omar allait s'affaiblissant, tandis qu'en face de lui l'influence d'un rival grandissait tous les jours... Ben Omar, dans l'épouvante. écrivit au général Berthezène que, si l'on ne venait pas à son aide, il était perdu ». Le général Berthezène se porta à son secours mais, conclut C. Rousset, « le but de l'expédition était manqué ; au lieu d'imposer la soumission elle avait déchaîné la révolte. L'autorité de Ben Omar était si évidem-

---

[24] *Campagnes d'Afrique*, cf. Dussert. D'après Ernest Mercier, Constantine, comptait, fin 1843, seulement 15.552 Algériens musulmans.

ment anéantie que, pour grâce dernière, il obtint du commandant en chef la permission de se retirer[25]. »

Le même personnage, quatre ans plus tard, fut utilisé encore une fois dans le cadre d'une administration indigène pro-colonialiste destinée à faire échec au mouvement national et au gouvernement naissant de l'émir Abd el-Kader. Le général d'Erlon voulait, en effet, nommer Ben Omar bey de Blida, mais, « les gens de Blida refusèrent de recevoir le chef discrédité que leur donnait le gouverneur, et, le lieutenant-colonel Marey, qui était venu pour l'installer avec 1.600 hommes, fut obligé de s'en revenir sans résultat[26] ».

Enfin, le maréchal Clauzel, successeur du comte d'Erlon, décida à son tour de poursuivre cette politique négative qui consistait à opposer des représentants indigènes de l'autorité française aux khalifas de l'émir. N'ayant pas le choix, « l'inévitable Ben Omar étant sous sa main, il l'institua, par arrêté du 9 septembre, bey de Cherchell ». Les tentatives d'installation de Ben Omar frisent le plus haut comique. On raconte même qu'on dut payer une troupe de mendiants pour lui servir d'escorte. « Lorsqu'il fut décidé, écrit C. Rousset, qu'il serait envoyé par mer à Cherchell, il fallut l'embarquer de force... Arrivé devant la capitale maritime de son nouveau beylik, il apprit que, s'il mettait pied à terre, il serait indubitablement massacré. Cédant à ses prières, l'officier qui le conduisait voulut bien consentir à ne pas l'envoyer à la mort, et le bey *in partibus* fut tout heureux de revenir dans sa maison d'Alger jouir en paix de la pension de 6.000 francs que lui faisait la France. » Quelques jours après, le maréchal Clauzel, sans se décourager, imagina de nommer un nouveau bey, non plus à Cherchell, cette fois, mais à Médéa, capitale d'une région-clé où les partisans de l'émir étaient fort nombreux et très actifs. Le personnage qu'il institua bey de cette ville se nommait Mohamed ben Hussein. Une colonne française de 2.000 hommes, chargée de l'escorter jusqu'à Médéa, dut rebrousser chemin avant d'atteindre le col de Mouzaïa défendu par les gens de la montagne.

Comme son émule Ben Omar, le nouveau bey connaîtra une aventure aussi grotesque qui finira d'ailleurs tragiquement

---

[25] C. Rousset : *L'Algérie*, t. I.
[26] C. Rousset : *op. cit.*

Voici ce qu'écrit C. Rousset à son sujet : « De Boufarik, où il s'était d'abord dissimulé prudemment, Mohammed ben Hussein avait réussi, par un long détour à travers la montagne, à gagner les environs de sa prétendue capitale ; mais ses sujets ayant refusé de le recevoir, il était allé chercher un asile dans le voisinage... Menacé par les gens de Médéa, le malheureux bey ne se crut pas en sûreté sous la tente de son beau-père ; il lui fallut trouver une retraite moins facile à surprendre. On connaît les greniers souterrains que nous nommons vulgairement silos ; ce fut dans une de ces excavations que Mohammed s'enfouit, n'osant pas en sortir de jour ; il demeura de la sorte pendant cinq mois. Averti du rôle misérable et ridicule que jouait ce protégé de la France, le maréchal Clauzel avait résolu de relever, par une démonstration éclatante, son prestige[27]. » Cette démonstration qui donna lieu à des razzias, n'arrangea en aucune façon les affaires de Mohammed ben Hussein. Cinq semaines plus tard, « un fait grave, désastreux pour le prestige de l'autorité française » allait se produire à Médéa. En effet, le bey avait été fait prisonnier par les paysans du voisinage et envoyé en Oranie et plus tard au Maroc. Le lieutenant-colonel Lamoricière, dans une lettre indignée, nous apprend le sort qui avait été réservé à ce collaborateur, malgré l'appui réitéré du maréchal Clauzel. « Concevez-vous quelque chose de plus humiliant pour la France que la prise de notre bey de Médéa ? Vous figurez-vous ce malheureux qu'on nomme partout le bey « Boumatmore » parce qu'il est resté quatre mois caché dans un matmore (silo) et qui, cinq semaines après son installation, a été conduit, pieds et poings liés, de Médéa à Miliana, de là au camp d'Abd el-Kader et enfin à Fez, à Mekinez et à Marrakech ; qui, les cheveux longs, la barbe et la moustache rasées, a été promené dans tout le pays sur un âne, la tête tournée du côté de la queue, emblème vivant de notre humiliation ?...[27bis] »

Il y aurait d'ailleurs à écrire toute une histoire des beys malheureux, algériens ou étrangers, que les autorités colonia-

---

[27] C. Rousset : *op. cit.*, t. II.
[27 bis] C. Rousset : *L'Algérie de 1830 à 1840*, 3, p. 107.

les voulurent donner aux différentes villes dont nous avons parlé. Le plus important de tous et celui qui connut le plus grave échec fut, sans conteste, un bey tunisien de la dynastie husseinite. Ce fait inattendu nous aidera en dépit de son originalité ou pour cela même, à faire justice du pseudo-fanatisme des Algériens, de la prétendue complaisance qu'ils auraient eue à l'égard de leurs coreligionnaires les moins méritants. Les Algériens qui boycottèrent ce bey d'importation, qui le combattirent même, n'agissaient que par patriotisme. Venant d'un pays, la Tunisie, qui avait toujours bénéficié d'un préjugé favorable aux yeux des Algériens, il commettait vis-à-vis de ces derniers et à l'égard de ses propres compatriotes une véritable trahison. De nombreux Tunisiens combattaient comme volontaires dans les rangs de la résistance algérienne dans le Constantinois. Le colonel Clère[28] nous parle de 500 cavaliers tunisiens engagés dans la région de Bône sous la bannière d'un chef de partisans algérien, Ahmed ben Ahmed.

Donc, le maréchal Clauzel imagina de « confier les parties du territoire algérien que n'auraient pas occupés effectivement les Français, à un prince tunisien, à condition d'être le vassal et le tributaire, non pas de la Porte — la Turquie — mais de la France ». Les transactions aboutirent enfin le 6 février 1831. « Khereddine-Agha, khalifa du prince tunisien Ahmed, bey d'Oran, d'après la dernière convention, était venu prendre possession du beylik en échange du paiement annuel d'une redevance de 1 million de francs[29] ». Le représentant du nouveau bey d'Oran arrive dans une ville déserte, démunie de tout. Il parle même de rentrer à Tunis avec tout son monde, mais, en attendant, il fallait vivre et faire acte d'autorité. Les rapports entre les Algériens et le khalifa du bey tunisien aidé de ses mercenaires turcs et patronné par les Français, allaient s'aggraver. Les jours de marché « quelques campagnards armés jusqu'aux dents s'aventuraient en ville ». On mena la vie dure à la garnison turco-tunisienne, jusqu'au jour où, de guerre lasse, elle évacua Oran pour rentrer à Tunis.

Le sens patriotique des citadins algériens de certaines villes était indéniable et tout ce qui précède l'illustre suffisamment. Le sens civique de ces mêmes citadins ne le cédait

---

[28] *Campagnes d'Afrique*, 1835-1848, cf. : Clère.
[29] C. Rousset : *op. cit*, t. I.

en rien, d'ailleurs, à leur sentiment national. L'histoire de l'Algérie nous fournit à ce sujet un épisode digne des grands moments de l'histoire universelle. C'était en avril 1835, à une époque particulièrement incertaine. Les villes de la province d'Alger, longtemps sans chefs, menacées par les colonnes françaises, réclamaient de l'émir Abd el-Kader des khalifas dépositaires de son autorité. Or, cette anarchie avait permis à un aventurier inculte et fanatique de jouer un rôle de partisan en même temps que de réformateur religieux. Il s'agissait d'un marabout, Moussa el Derkaoui, qui « maudissait à la fois l'émir et les chrétiens ». « Arrivé sous Médéa, écrit C. Rousset, il avait commencé par sommer les hadar (citadins) de lui livrer, pour être mis à mort, tous les Juifs et tous les Mozabites (musulmans hétérodoxes). Les hadar lui avaient refusé ces victimes[30]... » Ce refus des gens de Médéa, alors que leur ville était assiégée par des hordes menaçantes, est un bel exemple de conscience nationale et d'humanité. Quelque temps plus tard, alerté par les événements, l'émir Abd el-Kader se hâta de sauver la ville d'un désastre en mettant en déroute le marabout des Derkaoua.

Nous avons parlé plus haut du besoin qu'avaient les Algériens aux premiers jours de la Conquête de se donner des chefs, de mettre fin à l'anarchie qui avait suivi la prise d'Alger. C'est ce qui a le plus frappé le duc d'Orléans. Les habitants des villes avaient de vieilles traditions de civisme et de discipline. L'instruction était très répandue dans les cités et la pratique des métiers artisanaux était particulièrement florissante. Au fur et à mesure qu'Abd el-Kader créait des établissements nouveaux, des ateliers, des arsenaux, des fabriques de guerre, il faisait appel à ces citadins que l'exode avait jetés loin de leurs foyers. A partir de 1834, au témoignage de Louis Veuillot, le consul de l'émir à Oran « travailla fort activement à faire partir le peu d'ouvriers qui s'étaient fixés chez nous : Abd el-Kader projetait de grands travaux pour lesquels il avait besoin d'eux[31] ». Certains d'entre eux étaient même sollicités par lui pour de véritables missions économi-

[30] C. Rousset : *L'Algérie de 1830 à 1840*, t. I.
[31] *Les Français en Algérie*. Ed. 1841.

ques à l'étranger. Aristide Guilbert nous apprend, en effet, qu'Abd el-Kader avait chargé un négociant d'Alger de se rendre en Egypte et de lui en ramener, en même temps que des graines de coton, des fellahs qui sauraient acclimater cette plante en Algérie[32]. Dès que les Français eurent occupé Alger, les citadins algériens, craignant que l'interrègne ne se perpétue, orientés, d'autre part, vers les pays nord-africains encore indépendants, s'adressèrent au sultan du Maroc pour lui demander son aide. Il est aisé de comprendre pour quelles raisons ils ne s'adressèrent pas à la Tunisie. L'éloignement d'autre part s'opposait à cette démarche. Quant au peuple tunisien lui-même, nous savons que dès les premiers mois de la Conquête il força son souverain à fournir des armes à la résistance algérienne dans la province de Constantine.

Plus tard, au début de 1832, le gouverneur général, duc de Rovigo, était au courant, grâce à toute une correspondance interceptée, des appels que les gens de Blida, Médéa, Miliana, lançaient au sultan du Maroc. Après l'avènement de l'émir Abd el-Kader en novembre 1832, c'est désormais vers ce dernier que vont se tourner les populations des villes et celles des campagnes, et c'est pour lui demeurer fidèles qu'elles subiront plus d'une fois la destruction de leurs cités, l'exil et la misère. Aux termes du traité de Desmichels signé en février 1834 entre la France et l'émir, ce dernier voyait son autorité souveraine reconnue sur toute l'Oranie, en dehors de quelques ports, et limitée par le Chélif à l'Est. Or, au-delà de cette limite, dans la province d'Alger, les habitants des villes, quoique soumis aux lois de l'occupant, n'acceptaient pas, comme nous l'avons vu, les administrateurs que les généraux impérialistes voulaient leur imposer. Ils en réclamaient plutôt à l'émir Abd el-Kader qu'ils considéraient comme l'unique souverain du pays, la seule autorité capable de remédier à l'anarchie. Le Dr F. Quesnoy a pu écrire à ce propos : « Ainsi, depuis que nous avions essayé, sans le pouvoir, de donner un chef à Médéah et au Tittery, ce pays était fort agité, et, quand le gouverneur (comte d'Erlon) menaça les habitants de Médéah parce qu'ils avaient reçu Abd el-Kader, ils répondirent

[32] A. Guilbert : *Colonisation du nord de l'Afrique*, éd. Paulin, 1839.

« qu'ils n'avaient désiré l'arrivée parmi eux du fils de Mahi-ed-dine (il s'agit de l'émir) que dans l'espérance qu'il les tirerait de l'état d'anarchie où ils gémissaient depuis quatre ans[33]. »

Dans tout ce qui précède, nous n'avons parlé que des villes de première importance : capitales de province aux vieilles traditions urbaines, cités commerçantes, foyers de culture. Il convient d'y ajouter Arzew en Oranie, Djidjelli et Collo dans le Constantinois, Ténès et Dellys sur le littoral algérois, petites villes maritimes, centres de commerce dont l'histoire politique ou militaire fut très brève, souvent nulle pendant la Conquête, ce qui ne les empêcha pas d'être évacués par leurs habitants. Toutes ces villes et bourgades se trouvent dans le Nord, c'est-à-dire dans le Tell, région relativement riche où la vie urbaine s'est de tout temps développée plus que partout ailleurs, avec des institutions millénaires ou récentes, un apport de population plus citadin que rural — Musulmans et Juifs d'Espagne chassés par l'Inquisition, Turcs et turkisants — venu s'ajouter, au cours des siècles, au vieux fonds d'origine arabo-berbère, numériquement plus important.

C'est dire que l'histoire des villes d'Algérie s'est longuement élaborée, d'une façon authentique, dans ses traditions, à travers sa bourgeoisie, ses élites intellectuelles ou artisanales. Sans doute, comme on l'a noté, « la force vitale du pays (était-elle) diffuse dans la campagne »[34], mais ce fait, qui n'est pas essentiellement algérien, ne doit pas amoindrir à nos yeux, même par comparaison, le mérite ou la valeur ou l'importance économique et sociale des collectivités urbaines d'Algérie avant la Conquête, ou pendant la guerre coloniale, de 1830 à 1850 environ. Or cette bourgeoisie, ces élites citadines dont l'évolution aurait pu continuer dans un sens traditionaliste plus ou moins efficace, ou s'engager dans une voie nouvelle à partir de possibilités préexistantes, ont vu, au contraire, le cours de leur évolution brisé tout d'un coup, de telle sorte qu'il n'y avait lieu désormais à aucune alternative de choix, à aucune option. Pour ceux ou pleurs leurs descendants,

[33] Dr F. Quesnoy : *L'Armée d'Afrique depuis la conquête de l'Algérie*. Ed. 1888.

[34] Colonel Trumelet : *Le général Yusuf*, 1890.

tout était remis en question dans ces villes détruites par la guerre, rebâties selon d'autres normes, repeuplées artificiellement avec des éléments européens détenant seuls le droit de cité et pouvant seuls imposer leurs lois. Le regroupement des anciens habitants des villes ne pouvait donc s'opérer qu'en marge de la vie urbaine, et ceux qui restaient, en fait de citadins algériens de vieille souche, après la perte de leurs biens matériels et de leurs droits politiques, ne prétendaient à rien d'autre qu'à rentrer chez eux en parents pauvres, en témoins d'une évolution générale qui leur était en quelque sorte interdite, faute précisément de ces moyens adéquats dont on les avait privés.

Certains historiens comme E. F. Gautier ont alors beau jeu quand ils s'écrient, un siècle plus tard, sans autre forme d'explication : « Il n'y a pas en Algérie une seule grande ville indigène... Il n'y a pas de bourgeoisie autre que l'européenne. L'Algérie est un pays où 5 millions d'indigènes ruraux sont encadrés par 800.000 bourgeois européens[33]. »

Tout ce que nous avons vu jusqu'ici nous fait comprendre, sans effort, pourquoi l'Algérie a perdu sa vieille bourgeoisie qu'elle ne pouvait plus renouveler dans les mêmes conditions de prospérité et de liberté qu'avant. Un exemple ou deux, relatifs aux villes algériennes importantes, nous permettent, à l'aide de chiffres et de dates, de suivre sur le plan démographique les avatars de la population urbaine depuis 1830 et son renouvellement presque total qui n'est pas toujours un signe de jeunesse ou d'évolution. Oran, qui s'était vidé en 1831 de toute sa population algérienne, qu'on pouvait évaluer à une quarantaine de milliers d'âmes environ, comptait 1.000 habitants en 1838, 2.120 en 1845, 2.895 en 1861, 8.421 en 1876 et 12.721 en 1881. En l'espace de 16 ans — de 1845 à 1861 — elle n'avait augmenté que de 775 habitants. C'était précisément les années les plus dures de la guerre et de l'après-guerre en Oranie. Tirant la conclusion de tous ces chiffres qu'il a puisés à bonne source, Augustin Berque écrit : « Voici donc une ville dont *toute* la population musulmane est de récente origine. »

---

[33] E. F. Gautier : *In* conférence : *L'Algérie d'aujourd'hui et de demain*, 1929.

Ceci est d'ailleurs valable, à une ou deux exceptions près, pour toutes les villes algériennes où la population autochtone de récente origine est venue le plus souvent des campagnes après avoir perdu ses terres. Le drame urbain que l'Algérie a vécu pendant la Conquête, jusque vers 1850, allait se transformer en malaise une fois la paix revenue — paix toute relative, puisque les grandes insurrections rurales ne s'arrêtent qu'en 1872. L'exil volontaire, l'émigration souvent massive des citadins algériens, reste, pendant longtemps, une des manifestations de ce malaise et ne prend nullement fin après la guerre de Conquête. Ce fait-là, aussi tragique que le premier, constitue une véritable hémorragie qui fait perdre à l'Algérie sa population la plus évoluée. « L'exode vers l'Orient — écrit Augustin Berque — est fréquent en Algérie. Nous avons eu des départs en 1830, 1832, 1854, 1860, 1870, 1875, 1888, 1898, 1910, 1911[36]. » L'exode de 1911 affecta en particulier la ville de Tlemcen et, parmi ses causes les plus déterminantes, il y a lieu de citer la crainte de la conscription qu'on allait instaurer en Algérie et les conditions économiques qui avaient entraîné l'étouffement de l'artisanat local. Pour mieux comprendre ce dernier point il faut savoir que les autorités françaises supprimèrent dès 1868 les corporations d'artisans et que les petites industries algériennes ne tardèrent pas à disparaître, se maintenant péniblement ici ou là, surtout à Tlemcen, proche voisine d'un Maroc pas encore « protégé » et riche en traditions artisanales.

Comme suite à certains faits que nous avons rapportés après lui, Augustin Berque ajoute d'autres causes dont nous avons dit l'essentiel, et conclut en même temps en ces termes : « Si nous rappelons maintenant les troubles économiques de 1846, de 1854, de 1863, de 1868..., nous aurons montré toutes les pentes où a glissé, en moins de 20 ans, la bourgeoisie citadine de 1830.»[36] Remarquons, en passant, que l'année 1854 a été marquée par le premier exode de l'après-guerre vers l'Orient et que la date de 1868 est précisément celle où fut décidée la suppression des corps d'artisans dans les villes algériennes. Sans nous attarder à l'imprécision de ces deux mots : troubles économiques — l'année 1867 que Berque omet de men-

[36] Augustin Berque : *La bourgeoisie algérienne*. In revue *Hesperis*, t. XXXV, 1948.

tionner n'est-elle pas celle où une famine sans précédent dans l'histoire algérienne fit près de 500.000 victimes ? — nous dirons que le déclin de la grande et petite bourgeoisie autochtone est depuis longtemps consommé. Les crises économiques lui donnent chaque fois le coup de grâce, sans aucune perspective de survie. N'est-ce pas encore le même Augustin Berque, haut fonctionnaire de l'administration coloniale, qui écrivait en 1946, à propos des bourgeois d'Alger : « Durant le quart de siècle que j'ai passé au gouvernement général, j'ai vu de grands noms du XVIII[e] siècle couvrant une demande de secours immédiat. Dignes toujours, et avec ce sens du geste qui fait qu'une main de misère reçoit, non l'aumône, mais une dîme. Je puis affirmer, pour en avoir fait le décompte, qu'il reste à peine à Alger une quarantaine de personnalités issues d'une descendance déjà notable en 1830[37]. »

Il est superflu d'ajouter, qu'en tenant compte des proportions démographiques, de l'importance du désastre subi par telle ou telle ville, cette constatation d'Augustin Berque reste vraie pour l'ensemble des vieilles cités algériennes.

Il est cependant une ville — Constantine — qui, en dépit du sort tragique qu'elle a connu et de la dispersion d'une grande partie de ses habitants, est parvenue à reconstituer, dans la deuxième moitié du XIX[e] siècle, une classe moyenne, une sorte de bourgeoisie d'abord timide, collaborant peut-être malgré elle avec le régime colonial, puis consciente de sa valeur et surtout de sa responsabilité dans un pays où régnait l'arbitraire, où la société autochtone était de jour en jour démantelée, privée de ses institutions traditionnelles et de l'étude de sa langue. Cette même bourgeoisie donnera naissance, plus tard, en la personne de sheikh Ben Badis et de quelques élus municipaux, à un mouvement d'idées politico-religieuses et à un mouvement de revendications qui seront l'un et l'autre — notamment le premier — à l'origine d'un essor culturel et d'un éveil national étendus à toute l'Algérie. C'est précisément la qualité relative de cette vocation intellectuelle qui nous fera comprendre la permanence du rôle joué par la bourgeoisie constantinoise, la facilité avec laquelle elle s'est reconstituée. Il n'est pas vain de citer à ce propos l'exemple de Fez qui, grâce à son élite bourgeoise et intellectuelle,

[37] A. Berque, article cité.

a pu survivre, maintenir ses valeurs au milieu d'un peuple que l'occupation étrangère dépouillait peu à peu de ses biens et de sa personnalité politique. Ce qui a pu aider Constantine à se relever plus facilement que les autres villes algériennes c'est aussi, ce nous semble, la politique adoptée à l'égard des familles féodales de la province, dès 1838. En septembre de cette même année, le maréchal Valée fit prendre des arrêtés qui, selon Augustin Bernard, « ont été le point de départ des relations de la France avec les grandes familles de la province de Constantine ». Il y eut en effet, comme l'écrit cet historien, « cinq grands chefs : Ben Aïssa, Hamlaoui, Ali Ben Bahmed, Mokrani et Ferhat ben Saïd qui fut remplacé en 1840 par Bouaziz Ben Gana... C'étaient plutôt des vassaux que des fonctionnaires ; ils avaient une garde particulière, percevaient les impôts, nommaient eux-mêmes les cheiks[38]. »

Augustin Bernard qualifie « d'œuvre essentielle » cette organisation administrative qui avait été réalisée par le maréchal Valée dans le but de contrecarrer la politique antiféodale d'Abd el-Kader. Ce dernier avait réussi, au bout de quelques années, à réduire à l'impuissance, à prévenir la trahison des grandes familles mercenaires de l'ancien makhzen que les impérialistes français voulaient opposer à l'émir dans les deux provinces d'Oran et d'Alger. Les choses d'ailleurs ne se présentaient pas de la même façon dans ces deux dernières régions et dans le Constantinois qui était soumis, jusqu'en 1837, à l'autorité du bey Ahmed, seul chef algéro-turc ayant conservé son commandement et organisé la lutte. Cette province avait toujours connu un régime de grands feudataires, soutiens du bey, et lorsque ce dernier, qui était pourtant impopulaire, entreprit dès 1830 de résister aux Français et de défendre Constantine, il ne changea rien à sa manière de gouverner, alors que dans l'Ouest, l'émir Abd el-Kader jetait les bases d'un véritable Etat algérien, détruisait la féodalité, créait une armée nationale, une industrie de guerre, développait le commerce extérieur et visait inlassablement à l'unification du territoire.

Dans une large mesure, il y avait une réelle désaffection

---

[38] Augustin Bernard : *L'Algérie*. Ferhat ben Saïd Bouokkaz est ce même féodal à cause duquel le duc de Rovigo extermina le douar Ouffia. Plus tard, il fut enlevé et interné par l'émir Abd-el-Kader.

des masses constantinoises à l'égard du bey Ahmed et de ses auxiliaires féodaux, ce qui explique la facilité, toute relative d'ailleurs, avec laquelle les impérialistes français sont parvenus à conquérir et à contrôler toute la province de l'Est, à l'exception de la Petite Kabylie et des régions montagneuses du littoral. En 1839, le sous-directeur des affaires civiles Dussert, écrivait dans sa correspondance : « La province de Constantine est paisible. Il y a facilité de tout tenter sans obstacle... Nous sommes moins avancés dans l'Ouest. » Et pourtant, dans l'Oranie et l'Algérois la guerre durait depuis 1830 ! De son côté, quelques années plus tard, l'intendant militaire Bouaissier écrira : « La province de Constantine offre de véritables ressources, et ses habitants ont un esprit de soumission beaucoup plus sincère que ceux du reste de l'Algérie. Ce sont d'heureuses conditions qui ne nous dispensent pas, cependant, de l'obligation d'être les plus forts...[39]. » Tout est relatif, bien entendu, car cet « esprit de soumission » va se révéler tout autre après 1845, et le Constantinois, bien que sur le tard, s'alignera sur les deux provinces de l'Ouest. Cela était dû, en partie, à l'activité des agents d'Abd el-Kader dans cette région, à la disparition du bey Ahmed réfugié dans l'Aurès, à la politique désastreuse du maréchal Bugeaud, et, surtout, à un essor inattendu de la résistance paysanne. Toujours est-il que l'organisation féodale, qui s'inspirait des fameux arrêtés de 1838, était installée depuis longtemps et tenait bien le pays. Pour la première fois dans l'histoire de la Conquête, l'impérialisme français pouvait confier à ses auxiliaires féodaux, tels les Bengana, le soin de diriger une expédition contre les lieutenants de l'émir. Cette confiance, certains bourgeois constantinois, ralliés de la première heure, avaient pu vraisemblablement en bénéficier.

Ne voit-on pas un « hakem » — sorte de gouverneur adjoint indigène — à Constantine, alors que les villes de l'Algérois : Médéa, Blida, Cherchell, avaient fermé leurs portes à des administrateurs nommés par l'occupant ou leur avaient même réservé un sort cruel ?

Ce fait ne s'explique pas entièrement par l'inertie ou l'opportunisme des habitants de Constantine. Augustin Berque, dans les trois ou quatre lignes — d'une note elle-même assez

[39] *Campagnes d'Afrique*, cf. Dussert et Bouaissier.

brève — qu'il a consacrées à la bourgeoisie constantinoise avant 1830, parle de « l'histoire de l'ancienne Cirta sous le régime turc (qui) révèle, chez certains citadins, des qualités de pondération et d'équilibre où transparaît la sagesse de Birotteau ». Qu'elle soit également de Birotteau ou d'un autre, la sagesse d'une certaine bourgeoisie constantinoise sous l'occupation française a eu des hauts et des bas ; elle a, tour à tour, fait de lâches concessions ou repris à son compte, en le transposant, en l'accommodant à ses possibilités, ce patriotisme de défense qui avait été, naguère, un phénomène rural. En ceci, sa conservation et le rôle qu'elle a joué ont été, l'une et l'autre, éminemment providentiels. La politique amorcée par le maréchal Valée en 1838 à l'égard des grandes familles féodales, a permis, par contrecoup, à la bourgeoisie de Constantine de survivre en préservant certaines de ses valeurs. Alors que dans les deux autres provinces les élites rurales et citadines qui avaient beaucoup fait pour l'Etat algérien sous l'autorité d'Abd el-Kader ont été liquidées, dévorées par la guerre et l'exil, l'élite constantinoise, elle, a pu se reconstituer, sauver, sinon tous ses biens, du moins une partie de son héritage culturel, bénéficiant ainsi d'un régime de « faveur » que lui a valu la collaboration des féodaux avec l'impérialisme français. Ce fait social s'explique par des affinités de classe et des intérêts liant féodalité et bourgeoisie.

Il y a aussi, ce nous semble, d'autres éléments qui ont dû contribuer à la permanence relative de cette bourgeoisie : l'ancienneté de ses origines, ses traditions intellectuelles, son ouverture sur l'arrière-pays, le fait qu'elle a su, tout comme la bourgeoisie tunisienne, « conquérir » et très souvent dominer la classe dirigeante algéro-turque[40]. L'ascendance de certaines familles constantinoises, encore importantes avant et depuis 1837, telles que les Ben Badis et les Ben Lefgoun, ne remonte-t-elle pas aux XII[e] et XIII[e] siècles ? Comme centre culturel, Constantine a toujours attiré, de tous les coins de l'Algérie, étudiants et lettrés. C'est dans les riches bibliothè-

[40] Le véritable défenseur de Constantine au cours des sièges de 1836 et 1837 fut Ben Aïssa, un Algérien dont la personnalité et les mérites en imposaient à la caste régnante d'origine algéro-turque. Malheureusement, ce personnage figurera plus tard parmi les féodaux ralliés au colonialisme.

ques de ses bourgeois que des orientalistes français ont souvent découvert des manuscrits d'une grande importance pour l'histoire de la littérature hispano-arabe, maghrébine et africaine. Il est vrai d'ajouter que dans les autres provinces de l'Ouest le patriomoine culturel avait généralement subi la même condition désastreuse que les choses et les gens. Les historiens nous apprennent, en effet, qu'après la prise de la Smala, l'émir Abd el-Kader suivit les traces de la colonne du duc d'Aumale en se guidant à l'aide des nombreux feuillets qui jonchaient la route et que les soldats français avaient déchirés et semés sur leur passage. L'émir avait constitué, pendant de longues années, une sorte de bibliothèque nationale dont les manuscrits, recueillis un peu partout, allaient connaître le sort que l'on sait. Pour en revenir à certains bourgeois de Constantine, la période qui marque leur collaboration volontaire ou forcée s'étend à peu près jusqu'au dernier quart du XIX[e] siècle.

Mais tout cela n'est rien auprès de l'attitude malheureuse et apparemment inspirée que certains notables constantinois adoptèrent vis-à-vis de la grande insurrection nationale de 1871 à la suite des féodaux de la province. Dans une lettre collective adressée à l'amiral Gueydon, chef de la colonie, ils priaient ce dernier « de ne pas les confondre, eux, gens instruits. éclairés..., appréciant avec reconnaissance la protection et la justice de la France, avec les « bédoui » ou gens des tribus[41] ». Ces bourgeois se dépeignaient eux-mêmes sous les traits de citadins « aimant le calme, la paix, la tranquillité et le bien-être » ; adonnés « au négoce, à tous les genres d'industrie », ils ont le respect « de l'ordre et de l'autorité et cherchent à vivre dans l'aisance... ». Non contents de désavouer les paysans exploités et de condamner leur action insurrectionnelle, ces mêmes notables vont jusqu'à réclamer pour eux « une répression sévère et énergique qui les pénètre de terreur et d'épouvante ».

Le colonel Louis Rinn ne s'est pas empêché, cependant, de traiter les bourgeois constantinois de « gens peurés et égoïstes », et leur lettre au gouverneur général, de « langage cruel[42] ». On pourrait peut-être supposer, à leur décharge,

[41] Louis Rinn : *Histoire de l'Insurrection de 1871.*
[42] Louis Rinn : *op. cit.*

que cette lettre collective, qui était plus qu'un geste de loyalisme, leur avait été dictée, selon la tradition en de telles circonstances, par les autorités coloniales de Constantine. Il faut d'ailleurs être prudent et ne pas trop généraliser. L'attitude de ces notables qui rejoignait celle, plus coutumière, des bachaghas, s'inscrivait aussi dans le cadre d'une faible minorité algérienne épargnée par la guerre et l'impérialisme et relativement comblée de biens, pour servir tout à la fois d'alibi et d'auxiliaire. L'année 1871 est elle-même une date capitale, parce qu'elle marque dans l'histoire de l'Algérie moderne le dernier sursaut du patriotisme rural qui menait seul la lutte depuis 1830, entraînant l'adhésion des villes, agissant sur leurs élites. Désormais, tout va se taire dans les campagnes et ce sera aux citadins de faire la relève, avec des moyens pacifiques, sous une forme revendicative souvent impure, mais qui était appelée à connaître une évolution rapide dont l'aboutissement actuel est le nationalisme urbain de tendance modérée. Rapide, cette évolution le fut à plus d'un titre et il n'est qu'à suivre ses effets, précisément dans les milieux bourgeois de Constantine à la fin du XIX^e^ siècle, pour s'en rendre compte.

Une quinzaine d'années s'était écoulée depuis la lettre collective d'avril 1871, qu'une autre pétition beaucoup plus nombreuse, œuvre des représentants de la population de Constantine, allait inaugurer cette nouvelle forme de lutte politique dont nous avons déjà parlé. Mieux qu'un système idéologique, cette lettre qui avait réuni 1.700 signatures, traduisait une véritable prise de position nationale devant les tentatives assimilatrices du colonialisme. Signes tout à fait caractéristiques de l'état d'esprit qui régnait déjà en 1887, date de cette pétition, les bourgeois constantinois parlaient au nom de toute l'Algérie, se référaient aux clauses du traité d'Alger de 1830, « époque où notre pays — disaient-ils — est passé sous la domination française », insistaient pour qu'on respectât la personnalité juridique et les institutions algériennes.

Il s'agissait principalement d'une attitude de défense qui leur avait été inspirée par un projet de loi relatif à la naturalisation en masse des Algériens. Les signataires de la pétition adressée aux membres du Parlement français, commencent d'abord par déclarer, en guise de préambule : « Cette proposition (de loi) ne nous convient pas et ne peut combler

nos vœux. » Puis, ils s'attachent à expliquer les raisons de leur hostilité en ces termes : « L'entrée dans la nationalité française aurait pour conséquence à notre égard la suppression complète de notre loi et de notre code, tant au point de vue des questions matérielles (mobilières et propriété) qu'au point de vue du statut personnel... » « Notre plus cher désir, ajoutent-ils encore, la chose à laquelle nous tenons le plus, c'est de conserver notre loi... En nous soumettant en bloc et sans restriction à la naturalisation française, on nous entraînerait en outre à l'abandon de nos coutumes et l'on apporterait une perturbation dans nos mœurs[43]. »

Ils entreprennent enfin, avec beaucoup de bon sens et d'habileté, de faire la critique des droits électoraux qu'on se proposait d'accorder aux Algériens, en invoquant, d'une façon allusive, l'incompatibilité qui existe entre l'état de colonisé et la liberté du citoyen appelé à voter. Les auteurs de la pétition affirment en effet que l'exercice des droits électoraux par les Algériens ne saurait avoir lieu, « *d'une manière régulière...* ne leur procurant que des avantages et sans leur attirer de reproches, que lorsque les futurs bénéficiaires de ces droits auront réuni en eux, entre autres conditions, la liberté et l'indépendance ». Notons bien ces quatre mots : « d'une manière régulière ». Comme tout le reste, d'ailleurs, ils sont d'une actualité frappante et posent nettement le problème électoral dans les pays dépendants — l'Algérie en particulier — où les élections ne peuvent pas être libres puisque les « citoyens » eux-mêmes ne le sont pas. On serait tenté de croire à une sorte de prescience chez les pétitionnaires constantinois de 1887 s'il n'y avait pas là, tout simplement, une vue réaliste des choses, une maturité politique indéniable.

Ce dernier aspect nous est confirmé par les solutions que les signataires proposent au Parlement français dans la deuxième partie de leur pétition qui acquiert, en même temps, la valeur d'une charte revendicative.

Nous n'avons rien de mieux à faire qu'à mettre sous les yeux du lecteur ces propositions telles qu'elles ont été for-

---

[43] Pétition à MM. les Membres du Parlement par les Indigènes musulmans d'Algérie contre la naturalisation en masse des Musulmans (proposition de loi de Michelin et Gaulier, 1887).

mulées par les bourgeois de Constantine et traduites en français :

1° Organisation des écoles arabes et étude des voies et moyens de les mettre à la portée de tous les Musulmans.

2° Admission des membres indigènes des conseils municipaux et généraux aux mêmes droits que les membres français sans aucune exception, c'est-à-dire suppression de la réserve actuelle en ce qui a trait à l'élection des maires et des adjoints. En un mot égalité absolue entre tous les membres des corps élus, quels qu'ils soient.

3° Mesures à prendre pour faire cesser le mal dont nous souffrons à la suite de la nouvelle réglementation de la justice musulmane résultant du décret du 10 septembre 1886[44].

Pour l'intelligence du premier point de ce texte, il est nécessaire d'ajouter qu'en 1887, date de la pétition constantinoise, les chiffres officiels donnaient seulement 79 écoles publiques françaises à l'intention des indigènes, avec 8.963 élèves sur 500.000 enfants d'âge scolaire[44 bis]. Il est dès lors juste de penser que les signataires qui étaient apparemment et dans leur ensemble cultivés en arabe, étant la première génération de l'après-guerre, ont voulu tirer une leçon de l'insuffisance lamentable des écoles françaises en proposant le développement d'un enseignement plus approprié dans la langue du pays. Ce qui vient à l'appui de cette thèse, c'est encore ce qu'écrivait, à peu près à la même époque, Maurice Wahl, partisan enthousiaste et sincère d'un rayonnement culturel français en Algérie. Cet historien ne s'empêche pas, cependant, d'accabler ses compatriotes qui ont supprimé l'enseignement de l'arabe sans pouvoir le remplacer d'une façon rationnelle et généralisée par l'école française. Il dit en effet : « Nous avons commencé par détruire presque entièrement les mcids (écoles primaires), zaouias (rurales), médersas (supérieures) et autres écoles musulmanes qui existaient avant 1830... Plus tard on s'est livré à des essais confus... qui n'ont donné que des résultats médiocres et quelquefois négatifs...[45] »

---

[44] Cf. pétition citée.

[44 bis] *Les Cahiers du Centenaire :* La France et les Œuvres indigènes en Algérie — donnent 3.172 élèves musulmans en 1882, 5.695 en 1885 et 10.688 en 1888.

[45] Maurice Wahl : *l'Algérie.* Ed. Félix Alcan.

Nous avons à peine besoin de rappeler la disproportion évidente qui existait, une soixantaine d'années après la prise d'Alger, entre les milliers d'écoles arabes qu'on avait supprimées et les quelque 79 écoles françaises destinées aux Algériens. En 1887, nous sommes loin du temps où le général Valazé, rapporteur de la commission d'Afrique, déclarait encore devant la Chambre des Députés au cours de sa séance du 20 janvier 1834 : « Presque tous les Arabes savent lire et écrire. Dans chaque village il y a deux écoles...[46]. » Les signataires de la pétition de Constantine ne réclamaient donc, pour parer à cette régression flagrante, que le rétablissement de ce qui existait déjà avant la Conquête.

Il n'est pas vain, ce nous semble, de parler de régression, mais, cet état de choses ne se limite pas à l'enseignement. Partout, dans la propriété individuelle ou collective, dans le sens de l'outil (les corporations ont été supprimées en 1868), dans les institutions, dans la mentalité même, cette régression existe et l'opinion algérienne la plus éclairée en a conscience. Et c'est précisément le dernier carré des intellectuels de Constantine qui donne voix à cette conscience. Les signataires de la pétition appartiennent, il est vrai, à tous les milieux sociaux : conseillers municipaux, muftis, membres du conseil de Prud'hommes, employés, industriels, mais il y a parmi eux des professeurs, notamment deux personnalités intellectuelles de premier plan qui débordent largement le cadre constantinois. Il s'agit de cheikh Abd el-Kader Madjaoui, successivement professeur aux Médersas de Constantine et d'Alger, et de cheikh Hamdane Lounissi qui fut l'un des premiers maîtres de Ben Badis, le futur fondateur de l'Association des ulémas algériens.

On peut affirmer que, dans une Algérie systématiquement désintellectualisée, ces deux hommes représentaient à la fin du XIX[e] siècle les champions actifs de la culture arabe, et leurs noms, au bas de la pétition constantinoise, ne laissent à notre avis aucun doute sur l'origine d'une telle initiative. Nous sommes en effet disposés à croire qu'ils en furent les auteurs. Défense de la langue arabe, défense de la magistrature musulmane : ces deux points vont figurer plus tard parmi ceux

[46] A. Guilbert : *Colonisation du nord de l'Afrique* (notes annexes).

que les ulémas inscriront en tête de leur programme de lutte. Il convient de noter, cependant, que sur le plan théologique le cheikh Ben Badis ne partageait pas toutes les idées de son maître, resté plus traditionaliste, réticent à l'égard du mouvement « salafi ». L'enseignement de cheikh Hamdane Lounissi a pu donner, en revanche, à Ben Badis, ses bases indispensables de culture, une formation sérieuse que ce dernier allait encore affermir à la Zitouna puis à l'université d'El Azhar.

Toujours est-il que dans une certaine mesure l'idéal uléma est un produit décanté, plus ou moins politisé, qui a sa genèse dans les principes que professait l'intelligentzia de Constantine vers les années 1887. On se retrouve, à cette époque, en présence d'une véritable tradition nationale, culturelle et politique tout à la fois, qui est le fait d'un milieu resté encore très près de sa langue, des préoccupations de base susceptibles de sauvegarder une société bien caractérisée, du recours au droit découlant des engagements contractés par la France lors de la prise d'Alger. L'action des ulémas, 40 ans plus tard, si elle s'avère moins cohérente par la faute même des événements qui avaient consacré davantage le recul de la communauté autochtone et la perte de ses attributs nationaux, ne reste pas moins fidèle à un esprit de suite. Cette action tente de se réaliser à partir d'un état de choses qui existait déjà et que la Conquête a plus ou moins détruit. Toutefois, sa tendance n'englobait pas toutes les valeurs qu'elle avait pour mission de ressusciter et de rénover en même temps : elle se limitait aux plans culturel et religieux, elle effleurait l'ordre social et posait imparfaitement le problème politique. Tout cela parce que l'héritage politico-culturel des vieilles cités algériennes, que les intellectuels constantinois de 1887 ont été les derniers à transmettre dans ses grandes lignes, s'est presque scindé en deux en passant entre les mains des ulémas, atténuant ou négligeant même ses exigences purement politiques pour consolider ses aspects éducatifs (diffusion de la langue arabe), spirituel (lutte contre les marabouts et séparation du culte et de l'Etat) et juridique (action en faveur d'une magistrature musulmane plus indépendante et représentative). Mais ce n'est là, le plus souvent, que palinodies réformistes et conservatisme déguisé. Le sens d'une vraie culture faisait défaut.

Or, à l'époque où l'Association des ulémas entreprenait

entre 1930 et 1938 sous la direction de cheikh Ben Badis de promouvoir une renaissance culturelle multiforme et une révolution morale, les conseillers généraux et municipaux groupés dans la Fédération des élus de Constantine, se saisissaient du problème politique pour le poser sur un plan revendicatif qui était fort éloigné de certaines préoccupations populaires. La rupture avec le passé — et du même coup avec l'efficacité de l'action — va dès lors apparaître très nettement. En 1936-1938, ulémas et conseillers généraux constantinois étaient, en gros, à l'image de cette « réserve » d'intellectuels et de bourgeois auteurs et signataires de la pétition de 1887, mais, au cours du demi-siècle qui sépare ces deux dates, les premiers avaient évolué dans un sens national assez sommaire, de culture arabe et musulmane, soucieux de sauvegarder les principes culturels et religieux de la communauté algérienne, tout en les ouvrant à l'influence « moderniste »[47] du mouvement salafi de cheikh Abdou ; les autres, au contraire. plus ou moins frottés d'instruction française, ayant perdu le sens de leur propre culture, ne s'appuyant sur aucune base traditionnelle, idéalistes, de surcroît, voulaient tenter la gageure de faire progresser le peuple en dehors des voies normales, d'un acquis nécessaire qui doit englober la langue, le support économique, des institutions propres à une société déterminée.

Elus « pro-français » — abstraction faite de tout sentiment, car il ne s'agissait pas pour eux d'aimer ou de haïr les Français, ces derniers, en Algérie, n'étant pas toujours représentatifs des valeurs de leur pays — ils étaient partisans de l'assimilation et réclamaient pour leurs compatriotes la citoyenneté française comme une panacée susceptible de guérir le peuple de tous ses maux. La plupart d'entre eux étaient sincèrement acquis à la politique et aux promesses du Front Populaire, mais leur candeur, le manque d'un certain sens des réalités algériennes, leur manie d'évoquer, en s'adressant à la France colonialiste, les grandes traditions révolutionnaires et

[47] Ces tendances modernistes, si elles visaient, dans le principe, à la revalorisation culturelle du passé, n'ont même pas pu renouer avec l'esprit d'analyse et la discipline scientifique qu'ils prétendaient vouloir prolonger ou rajeunir à l'aide d'apports intellectuels contemporains à peine assimilés par leurs tenants que fascisaient la pureté primitive de l'Islam et son seul aspect éthique.

républicaines de 1789 et de 1848, ne les firent pas prendre au sérieux. D'ailleurs, les milieux gouvernementaux — en dehors du Front Populaire — et colons que l'action des ulémas indisposait parce qu'elle était dirigée — soi-disant — contre la culture et les institutions françaises, faisaient tout pour décourager, et, en définitive, aigrir les élus et leurs clients politiques, intellectuels et petits bourgeois, partisans, eux, de l'assimilation. Autrement dit, les dirigeants français, s'ils s'opposaient à la tendance algérienne des uns, méprisaient ou dédaignaient également les aspirations « pro-françaises » des autres.

Par rapport à la stagnation congréganiste des marabouts, sur laquelle l'administration française essayait en vain de miser pour endormir les esprits, cet idéal qui s'inspirait du rationalisme et du « scientisme » des salafia d'Orient avait, de par sa nouveauté, quelques apparences sans effet durable mais honnêtes. Il serait bon d'ajouter qu'il n'y avait de la part des élus presque aucune option, aucun choix, donc peu de mérite. S'ils s'étaient ralliés à ce que nous appelons — sans aucune allusion sentimentale — une politique pro-française, ce ne pouvait être l'effet d'une confrontation avec une culture et des impératifs nationaux qu'ils ignoraient le plus souvent. Chacun allait vers ce qu'il connaissait.

Il en était un peu de même des ulémas. Mais, quoi qu'on ait pu dire, ces derniers essayaient de faire un choix nécessaire. L'attitude moderniste de cheikh Abd al-Hamid Ben Badis nous le prouve suffisamment. Plus tard, à la mort du président de l'Association des ulémas, le mouvement, tout en consolidant ses positions culturelles, perdra beaucoup de son autorité politique. Cela tenait à la valeur inégale des hommes qui le dirigeaient, à certaines de leurs maladresses ; souvent, à une absence d'esprit de conciliation et au manque de réalisme qui les éloignaient des nationalistes de tendance P.P.A. et plus tard M.T.L.D.

Alors que les ulémas se cantonneront de plus en plus dans leur apostolat moral et pédagogique, les élus bourgeois, dont l'action ne reposait sur rien de solide, feront, à leur insu, une politique de « personnalités » avant de se disperser. Le docteur Bendjelloul et ses amis, après quelques éclats de parade, tomberont dans l'indifférence générale et souvent dans le mépris. M. Ferhat Abbas fera cavalier seul et sera rejoint par

entre 1930 et 1938 sous la direction de cheikh Ben Badis de promouvoir une renaissance culturelle multiforme et une révolution morale, les conseillers généraux et municipaux groupés dans la Fédération des élus de Constantine, se saisissaient du problème politique pour le poser sur un plan revendicatif qui était fort éloigné de certaines préoccupations populaires. La rupture avec le passé — et du même coup avec l'efficacité de l'action — va dès lors apparaître très nettement. En 1936-1938, ulémas et conseillers généraux constantinois étaient, en gros, à l'image de cette « réserve » d'intellectuels et de bourgeois auteurs et signataires de la pétition de 1887, mais, au cours du demi-siècle qui sépare ces deux dates, les premiers avaient évolué dans un sens national assez sommaire, de culture arabe et musulmane, soucieux de sauvegarder les principes culturels et religieux de la communauté algérienne, tout en les ouvrant à l'influence « moderniste »[47] du mouvement salafi de cheikh Abdou ; les autres, au contraire, plus ou moins frottés d'instruction française, ayant perdu le sens de leur propre culture, ne s'appuyant sur aucune base traditionnelle, idéalistes, de surcroît, voulaient tenter la gageure de faire progresser le peuple en dehors des voies normales, d'un acquis nécessaire qui doit englober la langue, le support économique, des institutions propres à une société déterminée.

Elus « pro-français » — abstraction faite de tout sentiment, car il ne s'agissait pas pour eux d'aimer ou de haïr les Français, ces derniers, en Algérie, n'étant pas toujours représentatifs des valeurs de leur pays — ils étaient partisans de l'assimilation et réclamaient pour leurs compatriotes la citoyenneté française comme une panacée susceptible de guérir le peuple de tous ses maux. La plupart d'entre eux étaient sincèrement acquis à la politique et aux promesses du Front Populaire, mais leur candeur, le manque d'un certain sens des réalités algériennes, leur manie d'évoquer, en s'adressant à la France colonialiste, les grandes traditions révolutionnaires et

[47] Ces tendances modernistes, si elles visaient, dans le principe, à la revalorisation culturelle du passé, n'ont même pas pu renouer avec l'esprit d'analyse et la discipline scientifique qu'ils prétendaient vouloir prolonger ou rajeunir à l'aide d'apports intellectuels contemporains à peine assimilés par leurs tenants que fascisaient la pureté primitive de l'Islam et son seul aspect éthique.

républicaines de 1789 et de 1848, ne les firent pas prendre au sérieux. D'ailleurs, les milieux gouvernementaux — en dehors du Front Populaire — et colons que l'action des ulémas indisposait parce qu'elle était dirigée — soi-disant — contre la culture et les institutions françaises, faisaient tout pour décourager, et, en définitive, aigrir les élus et leurs clients politiques, intellectuels et petits bourgeois, partisans, eux, de l'assimilation. Autrement dit, les dirigeants français, s'ils s'opposaient à la tendance algérienne des uns, méprisaient ou dédaignaient également les aspirations « pro-françaises » des autres.

Par rapport à la stagnation congréganiste des marabouts, sur laquelle l'administration française essayait en vain de miser pour endormir les esprits, cet idéal qui s'inspirait du rationalisme et du « scientisme » des salafia d'Orient avait, de par sa nouveauté, quelques apparences sans effet durable mais honnêtes. Il serait bon d'ajouter qu'il n'y avait de la part des élus presque aucune option, aucun choix, donc peu de mérite. S'ils s'étaient ralliés à ce que nous appelons — sans aucune illusion sentimentale — une politique pro-française, ce ne pouvait être l'effet d'une confrontation avec une culture et des impératifs nationaux qu'ils ignoraient le plus souvent. Chacun allait vers ce qu'il connaissait.

Il en était un peu de même des ulémas. Mais, quoi qu'on ait pu dire, ces derniers essayaient de faire un choix nécessaire. L'attitude moderniste de cheikh Abd al-Hamid Ben Badis nous le prouve suffisamment. Plus tard, à la mort du président de l'Association des ulémas, le mouvement, tout en consolidant ses positions culturelles, perdra beaucoup de son autorité politique. Cela tenait à la valeur inégale des hommes qui le dirigeaient, à certaines de leurs maladresses ; souvent, à une absence d'esprit de conciliation et au manque de réalisme qui les éloignaient des nationalistes de tendance P.P.A. et plus tard M.T.L.D.

Alors que les ulémas se cantonneront de plus en plus dans leur apostolat moral et pédagogique, les élus bourgeois, dont l'action ne reposait sur rien de solide, feront, à leur insu, une politique de « personnalités » avant de se disperser. Le docteur Bendjelloul et ses amis, après quelques éclats de parade, tomberont dans l'indifférence générale et souvent dans le mépris. M. Ferhat Abbas fera cavalier seul et sera rejoint par

des éléments relativement moins compromis. Il n'en reste pas moins vrai que son mouvement, plein d'élan à ses débuts, et aussi de contradictions majeures, aura une influence tout à fait superficielle sur les masses et plaira davantage aux bourgeois et intellectuels de « culture » française. Avec un peu de recul, nous pouvons, dès maintenant, tirer une conclusion que les événements actuels eux-mêmes se chargent de confirmer sous nos yeux. Il s'agit de l'inefficacité, en Algérie, de tout mouvement d'origine bourgeoise, c'est-à-dire revendicatif et « déraciné ». Ceci explique, en même temps, l'échec de l'émir Khaled qui, pourtant, dénonçait les notables et les intellectuels de sa classe, et l'échec de Ferhat Abbas jusqu'en 1956.

Au cours de son évolution après la première guerre mondiale, le patriotisme algérien, tout comme en 1871 avec Hadj Mohammed el Mokrani et son frère Boumezrag, va passer par une sorte de compromis. A l'époque, — 1871 — on cherchait à concilier deux formes de lutte armée (guerre de partisans et guerre organisée) ; deux catégories d'intérêts (ceux des quelques notables ralliés à l'insurrection et ceux, plus nombreux, de la paysannerie), enfin, deux formes d'autorité (chef investi par la France, devenu patriote libre mais conservant son titre administratif de bachagha). Cette fois, de 1920 à 1924, le compromis se réalise moins nettement, il est vrai, en la personne de l'émir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader, ancien élève de Saint-Cyr, capitaine de l'armée française sous les drapeaux de laquelle il avait accompli 23 années de services. Khaled va tenter de faire la jonction entre le patriotisme rural considérablement amenuisé, pour ne pas dire inexistant, et le patriotisme citadin embryonnaire et confus. Héritier d'un grand nom, bénéficiant de l'immense prestige qu'avait laissé son aïeul dans toutes les campagnes algériennes, étant lui-même un intellectuel quelque peu bourgeois, l'émir Khaled ralliera autour de lui un petit groupe de notables ruraux, de fonctionnaires et d'intellectuels : avocats, médecins, instituteurs, conseillers municipaux et généraux. Tout ce monde, à quelques rares exceptions, le regardera faire et agir, presque seul, en vue d'atteindre des objectifs pourtant très timides, bien en deçà d'une revendication politique vraiment nationale. En 1833, le patriote algérien Hamdane Khodja, tout modéré qu'il fût, pouvait à bon droit revendiquer pour son pays

un gouvernement libre et indépendant, sachant bien qu'à la même époque, son compatriote l'émir Abd el-Kader, en dépit d'une lutte opiniâtre contre l'armée la plus aguerrie de l'Europe, jetait les bases d'un Etat avec tout son appareil administratif, économique et militaire. Une quarantaine d'années plus tard. El Mokrani réussissait beaucoup moins bien dans cette entreprise puisque la guerre de conquête était passée par là et que la colonisation avait gagné du terrain, bouleversant la société algérienne, sans lui enlever, cependant, son esprit combatif. Or, en 1920, le déclin de cette société, qu'on maintenait dans la contrainte pour mieux la dépouiller, était déjà consommé et l'émir Khaled ne sut demander en sa faveur qu'un peu de justice et quelques réformes susceptibles de la sauver d'un péril plus grave. Autrement dit, ce sont les conditions mêmes dans lesquelles se trouvait le peuple algérien et l'absence d'un courant national structuré, qui dictèrent à Khaled, issu lui-même de cette société malheureuse, victime d'une régression délibérée, une politique relativement timide. Dans les campagnes, le souffle de la résistance était apparemment éteint ; dans les villes, seuls les notables et les intellectuels bourgeois pouvaient jouer un rôle. Peu nombreux, égoïstes, liés à l'administration coloniale par des services partagés et certains avantages, facilement impressionnables, ayant oublié jusqu'au souvenir des luttes d'antan, ils ne tardèrent pas, d'ailleurs, à trahir Khaled. Celui-ci ne les ménage pas quand il écrit à son fidèle ami Victor Spielmann : « Voici 95 ans que les négriers règnent en maîtres absolus en Algérie. N'oubliez pas que la génération intellectuelle actuelle est née sous le joug et élevée à l'école de ses maîtres qui lui ont inculqué les principes de l'obéissance aveugle. Les quelques rares Algériens indépendants... ont reçu une instruction et une éducation autres que celles données dans ce pays d'esclavage. Malheureusement, comme vous et moi, ils ne disposent pas de moyens pour lutter contre l'armée des capitalistes et des gros colons qui disposent de l'or et de la force-pouvoir. » C'est aussi de ce publiciste français, V. Spielmann, qui avait lutté avec lui contre le régime colonial, que Khaled dira : « il vaut, à lui seul, toute la lâche et indifférente bourgeoisie indigène ». Khaled tenait un langage nouveau pour l'époque et son isolement le rendait encore plus pathétique.

Avant d'être exilé par le gouvernement français en 1924 et même sporadiquement au cours de son exil, l'émir Khaled ne cessa pas de porter le combat politique sur tous les fronts : contre l'administration policière, les caïds féodaux, les colons, les expropriations de terres, etc. Mais il n'en demeure pas moins que son action revendicative, fort éloignée de l'idée nationaliste — encore assoupie à l'époque — préfigure déjà le mouvement des élus constantinois et du Congrès musulman favorable à l'assimilation. La masse ne le suit pas (le moment n'est pas venu pour elle de s'engager) puisqu'elle est inorganisée, étroitement surveillée par la police et peut-être réticente devant une politique qui ne la touche pas. L'émir Khaled en attend beaucoup, cependant. C'est à son sujet qu'il parle de la « pression terroriste » exercée sur elle par l'administration coloniale. et il ajoute : « C'est pour cette terrible raison qu'il faut excuser la masse inerte, qui plie sous le joug de l'oppresseur. C'est cependant cette masse ignorante et passive aujourd'hui qui aidera un jour proche, je l'espère, à sa propre libération... »

Khaled était bon prophète : C'est au moment où il quitte la scène politique pour l'exil que naissait l'« Etoile nord-africaine ». Cette formation avait vu le jour à Paris, dans les milieux ouvriers, et son histoire nous intéresse du point de vue de ce qu'on pourrait appeler la genèse du nationalisme algérien actuel et de la réapparition du peuple dans l'action nationale. Pour la première fois, au XX^e^ siècle du moins, la masse algérienne va se remettre en branle. Depuis la fin de la guerre d'indépendance et de l'insurrection de 1871, c'étaient les bourgeois intellectuels ou les notables libéraux (signataires de la pétition constantinoise de 1887, émir Khaled, Ben Rahal) qui avaient tout à la fois mené la lutte politique et participé théoriquement à cette lutte. Pour la première fois aussi la masse des émigrés algériens en France, brûlant les étapes, maladroitement, d'ailleurs, va s'accrocher aux grands principes du nationalisme.

L'organe politique de « l'Etoile nord-africaine » s'appelle « El ouma », la Nation. Le siège social de l'organisation — Paris — où l'on se sentait plus libre qu'en Algérie, et comme à l'écoute du monde extérieur — et non pas seulement la qualité des militants qui, dans l'ensemble, était très insuffisante, fit de l'E.N.A. un mouvement qui contenait en lui plu-

sieurs tendances et plusieurs idéologies à la fois, ou plutôt des échantillons de deux ou trois idéologies hybrides : un marxisme de surface, un algérianisme sentimental et nostalgique, un islamisme sommaire. Cependant, ce mouvement de masse prit de l'ampleur et, mieux dirigé, fidèle à ses origines prolétariennes, fixé sur un seul idéal de lutte, il aurait pu constituer, dès le début, un instrument politique efficace. Toujours est-il qu'il manifesta une solidarité remarquable et vigilante avec tous les peuples opprimés, surtout musulmans, et qu'il se trouva sans cesse à la pointe du combat anti-colonial. Inlassablement, « l'Etoile nord-africaine », en dépit des persécutions, va s'affirmer de jour en jour entre 1925 et 1933, réduire ses incohérences, définir ses objectifs, et c'est à cette dernière date que l'assemblée générale du mouvement énoncera un programme politique où, à côté de « réformes immédiates » qu'on réclame paradoxalement, se trouvent formulés des principes nationalistes tels que : l'indépendance totale de l'Algérie et l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante souveraine.

Donc, les masses populaires citadines, fort peu nombreuses à l'époque de la pétition des intellectuels en 1887, et que Khaled, le semi-bourgeois de culture française, n'avait pu rallier 35 ans plus tard en Algérie où le code de l'indigénat et la répression s'exerçaient impitoyablement, d'autres dirigeants, issus du peuple et de condition prolétarienne, vont les rallier non pas en Algérie, cette fois, mais à Paris dans un climat de liberté et de bouillonnement politique. Ce nationalisme du début va se chercher hâtivement, fièvreusement, ne sachant quel choix faire parmi toutes les doctrines qui s'offrent à lui. Les cadres sont des hommes insuffisamment formés sur le plan politique et qui cherchent plutôt à faire agir leurs militants à l'aide d'un patriotisme sentimental, mais convaincu, tantôt réformiste, le plus souvent aussi, tourné d'une façon résolue et fervente vers l'Islam persécuté et les pays arabes en butte à l'impérialisme anglo-français.

Ici, intervient une rectification qu'on doit faire pour ramener les choses à leurs justes proportions en ce qui concerne la prétendue influence exercée par l'Orient sur le nationalisme nord-africain. Les hommes politiques orientaux, notamment syriens, avec lesquels les dirigeants de « l'Etoile nord-afri-

caine » étaient en contact, se trouvaient à peu près dans la même situation que les politiciens d'Afrique du Nord. La Syrie, qui avait, durant des siècles, plié sous le joug ottoman ; dont l'élite politique jusque vers 1910 avait été presque entièrement décimée dans les prisons et sur les potences turques ; la Syrie, qui avait été mal récompensée par les Alliés après le rôle qu'elle avait joué dans la Révolte Arabe, se trouva dès 1920, soumise à un régime aussi tyrannique que celui des Turcs. Comme le dit Lothrop Stoddard dans son livre *Le nouveau monde de l'Islam :* « Les Français, pour imposer leur mandat, engagèrent une action particulièrement vigoureuse. Ils avaient à ce moment — en 1920 — près de 100.000 hommes en Syrie et en Cilicie, sous les ordres du général Gouraud, vétéran des guerres coloniales et partisan de la manière forte... Toute opposition fut réprimée avec la plus grande vigueur. On imposa à Damas une contribution de guerre de 10 millions de francs. on emprisonna ou fusilla de nombreux leaders nationalistes, et le général Gouraud annonça que la mort d'un seul Français serait suivie des plus terribles représailles, à savoir le bombardement par avions. »

Donc, les leaders syriens exilés à Paris ou à Genève — El Djabiri, Chekib Arslan, etc., et dont beaucoup d'entre eux avaient été déjà condamnés à mort par les Turcs, se trouvaient de nouveau traqués, loin de leur pays, et les rapports qu'ils eurent avec les dirigeants nord-africains ne pouvaient être que des rapports de sympathie sinon d'affinités nationales de la part d'hommes subissant le même arbitraire et partageant le même exil.

Le mouvement nationaliste sous le nom de Parti du Peuple Algérien, dès l'instant qu'il quitta Paris pour aller s'installer en Algérie, trouva au fur et à mesure de sa progression des correctifs nécessaires à partir de l'été 1937.

Donc, avec le P.P.A. : éclosion et affermissement du nationalisme citadin contemporain.

Ses qualités ? Esprit combatif, jeunesse, courage moral inconnu jusqu'alors, purisme révolutionnaire.

Ses défauts ? Inculture, improvisation, absence d'une doctrine bien étoffée. Et, sur le tard, populisme, embourgeoisement, « religiosité tactique ».

Mais, alors que le P.P.A. se contentera pendant longtemps

de son mérite de précurseur, de promoteur de l'idée nationaliste (reconnaissance de la nation algérienne — indépendance), le parti réformiste, lui, tout au long d'une évolution laborieuse et contradictoire, parviendra peu à peu au même postulat national. F. Abbas, malgré une culture politique honnête, un tempérament de lutteur, qu'atténue, cependant, un esprit de conciliation poussé à l'excès, est allé, des années durant, contre le courant général. Il a cherché vainement, et, dira-t-il, de bonne foi, la nation algérienne. Expliquant la genèse de son fameux « Manifeste », qui marque un tournant dans la prise de conscience algérienne au stade de la petite et grande bourgeoisie et d'une certaine élite intellectuelle, F. Abbas écrivait en 1946, en reconnaissant ce mérite de précurseur que détenait le P.P.A. sur le plan du nationalisme : « un idéal ancien que le nôtre approche aujourd'hui ». La même franchise lui fait dire, en parlant de l'assimilation qu'il avait longtemps réclamée : « Cette politique apparaît aujourd'hui, aux yeux de tous, comme une réalité inaccessible, une machination dangereuse au service de la colonisation. » « Seules », déclare F. Abbas au terme de son Manifeste, « la nationalité et la citoyenneté algériennes offrent à l'Algérien plus de sécurité et donnent une plus claire et plus logique solution au problème de son évolution. »

Avant son ralliement au Front de Libération Nationale, l'influence de l'U.D.M.A. s'exerçait encore de *plain-pied*, pour ainsi dire, sur une clientèle bourgeoise ou semi-bourgeoise, représentée par des cadres essentiellement intellectuels (professions libérales), des notables ou apparentés, des commerçants, des employés de bureau, des fonctionnaires. L'Union du Manifeste comptait aussi, dans ses rangs, des hommes du peuple, mais ce n'était pas, en responsabilités, sinon en quantité, le noyau le plus important ou le plus actif sur lequel reposait l'organisation. La démarche politique de Ferhat Abbas à un moment donné révèle assez le besoin qu'éprouvent les leaders algériens les plus modérés ou les plus conformistes de « vulgariser » leur mouvement en le transportant au sein des masses. Ne dit-on pas que lors de la signature du Manifeste au début de l'année 1943, Ferhat Abbas voulait ressusciter la Fédération des élus, agir avec les délégués financiers, s'entourer de certaines personnalités, et limiter son action aux seuls milieux bourgeois, sans faire appel aux organisations po-

pulaires ? La peur des élus qui avaient pourtant signé le Manifeste, la dissolution par le général Catroux, le 23 septembre 1943, de la section indigène des Délégations financières sur la demande des gros colons, et l'envoi en résidence forcée de Ferhat Abbas, eurent pour effet d'aggraver la « solitude » de ce dernier et de lui faire rechercher, plus tard, des alliés plus fidèles, plus dynamiques et plus nombreux : les masses populaires. Jusque-là, le leader modéré avait boudé, sinon le chef du P.P.A., du moins ses militants et sympathisants, et ce fut, en janvier 1945, le mouvement des « Amis du Manifeste et de la Liberté » qui symbolisa — pour peu de temps, hélas ! — cette alliance avec le peuple, cette union des deux tendances nationalistes.

Quant aux ulémas, si l'itinéraire de leur doctrine s'est fait, initialement, à partir de la bourgeoisie lettrée de Constantine et de sa province, il aboutit, d'une part, aux masses citadines peu nombreuses qui échappaient à l'influence directe des nationalistes, et, d'autre part, à certains milieux ruraux qui se sont dégagés de l'emprise maraboutique dans les rares régions à structures sociales et économiques décentes. A cette courbe qui s'infléchit pour atteindre le peuple, s'oppose une autre, plus significative, dans le sens contraire, celle du P.P.A., du M.T.L.D. d'hier et du F.L.N. d'aujourd'hui. Comme nous l'avons dit, le courant nationaliste issu de l'« Etoile nord-africaine » (période d'élaboration souvent incohérente) dès 1925, était d'origine foncièrement prolétarienne. Le Parti du Peuple Algérien qui lui succéda en 1937 l'est resté pendant quelque temps encore, avant de suivre une ligne ascendante — ce qui n'impliquait pas l'abandon de son caractère initial. En passant de France en Algérie, le P.P.A. a d'abord converti quelques éléments petits bourgeois et intellectuels, puis, l'échec du Congrès musulman et des « notabilités » politiques entre 1936 et 1938, celui du projet assimilationniste Blum-Violette qu'il fut le seul à combattre, lui valurent, dans les années immédiates de l'avant-guerre, un regain de faveur auprès de certaines classes sociales.

La dissolution du Parti, ses activités clandestines pendant la guerre, la vie politique intense qui, entre les années 1943 et 1947, passionna l'Algérie en lui procurant de nouveaux espoirs, contribuèrent, tout ensemble, à rallier autour du

P.P.A., puis du M.T.L.D., bon nombre de bourgeois et surtout de petits bourgeois avancés, sans parler des apports familiers, de plus en plus importants, fournis par les masses populaires, la jeunesse intellectuelle et laborieuse. A l'époque — en 1943, notamment, et un peu en 1946 — tout comme aujourd'hui, d'ailleurs, les modérés et les élus administratifs avaient fait un immense progrès, rejoignant presque les positions nationalistes d'avant-garde. Mais la politique électorale, pratiquée aussi par des partis désunis, et qui s'opérait, de surcroît, dans un climat de persécution, de fraude, de contrainte, d'encouragement éhonté aux notables, fit refluer ces derniers vers des « positions préparées à l'avance », c'est-à-dire vers l'Assemblée algérienne et la mentalité rétrograde et vénale qu'elle instaura dans le pays.

Quoi qu'on puisse dire, le peuple a conscience de ce qui lui convient, de ce qui est conforme à sa vocation politique, à ses réalités de toujours. Le nationalisme est né de tout cela, et il ne sert à rien de se le dissimuler. Et le succès du F.L.N. le prouve.

Naturellement, chacun des partis algériens avait ses imperfections et ses outrances. L'action des ulémas a connu des périodes stériles ; le M.T.L.D., en misant à un moment donné sur la fameuse « légalité » que, paradoxalement, la plupart des Français d'Algérie ignorent ou dédaignent quand elle s'applique aux Algériens, a été amené à certaines contradictions, surtout sur le plan parlementaire français. Ses méthodes ont souvent manqué d'adresse, et ses hommes de sens politique, mais, fait rare dans l'Algérie contemporaine, il a créé une opinion publique. L'absence relative d'une doctrine se définissant dans tous les aspects de la vie politique et abordant l'avenir, qui avait longtemps gêné l'action du M.T.L.D. et le renouvellement de ses cadres, en dépit de quelques idées maîtresses vraiment dynamiques et libérales, était sur le point d'être comblée à la veille du déclenchement de la Toussaint. Nous pensons notamment à une étude-programme parue dans l'un des derniers numéros de la *Nation Algérienne* — 8 octobre 1954 — sous le titre : « Principes directeurs de la lutte du mouvement national algérien ». Cette étude théorique dépassée, exposait à retardement, sans tomber dans la sentimentalité et le pédantisme d'antan, les lignes saillantes de la doctrine : distinction entre « le nationalisme op-

presseur et exclusif d'Occident » et le nationalisme libérateur des peuples opprimés ; le nationalisme algérien devant le problème de la race dont il condamne la fiction rétrograde, « le bellicisme » et « le mépris » ; ses positions à l'égard de la religion « qui joue un rôle secondaire », car, « ce n'est plus le musulman qui s'oppose au chrétien, mais c'est le colonisé qui s'oppose au colonisateur », et aussi parce que « l'Algérien dissocie nettement la conscience nationale et la conscience religieuse ; qu'il est avant tout Algérien, c'est-à-dire fils et défenseur de la patrie algérienne et (que) sa qualité d'Algérien ne dérive point de la religion, pas plus qu'elle ne dérive de la race ». Il faut noter également dans cette étude la prise de position du nationalisme algérien à l'égard de la minorité européenne à laquelle « il n'est nullement question de méconnaître le droit naturel de vivre et de travailler paisiblement » en Algérie, « sans lui concéder, pour autant, une certaine supériorité ni certains privilèges colonialistes ». Et on y lit à ce propos : « Conformément aux principes en vigueur dans la plupart des pays, conformément à l'Histoire, nous disons que ces étrangers d'origine européenne et de nationalité française, jouiront de la nationalité algérienne dans la mesure où ils s'intégreront dans la communauté nationale, se soumettront aux lois nationales édictées par l'Etat algérien et à l'élaboration desquelles ils contribueront ; travailleront à la grandeur et à la prospérité de la nation algérienne et agiront en tant que tels. » Enfin, l'étude se termine par l'exposé « du deuxième principe d'action » du M.T.L.D., qui est la démocratie. « La démocratie dans nos buts — poursuit l'exposé — c'est d'abord la démocratie sur le plan politique, la participation du peuple tout entier au gouvernement du pays, à la gestion générale et locale de ses affaires, son contrôle permanent pour faire respecter les libertés fondamentales... La contrainte et l'oppression se manifestent également par les déficiences de la vie sociale... C'est pourquoi la démocratie est aussi pour nous un but dans le domaine social, dans l'instauration d'un régime équitable. » Objectivement, c'était là, idéalisée, une manifestation d'impuissance puisque le contact était coupé avec les masses.

Trop tard, une des deux tendances du M.T.L.D., née de la scission de l'été 1954 — semble avoir voulu engager une

fraction du Parti dans la voie d'un certain réalisme national et d'une efficacité malheureusement à long terme — puisque l'opinion algérienne aspirait à autre chose qui fût au diapason du combat maghrébin tout entier. Habitué par principe à se réjouir des moindres dissensions, le colonialisme applaudissait déjà à l'écartèlement du M.T.L.D., sans considérer que, au point où étaient parvenues l'évolution et la vitalité d'un nationalisme algérien systématiquement contre-carré par l'Administration et de plus en plus actif, il fallait s'attendre aux besoins de lutte des militants et aux sympathies du peuple. Or, par la force des choses, le circuit « légal » était interdit, les partis politiques se trouvaient captifs, les masses citadines, sur lesquelles reposaient presque entièrement l'organisation et les responsabilités des partis nationalistes, allaient être condamnées à tourner en rond. De plus, la situation générale n'était pas de celles qui opposent un parti ou deux à une administration coloniale, mais, bien mieux, tout un peuple à un régime insupportable.

Dans le courant de l'été 1954 et sous le choc d'une scission apparemment rassurante pour les colonialistes, il y a eu une soudaine prise de conscience des jeunes militants, un choix nécessaire qui allaient, tôt ou tard, l'une et l'autre, dépasser chez certains leur premier objet pour chercher une voie nouvelle, un circuit libre. Comme trente ans auparavant l'intervention des masses citadines dans la vie politique avait rendu possible le réveil du nationalisme, ce sont, aujourd'hui, les masses rurales, leurs complicités, les cadres populaires, qui permettent à ce nationalisme de gagner un nouvel espace, d'échapper à la règle exclusive de tel ou tel parti pour accéder à une sorte d'unanimité nationale sous l'impulsion du F.L.N. Ici, tous les efforts, tous les courants nationaux, tous les élans nés depuis 125 ans se rejoignent. Le reste des événements est connu. Et c'est dans tout cela que réside le véritable sens de la révolution algérienne.

Septembre-octobre 1956.

7

Constantes politiques et militaires dans les guerres coloniales d'Algérie (1830-1960)

« ...l'affaire algérienne, pendante depuis cent trente ans. »
(*Discours du président De Gaulle*, 4 nov. 1960).

C'est devenu un lieu commun que de remonter au passé pour établir l'ancienneté du problème algérien. Pourtant, cette thèse si évidente qui se confond avec la permanence même de leur combat, les patriotes algériens l'ont sans cesse et tout naturellement professée contre leurs adversaires de mauvaise foi, et c'est à peine si elle est admise aujourd'hui par certains hommes politiques français. Encore n'apparaît-elle le plus souvent dans leur esprit que sous une forme inconsciente, comme un cliché contrasté, un poncif que se disputent, sur un arrière-plan de routine, de chauvinisme et de nostalgie, les velléités de la bonne foi, les mythes abusifs de « l'œuvre civilisatrice » et les justifications cocardières. Dans le meilleur des cas, il ne s'agit que d'une constatation formelle ou paresseuse. Or, ce qu'il convient de mettre en évidence en ce sixième anniversaire, ce sont les constantes d'une entreprise militaire de destruction et d'une doctrine politique de déshumanisation, portées tout ensemble par les faits et les principes, et qui, en l'espace de 130 ans, ont marqué, d'une façon presque analogue, deux guerres coloniales dirigées contre le peuple algérien. D'un endroits, le rapprochement est troublant et dénote, pour le

moins, l'existence ou la reprise d'un système permanent d'oppression, de mépris et de mensonges. Dans une large mesure les choses peuvent s'expliquer comme suit : ou bien le schéma de la domination coloniale n'a pas changé dans l'essentiel, hormis quelques apparences, et les méthodes qu'elle sécrète sont les mêmes à plus d'un siècle d'intervalle ; ou bien l'anachronisme est saisi dans sa seule efficacité, et c'est là un des aspects majeurs du retour à la barbarie à travers une « morale » pragmatique sciemment détraquée, ce qui est le propre de toutes les conduites fascistes. Nous verrons plus loin, qu'à chacune des guerres en question, le recours à l'expérience du passé (guerres bibliques, empire romain, invasions normandes, épopée napoléonienne) constitue plus qu'une justification : une leçon exemplaire qui abolit le temps, nie les progrès de la conscience humaine et s'érige en absolu. C'est aussi une consolation fallacieuse, un remède de bonne femme, souverain contre les malaises psychologiques. D'ailleurs, dans cette première moitié du XIX^e^ siècle que nous allons étudier pour l'opposer à la période actuelle, le passage de la Méditerranée, s'il entraîne un réel dépaysement chez le soldat français ou l'émigrant européen, n'est pas une rupture radicale, sinon dans le vécu immédiat, du moins dans la représentation familière des genres de vie étrangers ou quelque peu exotiques. La marge est très grande, certes, entre l'Europe mercantile d'alors, à l'industrie naissante, aux structures en progrès, et cette partie de l'Afrique. Cependant, l'Algérie n'est pas un pays barbare à l'humanité balbutiante, aux institutions anarchiques ou stériles. Les valeurs humaines et économiques culminent nettement, et si le concept et les critères de civilisation paraissent un peu différents, ils appartiennent aussi, par maints aspects, à une généralité universelle. Modes de vie patriarcaux, agricoles et citadins co-existent, se mêlent souvent dans un cadre largement ouvert, évolutif ou retardataire, marqué un peu partout par le sens du travail, des techniques maritimes et artisanales, des traditions para-industrielles, l'urbanisme, le commerce africain et inter-méditerranéen, une organisation et des valeurs intellectuelles fortement teintées de juridisme, de logique formelle, de théologie plus ou moins rationaliste, d'humanités arabes et maghrébines, classiques et populaires ; le tout, accédant, avec des éléments divers et foisonnants au niveau d'une culture honnête et généralisée dans sa double expression

écrite et orale. Par plus d'un trait, et en tenant compte des ressources et disponibilités qu'elle recélait, de la dynamique nationale et culturelle qui l'animait, l'Algérie de la première moitié du XIX^e^ siècle présentait moins de carences, plus d'occasions de progrès par rapport à la civilisation de l'époque et au mouvement des peuples libres, qu'elle n'en présenta à la fin du même siècle, lorsque ce pays, dépouillé de ses millions d'hectares de terres et de forêts, de ses mines, de sa liberté et de ses institutions, perdit du même coup le support essentiel et le moteur de toute évolution *collective* véritable. Certains économistes libéraux de la fin du XIX^e^ siècle, tel Leroy-Beaulieu, ont compris que l'Algérie, de par son degré relatif d'avancement, ses structures, son patrimoine, ses possibilités humaines, ne pouvait pas être considérée comme un pays colonisable à merci, livré à l'expropriation agraire. Quant à ceux, militaires ou civils, contemporains de la Conquête, qui se sont cru investis d'une mission civilisatrice, d'ailleurs restreinte, à base d'idées scientistes ou évangéliques, ils ont érigé la guerre, avec un mélange de frénésie, de cynisme et de naïveté, en moyen de « rédemption ». Le salut par la guerre, la guerre comme instrument idéologique ! Mais, le plus souvent, ce n'est qu'un prétexte, car l'apologie de la violence l'emporte sur la nécessité d'une émancipation effective. Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que cet apostolat, ce prosélytisme civilisateur n'était pas conçu, très souvent, comme une vocation française ou universelle, mais en tant qu'exigence partisane nourrie aux systèmes nouveaux de la « bourgeoisie des capacités ». Tout cela était en somme lié plus ou moins à la propagande technologique des saint-simoniens, fourriéristes et survivants du siècle des lumières, qui militaient en faveur d'un programme de rénovation économique et de grands travaux, comme d'autres militent, au sein de leur parti, pour l'expansion d'une doctrine politique et sociale. Mais, quand cette mission particulière d'un groupe d'initiés aborde un pays en voie de conquête, les mythes s'en mêlent, la caractérisation se fait opportunément nationale et même nationaliste, avec moins de profit que si elle s'était exercée dans un pays libre. Car, la guerre coloniale est un fait terriblement négatif, et les aspirations civilisatrices qui l'accompagnent demeurent toutes théoriques.

Il est donc remarquable de trouver tout au long de la conquête de l'Algérie, sous la plume de militaires et de civils évangélistes ou « philanthropes », la définition de ce primat de la guerre considérée comme moyen suprême de communication et de bouleversement salutaire, en dépit de toutes les horreurs, ou pour cela même. Tout cela n'est pas dépourvu d'un certain romantisme, d'une frénésie grandiloquente sous lesquels perce mal une justification humanitaire que tout, d'ailleurs, concourt à démentir quand elle ne se révèle pas d'elle-même contradictoire ou formelle. C'est le colonel Lamoricière, saint-simonien convaincu, futur représentant de la tendance « dure » de la conquête militaire, qui écrivait en 1834 : « La guerre est une œuvre d'apostolat auprès de gens qui n'entendraient de longtemps des raisonnements qui ne seraient point appuyés par des baïonnettes[1]. » Il n'était pas le seul à penser de la sorte dans les rangs de l'armée française, et singulièrement parmi ses proches compagnons d'armes, anciens polytechniciens comme lui : « La petite société saint-simonienne d'Alger, écrit Marcel Emérit[2], apparaît en 1834 comme un cercle assez restreint de jeunes officiers philosophes, humanitaires, qui aiment, au cours de longues conversations de bivouac, échanger de nobles sentiments, fortifier leur sens du devoir, calmer le malaise que laisse au cœur du guerrier la monotonie de la vie des camps et l'inévitable atrocité des combats. » Mais, attention ! Quoi qu'ils disent de « la conquête comme puissant moyen d'importation d'idées », ces officiers « ne cherchent nullement à répandre leur religion (saint-simonienne) dans les milieux arabes ». D'ailleurs, « le seul énoncé d'un pareil programme les eût fait bien rire ». Car, « pour nourrir un espoir aussi extravagant, il fallait être un apôtre *et n'avoir pas encore mis les pieds en Afrique*[3] ». En effet, « l'humanitarisme » et les idées « socialistes » françaises de toutes dimensions et de toute époque ont toujours été en Algérie une doctrine théorique pour « gens bien », proconsuls de préférence, dont la seule forme de domination à promouvoir, sinon d'apostolat, devait être la guerre ou la contrainte. Les officiers, compagnons de Lamoricière, en étaient en 1834, à leur qua-

[1] Marcel Emerit : *Les Saint-Simoniens en Algérie*. Ed. 1941, p. 59.
[2] M. Emerit : *Les St-Simoniens*.
[3] M. Emerit : *Ibid.*, p. 63.

trième année de guerre, une guerre de conquête qui allait se prolonger pendant près d'un quart de siècle contre un peuple dont les objectifs étaient plus concrets, plus élevés, aussi, humains pour tout dire : la liberté, la défense des biens collectifs, la destruction des féodalités mercenaires que suscitaient les nouveaux conquérants. Le « Père » lui-même, Enfantin, grand-maître du saint-simonisme, débarqué dès 1840 en Algérie, ne suivait-il pas les expéditions militaires par faveur spéciale ? « Le général Galbois lui propose de suivre une colonne. Il accepte. Il fait 90 lieues en 12 jours, et, du haut d'une éminence, assiste à un combat et au pillage qui suit la victoire[4]. » Il est vrai qu'Enfantin, qui se disait « homme de pouvoir plutôt qu'homme de liberté », a fondé ses espoirs d'une édification sociale en Algérie, successivement sur le duc d'Orléans, Bugeaud, le duc d'Aumale et Lamoricière, devenu gouverneur général par intérim. Il est vrai aussi qu'il lui arrivait, dans son fatras nébuleux, sentimental et contradictoire d'idées socio-mystiques, d'abhorrer la guerre, mais en passant, et sur le tard seulement, parce que cette guerre durait depuis 14 ans et nécessitait une dépense annuelle de 100 millions de francs-or. Il dénonçait si peu les effets de ces « boucheries » — le mot est quand même de lui — que son journal consacrait de fréquents éloges aux bulletins de victoire de Lamoricière, pour mieux attacher ce dernier à la famille saint-simonienne. Quoi qu'il en soit, Enfantin, théoricien du progrès humain, fervent adepte de la promotion économique et morale des peuples, adoptait, de gaieté de cœur, en matière de colonisation, le mythe dangereux de l'Etat spoliateur légitime des terres algériennes, que professaient déjà beaucoup de militaires et certains civils de sa tendance établis en Algérie.

Sans vouloir tenter le moindre rapprochement entre ce « socialisme » dénaturé du capital et du pouvoir, et le communisme pré-marxiste d'un Auguste Blanqui, il nous paraît cependant fort curieux de constater combien les révolutionnaires prolétariens de ce dernier groupe se sont désintéressés de la guerre d'Algérie, négligeant même d'établir le lien, qui s'imposait alors, entre l'aventurisme de l'armée d'Afrique et les répres-

[4] M. Emerit : Ouvrage cité, p. 99.

sions par lesquelles elle allait se signaler contre les ouvriers français, de 1832 à 1871. Aucune allusion précise — sinon un certain anti-militarisme sporadique et paresseux — parmi les textes de Blanqui, à cette réalité militaire algérienne pourtant grosse de conséquences politiques. Accaparés par l'agitation sociale et les combats inégaux que livrait le prolétariat — encore mal circonscrit, d'ailleurs — Blanqui et ses amis semblent avoir eu peu de sympathies pour les guerres d'indépendance en Europe même, quand ces mouvements n'avaient aucun objectif social. A l'exception de la Pologne, en faveur de laquelle, lui et des compagnons de circonstance manifestèrent le 15 mai 1848 à l'Assemblée constituante, plutôt par prétexte, Blanqui, on le sait, a sévèrement jugé Mazzini et Kossuth au nom du socialisme révolutionnaire, allant jusqu'à l'invective à l'égard du premier, et presque au mépris mitigé pour la libération des nationalités opprimées (hongroise, entre autres) dans un schéma semi-féodal ou bourgeois. « Les mots de révolution et de révolutionnaire, écrivait-il en juin 1852, n'ont pas le même sens dans notre bouche et dans celle de la plupart des étrangers. Presque tous en sont à la guerre des bourgeois contre les rois, les nobles et les prêtres. Quelques-uns, les Hongrois, les Polonais, ne sont que des aristocrates en lutte pour leur nationalité, contre des conquérants étrangers[8]. » Cette intransigeance quelque peu sectaire, qui cédait parfois à plus de compréhension, il faut le dire, nous aide à expliquer dans une certaine mesure, l'indifférence de Blanqui à l'égard de la guerre d'Algérie, guerre de libération s'il en fut, mais anti-féodale par surcroît, quoique sans formulation adéquate en ce domaine.

On a l'impression qu'en France, entre 1830 et 1848 et plus tard encore, un fort courant belliciste et réactionnaire qui, pourtant, traverse la nation, draine ses fils et une grande partie de ses ressources, continue dans le sens impérial vers la guerre d'Algérie, et laisse les classes laborieuses et leurs chefs tout à fait indifférents (voire consentants, ne serait-ce qu'à demi), tandis qu'un autre courant, issu du premier, et relativement moins nocif mais plus visible, dresse contre lui, à travers l'agitation des « clubs » et des « banquets », ces mêmes classes et leurs dirigeants, républicains de gauche et socialistes révolu-

[8] Auguste Blanqui : *Textes choisis*. Ed. Sociales.

tionnaires. Quant à l'intérêt que suscitent les grandes causes du moment, la Belgique, l'Italie, la Pologne sont plus près, plus familières que l'Algérie, tenues ou menacées par des monarchies abhorrées. Plus près : la géographie importe moins que les traditions ou affinités. En effet, tous ces pays « en litige » se trouvent en Europe et, pour un Français, même révolutionnaire, seule l'Europe, en ce temps-là, constitue « l'extérieur » par rapport à sa patrie, mais un extérieur connu, de plain-pied. Au-delà, rien n'existe (ou à peu près) sinon la barbarie. D'ailleurs, Blanqui, tant en 1832 qu'en 1870 par exemple, et en dépit d'une conscience révolutionnaire de plus en plus exigeante, anti-conformiste sur le double plan social et patriotique, ne dédaignait pas de parler, à propos de la Révolution et de l'Empire, de « la dignité extérieure, premier besoin d'une grande nation, que ces deux régimes surent rehausser[6] », ni d'appeler en ces termes ses concitoyens à la défense de leur pays envahi par la Prusse : « N'oubliez pas que demain on va combattre, non pour un gouvernement, pour des intérêts de caste ou de parti ; non pour l'honneur, les principes, les idées, mais pour ce qui est la vie, pour ce qui constitue l'être humain dans sa plus noble manifestation, pour la Patrie[6]. »

Le temps n'était pas encore venu d'accorder son attention aux problèmes extra-européens, et, en particulier, à ce chancre naissant, pourtant de création européenne, qu'était le colonialisme. La deuxième moitié du XIX[e] siècle va être remplie de ses aventures, de ses atrocités, qui seront le fait de gouvernements républicains issus de la répression de la Commune. A peine si quelques hommes politiques, des écrivains et publicistes révolutionnaires, tentent, dans le dernier quart du siècle, de dénoncer ce régime inouï d'oppression, de mépris et de meurtres collectifs, ou tout au moins de critiquer certains de ses tenants militaires, sans aller, toutefois, jusqu'à revendiquer l'indépendance pour les peuples colonisés. Jules Vallès griffe au passage les officiers de l'armée d'Afrique, parle « des crimes que cachait le burnous de Lamoricière », des « yatagans africains » de ses soldats mutilant les insurgés parisiens de juin 1848 ; Paul Vigné d'Octon, Jean Jaurès, dénoncent les horreurs du système colonial. Avant eux, Louis Blanc, « socialiste

[6] Auguste Blanqui : *Textes choisis*, Ed. Sociales.

officiel », au milieu de sa passion patriotique dont les accents rappellent Michelet mais aussi Barrès, à côté d'un hommage exalté à son pays qui « reprend dans l'intérêt de la civilisation et pour le salut des peuples opprimés son influence sur les affaires du Monde[7] », trouve quand même l'occasion de flétrir certaines atrocités commises par l'armée d'Afrique, tandis que les révolutionnaires français internés à Belle-Isle, en 1851, entonnent, dans leur solitude oppressée, un air d'espoir :

Sous le ciel brûlant d'Afrique
Amis, si Dieu nous le permet
Nous prêcherons la République
Aux sectateurs de Mahomet.
Dressons des barricades
Même au sein des déserts.
Que notre fusillade
Gronde au-delà des mers[8] *!*

Mais tout cela est maigre et peu efficace. La gauche française n'est pas encore sur la voie d'une lutte anti-colonialiste véritable.

La fusillade grondait bien au-delà de la Méditerranée, depuis 20 ans, mais c'était pour le « triomphe » d'autres idées, même si la République avait sa part là-dedans. C'est d'abord des militants catholiques, conséquents avec eux-mêmes, qui se trouvent, plus que d'autres, engagés aux côtés de l'armée française, dans une guerre sainte, pour l'honneur de Dieu et de la civilisation. Sans trop insister sur les divagations de Louis Veuillot qui, au contact de la terre africaine comme simple voyageur, se sent un cœur de héros et s'écrie : « J'aurais voulu, dans ce moment, porter l'habit de nos soldats et sentir battre sur ma cuisse une de ces épées qui sont les épées de Dieu tournées vers ses plus féroces ennemis[9]. », ou lorsqu'il appelle à la rescousse, pour la conquête de l'Algérie, la bénédiction du pape Clément VIII au soldat chrétien, le souvenir des pères de l'Eglise d'Afrique et celui des grands croisés, de Godefroy de Bouillon à Saint Louis, nous dirons seulement que le célè-

---

[7] Louis Blanc : *Histoire de Dix ans.* Ed. 1849, t. V.
[8] Demanget : *Blanqui à Belle-Isle.*
[9] Louis Veuillot : *Les Français en Algérie.* Ed. 1841.

bre publiciste catholique ne négligeait pas, lui non plus, d'assigner à la cause du Dieu des armées, les découvertes les plus récentes. Ainsi, la navigation à vapeur qui avait été mise au point par l'Anglais Fulton dans les décennies précédant 1840, a, selon Veuillot, « plus efficacement servi l'Evangile que ne l'a servi son compatriote Richard Cœur de Lion ». En effet, « cette marine à vapeur est un véritable pont jeté entre Toulon et Alger » et « il faut en conclure que les derniers jours de l'Islamisme sont venus, du moins sur tout le littoral de la Méditerranée que les Chrétiens appelleront, à leur tour, mare nostrum[10] ».

Quelques années plus tard, en 1844, un autre voyageur épique, Poujoulat, enfonce le même clou avec autant de fanatisme : « Dieu, écrit-il pêle-même, s'est fait appeler le Dieu des armées, le Dieu des batailles... Les sociétés ne marchent qu'à travers le sang et les douleurs. Le but de notre guerre d'Afrique est plus haut, plus sacré que le but de nos guerres européennes » car, « ce qui est en jeu, c'est la sainte cause de la civilisation, la cause immortelle des idées chrétiennes auxquelles Dieu a promis l'empire du monde et dont le génie français est le soutien providentiel[11] ». Tout cela a pour nous une saveur familière depuis que l'intégrisme et le national-catholicisme, si bien définis par Madeleine Garrigou-Lagrange[12], se sont introduits dans la guerre d'Algérie à partir de 1958. Dans le courant de cette même année, Luc J. Lefèvre parlait du « combat de la Croix contre le Croissant » à propos de l'Algérie, et Paul Scortesco considérait le 13 mai comme « une brèche dans l'Islam ». Tout comme Poujoulat qui, au siècle dernier, assignait à la guerre d'Algérie un rang à part dans l'échelle des entreprises nationales et chrétiennes, les rédacteurs contemporains de *Verbe*, voient dans la guerre actuelle la même implication idéologique (teintée d'anti-communisme), quand ils écrivent : « Nous devrions comprendre que le problème posé par cette guerre est beaucoup plus simple que celui que posaient les guerres précédentes. Ce n'est plus seulement la patrie, la terre des Ancêtres, de multiples et légi-

[10] L. Veuillot : *Ouvrage cité*, pp. 20-21.
[11] Poujoulat : *Voyage en Algérie*. Ed. 1845, p. 301.
[12] Cf. La revue *Esprit* de nov. 1959, n° 278.

times biens matériels et spirituels... Il s'agit aujourd'hui d'une guerre qui nous touche au cœur de notre être... Il est essentiel qu'ils sachent (les soldats français) que la guerre qu'ils livrent aujourd'hui est une guerre juste. Il faut qu'ils sachent qu'ils sont les défenseurs avancés des biens les plus précieux de l'homme (et pas seulement de la France).. En luttant contre la rébellion en Algérie, nous avons conscience d'être à l'avant-garde du combat contre le mouvement révolutionnaire mondial, de remplir notre devoir de Français et de Chrétiens, et de servir l'humanité tout entière[13].» Tout comme Poujoulat aussi, et à plus d'un siècle d'intervalle, Henri Charlier parle de « la tâche que Dieu a confiée à la France ». Or, l'Armée française, comme le fait remarquer Madeleine Garrigou-Lagrange, « a conservé, plus fidèlement que les autres catégories de la nation, ses traditions catholiques ». Le colonel Gousseault, ajoute-t-elle, ainsi que le lieutenant-colonel Feaugas et le commandant Cogniet qui dirigeaient ou inspiraient le Bureau psychologique et l'Action du V[e] Bureau, « appartiennent tous les trois à la « Cité Catholique » et dirigent activement la revue *Verbe.* »[14] La chose n'est pas nouvelle, d'ailleurs. Si Veuillot, à l'instar de H. Charlier et presque dans les mêmes termes tout au long de son livre *Les Français en Algérie*, reprochait à la politique des gouvernements de Louis-Philippe d'être une politique sans Dieu et souvent hostile à l'évangélisation spectaculaire du pays conquis, il n'en reste pas moins que cet écrivain catholique éprouvait de saines joies en évoquant les sentiments exemplaires et l'apostolat de certains officiers, soldats du Christ, qu'il avait pu rencontrer en Afrique. Apparemment, Bugeaud n'était pas du nombre, lui qui se disait « ni jésuite ni bigot ». Mais Veuillot et l'historien Poujoulat, ses hôtes officiels et laudateurs effrénés, malgré leur sectarisme, lui étaient hautement reconnaissants d'avoir favorisé, sous son proconsulat, l'implantation des ordres chrétiens. Et c'est précisément à l'occasion de l'installation des Frères de la Trappe à Staouëli, en 1843, qu'apparaît le mieux cette collusion aux aspects héroï-comiques entre le pouvoir militaire et l'Eglise, aussi bien dans les propos que dans les actes solennels ou les avatars à long

---

[13] *Verbe ;* janvier 1959, cité dans *Esprit*, n° 278, nov. 1959 : L'intégrisme et le national-catholicisme.

[14] In *Esprit*, n° 278, nov. 1959, étude citée.

terme. Dans une lettre à l'abbé Régis, prieur de cette congrégation, Bugeaud magnifiait les « grands rapports » qui existent entre le moine et le soldat, et affirmait sa conviction de voir « les vertus et les bonnes œuvres des Trappistes » servir « à nous gagner le cœur des Arabes que nous avons soumis par la force des armes[15] ». Quelque temps plus tard, le 14 septembre 1843, avait lieu la pose de la première pierre de la future abbaye. Il fallait, à cette cérémonie religieuse, un élément de combat, une signification guerrière ! Lisez la scène, que nous ne pouvons reproduire en entier. En bref, « la première pierre fut placée (par le maréchal Bugeaud, en présence de Mgr Dupuch) sur un lit de boulets ramassés sur le champ de bataille de Staouëli[16] », c'est-à-dire là où 13 ans auparavant l'Armée française remportait la victoire qui devait précéder la chute d'Alger.

En cette même année 1843, le général Duvivier, après une carrière coloniale de sabreur sans pitié (et avant d'être tué en réprimant l'insurrection parisienne de juin 1848), publiait un mémoire consacré en grande partie au système de colonisation militaire de Bugeaud, dans lequel il se félicitait de l'établissement des Trappistes en Algérie et du rôle qu'ils seraient appelés à jouer dans le cadre de ce système de mise en valeur du sol et des âmes. Au témoignage, déjà antérieur, de L. Veuillot, « personne n'a mieux senti que lui — Duvivier — l'absence du sentiment religieux et moral » dans l'entreprise qui avait cours en Algérie. Par son mémoire, il voulait tout simplement combler ce vide : « Il est une autre entreprise, écrivait-il, dont la poursuite, dans la conquête de l'Algérie, doit flatter de nobles espérances chez la partie saine de la nation. Cette entreprise est toute religieuse, toute morale : c'est la civilisation des populations africaines. La civilisation que nous avons en vue est celle qui découle tout entière de la morale du Christ. Ce n'est nullement cette civilisation matérialisante qui a pour pôle la satisfaction des besoins ; pour moyens la création incessante, indéfinie de nouveaux besoins... Pour civiliser, ce sont des idées évangéliques qu'il faut répandre ; et qu'on y réflé-

[15] Comte H. d'Ideville : *Le maréchal Bugeaud*. Ed. 1882, t. III, pp. 297-299.

[16] Comte H. d'Ideville : *Ibid.*, p. 299, t. III.

chisse bien, ce seront des idées qui assureront notre domination, car ce seront des idées qui nous feront la guerre[17]. » Puis il ajoute, plaidant curieusement en faveur d'une austérité, d'un paupérisme qui est la négation même de l'exploitation colonialiste dans le sens de ses tenants et bénéficiaires européens : « On vient, dit-il, d'envoyer des Trappistes pour cultiver en Afrique ; c'est une heureuse pensée. Ils donneront à nos populations l'exemple de ce que peuvent des hommes ayant fait vœu de pauvreté, de travail et de discipline ; ils seront un modèle complet de ce que devrait s'efforcer d'être une population de colons... Sous ces exemples et sous ces protections religieuses ou militaires s'établiraient des colonies du paupérisme. Alors on serait assuré de progresser vers la colonisation et la civilisation. Oui ! pendant un grand siècle il faut que la colonie d'Afrique soit un immense ordre religieux, agricole et militaire ayant fait vœu de pauvreté, de discipline et de travail[17]. » Il est d'autant plus piquant, avec le recul du temps, de s'arrêter à ces mots : « vœu de pauvreté », « colonies du paupérisme », à propos de l'exemple que devaient donner les Trappistes aux colons, que l'important domaine concédé à la Trappe de Staouëli en 1843 est devenu, précisément, le premier noyau de la fabuleuse fortune de la famille Borgeaud ! Ironique et implacable évolution des réalités coloniales quand tous les régimes et tous les ordres et toutes les nécessités concourent à donner à un pays colonisé sa destination permanente de terre affermée, de patrimoine de classe ou de curée nationale : ce sont, en effet, les seigneurs de la Trappe qui ont hérité des biens (672 ha) de l'ancienne abbaye en vertu de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Louis Veuillot, qui avait probablement la primeur de certaines idées du général Duvivier sur la colonisation avant même qu'elles fussent publiées, écrivait à leur sujet : « On a pu faire très sagement de ne point les accepter[18]. » Ce disant, le publiciste-militant catholique savait, avec son ami et modèle Bugeaud, que, de la même façon qu'on ne fait pas une guerre avec des enfants de chœur, on ne colonise pas à grands coups d'ascétisme et de vœux de pauvreté. D'accord pour le triomphe des idées chrétiennes ; d'accord pour la croisade contre l'Infidèle ; pour la

[17] Comte H. d'Ideville : *Bugeaud*, t. III, note des pp. 298-299.
[18] Louis Veuillot : *Les Français en Algérie*, p. 223.

mystique rédemptrice du plus fort, œuvre de sang et de rapine, par l'épée et par la charrue, *Ense et aratro*, mais prêcher le renoncement ! On est bien de son siècle. Le mot fameux de Guizot : « Enrichissez-vous ! » allait être le credo de cette bourgeoisie louis-philipparde et mercantile qui a poussé à la poursuite de la guerre providentielle d'Algérie. Le « paupérisme » de Duvivier, sa haine de la civilisation matérialisante, ressemblent fort aux idées, tout à la fois « anti-capitalistes », anti-communistes et pseudo-révolutionnaires qui n'ont cessé d'agiter les milieux militaires français d'Algérie depuis le 13 mai 1958. Comme Duvivier aussi, dont l'action militaire contribua pendant plus de dix ans à jeter les bases de l'exploitation coloniale et de l'arbitraire politique, les jeunes officiers d'aujourd'hui se contentent d'un snobisme fertile en contradictions qu'ils érigent en autant de systèmes, nourrissant la guerre de la substance même qu'ils rêvent de transformer, et, dans le sens inverse, procurant au colonialisme ses mille raisons d'être et de prospérer. Déjà, Guizot, parlant de l'Afrique, c'est-à-dire de l'Algérie, en 1835, disait : « Il faut que les faits devancent l'action du gouvernement. Il faut que celle-ci ne vienne qu'à la suite des faits pour les garantir s'ils sont bons ; pour les laisser périr s'ils sont mauvais[19]. » C'est un des éléments les plus significatifs de la situation coloniale qui apparaît là : le fait accompli, avec, pour répondant et corollaire, dans une sorte de glissement imperceptible, la consécration officielle, et, très souvent, l'impunité. « Pour les laisser périr s'ils sont mauvais. » On devrait plutôt dire, sans calembour, à la lumière de l'histoire et des événements les plus récents : « Pour les laisser *pourrir*... », car, le critère prévalant, la justification suprême, la pratique, appartiennent à l'initiative de celui qu'on a investi, par l'effet de sa seule présence « outre-mer », et sans recours véritable, de la souveraineté coloniale.

Dans un ordre d'idées un peu différent, il est aussi significatif de voir Enfantin, après un an de séjour en Algérie, éprouver un sentiment quasi épique devant les perspectives qu'allait, à tort ou à raison, offrir un pays en guerre, déjà investi par des citoyens voraces dont l'esprit d'entreprise,

[19] Maréchal Clauzel : *Correspondance* (1835-1837). Ed. 1948. Introduction G. Esquer.

riche en utopies, en dérèglements, s'aiguisait au seul laisser-aller condescendant de leur métropole bourgeoise. Pour le penseur saint-simonien, et d'après Marcel Emerit qui analyse ainsi son système : « La colonisation aura une influence heureuse sur les progrès de l'humanité en général... Et surtout, elle permettra de réaliser des expériences sociales dont la France a besoin et qui pourront être développées dans la Métropole si l'on en constate la réussite. L'Afrique du Nord est donc un terrain d'essai pour une conception nouvelle de la production, de la société, de l'Etat[20]. » Et pour mieux justifier son propos, Enfantin sera entraîné, plus tard, à traiter le personnel politique français de « gérontocratie incapable d'avoir des idées, de la hardiesse, de l'ardeur créatrice, et qui se protège encore bien par son arsenal de lois et de règlements[21] » alors qu'en Algérie « le personnel jeune s'imposera par la force des choses ». Ce personnel jeune ne peut être, à première vue, que militaire, car, dit-il, toujours d'après Emerit : « Il nous faut en Algérie des généraux de 30 à 35 ans. » Nous verrons plus loin combien l'impatience et la susceptibilité des responsables militaires de la politique algérienne, surtout Clauzel, se montreront sévères, ou gratuitement ironiques, à l'égard du pouvoir central de Paris ; à l'égard de la presse ou des intellectuels de cette capitale qu'ils suspectaient tous, soit de ne point favoriser leurs projets d'aventurisme guerrier, soit — horreur ! — de faire cause commune, déjà en 1836, avec les « rebelles » algériens, ou de tenir le même langage qu'eux. Ainsi, de proche en proche jusqu'à nos jours, se manifeste cette idée de la préexcellence des militaires et civils coloniaux et de leur apostolat, non seulement sur le terrain, mais envers une métropole qui les gâte, leur passe tous leurs crimes et qu'ils considèrent comme irrémédiablement déphasée.

Ce n'est d'ailleurs pas là la moindre des aberrations. De tels phénomènes et d'autres encore plus flagrants, cocasses, irrationnels, souvent démesurés au regard de la simple logique et de la morale universelle, constituent la texture intime de la démarche coloniale. Leur champ d'action est un univers en excroissance, autonome, ou se voulant tel, en dépit de ses lacunes de base, de ses velléités, de ses propensions irrespon-

[20] Marcel Emerit : *Les St-Simoniens*, p. 108.
[21] M. Emerit : Ouvrage cité.

sables et vaines à se réaliser sous une forme définitive et harmonieuse. En ce qui concerne l'Algérie « française », en plus d'une liberté à l'état pur, incivique et immorale, pilier de cet univers, selon qu'il s'agisse de certains de ses rapports avec la loi souveraine (ou plutôt suzeraine) de son pays d'origine, ou de ses relations avec le peuple colonisé, il y avait une conjonction de moyens, de forces apparemment contraires, d'impératifs disparates, d'actes inattendus : armée, Eglise, bourgeoisie ; émigration prolétarienne, déportés politiques ; idées socialistes ou pseudo-socialistes, royalistes, républicaines, humanitaristes, chauvines, athées: toutes choses qui confluent vers le même torrent et donnent au colonialisme, du point de vue du colonisé, une allure, une réalité totales, totalitaires, impliquant, dans un flot trouble, nation conquérante, patrimoine, passé et présent, hypothèques d'avenir, ban et arrière-ban de la morale, renommée et simple dignité de l'homme. Bien sûr, toute épopée que l'aval public et les mythes routiniers consacrent d'un côté de l'Histoire, a, de l'autre, un envers dont rien, *objectivement*, ne dissimule l'affreuse image. Quand Tolstoï voit, de l'intérieur et à travers les faits, la véritable dimension de la légende napoléonienne lors de la campagne de Russie, sa bonté naturelle et son amour de l'homme ne l'empêchent pas de parler, sur un autre ton, de la Vieille Garde, hussards et grenadiers, et de dire « qu'ils étaient devenus des chiens enragés qu'il fallait abattre ».

Cette réalité totale, arbitraire, qui s'élabore en Algérie entre 1830 et 1871, et ne cesse, jusqu'à nos jours, de suivre la même ligne, est faite, en surface, de petits riens souvent pittoresques mais significatifs de ce qui existe dans les structures, la vie, l'action engendrées par la guerre ou mises à son service pour la perpétuer sous une autre forme, dans la domination politique, l'exploitation humaine, l'étouffement des libertés et du devenir algériens. Bornons-nous à évoquer un tout venant de généraux, colonels, hauts fonctionnaires, etc... qui, d'abord grisés par l'Afrique, innocemment, pourrait-on dire, ont fini par troquer leur romantisme contre l'adhésion cruelle et perverse à la guerre d'Algérie, guerre sans frein, globale, faite à tous et à tout : aux civils, aux combattants, aux femmes,

aux enfants, aux arbres, aux villages, aux champs, aux troupeaux. Beaucoup d'entre eux ont réalisé, pour les besoins de la cause. un véritable dédoublement à la façon du Dr Jekyll et de Mr. Hyde : en même temps bourreaux et hommes du monde ; républicains aux idées révolutionnaires sous une monarchie haïe, et geôliers à l'échelle d'un peuple ; gentilshommes-paysans férus de travaux agrestes, de cultures nouvelles, et incendiaires de forêts et de moissons ; « socialistes » athées, mais partisans d'une Algérie rurale essentiellement chrétienne bâtie sur l'expropriation collective et le refoulement des fellahs algériens. Cavaignac, républicain bon teint, suspect aux officiers royalistes, promoteur des enfumades du Dahra, reçoit, entre deux expéditions. son frère Goedefroy, le fameux conspirateur carbonaro, un des chefs de la gauche jacobine de l'époque, ennemi juré de la dynastie et de la réaction bourgeoise. A l'exemple d'Enantin, et par faveur spéciale de Bugeaud, le visiteur super-républicain accompagne les colonnes de terreur que dirige son républicain de frère contre les populations de l'Ouarsenis ; le maréchal Valée, vieillard de 70 ans, réputé pour sa douceur de caractère, ordonne la mise en otages de tout un peuple y compris les auxiliaires forcés de sa politique, chefs ou harkis du moment ; Lamoricière, saint-simonien de choc, fervent adepte du progrès humain qui, le premier, inaugure la méthode des troupes expéditionnaires sans intendance, le pillage des silos à grains et du bétail devant servir, dans les territoires parcourus, à la subsistance du soldat civilisateur, et l'un des premiers, aussi, qui suggère le refoulement massif des paysans algériens au profit des colons ; le duc d'Aumale, qu'on donnait pour un modèle de l'honneur français, invitant solennellement dans son camp des chefs algériens avec l'intention perfide et inavouée de les faire arrêter et exécuter ; Bugeaud, amateur bucolique de cultures bien faites et qui donne au général Braguey d'Hilliers et à d'autres carte blanche pour abattre à la hache ou incendier d'immenses forêts d'oliviers, des vergers et des champs. Beaucoup, nous l'avons dit, se réfèrent non seulement aux guerres napoléoniennes et aux méthodes de « pacification » romaines, mais se penchent en apprentis archéologues sur les ruines antiques ; ce qui donne alors à leurs propos, à leur présomption conquérante, la certitude, cent fois proclamée, d'être les héritiers directs de Rome ; de reprendre, tout bonnement, en Algérie, un bien

perdu. Cavaignac, par exemple, médite sentencieusement devant une croix d'époque romano-chrétienne gravée dans un roc de la Mouzaïa : « Au bout du compte, puisqu'elle (Rome) a été la maîtresse ici, pourquoi faut-il la recommencer ?[23] » Et son biographe d'expliquer plus clairement encore sa pensée : « L'occupation romaine, écrit-il, Cavaignac en recueillait avec un soin pieux les moindres témoignages sur le terrain, pour suivre la trace de ces conquérants modèles dont il admirait, d'après les livres, les méthodes et la grandeur. En archéologue averti, il se passionnait pour les fouilles qu'il faisait entreprendre, *afin d'exhumer les vestiges qui démontraient aux Bédouins les droits antérieurs des Européens à la possession du pays*[23]. » Plus loin, le même biographe enchaîne, à propos de la reconstruction par les soins de Cavaignac, d'une ancienne église : « Ce républicain ne craignait pas le reproche de cléricalisme qui fait trembler aujourd'hui tant de tribuns et de dirigeants... Il rêva de rebâtir, sur les mêmes fondations, le temple détruit et de le dédier à la mémoire de (l'évêque) Reparatus. Il demanda l'assistance d'un prêtre... ; ce fut l'évêque d'Alger qui vint s'incliner sur les restes de son prédécesseur et préparer le retour du culte dans les murs relevés de Castellum Tangitanum[24]. » C'est aussi le maréchal Valée, devant les ruines dérisoires d'une quelconque Aquae Calde, rêvant de relier le passé à l'avenir à travers de restaurations fabuleuses !

Cependant, ce qui l'emporte le plus chez la plupart, c'est la transfiguration volontaire, à l'aide de réminiscences exaltées, de leurs propres armées qu'ils confondent à l'envi avec les légions romaines lancées contre les Daces ou les Sarmates, à moins que ce ne soit les Numides. Il eût peut-être paru inconvenant à des officiers royalistes nourris d'humanité de se référer, comme on le faisait au XVIII[e] siècle, à la République romaine, au civisme rigoureux, à la « vertu » dont on ornait volontiers les modèles antiques. Vertu, honneur militaire, civisme : on les voulait d'abord au goût de l'Empire, l'empire napoléonien, s'entend ; rarement au goût de la Restauration bourbonienne si pauvre en faits d'armes, morne et stérile,

[23] Le général Ibos : *Le général Cavaignac*. Ed. 1930.
[24] Général Ibos : Ouvrage cité, p. 121.
[24] *Ibid.*, p. 122.

mais dont le souvenir et les malheurs récents entretiennent tant de fidélités mystiques dans le cœur de plus d'un officier de la Conquête. Le capitaine Charles Richard, ancêtre et prototype des activistes actuels de l'Armée française, dont nous lirons plus loin les thèses aberrantes, écrivait en 1846 : « A notre sens, Napoléon a plus fait pour la liberté et la fraternité des hommes en promenant à travers l'Europe ses canons et son despotisme, que toute notre philosophie du XVIII[e] siècle[22]. » Pour les gouverneurs bottés, genre Clauzel, l'idéal reste l'Amérique des plantations et des esclaves marrons, aussi bien dans les méthodes de colonisation que de répression[22 bis] ; pour Savary, duc de Rovigo, ancien préfet de police de Napoléon, tous les coups sont permis : extermination de civils, massacre de plénipotentiaires en dépit des sauf-conduit qui les couvraient, geste qu'allait tenter de renouveler plus tard le duc d'Aumale. Exaltation et pratiques souvent raffinées de la force brutale qui s'accroissent en fonction même de la résistance que leur opposent « une canaille », un « ramassis de bédouins ». Ce sont là des termes familiers à nombre d'officiers de l'époque. Ils ne comportent encore, faut-il le dire, aucune implication raciste, ou si peu, et, dans certains cas, ils expriment autant d'admiration que de haine. C'est que l'intrusion de l'élément civil européen est loin d'avoir atteint son niveau de prépondérance politique à partir de quoi se constitue une mentalité coloniale contagieuse, agissant réciproquement par les uns sur les autres dans un processus d'émulation chauvine. Cette admiration, sinon le respect de l'ennemi valeureux, beaucoup d'officiers ont voulu s'en défendre. Ils déploraient mollement, tout en y cédant eux-mêmes, la fascination extraordinaire qu'exerçaient sur leurs soldats, au cours des combats, Abd el-Kader ou tel de ses lieutenants. Il y a bien des hommes d'ordre et de principes, venus ou agissant sur le tard : le colonel de Montagnac, le duc d'Aumale, le capitaine Richard, qui, pour enrayer ce courant diffus d'estime admirative pour les combattants algériens, s'ingénient à reprendre le dessus à l'aide

---

[22] Charles Richard : *Etude sur l'insurrection du Dahra*. Ed. 1846.

[22 bis] Lors de son expédition contre Constantine, qui se termina par un désastre, Clauzel avait joint à ses troupes des meutes de chiens dressés pour la chasse à l'homme. C'était un souvenir de la chasse aux esclaves fugitifs à Saint-Domingue où il avait longtemps vécu.

de théories élaborées, d'instructions précises, de projets criminels tendant tous à établir une doctrine de supériorité de race ou de civilisation, avec la nécessité d'humilier l'adversaire ou même de l'exterminer. Bien qu'un peu en retrait sur leurs positions, Cavaignac peut leur être comparé pour certaines de ses affirmations. D'après son biographe, « convaincre les indigènes de leur infériorité à tous égards par rapport aux Français était, selon lui, le devoir fondamental des dirigeants de l'entreprise française en Algérie. Malheureusement, leur reprochait-il, leur attitude suggérait une opinion bien différente : ils cherchaient moins à dominer qu'à se faufiler ; *ils se rapetissaient à admirer les qualités viriles de leurs adversaires*[26] ».

La guerre se prolongeant, une génération d'officiers plus jeunes, plus durs, porteurs de messages, désespérément excédés par la résistance d'un peuple de 4 millions d'âmes[27], naissait dans le sillage infernal de Bugeaud après 1840. Bien sûr, la vie au cours des dix premières années avait été différente, prometteuse de victoires faciles très souvent contrariées, riche en débordements de toutes sortes, se voulant pleine d'assurance; innovant à l'infini et pas toujours dans le bon sens, émaillée de-ci, de-là, d'étrangetés ou d'attitudes infantiles, ponctuée d'appétits énormes. Un monde de valeurs souvent artificielles se crée à bon compte, du moins dans les villes de la côte et leurs banlieues, à grands coups de mitraille, de rapines et de

---

[26] Ibos : *Le général Cavaignac*, p. 109.

[27] En novembre 1844, le maréchal Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie, fixait le chiffre de la population d'origine algérienne à 5 millions, « peut-être six », ajoutait-il. En janvier 1845 il donnera devant la Chambre des députés le chiffre de 4 millions. Nous nous tiendrons approximativement autour d'un chiffre de 5 à 6 millions, d'une façon assez stricte vers 1830, très en deçà, plus tard, étant donnée la répétition des génocides et les morts massives entraînées par les blocus de la faim, les terres longtemps en friche du fait de l'exode et des déportations, les épidémies conséquentes à une longue guerre, les bagnes, les combats meurtriers. Ceux qui, répondant avec beaucoup de mauvaise foi à certaines thèses de Michel Habart se sont étonnés du fait que les Français de la conquête aient pu massacrer plusieurs millions d'Algériens, feignent d'ignorer qu'une guerre aussi longue, aussi barbare, ne tue pas seulement par le fer et le feu. La mort d'une société n'est pas qu'une image.

spéculations, dans l'épaisseur mobile ou statique des combattants et civils algériens et leurs biens, mais aussi à grand renfort de ridicule, de non-sens, de forfanterie à l'égard des cités captives et des collectivités paysannes, avec, en plus, un curieux malaise, un sauve-qui-peut moral oscillant entre la discipline d'Etat, l'esprit de lucre et de jouissance, l'incivisme héroïsant et les passions tapageuses. Tous ces aspects d'une société qui se fonde en surface, arbitrairement, sur un terrain nouveau sentant encore la poudre et le sang, à l'orée d'un monde considéré comme barbare et exotique en dépit de ses vestiges, de sa vitalité irréductible et nuancée, de ses grandes lignes morales et culturelles, à la fois rudes et raffinées ; tous les aspects de cette société recouvrent un comportement qui va de l'attitude extérieure et désinvolte au système bien établi, en passant par de troubles velléités d'affirmation et d'apostolat individualiste. Il n'est pas étonnant qu'à la longue, de tels éléments et d'autres encore, issus de l'impunité, de la profusion des biens offerts, des complaisances, etc..., aient modelé la psychologie et la mentalité de beaucoup de Français d'Algérie, militaires ou civils.

A côté de tout cela, ou l'exprimant dans une hâte avide et fébrile, dans une démarche faussement héroïque, émergent quelques traits dont l'évocation ne se réduit pas seulement au pittoresque et à la fantaisie, mais les dépassent vers cette affirmation sociale d'un petit groupe à ses débuts, disposant de moyens démesurés, jouissant de libertés abusives, innovant à l'extrême par l'effet d'un arbitraire officiel ayant acquis force de loi ou force d'opportunité morale. Dans les années 1835-1836, le prince de Mir, Polonais émigré à la suite de l'invasion de son pays, bénéficiaire de grandes concessions de terres dans la Mitidja, s'arroge un pouvoir politique absolu sur les Algériens qui vivaient au voisinage de ses domaines. Il avait imaginé, pour ce faire, un système de lettres circulaires qu'il adressait à ses « sujets », et songeait même à fonder une sorte de principauté. Pellissier de Reynaud le dépeint en ces termes : « A côté des idées philanthropiques et grandes qui animaient M. de Mir, existait ce germe d'aristocratie et de féodalité que même après leurs malheurs on retrouve chez tous les Polonais de la classe noble. Il voulait se créer une espèce de principauté, avoir des serfs bien traités plutôt que des com-

pagnons de travail[28]. » Il est vrai que le ministre de la guerre français rappelait à l'ordre, depuis un an, le maréchal Clauzel[28 bis] au sujet de cette initiative princière ; mais Clauzel, par son action de gouverneur général et ses complaisances, semble avoir encouragé les gros colons, étant lui-même détenteur de vastes domaines fonciers de plusieurs milliers d'hectares. Faut-il aussi évoquer, pêle-mêle, comme autant de signes d'une nouvelle manière de vivre et d'agir où se confondent, avant la lettre, tous les styles, d'Ubu, de Marius ou des personnages de Kafka, ces officiers et bourgeois français d'Alger qui se faisaient transporter à dos d'homme par des portefaix professionnels à un bal du duc d'Orléans ; l'inscription infamante : « Arabe soumis » que, par ordre de Bugeaud, des Algériens étaient tenus d'afficher sur leur vêtement ; les terres expropriées au profit de certains insurgés français de mai et juin 1848 et dont on faisait obligation à leurs anciens possesseurs algériens de les travailler pour le compte de ces proscrits révolutionnaires et prolétariens ; le colonel de Montagnac rêvant placidement de déporter en Océanie tout le peuple algérien, hormis les hommes qu'on aura pris soin d'exterminer jusqu'à l'âge de quinze ans : les craintes paradoxales suscitées chez les Européens à l'annonce de la fin de la guerre avec Abd el-Kader, et qui s'exprimaient ainsi : « La population européenne est toute triste de songer que l'armée va être réduite et qu'elle aura moins de consommateurs... ; la population du Midi de la France est toute désolée de voir une chance de ralentissement dans le commerce ; la marine militaire effrayée de voir qu'on va réduire les armements, l'armée ennuyée...[29] » ; les clubs « patriotiques » d'Alger qui refusent successivement, en 1848 et 1870, les gouverneurs généraux Changarnier et Walsin Eterhazy nommés par Paris, forçant le premier à se rembarquer et assommant le second sur le débarcadère sans respect

---

[28] Pellissier de Reynaud : *Annales algériennes*.

[28 bis] Puisqu'il s'agit des anomalies qui marquèrent le proconsulat de Clauzel, citons aussi le fameux « obstacle continu », ouvrage défensif — fossé de 6 pieds de large et succession de blockaus — qui allait couvrir sur 60 lieues une grande partie de la Mitidja, de la mer à l'Atlas blidéen. Cet ouvrage que l'on appelait par dérision la *Muraille de Chine* n'empêchait pas les infiltrations venant des maquis hadjoutes tout proches. On en poussait encore les travaux au début de 1841.

[29] Ibos : *Le général Cavaignac* (lettre à sa mère), p. 92.

pour son grand âge ; les pitreries de ce qu'on a appelé « La Commune d'Alger » et dont l'avènement épisodique fit délirer, tour à tour en faveur de Garibaldi ou de la reine Victoria d'Angleterre, et contre Napoléon III, des colons que seuls intéressaient le maintien de leurs privilèges, une éventuelle autonomie de gestion financière et politique et la spoliation massive des Algériens ; les réflexions sadiques ou autres, perles rares d'un esprit qui n'a plus rien d'humain et dont l'éclat lugubre traverse journaux et mémoires de dizaines d'officiers de la Conquête, témoin le passage suivant d'un récit de campagne par lequel le colonel Trumelet prétend nous expliquer l'âme algérienne, mais nous éclaire plus sûrement sur son propre cas : « Nous ajouterons, dit-il (après avoir parlé des dévastations et incendies perpétrés par ses troupes en 1857), nous ajouterons que les Kabyles se font un point d'honneur d'avoir été ravagés par leur envahisseur et qu'ils en sont d'autant plus fiers que la destruction a été plus radicale, plus complète[30]. » Et, pour justifier à sa façon l'abattage systématique de milliers de figuiers chez les Beni-Yenni, Trumelet trouve ce mot qui dépeint chez son auteur toute une pathologie du crime de guerre : « Il faut bien le dire, conclut-il, le besoin de la destruction étant dans la nature, *arracher la cognée de la main de nos soldats c'était les priver d'une véritable jouissance*[31]. »

Et l'on va ainsi dans cet itinéraire colonial comme dans une farce grimaçante ; à travers des loufoqueries, aussi ; telles, plus près de nous, ces manifestations accessoires du 13 mai ou l'ambiance et l'agitation héroï-comique des journées de janvier 1960, ou, mieux encore, tout ce que rapporte un auteur du début du siècle, Jean Hess[32] dans un livre immortel, à la fois somme de l'éthique néo-française et mythologie du «pied-noir». De même que certaines notions primordiales se confondent dans la fièvre des impératifs mystiques et nationaux, des prestiges de la race et des armes, des appétits du pouvoir et de la fortune, les contradictions les plus flagrantes dans les actes et les propos, revêtent, dès lors, subjectivement, une assurance

[30] Col. C. Trumelet : *Le général Yusuf*, t. II, p. 170. Ed. 1890.
[31] Trumelet : *Yusuf*, p. 170, t. II.
[32] Jean Hess : *Vérité sur l'Algérie*. Ed. 1904.

rare, bon enfant, et prennent l'aspect d'une idéologie harmonieuse qui fait illusion. La part de l'hypocrisie délibérée est minime, mais il y a plus grave : le dérèglement de la mesure rationnelle et de la morale politique sous les effets pernicieux des mythes, du mépris de l'Autre et des habitudes de facilité. Les écrits de beaucoup d'officiers de la Conquête ou de la guerre actuelle sont fertiles en bonnes intentions. Une doctrine hétéroclite faite de préoccupations philanthropiques, autoritaires, sentencieuses, socialisantes ou chauvines se dégage d'un fatras dont l'épaisseur cache mal l'abîme qui les sépare des faits. Chez Bugeaud, ces contradictions éclatent au fil des discours, communiqués et circulaires dont il n'était pas avare. L'homme qui reproche à certains colons de « traiter avec bassesse et barbarie des paysans désarmés qui viennent commercer au milieu de nous en toute confiance[33] »; qui va, dans un excès de paternalisme déroutant, jusqu'à désigner au barreau d'Alger un « avocat des Arabes » pour défendre ces derniers contre « les chicanes déloyales de quelques Européens peu scrupuleux[33] », est le même qui dénoncera « la rigoureuse philanthropie par laquelle on éternise la guerre d'Afrique ». C'est lui qui parle ainsi. C'était à propos des enfumades qui avaient été commises délibérément par le colonel Pélissier sur un millier de paysans réfugiés dans des grottes avec leurs femmes et leurs enfants. En France, la Chambre des Députés s'était émue à l'annonce de ce crime que l'armée et son chef, le maréchal Bugeaud, auraient voulu tenir secret ou voir rester impuni. De là, l'indignation de ce dernier qui qualifia les interpellations parlementaires de « déplorables » et l'effet qu'elles produiraient sur l'armée, de « pénible ». Bugeaud qui, dans une proclamation aux Algériens, leur disait : « La France veut vous gouverner pour que vous prospériez. Elle veut que chacun puisse jouir paisiblement du fruit de son travail et s'enrichir sans crainte d'être dépouillé[34]. », est le même qui adressait aux Chambres de son pays un mémoire dans lequel on peut lire : « Vous êtes en présence d'un peuple fier, belliqueux, admirablement constitué pour la guerre, toujours prêt à combattre, jaloux de son indépendance, ainsi que toute son

[33] H. d'Ideville : *Le maréchal Bugeaud.*
[34] Daumas : *La Grande Kabylie*, p. 249.

histoire le prouve. Pour le dominer, le modifier et le *spolier* au profit d'un peuple nouveau que vous voulez introduire dans son sein, il faut que vous soyez toujours forts, soit par une armée permanente, soit par la nature et la constitution du peuple dominateur[35]. » C'est encore lui qui, évoquant devant la Chambre des Députés en janvier 1840 l'absence d'artillerie lourde chez les Algériens, dira avec un semblant de scrupule : « Il est en quelque sorte honteux de traîner un gros matériel de guerre et des machines de jet contre un ennemi qui en est dépourvu[36] », mais ne se privera pas, tout comme ses lieutenants, de bombarder sans discrimination, villages et rassemblements de combattants.

Cavaignac, lui, sait doser habilement amours et phobies, et se trouve ainsi écartelé au travers de son métier de militaire féru de répression et d'enfumades : « vilain métier, écrit-il, auquel on s'attache et qui ne devrait cependant laisser que des remords tant il est cruel, et donne pourtant du plaisir[37]. » Et comme le dit le général Ibos avec la même virtuosité dans le choix des mots et des formules restrictives : « Razzias, incendies, n'étaient que des procédés barbares qu'il employait *à regret* pour abattre les résistances, récompenser ou dédommager par son butin les fidélités persistantes[38]. » Cavaignac pourtant, juge très sévèrement, dès son arrivée à Alger, l'entreprise française de conquête, qu'il qualifie de « grand bourbier où la France jette de l'argent à poignées », et les trafiquants et spéculateurs colons qu'il traite de « pourceaux bipèdes qui s'y plongent et en retirent ce qu'ils peuvent, bien crottés et bien fangeux[38] ». Mais cela ne l'empêche pas d'être partisan de l'implantation massive de 120 à 130.000 colons, chiffre colossal pour l'époque. Estimant qu'on ne peut exterminer ou refouler les Arabes pour faire place nette à la colonisation, il envisageait, d'après son biographe, « une *sage* révision des titres de propriété qui rendrait disponibles pour les étrangers » les terres algériennes et « une dépossession dictée par une prudence avertie ». Tous ces euphémismes, on s'en doute, ne changent

[35] H. d'Ideville : Ouvrage cité, t. III, p. 290.
[36] D'Ideville : Ouvrage cité, t. II, p. 140.
[37] Ibos : *Le général de Cavaignac*, p. 112.
[38] Ibos : Ouvrage cité, p. 99.

rien à la cruauté des faits. D'autre part, le général Ibos, biographe de Cavaignac, qui écrivait en 1930, trouve, pour parler de son sujet, un accent et une terminologie qui nous sont devenus étrangement familiers depuis le 13 mai 1958. Il dit, en effet, à propos du futur président de l'Exécutif qui venait d'être appelé à Paris au début de 1848 par Lamartine : « L'anarchie triomphante à Paris vouait l'Algérie à la ruine et à l'abandon. Pour sauver l'Algérie, il fallait donc sauver la France à la veille d'être déchirée par la lutte décisive des partis[39]. » De nos jours le raisonnement serait plutôt inversé. Mais on s'y perd ! La contradiction n'est qu'apparente, puisque, aussi bien, pour les activistes et ultras actuels, « sauver » l'Algérie équivaut à sauver la France, et vice versa.

Il est d'ailleurs curieux de noter, par un retour en arrière, à quel point les officiers, même républicains, ont ressenti, avec un mélange d'irritation et de désarroi, l'avènement de la Révolution de Février. « De la Révolution de Février, écrit le colonel Chalmin, tous les militaires sortirent dans le malaise, non en raison de leur affection pour Louis-Philippe, mais parce qu'ils eurent l'impression d'avoir été vaincus et lâchement abandonnés. Bugeaud avait trop exhorté les troupes de la capitale, et trop parlé du « plaisir de tuer beaucoup de ces canailles » tandis que parmi ses subordonnés, quelques-uns avaient hésité jusqu'au moment où Bedeau avait pris l'initiative de faire déposer les armes dont les insurgés s'emparèrent comme de trophées[40]. » « L'armée d'Afrique, ajoute-t-il plus loin en citant le témoignage de Du Barail, vit arriver la République non seulement sans enthousiasme, mais encore avec mauvaise humeur[41] ». Cavaignac et Bosquet, républicains de vieille date, ne cachaient pas leur déception. Le pouvoir illimité, l'autoritarisme, l'ivresse du commandement qui caractérisaient leur action militaire et civile en Algérie sur une société qu'ils s'acharnaient depuis une quinzaine d'années à dépouiller de ses biens et de ses droits au profit d'une caste de colons, leur faisaient prendre tout à coup en horreur le

[39] Ibos : Ouvrage cité, p. 124.
[40] Pierre Chalmin : *L'officier français de 1815 à 1870*. Ed. 1957, p. 257.
[41] P. Chalmin : *L'officier français*, p. 264.

« désordre » social, les rapprochant ainsi de cette bourgeoisie rapace contre laquelle ils s'étaient longtemps élevés sur le plan théorique. « Dans l'armée, poursuit l'auteur, les conditions morales du coup d'Etat étaient réalisées. Pour les améliorer encore, si possible, quelques mois auparavant, afin de mieux dégoûter du régime parlementaire les officiers de Paris, deux grandes loges leur furent réservées dans la salle du palais Bourbon, qu'ils occupèrent à tour de rôle[42]. » Et il conclut : « Louis-Napoléon s'en avisa. On sait la suite... Après le coup d'Etat, il n'y eut pour le déplorer parmi les officiers que ceux qui se virent coffrés ou frustrés dans leurs espérances. Venus de tous les horizons politiques, les Cavaignac, les Charras, les Flô, les Lamoricière, les Changarnier, étaient « arrivés », mais ils espéraient encore mieux pour plus tard. Eux, se jugeaient lésés dans l'affaire[43]. » Tous les cinq avaient fait leur carrière militaire en Algérie et, 107 ans plus tard, d'autres officiers de l'armée d'Afrique se sentiront lésés par un autre coup d'Etat que leur ambition ou leur anti-républicanisme avaient pourtant préparé. Mais, avant d'en arriver là, avant de considérer cette ambition comme légitime et nécessaire, les officiers d'Algérie étaient passés pendant près de vingt ans par un processus général impliquant la classe d'origine, le métier des armes, les possibilités, perspectives et expériences inhérentes à une guerre sans frein, les préoccupations d'ordre social et politique nées peu à peu au cours des révolutions de 1830 et 1848 et des événements qui les suivirent, nées aussi d'un conflit de générations entre officiers, presque sur tous les plans. « La conquête de l'Algérie, note P. Chalmin, se poursuit avec son cortège d'exigences, les unes communes à toutes les guerres, les autres particulières au théâtre d'opérations. Elle amena en Afrique de nombreux officiers vite enivrés par l'action et la poudre ; aux jeunes se présentèrent de fréquentes occasions de briller et des perspectives de carrière éclatante. Il s'agissait d'arriver, d'avancer à tout prix, la carrière devait rapporter au même titre qu'une entreprise ou un négoce. Alors se développèrent l'âpreté des compétitions, les désirs d'avancement rapide, la lutte pour les honneurs ; ainsi, transparaît dans l'armée une conception affairiste du monde,

[42] P. Chalmin : Ouvrage cité, pp. 264-265.
[43] P. Chalmin : Ouvrage cité, p. 265.

qui marque l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie nouvelle[44]. » À la lutte pour les honneurs, à la compétition affairiste, s'ajoute, parallèlement, surtout à partir de 1841, (qui est l'équivalent des années 1957-1958 et marque l'intensification de la guerre totale) une compétition idéologique et technique, pourrait-on dire, révélatrice d'une nouvelle mentalité, d'une ardeur juvénile impatiente de se réaliser à travers des modèles prétendus exemplaires, et contre toutes les vieilleries. Un point de saturation, dans la frénésie militaire, commence à se fixer, à partir duquel beaucoup de valeurs vont être révisées. L'expérience algérienne, toujours « unique », toujours « singulière », « semblable à nulle autre », relevant, pour les besoins de la cause, des seuls *vrais* initiés, se met alors à agir d'une façon, elle aussi, autonome : « Une armée nouvelle écrit le colonel P. Chalmin, se forge, qui, peu à peu consciente de sa valeur, de sa jeunesse, regarde les derniers survivants de l'Empire, présents parmi elle, comme des fossiles d'un autre âge, bien encombrants à cause des places qu'ils détiennent et de l'avancement qu'ils obstruent. Rendus présomptueux par leurs succès, les jeunes « Africains » reprochent à ces vétérans de ne pas savoir s'adapter aux besoins nouveaux et de ne pas se mettre à leur école[45]. » Et de citer alors un témoignage de cet état d'esprit à l'endroit des vieux officiers : « Voici le ton d'un jeune à leur égard : « tous ces fameux généraux qui étaient au plus capitaines sous l'Empire et qui, depuis 25 ans, ne sont occupés que de niaiseries, font fi de la guerre de ce pays. Ils n'ont d'autres réponses à vous lancer, lorsqu'il est question de nos affaires d'Afrique, que ceci : « Nous étions à Wagram et nous avons eu 25.000 hommes sur le carreau. Comment, avec des soldats disciplinés, avec des masses compactes, avec notre artillerie, notre cavalerie, ne viendrions-nous pas à bout de quelques milliers de pouilleux qui s'attaquent à nous ? Nous vous montrerons comment on traite ces misérables... » Toutes ces fameuses reliques d'Empire arrivent ici avec des idées préconçues, des systèmes qu'ils se sont forgés dans leurs cabinets avec quelques farceurs d'officiers d'état-major. Il est facile de concevoir que ces anciens héros tourmentés par leur jalousie ne consentiront

[44] P. Chalmin : Ouvrage cité, p. 28.
[45] P. Chalmin : Ouvrage cité.

jamais à suivre la voie tracée par les Lamoricière, les Changarnier, les Bedeau, etc...[45]. » Ce texte est important à plus d'un titre, et d'une portée actuelle. Les mots tels que « font fi de la guerre de ce pays », « nos affaires d'Afrique », vont loin. Ils rappellent, en partie, le conflit longtemps ouvert entre partisans de la guerre dite révolutionnaire et ceux de la guerre classique. Et qui sait ? Le plan Challe doit susciter à peu près les mêmes réflexions de la part des jeunes officiers d'aujourd'hui. Mais ce que l'auteur du passage principal (le colonel de Montagnac) ne dit pas pour compléter sa pensée intime, c'est, à plus d'un siècle d'intervalle, la constatation à laquelle ont abouti les officiers de la période actuelle, à savoir : la guerre d'Algérie est une guerre menée par tout un peuple. Un des meilleurs biographes de Bugeaud disait déjà en 1882 : « L'éternelle gloire du général Bugeaud sera d'avoir compris que nous n'avions pas en face de nous de véritable armée, mais la population elle-même, et qu'il fallait, par conséquent, pour se maintenir dans un tel pays, que nos troupes y restassent presque aussi nombreuses en temps de paix qu'en temps de guerre[46]. » A une erreur près : le fait de nier que l'armée algérienne ne fût pas une armée véritable, ce que dit d'Ideville est toujours vrai. Or, Bugeaud a été le maître à penser de toute une phalange de jeunes officiers, y compris le colonel de Montagnac, et ce n'est pas pour rien que ce dernier, si pénétré du caractère collectif et national de la guerre d'Algérie dans le sens algérien, ait parlé dans ses lettres de déporter toutes les populations civiles aux îles Marquises. De même que de son temps (1845) le capitaine Richard conseillait le regroupement massif des populations algériennes, projet qui a été exhumé puis appliqué sur une grande échelle depuis 1958 par l'Armée française. Mais, la déportation d'un peuple de 3 millions et demi ou son regroupement *permanent* derrière des haies d'épineux et des fossés, étaient des choses impraticables à la limite. Le seul fait de les avoir envisagés dans le passé procédait partiellement d'une prise en charge incontestée, draconnienne, du destin de ce peuple ; du droit, utopique, certes, de l'arracher à ses racines ancestrales, à son habitat, aux normes naturelles de sa vie, ou de le river, au

[45] P. Chalmin : Ouvrage cité, p. 30.
[46] H. d'Ideville : *Bugeaud*, t. II, p. 261.

contraire, par l'effet de règles inhumaines, à une condition végétative de dépérissement et de mort. Mais, à partir de 1841, le registre est infini qui permet aux militaires, conformément à leurs échafaudages incontrôlés, à leurs rêveries toujours possibles, de prendre les initiatives qu'ils veulent, de « modifier » (c'est là un euphémisme cher à Bugeaud) une société entière tenue presque à discrétion par la puissance conjuguée des armes et des lois. Cet accaparement total qui interfère avec le sens primitif, esclavagiste, de la propriété, finit par trouver ses propres justifications quand il accède, en tant que système, au niveau des idéologies. Cela commence par des affirmations péremptoires et des syllogismes : « Comme l'armée est tout en Afrique, disait Bugeaud, il n'y a de possible que le pouvoir militaire[47]. » Dans le cadre de ce pouvoir militaire il mettait en vrac la colonisation au moyen de soldats laboureurs, les « bureaux arabes » dirigés par des officiers dont la mission consistait à faire du renseignement, à surveiller tout le monde, depuis les cheikhs investis jusqu'au plus humble de leurs administrés, à tenir des tribunaux répressifs, à lever les impôts, etc... ; enfin, la présence permanente d'une armée « presque aussi nombreuse en temps de paix qu'en temps de guerre » et au sein de laquelle on prendrait les véritables autorités de direction. Au lendemain des événements de juin 1848 à Paris, Cavaignac, tout président de l'Exécutif et républicain qu'il fût, sollicita de Bugeaud, alors à la retraite, des conseils relatifs à une réforme de l'administration coloniale. Le vieux maréchal, fidèle à ses convictions militaristes et anti-républicaines, les lui prodigua en ces termes : « L'armée étant nombreuse et rendant les services les plus importants, elle doit avoir la suprématie. Mais, pour la lui donner et sans trop blesser les idées théoriques et chimériques (lisez : républicaine, n.d.l.a.), il suffit, à mon avis, de mettre l'Algérie en état de guerre et de placer dans le conseil d'administration un plus grand nombre de militaires... Il serait infiniment plus judicieux de n'avoir que le pouvoir militaire. Mais le civil (européen, n.d.l. a) se croirait opprimé. Laissons donc aux colons l'administration civile, mais donnons la haute main à l'administration militaire. On est bien obligé de faire des concessions à l'esprit

[47] H. d'Ideville : *Le maréchal Bugeaud.*

du temps, quelque absurde qu'il soit [47 bis]. » Suit l'exposé, d'une logique infernale, qui donne une idée du système d'oppression à forte dose (armée *plus* colonisation) dont le pays n'a cessé de souffrir comme d'un chancre, durant toute la deuxième moitié du XIX[e] siècle. « L'armée, écrivait encore Bugeaud au chef du pouvoir exécutif français, l'armée serait augmentée en raison du nombre des colons qu'on pourrait établir. Il ne faut pas se dissimuler que cette grande mesure de politique et de colonisation entraînerait un gros accroissement de l'armée... Cette augmentation de forces est d'autant plus nécessaire que l'irritation des Arabes serait inévitablement accrue par l'introduction sur leurs terres d'un grand nombre de nouveaux colons ruraux qui gêneraient beaucoup les indigènes dans leur culture. Ils se considèreraient à bon droit, quoi qu'on en ait dit, comme spoliés... ; pour se faire spoliateur il faut être fort. Nous sommes condamnés à spolier en Afrique pour n'être pas spoliés en France (*sic*) [47 ter]. » Il est à croire que, par cette boutade cynique et féroce, Bugeaud exprimait aussi ses craintes quant au danger social dont la République, selon lui, allait menacer l'état de choses bourgeois et conservateur en France même. Nous sommes en 1848, après la répression de juin, et de nombreux insurgés, ouvriers et petits bourgeois, vont être déportés en Algérie où beaucoup, comme nous l'avons dit, bénéficieront de concessions de terres au détriment des Algériens et jusqu'aux dépens de leur travail dans des champs qui leur avaient appartenu.

Après avoir aidé à la spoliation et au peuplement intensif d'origine européenne qui resserre davantage les autochtones dans leurs villes détruites ou transformées à l'intention d'autres qu'eux-mêmes, dans la partie utile de leur pays, dans leurs moyens d'existence et de réalisation humaine et politique, les théoriciens militaires vont accéder, en vertu de cet accaparement totalitaire, au dernier stade de leur mission. Ainsi, la sélection des « purs », des officiers polyvalents, se fait et se fera toujours, exclusive, jalouse de ses privilèges, avec, pour corollaire, un élan messianique de rédemption en porte à faux : « L'armée, disaient les partisans de la rédemption, au témoignage de l'inénarrable Trumelet, l'armée, après

---

[47 bis] H. d'Ideville : Ouvrage cité, t. III, p. 370.
[47 ter] H. d'Ideville : pp. 367-368, t. III.

avoir fait la conquête du peuple arabe est encore aujourd'hui la tutrice de ce peuple. Elle doit faire son éducation jusqu'au jour où elle pourra demander son émancipation. C'est un enfant dont l'avenir lui est confié et dont elle répondra devant l'Histoire[48]. » Mais qu'on ne s'y trompe pas. Cette affirmation paternaliste, ce principe énoncé comme un droit au demeurant discutable, il faut les situer dans le contexte de l'époque, vers 1860, date du premier voyage de Napoléon III en Algérie. « Il était fortement question alors, poursuit Trumelet, du refoulement des Indigènes, de leur absorption dans les communes françaises, de leur assimilation immédiate aux Européens[48]. » Absorption et assimilation (déjà !) visaient d'ailleurs un tout autre but que celui qu'on serait tenté d'attendre d'une telle mesure, car « ces idées, ajoute l'auteur, exprimées peut-être un peu brutalement et qui semblaient demander la spoliation des vaincus, amenèrent des résistances de la part des scrupuleux observateurs de l'article 5 de la Convention du 5 juillet 1830 entre le général en chef de l'Armée française et S.A. le Dey d'Alger, convention que le général de Bourmont aurait pu d'autant plus se dispenser de faire, que l'ennemi était absolument à notre merci. Il suffisait de lui garantir la vie sauve, et il se fût encore estimé très heureux ». L'article en question, dont s'irrite tellement le colonel Trumelet, bien que, de l'aveu même de cet officier-historien, il ne fût jamais respecté, stipulait entre autres que « la liberté de toutes les classes d'habitants, leur religion, *leurs propriétés*, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte » de la part des Français.

Trumelet, à la suite de son héros, le général Yusuf, et à l'instar de beaucoup d'officiers, ne croyait pas à cette *rédemption* dans la mesure où elle restreindrait l'avance de la colonisation proprement dite. Le général Yusuf, écrit Trumelet, évaluait dès 1858, « dans un rapport qui avait été très remarqué », à 2.320.000 hectares les terres que « l'on pouvait retirer aux indigènes de *la seule province d'Alger* et cela, *sans porter atteinte à leurs intérêts* (*sic*) ». Les gageures de cette espèce sont fréquentes, étant le fait, illustré plus haut, des contradictions officielles qui ont valeur de doctrine. La seule différence entre partisans et adversaires de la « rédemption », c'est

[48] Col. Trumelet : *Yusuf*, t. II, pp. 284 et suivantes.

que les premiers, souvent hostiles à une éventuelle prépondérance politique des colons par rapport aux militaires, proclamaient du bout des lèvres et à longue échéance une possible émancipation des Algériens (De quelle nature ? Par quels moyens ? Jusqu'à quel point ?), alors que les autres niaient a priori toute évolution dans ce sens. Il faut donc admettre que derrière certaines contradictions apparentes, surtout verbales, se cache un système élaboré instinctivement, qui transcende les conflits, se perpétue jusqu'à nos jours et constitue la ligne directrice des conduites militaires en Algérie. Pour ou contre la fameuse « rédemption » qui a marqué vers les années 1860 les initiatives timides et sans effet de Napoléon III ; pour ou contre le régime civil de plus en plus envahissant à partir de 1870, les officiers, à de rares exceptions près, sont tous pour la spoliation des terres algériennes et pour la mise en tutelle permanente du peuple algérien. Les euphémismes, conscients ou non, atténuent, bien sûr, l'énoncé de la chose, jamais sa réalité. La mission salvatrice de « défense et de protection », comme s'il s'agissait de réserves zoologiques, s'exerce plus ou moins à long terme, couvre plus ou moins de surface humaine, disparaît devant le régime civil, lui aussi accapareur, des colons ; se rabat sur les Territoires du Sud et retrouve enfin son plein rendement dans les guerres coloniales. Le colonel Chalmin qui est un peu de la partie, mais voit les choses avec beaucoup de perspicacité, définit ainsi le rôle que s'est arrogé l'Armée française entre 1830 et 1870 à travers l'unanimité de ses cadres et en dépit de quelques désaccords mineurs, visant la forme plus que le fond. Il écrit : « L'Algérie, au cours de cette période, constitua le banc d'épreuves de l'Armée française ; cette dernière la conquit, la « pacifia », enfin l'administra. Certains aspects moraux de quelques-uns de ses membres se décèlent après les tâtonnements et les hésitations du début, soit à partir de 1840 environ, notamment en ce qui a trait à la politique indigène prônée ou mise en œuvre... Unanimement, tous les officiers s'occupant de politique indigène, commandants de provinces, de subdivisions, de cercles, et membres de bureaux arabes, se rencontrent sur deux points, à savoir :

a) Imposer, maintenir et affirmer leur autorité sur les indigènes. Les moyens employés peuvent varier selon les lieux, les circonstances et surtout les hommes, mais tous concordent

vers un but identique. Politique autoritaire au profit des cadres de l'Armée française, ou, si l'on veut, de la France.

b) Cet objectif étant atteint, ces mêmes hommes ou leurs successeurs pratiquent une politique de protection et de défense des indigènes. Là, encore, l'unanimité est complète. » Puis, l'auteur conclut en insistant sur l'esprit de corps qui ne cesse d'animer les officiers à propos de la politique algérienne : « Ces deux faits, écrit-il, sont à souligner pour une double raison : ils mettent en lumière une communauté de tendances, un esprit d'équipe entre des hommes qui peuvent se séparer sur d'autres terrains, puis ils font contraste avec certaines idées émises en France et en Algérie par des gens étrangers à l'armée. De cette union interne et cette opposition avec les milieux civils se dégage un des caractères particularistes du corps des officiers pris en bloc[48 bis]. »

Nous connaissons déjà les thèses de Bugeaud en la matière : accaparement par l'armée de tous les domaines de l'activité humaine et politique, ou, à défaut, suprématie du pouvoir militaire. Pour cela, « mettre l'Algérie en état de guerre ». Nous avons vu également de quelle façon Bugeaud, qui est le théoricien indiscuté et le promoteur de cette politique militariste, « défendait » les Algériens et prônait à grand renfort de circulaires leur « protection ». Non pas celle de leurs droits et de leurs terres usurpés, mais plutôt cette attitude sentimentale par laquelle on cherche à éliminer quelques effets secondaires : heurts, vexations, frictions, etc..., au lieu de supprimer les causes beaucoup plus voyantes et souvent mortelles. Quant aux petites divergences qui existaient à l'époque au sein de l'armée, elles concernaient surtout le choix des agents autochtones, féodaux ou plébéiens, et celui de la formule d'administration : directe ou indirecte. Alors que certains officiers se méfiaient de tous les chefs indigènes nommés par la France et les considéraient comme foncièrement solidaires de leurs administrés, farouchement hostiles, quoique résignés, à l'autorité occupante, d'autres, au contraire, voyaient dans l'emploi d'hommes sans influence un moindre mal. D'autres officiers encore, parmi ceux de la

[48 bis] P. Chalmin : *L'officier français*, pp. 384-385.

première catégorie, étaient partisans de l'administration directe jusqu'aux niveaux subalternes de la hiérarchie. Les collaborateurs algériens, de l'aveu même des généraux et des historiens de la Conquête, ont toujours été plus que médiocres. Au siècle dernier, Camille Rousset le notait déjà : « Le difficile, écrivait-il, était de faire un bon choix parmi les grands chefs : Abd el-Kader, avec une admirable sûreté de coup d'œil, en avait pris l'élite. On fut donc obligé de s'adresser à des hommes de second ordre[49]. » Les refus, les réticences ou l'acceptation contrainte des officiers-administrateurs, étaient donc inspirés, dans une large mesure, par le dépit ou le besoin. Plus tard, et jusqu'à nos jours, on ne s'embarrasse d'aucun choix. La féodalité artificielle que le colonialisme français a créée de toutes pièces et qu'il a fait passer opportunément par différentes phases d'action et des avatars inattendus et souvent parallèles : caïds, bachagas, marabouts, délégués financiers, délégués à l'Assemblée algérienne, députés et sénateurs, conseillers de l'Union française, cette féodalité avait perdu, au lendemain du 1er novembre 1954, beaucoup de ses effectifs, de nombreux atouts séculaires et, dirons-nous, « dynastiques », les tentations malsaines de la docilité et de la trahison. Les activistes du 13 Mai et le gouvernement français tentent en vain de la reconstituer dans un contexte communicatif d'influence. Les drames de conscience de certains « élus », l'effacement volontaire des autres, la colère profonde mais impuissante de la plupart, situent bien, dans le schéma général, le caractère odieux d'une oppression politique dont tout un peuple est victime de différentes manières. Un seul témoin des titres révolus demeure aujourd'hui : celui, notoire, du bachaga Boualam, et, par l'effet d'une dérision si chère aux nostalgiques, il cumule, mieux que tout autre, le passé et le présent des servitudes coloniales et des causes perdues. Et plus que jamais, ceux, très rares, qui suivent son exemple, se trouvent isolés de leur peuple, à contre-courant.

Pour en revenir à la doctrine de la tutelle militaire sur le peuple algérien, qui n'a cessé de faire autour d'elle l'unanimité des officiers, il nous faut noter, comme une constante, cette tendance de l'armée d'Algérie à se référer, aujourd'hui

[49] Camille Rousset : *La conquête de l'Algérie*, t. I, p. 284.

encore, à l'expérience de Bugeaud. Sous le titre : « Ense et aratro », le périodique *La Semaine en Algérie* du 18 au 24 mai 1959, consacre un parallèle, qui se veut édifiant, entre les principes et méthodes de colonisation de Bugeaud et les moyens de « pacification » actuels. Les justifications a posteriori se donnent, naturellement, libre cours, mais, le fait d'évoquer, non sans à-propos. ce modèle du passé, donne toute la mesure d'une permanence idéologique et de méthode, qui traduit, tout à la fois, une tradition à peine améliorée et un idéal fidèle à lui-même en dépit de son inanité flagrante.

On commence d'abord par forcer l'interprétation en ces termes : « Le maréchal Bugeaud tenait, paraît-il (*sic*), à ce qu'on traduise l'aphorisme latin (ense et aratro) qu'il avait choisi pour devise : l'épée n'a de sens que si elle cède la place à la charrue[50]. » Puis, on se lance, quoique prudemment, dans le vif de la démonstration : « Bien que les situations de 1841 et de 1959, en ce pays, soient différentes par bien des côtés, elles ont cependant entre elles assez de similitudes pour qu'il soit profitable de se remémorer le sens de cette célèbre devise et l'application que Bugeaud a voulu lui donner[51]. » Suivent, alors, l'énoncé des principes du maréchal et l'exposé des fins et des moyens, avec, de-ci de-là, des allusions opportunes et habiles, de veine récente, à « ce pays qui ne pouvait s'unifier et se pacifier que par le sabre », à ce régime du sabre, « moyen indispensable, toujours employé, d'ailleurs, par les rares fédérateurs de la Berbérie pour obtenir la transformation du pays et l'évolution de ses habitants[52]. » Allusion aussi à « l'armée, parée de toutes les vertus et, par contre-coup, (aux) colons civils militarisés, dans lesquels le maréchal voyait le moyen le plus sûr de modifier par l'exemple les mœurs des autochtones et de rapprocher les deux populations[52] ». Les gageures, étayées par quelques euphémismes, lieux communs du langage colonialiste, nous sont aussi servies en toute simplicité : « En compensation de ces resserrements (lisez : cantonnement et spoliation massive), Bugeaud

---

[50] *La Semaine en Algérie, Miroir de l'Algérie française*, année 1959, n° 42.

[51] *La Semaine en Algérie*, mêmes références.

[52] *La Semaine en Algérie, ibid.*

s'attacha à donner aux Arabes un bon gouvernement agricole, équivalent de ce qu'ils ont perdu en surface[53] », c'est-à-dire des millions d'hectares de bonnes terres. En somme, un cautère sur une jambe de bois ! En guise de rappel du rôle joué par les militaires, l'allusion reprend sous la forme discrète d'un plaidoyer qui ne va pas, cependant, jusqu'à nommer son objet actuel : « Pensant qu'un « peuple belliqueux » et respectueux « de la force et de la hiérarchie » ne pouvait être administré que par l'armée, il eut recours à elle en créant dans son sein des bureaux des Affaires arabes[54]. » Et, en l'occurrence, l'actualisation même se fait par une sorte de clin d'œil quand le rédacteur ajoute : « On doit signaler que leur acharnement (celui des officiers des bureaux arabes, S.A.S. de l'époque, en faveur des fellahs, n.d.l.a.) leur valut plus d'une fois des heurts avec des colons européens[54] ». Personne n'ignore, en effet, la réputation de justiciers anti-capitalistes et même anti-colonialistes que certains militaires tentent de se faire aujourd'hui. Cette prétention est d'ailleurs si bien accrochée que, poussant le parallèle à la limite de sa propre logique — et au-delà des mots signifiants — la *Semaine en Algérie* conclut : « Le Plan de Constantine, récemment complété par celui des « Mille villages », est devenu notre « charrue » moderne... Il est en outre une œuvre de « décolonisation » au sens général du terme, sans être d'ailleurs en contradiction avec le sens précis que Bugeaud avait donné à ce mot de colonisation[55]. »

Nous avons vu tout au long de ce système qui s'est élaboré avec des fortunes diverses, mais suivant une ligne obsessionnelle unique, comment l'armée, en suscitant un peuplement civil, une colonisation civile (qu'elle aurait préférée militaire) dont elle ne prévoyait pas, au début, les exigences politiques, a tout fait pour tenter d'établir sa propre suprématie, soit sur l'ensemble du pays, mais, plus sûrement, sur les populations algériennes. Cette dernière partie de son programme, elle ne pouvait la réaliser pleinement qu'à la faveur de la guerre, illustrant par là, tout à la fois, son goût pour la do-

[53] *La Semaine en Algérie, idem.*
[54] *La Semaine en Algérie, idem.*
[55] *La Semaine en Algérie, id.*

mination permanente et la vocation même de l'entreprise coloniale dont l'accaparement totalitaire, la violence agressive et contraignante sont les aspects majeurs. « Mettre l'Algérie en état de guerre », conseillait Bugeaud en 1848, précisément un an après la fin officielle de la conquête, pour justifier l'instauration définitive du régime militaire. A la même époque, au témoignage de Cavaignac, officiers et soldats de l'armée de terre, marins, négociants et civils de tout venant ouverts aux appétits insatiables de la Conquête dans sa phase active : gloire, honneurs, avancement, profits immédiats, appréhendaient la fin de la guerre et se lamentaient paradoxalement devant une telle échéance. Montagnac, quelques années auparavant, « considérant l'entreprise algérienne comme non viable », ajoutait : « L'Algérie n'est vraiment avantageuse que pour nous autres militaires, à cause des campagnes que nous y gagnons, les années comptant double[36]. » Le général Ibos, écrivant en 1930, parle, pour l'exalter, de cet état d'esprit militariste qui contamine jusqu'aux fonctionnaires civils longtemps et opportunément façonnés par la psychose guerrière inhérente au régime colonial : « Le sentiment qui anime, dit-il, le militaire mué en pasteur de peuples pousse aussi le civil à jouer au soldat. Les administrateurs, au moins quand ils sont jeunes, s'élancent volontiers en grands chefs sur le sentier de la guerre, et leurs opérations de police révèlent souvent des stratèges subtils, des tacticiens audacieux[37]. » Bugeaud (qui est la référence à laquelle on revient toujours), pour enfler démesurément ce volume de l'occupation armée, seule capable, selon lui, d'annihiler la nationalité algérienne, préconisait, nous l'avons vu, l'implantation massive de colons militarisés. En dehors de cette institution qui ne fit pas long feu, il est vrai, les milices européennes existaient déjà de son temps, et nous les verrons se produire, en liaison avec les militaires, ou sous leur commandement, en 1871 avec le général Lacroix ; en 1945 aux côtés de la Légion étrangère, et, d'une façon plus méthodique, depuis 1955 ; atteignant, à partir du 13 mai 1958, le point culminant de leur collaboration avec l'armée, soit dans son rayon d'action urbaine ou territoriale, soit dans ses officines de torture. Ces affinités, inégalement

[36] P. Chalmin : *L'officier français*, p. 30.
[37] Ibos : *Le général Cavaignac*, p. 119.

données pour la guerre en ce qui concerne l'élément civil (Bugeaud, encore lui, le déplorait devant la Chambre des Députés), quand elles se rencontrent, les unes suscitant les autres, les entraînant ou les complétant dans un amalgame de lâchetés sanguinaires, de matamorisme, de courage facile, de panique ou de cruauté, ces affinités donc, quand elles s'incarnent, se conjuguent et se rejoignent à travers un substrat de terreur policière et de zèle incivique et outrancier, alors, le *fait colonial* atteint son plus haut sommet, exalte sa totale perversion et retrouve sa signification fasciste la moins contestable aux yeux des profanes. Quant à ceux qui vivent ou ont vécu le spectacle ou la réalité directe de cette alliance, de cet « accouplement » spontané, dans lesquels réside la nature essentielle et violente du colonialisme, ils savent que la situation fascisante ou totalitaire préexiste aux excès trop voyants, déterminée qu'elle est, à l'origine, par le primat de la conquête, le libre cours du mépris racial, des crimes attentatoires à la personne humaine, au droit et à la raison, et de leur impunité toujours acquise : il s'agit d'un acte patriotique ! La tare est ancienne qui souille de sa malfaisance l'éthique coloniale dans son ensemble, qu'elle soit passive ou active, éliminant l'innocente neutralité de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, vivent du régime, agissent sous ses lois ou en profitent, s'intoxiquent à leur corps défendant au contact ou dans le cadre d'une vie tout entière usurpée, conditionnée par le droit de conquête, les complexes de supériorité, le recours à la force. Dès lors, les déterminations virtuelles s'actualisent dans le sens du courant général quand survient la phase chaude de la guerre, par peur, entraînement, esprit de clan. Le mérite de ceux, parmi les privilégiés européens, qui vont contre ce courant despotique, est énorme. Leur nombre est petit, mais leur attitude, si elle est sincère, suffit à dénoncer le contrat aussi exigeant qu'insidieux et racial qui les lie à la domination colonialiste. Ils sont, à leur manière, des hors-la-loi, ayant opté pour la dignité humaine, contre l'aberration et le meurtre collectif.

Mais n'anticipons pas. Ce déterminisme, prisonnier de ses effets et de ses causes, a constitué un cercle infernal permanent, à tel point que le processus au long duquel il agit depuis 130 ans nous frappe par son actualité toujours neuve. Tout ce qui précède l'a démontré sur le plan général, à travers

des systèmes et des initiatives d'importance inégale, contradictoires en apparence, étant le fait, pêle-mêle, de théoriciens militaires ou civils, d'officiers exerçant sur le terrain un pouvoir illimité, avec une nette tendance à l'improvisation individuelle, à l'utopie, mais, le plus souvent, hélas ! à l'expérience sans recours, dûment consacrée, se poursuivant d'une époque à l'autre, en dépit du bon sens, des anachronismes et des catastrophes. Le maître-mot, l'objectif qui hante les esprits dans une quête inlassable et désastreuse depuis 1830 est celui de « soumission ». On le trouve et le retrouve sans cesse au bas des proclamations et ultimatums des commandants en chef de l'armée, dans la correspondance pléthorique des gouverneurs généraux, sous la plume d'officiers de tout grade, dans la presse, chez les publicistes chrétiens, chez les colons, d'un bout à l'autre de la conquête et des soulèvements ultérieurs, dans la guerre et dans la paix, comme une obsession énervante. sempiternelle. On disait rarement : il faut soumettre les Arabes, mais, plus fréquemment : « ils faut qu'ils se soumettent ; sans leur soumission rien ne se fera dans ce pays. » Ce mot n'avait pas pour les colonialistes une valeur immédiate, provisoire, dictée par des impératifs militaires, mais un sens plus large d'acquiescement au fait accompli, de docilité inconditionnelle, d'état irréversible, absolu, de sujétion ; seul gage du bonheur d'autrui, c'est-à-dire des Européens. Un journal d'Algérie — *Le Tell* — esquissait en 1865 cet idéal harmonieux en vertu duquel le pays devait se faire une fois pour toutes : « Que tous, écrivait-il, le soldat par son épée, le colon par sa charrue, le prêtre par sa prière, *l'indigène par sa soumission ;* que tous forment un faisceau de ces forces (*sic*) et l'Algérie atteindra à ses destinées que Dieu, sans aucun doute, lui a faites splendides[58]. » Cela n'est pas le plus significatif. Le mot fameux — et raciste — que prononça officiellement le général Giraud à Alger en 1943, après le débarquement allié : « l'Arabe à sa charrue, le Juif à son échoppe » indique d'une façon illusoire qu'il y a eu dans cette fatalité séculaire, au sein de la hiérarchie coloniale, au moins un progrès (!?) pour l'Arabe. Mais quid du colon que l'inventaire ne cite pas ? Eh bien ! tout simplement parce que depuis l'instauration du régime civil en 1870 il est devenu

[58] Trumelet : *Yusuf*, t. II, p. 442.

le maître incontesté de l'Algérie, le régent autonome et tout-puissant du pays, sans condescendre jusqu'à tenir lui-même la charrue sur ses vastes domaines. L'omission donc ne retranche rien de la réalité de toujours : elle a valeur d'ellipse, et c'est plutôt le rappel à l'ordre qui implique déterminisme et aliénation par rapport à l'essentiel.

Avec la « soumission », le mot qui revenait aussi souvent chez les généraux et gouverneurs généraux les plus conscients, mais pour d'autres raisons, est celui de : nationalité. Ils savaient qu'elle existait, qu'elle leur disputait le terrain, qu'elle suscitait d'admirables sacrifices chez les Algériens, et, dans leur obstination à vaincre les Arabes, même après avoir occupé de vastes régions, cette nationalité active constituait pour eux un obstacle irritant qu'ils se sont efforcés de détruire par tous les moyens. Et, chaque fois qu'ils refusaient la négociation avec le gouvernement d'Abd el-Kader ou même un simple échange de prisonniers ; chaque fois qu'ils innovaient une forme impitoyable de répression, une méthode de spoliation ou de regroupement, un système administratif à base militaire, ils visaient à tenir en échec, à ignorer sur le plan diplomatique et à réduire sous le poids de la guerre une nationalité algérienne qui les obsédait sans relâche. C'est le maréchal Valée qui, lors d'une mission envoyée par Abd el-Kader auprès de Louis-Philippe, un an après la signature de l'important traité de la Tafna, avertissait le chef du gouvernement français, le comte Molé, pour qu'on empêchât le délégué de l'émir de traiter avec le roi par l'intermédiaire des ministres. « Cette concession, écrivait-il, placerait, si elle était admise, Abd el-Kader au rang des souverains indépendants et assurerait l'indépendance de la nationalité arabe contre laquelle nous luttons[58 bis]. » Par la même occasion, il conseillait de faire étroitement surveiller certains membres de cette délégation pourtant représentative d'un fait de souveraineté dûment reconnu par la France. Deux ans plus tard, après la violation du traité de la Tafna par les Français, le même Valée suggérait à son gouvernement « d'empêcher le développement d'une nationalité arabe, seul danger réel que notre établissement en Algérie puisse désormais rencontrer[59]. » Plus tard

[58 bis] Maréchal Valée : *Correspondance*, t. I, p. 256. Ed. 1956.
[59] Valée : *Correspondance*, t. IV, p. 41.

encore, Bugeaud, dont les méthodes de « pacification » différaient beaucoup, pourtant, de celles de son prédécesseur, lançait devant la Chambre des Députés française : « Il faut que la nationalité arabe soit renversée, que la puissance d'Abd el-Kader soit détruite ou vous ne ferez jamais rien en Algérie[60]. » Aujourd'hui, l'armée et le gouvernement français traduisent ces termes par : nationalisme algérien et puissance du F.L.N.-G.P.R.A. En 1882, le comte d'Ideville, ancien préfet d'Alger, déplorait encore la suppression des bureaux arabes, intervenue en décembre 1870, ainsi que « la disparition de leur personnel dont l'instruction spéciale et les précieuses traditions constituaient une force nécessaire à la France pour lui permettre de tenir en échec la nationalité arabe[61] ». Pourtant, de l'avis même de l'ancien préfet, qui cite l'opinion du capitaine Villot, le régime civil, successeur des bureaux arabes militaires, poursuivait à peu près le même but, c'est-à-dire, *proprio motu :* « la suppression nationale des Indigènes[62]. » Mais, ceci n'est qu'un aspect mineur de la compétition colonialiste entre militaires et civils que la guerre transforme, fatalement, en une émulation anti-algérienne dans la terreur et les violences. C'est d'ailleurs là une préfiguration déjà éprouvée de ce que serait la guerre totale selon les théoriciens actuels de l'Armée française en Algérie. « La guerre totale, écrit J. R. Tournoux en rapportant des témoignages de parachutistes, la guerre totale se moque de la séparation des pouvoirs. Civils et militaires doivent être étroitement unis dans la volonté d'agir[63]. »

Mais cela, qui est déjà probant, n'est pas le plus révélateur en tant que démonstration d'un système politique et militaire toujours recommencé. Au risque de multiplier les citations jusqu'à faire de cette étude un répertoire des constantes coloniales, une anthologie de perles, tour à tour cocasses ou monstrueuses, il ne sera pas sans intérêt d'évoquer, à l'aide de textes divers, le film d'une « pacification », le processus à peine augmenté d'une guerre de conquête ou de répression dont les poncifs, pas tout à fait défraîchis, sont devenus,

---

[60] H. d'Ideville : *Bugeaud*, t. II.
[61] D'Ideville : Ouvrage cité, t. III, p. 258.
[62] H. d'Ideville : Ouvrage cité, t. III, p. 257-258.
[63] J.-R. Tournoux : *Secrets d'Etat*, p. 435.

depuis six ans, un ensemble d'actes, de gageures et de slogans repris du passé avec la même bonne conscience. Nous l'avons déjà vu : le propre du colonialisme est un accaparement têtu, nostalgique, de l'espace et du temps. Ajoutez-y le sentiment de frustration né de l'échec d'une entreprise à laquelle aucun moyen, aucune aide, aucune complaisance n'a manqué pour tenter de se réaliser, et dont les tenants se retrouvent, pour l'essentiel, devant l'impossible. Car l'essentiel, les officiers impérialistes l'ont compris (en vain, pourrait-on dire) depuis le siècle dernier ; l'essentiel ce n'était pas tant de *conquérir* l'Algérie mais de *vaincre* les Algériens, de les soumettre, selon le concept définitif et global, irréversible comme une fatalité, comme une condition humaine d'un nouveau genre. Il est permis, à ce propos, de parodier la fameuse boutade qu'on répétait du temps de Napoléon I^er^ devant Saragosse et autres lieux : « On pourra vaincre l'Espagne, non les Espagnols. » Gageure, elle aussi, mais de celles que l'Histoire dispute triomphalement aux armes de la tyrannie.

Le processus est, naturellement, plus complexe. Il ne comporte pas moins des lignes de force et de simple routine qui jalonnent de loin en loin le chemin, l'immense boucle qui se referme, se distend pour reprendre encore son mouvement cyclique. Quels en sont les éléments successifs qu'on pourrait identifier aux étapes, aux pratiques, aux points saillants de la guerre actuelle depuis novembre 1954 ? Le choix est sommaire à dessein pour mieux aider le lecteur à rechercher dans sa mémoire les faits ou les propos qui illustrent, d'une façon inégale d'ailleurs, les six dernières années. La mise en regard, la concordance littérale, le rapprochement par les textes est souvent superflu. Ce n'est ni un jeu de curiosités érudites « à la manière de... », ni le propos délibéré de faire mouche à tout coup. De prime abord la chose peut paraître fastidieuse ou anodine, mais ce retour, *littéralement*, aux sources qui, de nouveau, grossissent leurs cours sous nos yeux et provoquent le déluge, est plus qu'une référence. La mécanique de cette froide exécution à l'échelle de deux peuples, l'un qui déclenche, l'autre qui subit et se défend, cesse d'être un fait isolé dans le temps quand elle opère à plus d'un siècle d'intervalle et retrouve les schémas anciens, les gestes révolus, le chauvinisme de toujours. C'est que l'aberration de l'honneur est bien tenace qui engage de cette façon les fidélités conscientes,

paresseuses ou abusées, d'une bonne partie du peuple français à travers son armée et ses institutions coloniales. C'est que la répétition même, sur un vaste plan, quand elle est à ce point insistante, réfléchit comme un miroir grossissant le visage d'un crime national dont les responsabilités sont tout ensemble anciennes et récentes.

Cela commence par des motions parlementaires et de confiance à l'armée, de même, qu'en des temps moins éloignés, un président du conseil et un ministre de l'intérieur français ont frappé les trois coups. « Nous déplorons, disait l'adresse votée par la Chambre des Pairs, le 8 janvier 1840, nous déplorons les hostilités qui viennent d'éclater en Afrique au mépris des traités et de nos droits. La Chambre des Pairs s'empressera de s'associer aux mesures qui auront pour but de donner au gouvernement de Votre Majesté les moyens d'assurer le prompt succès de nos armes et de garantir une protection efficace aux tribus fidèles ainsi qu'à tous les habitants d'une terre que la domination française ne doit plus quitter[64]. » Le 15 février 1840, la Chambre des Députés enchaîne à son tour pour flétrir hypocritement les responsabilités d'une guerre que le passage des Bibans par l'Armée française venait de relancer, déchirant du même coup le traité de la Tafna : « La guerre vient d'éclater en Afrique. Il faut que l'insulte qui nous est faite soit punie ; il faut frapper l'ennemi d'un effroi durable et abattre sa puissance. De nouvelles troupes ont déjà passé la Méditerranée... Cette armée qui combat pour nous doit compter sur la sollicitude et l'assistance de tous les grands pouvoirs de l'Etat. Son sang est le nôtre et nul sacrifice ne nous coûtera pour le bien-être de nos soldats et l'honneur de nos armes[65]. » La durée de cette guerre forcenée et meurtrière ne sera pas abrégée pour autant, comme l'affirmait par ailleurs l'adresse des députés. Les dix premières années de la conquête, jusqu'à la reprise des hostilités, fin 1839, auront été, toutes proportions gardées, des années relativement paisibles. Et pourtant, en février 1841, un officier français écrivait en ces termes au maréchal de Castellane, pourvoyeur de l'armée d'Afrique : « 100.000 hommes sont

[64] Maréchal Valée : *Correspondance* (janvier-août 1840), (notes), t. IV, p. 7.

[65] Maréchal Valée : *Correspondance*, t. IV, p. 20 (notes).

venus mourir en Algérie depuis 10 ans[66]. » Il est vrai qu'il le disait aussi à propos des « empoisonneurs de l'armée », cabaretiers ambulants de toutes nationalités qui suivaient les expéditions militaires ou s'installaient au voisinage des camps et dans les villes de garnison, mais, en tout état de cause, le chiffre n'est pas exagéré. Dans la seule année 1840, entre le 1er juin et le 19 octobre, 4.800 soldats français sont morts dans les hôpitaux militaires d'Algérie, 2.700 autres étaient évacués vers les hôpitaux de France. La part des fièvres devait y être très insignifiante, et, en tout cas, on n'en parle pas en l'occurrence. Le maréchal Valée aurait eu plutôt intérêt à le dire. Il ne le fait pas quand il conclut son rapport en ces termes : « Le feu de l'ennemi, dans les pénibles campagnes qu'elles ont faites (les troupes de l'Algérois), les fatigues, ont diminué considérablement leurs effectifs[67]. » Et encore, ceci ne concerne que les blessés graves en traitement, ou usés par des campagnes successives, pas les soldats tués sur les champs de bataille. C'est à peu près à la même époque — novembre 1840 — que, pour combler les vides laissés par cette guerre dévorante et contrôler plus sûrement les collectivités algériennes, Valée accélère le recrutement forcé de troupes indigènes, ancêtres des harkis modernes, servant à titre d'otages. La pratique avait été envisagée du seul point de vue du service auxiliaire, avant le traité de la Tafna ou sa rupture, par Clauzel en 1836 et par Valée en 1838-1839, mais la notion systématique et généralisée de mise en état d'otages est née avec la reprise des hostilités. L'initiative du maréchal Clauzel « avait moins pour but d'augmenter les forces (françaises) en y ajoutant un certain nombre d'auxiliaires, que de fournir à une partie de la population le moyen de se montrer dans nos rangs afin de la compromettre et de donner l'exemple de musulmans ralliés à notre cause[68] ». Quant à Valée, hostile par expérience à l'enrôlement de troupes régulières autochtones, à cause des désertions massives qui éclaircissaient leurs rangs, à cause aussi de leur apport technique à l'armée nationale algérienne, il était partisan de lever, dans les régions occupées, des corps d'irréguliers ; car, disait-il : « tous les

[66] *Campagnes d'Afrique*, p. 221.
[67] Valée : *Correspondance*, t. V, p. 74.
[68] Clauzel : *Correspondance*, t. II, pp. 162-163.

actes de répression, toutes les mesures qui tendent à faire rentrer l'impôt, doivent être faits par des soldats indigènes. Nous les avons pris à notre solde dans ce but[69]. » Mais voilà que la guerre reprend. L'opération, de spectaculaire et administrative qu'elle avait été tour à tour auparavant, devient essentiellement politique, dans un double but de contrainte et de responsabilité collective. L'idée de réduire les Algériens (chefs investis, personnages influents, familles, collectivités, etc.) à la condition d'otages, est du maréchal Soult, ministre de la guerre, qui la transmit, à deux reprises et à plusieurs mois d'intervalle, à Valée, gouverneur général, sous forme de directives, avant de recevoir de lui une réponse. Valée semble avoir pris ces sortes de mesures un peu à contrecœur, surtout en ce qui concerne leur généralisation, mais il ne les appliquera pas moins sur une échelle ahurissante. Il écrit, en effet, le 30 novembre 1840 à son ministre : « La formation des escadrons de spahis irréguliers nous a donné un nombre considérable d'otages. La France aura prochainement à sa solde, dans la province de Constantine, 1.500 cavaliers..., ils seront entre nos mains des gages de la fidélité de leurs coreligionnaires. Le bataillon de tirailleurs de Constantine nous donne également de nombreux otages... J'ai exigé qu'une partie des principales tribus appelées à fournir des cavaliers vînt s'établir sous la protection du fort de Sétif. Ces familles sont des otages que nous avons constamment entre nos mains *et qui forment des liens plus étroits entre les deux peuples* (sic)... Le même système a été suivi dans la province d'Alger... Les gendarmes maures dont les familles habitent Alger, Blida et Coléa sont également des otages... Vous remarquerez, Monsieur le Maréchal, qu'indépendamment des dispositions que je viens de rappeler, je me suis réservé le droit de prendre des otages dans toutes les tribus soumises à notre domination. Je ferai surtout usage de ce droit lorsque les tribus des provinces de Titteri et d'Oran se sépareront d'Abd el-Kader[70]. » Le gros de l'ouvrage ayant été fait, et bien fait, sans avoir nécessité au préalable, « une proclamation générale », « un commandement public », suivant, en cela, les conseils de prudence prodigués par Soult, il n'y avait plus qu'à exploiter la chose,

[69] Valée : *Correspondance*, t. I, p. 406.
[70] Valée : *Correspondance*, t. V, pp. 154-155.

même sur le plan des assertions officielles. Cela n'allait pas tarder. Dans son rapport de fin d'année (31 décembre 1840) sur la situation générale en Algérie, Valée, pris dans le cours de l'entraînement par auto-suggestion. comme naguère Lacoste qui se plaisait à grossir les effectifs des harkis à chacun de ses discours ou comme, tout récemment, le Président de la République française, Valée donc ne se prive pas d'affirmer : « La cause française gagne de nouveaux défenseurs. Les troupes indigènes à notre solde s'accroissent à vue d'œil. Leur chiffre aura presque doublé cette année, et leur fidélité éprouvée s'affermit chaque jour[71]. » Ni le mode de recrutement des harkis, ni les slogans les concernant, n'ont changé de nos jours. Aujourd'hui comme hier, les troupes d'origine algérienne « servant » sous le drapeau français comme supplétifs, sont des otages, ainsi que leurs familles.

Du temps de Valée, la guerre, bien que menée avec de grands moyens, n'avait pas encore atteint le sommet de la frénésie comme ce sera le cas à partir de février 1841 sous la conduite de Bugeaud. Cependant, les auteurs militaires comme Chalmin donnent l'année 1840 comme étant l'une des plus meurtrières, mais le bilan des pertes françaises qu'il établit concerne uniquement les officiers. 44 d'entre eux sont tombés cette année-là. La moyenne est généralement de 17 par an si l'on prend, d'après lui, comme chiffre de base, celui des 304 officiers qui sont morts à la guerre entre 1830 et 1847[72]. Ce qu'il ne dit pas, c'est que la proportion des pertes en soldats est énorme, à tel point que l'on reprochera à certains généraux de « venir étudier leur métier aux dépens des troupes[73] » et qu'on dira plus tard du général Baraguey d'Hilliers « qu'il a réduit par des marches fatigantes le corps expéditionnaire (à lui confié) de 5.000 à 3.000 hommes[74] ». Thoumas, cité pourtant par Chalmin, écrit à propos des officiers « qui voulaient se faire un nom » en livrant des combats « tout exprès » : « On apprit trop à réussir à coup d'hommes[75]. » Toujours est-il que ces pertes et les besoins croissants

[71] Valée : *Correspondance*, t. V, p. 230.
[72] P. Chalmin : *L'officier français*, p. 29.
[73] *Campagnes d'Afrique*, pp. 239-240.
[74] *Campagnes d'Afrique*, pp. 241-242.
[75] P. Chalmin : Ouvrage cité, p. 29.

de la guerre, déjà en 1840, mettent les responsables français dans l'obligation de lever des troupes irrégulières d'otages, de songer au recrutement — encore une idée de Soult — d'esclaves africains originaires du Soudan oriental qu'on rachèterait à un chef libyen dissident, et d'utiliser, enfin, des réfugiés espagnols. Dans une lettre officielle du 2 novembre 1840, Valée dit avoir donné des ordres pour qu'on amène en Algérie le bataillon espagnol, et le professeur G. Yver qui s'est occupé de l'édition de cette correspondance, ajoute, en bas de page, la note suivante : « Bataillon formé en France avec des Espagnols réfugiés après la défaite des carlistes[76]. » Mais ce n'est pas tout. Sitôt débarqués, 44 hommes de ce bataillon qui avait été versé dans la Légion étrangère, désertent et passent dans le camp algérien[77]. Une note de l'État-major général de l'Armée française en date du 30 novembre 1840, nous fournit encore plus de précisions à ce sujet. Il y est dit : « Pour mettre fin aux désertions qui se renouvelaient chaque jour, j'ai senti la nécessité d'éloigner d'Alger ce 5e bataillon qui, restant ici, ne tendrait qu'à rejoindre les bataillons réguliers d'Abd el-Kader où se trouvent déjà une centaine d'Espagnols de la Légion... Ce bataillon est parti pour Bône et j'ai recommandé à son égard toutes les mesures de la meilleure surveillance possible... L'infanterie régulière d'Abd el-Kader en comprend déjà plus de 100, auxquels se joindront sans doute les 65 désertés (*sic*) récemment, et au bout de trois jours, après l'arrivée du 5e bataillon de la Légion[78]. » D'ailleurs, avant même les désertions de soldats espagnols, les rapports d'un officier, le colonel d'Illens, faisaient état d'autres faits semblables, provoqués, semble-t-il, en partie, par une propagande écrite « en plusieurs langues » par les services d'Abd el-Kader. Résultat : 25 déserteurs de la Légion étrangère en trois mois[79].

Pour ceux qui suivent les événements militaires d'Algérie depuis au moins 3 ans, la situation décrite plus haut ne laisse pas d'avoir, elle aussi, une réplique fidèle. Dès 1957, des désertions de réfugiés hongrois qu'on avait embrigadés de force

[76] Maréchal Valée : *Correspondance*, t. V, p. 94.
[77] *Campagnes d'Afrique*, pp. 207-208.
[78] Valée : *Correspondance*, t. V, pp. 194-195 (notes).
[79] D'Illens à Valée : In *Correspondance*, t. V, p. 44.

dans la Légion étrangère ont été signalées, et des déclarations faites par ces déserteurs furent publiées par *El Moujahid*. La presse française, en revanche, s'était montrée tour à tour secptique et discrète jusqu'au jour où *Le Monde*, rendant compte de la libération, par les soins du G.P.R.A. et des autorités marocaines, de onze déserteurs de la Légion, a donné dans son numéro du 6 octobre 1960 l'information suivante : « Un Hongrois, Lajas Elas, a précisé qu'il y avait vingt-cinq réfugiés hongrois dans chaque compagnie de la Légion se trouvant en Algérie, que la plupart d'entre eux avaient rejoint la France après le soulèvement de Budapest en 1956, et qu'ils avaient été versés dans la Légion étrangère contre leur gré. » Etant donné la hâte, sans doute préméditée, et le mouvement d'ensemble avec lesquels les réfugiés (espagnols) d'hier désertaient la Légion, il est fort possible qu'ils aient été, eux aussi, à l'instar des réfugiés (hongrois) d'aujourd'hui, racolés contre leur gré !

Mais la guerre se prolonge et produit au moins deux réactions psychologiques selon qu'il s'agisse des civils, libéraux autant que possible, ou des militaires et civils souvent portés par nature à prendre leurs désirs bellicistes pour la réalité. Dans le premier cas on a ceci, qui rappelle des positions encore familières à certains démocrates français d'Algérie — et la même démagogie en contrepoint : « Il y a, écrivait Clauzel en 1835, un parti considérable d'indigènes et même d'Européens qui voit avec peine notre guerre contre Abd el-Kader et qui voudrait qu'on traitât avec lui. Ce parti a ses intérêts qu'il préfère d'abord à ceux de la France dont il s'occupe peu[80]. » Quant au deuxième cas — le dernier quart d'heure — on en trouve des exemples à tout moment et paradoxalement lorsque la guerre se fait plus dure, en 1841-1842, c'est-à-dire cinq à six ans avant la fin des hostilités avec Abd el-Kader. Valée, lui, en avait tâté les années précédentes, puis, se ravisant, il s'était montré sceptique. Les officiers de la tendance Bugeaud, plus jeunes, plus impulsifs, se livrent bien volontiers à ce jeu : « l'on donne comme positive la prochaine décadence d'Abd el-Kader. Il n'y a plus qu'à frapper un dernier coup[81]. » disait l'un. « Les affaires militaires de ce pays, écri-

[80] Clauzel : *Correspondance*, t. I, p. 271.
[81] *Campagnes d'Afrique*, p. 251 (1841).

vait l'autre, semblent marcher vers une solution prochaine et tout porte à croire que la puissance d'Abd el-Kader va s'écrouler de tous côtés[82]. » Un troisième, beaucoup moins crédule, nous rappelle que la « fraternisation » ne date pas seulement d'aujourd'hui : « Il est vrai, note-t-il dans sa correspondance de 1842, que d'après les journaux et bulletins des soumissions, on croirait qu'il n'y a plus qu'à s'embrasser et que tout est fini[83]. »

Et pourtant, beaucoup d'entre eux ont vu souvent juste dans cette guerre, allant jusqu'à dénoncer, avec une rare indépendance d'esprit, les pratiques féodales, les anomalies excessives, le mensonge et les débordements de toutes sortes qui caractérisaient l'action de certains de leurs camarades et de leurs supérieurs hiérarchiques. Mais, les massacres et la chasse à l'homme étant la règle d'or de la conquête qu'ils entreprenaient, ces officiers, par ailleurs courageux, ne poussaient pas jusque-là leur réprobation indignée, à quelques infimes et timides exceptions près. La guerre étant ce qu'elle était, les attitudes les plus saillantes, au stade, cette fois, du commandement suprême, militaire et politique, ne pouvaient être, vis-à-vis des Algériens et de leur gouvernement, que le refus de négocier, la recherche de la capitulation pure et simple, ou, dans la meilleure (!?) des perspectives et comme moyen hypocrite, les tractations pour une paix morcelée à l'infini, proposée à des chefs locaux, à des individualités sans influence, à des familles. Là aussi, des souvenirs récents, depuis M. Robert Lacoste et le 13 Mai, font le joint avec les chimères du passé. C'est à croire — et ceci est vraisemblable — que les gouvernants et activistes français modernes se réfèrent volontiers aux classiques du siècle dernier. Alors que le maréchal Clauzel, gouverneur général de l'Algérie, réaffirmait, sur un ton rageur, un an à peine avant le traité de la Tafna, « la volonté du gouvernement de ne recevoir jamais que la soumission d'Abd el-Kader, car on ne peut traiter avec un homme qui n'est pour nous qu'un chef de révoltés[84] », le maréchal Valée déclarait plus tard, après la rupture du même

---

[82] *Campagnes d'Afrique*, p. 257.
[83] *Campagnes d'Afrique*, p. 272.
[84] Clauzel : *Correspondance*, t. I, p. 754.

traité : « On a saisi toutes les occasions de faire savoir qu'on ne traiterait point avec Abd el-Kader. mais qu'*on recevrait avec bienveillance les chefs et les populations qui, se séparant de sa cause, demanderaient à traiter pour leur compte*[85]. » C'est à croire que ceux qui, fin 1958, parlaient de « cessez-le-feu locaux », « d'armistices dans le cadre du quadrillage et non dans le cadre d'une négociation », n'ont rien inventé de nouveau depuis Valée !

Avec un troisième maréchal, Bugeaud, qui est, à plus d'un titre, le maître à penser de la nouvelle vague d'activistes et même de certains responsables chevronnés, le rapprochement est plus flagrant encore. Il ne s'agit de rien d'autre que de la première version de la « paix des braves », et cela vous a une saveur tout actuelle. L'histoire, bien qu'assez longue, mérite d'être rapportée, car elle éclaire pour nous, en dehors de son objet, certaines méthodes immorales ou présomptueuses opposées au bon droit et à la sereine dignité des dirigeants algériens.

Cela se passait en 1843. Le maréchal Bugeaud avait pressenti son confident et interprète en chef des Affaires arabes, Léon Roches, pour une mission qui consistait à convaincre l'émir Abd el-Kader de se livrer « honorablement » à la France, ainsi que son armée. Léon Roches avait passé auprès de l'émir tout le temps qu'avait duré le traité de la Tafna, jouissant d'une confiance rare, de l'estime et de l'affection d'Abd el-Kader. Or, quand Bugeaud le désigne, en considération de ces précédents favorables, pour assumer pareille mission, Léon Roches, toute honte bue, allant jusqu'à copier le tempérament du maréchal, écrira à l'émir Abd el-Kader, dont il avait connu l'hospitalité généreuse, ce chef-d'œuvre d'insolence et de mépris : « Dieu. disait-il, a ses desseins sur chaque peuple ; il punit les uns par les autres et donne leur pays à qui il lui plaît. L'Afrique a appartenu bien des siècles à nos ancêtres (pas les Gaulois, mais les Romains. n.d.l.a.). Les Turcs les en ont chassés (*sic*), Dieu nous y ramène. mais ces successions surviennent à de longs intervalles. Respectons donc les décrets de la Providence[86]. » Après ce préambule, L. Roches poursuit : « Arrivons à l'objet de la lettre. Tu me dis que

---

[85] Valée : *Correspondance*, t. V, p. 229.

[86] H. d'Ideville : *Le maréchal Bugeaud*, t. II, pp. 458-461.

tu accepteras toute proposition qui ne sera pas contraire à la religion ; j'ai trop haute opinion de ton esprit pour supposer que, par ces paroles, tu veuilles parler d'un traité, ou d'une paix quelconque ; il faudrait nous supposer atteints de folie. Tu as voulu me dire que tu ne refuserais pas un arrangement qui, en mettant fin à cette lutte d'une manière honorable pour toi et pour les tiens, ne serait pas incompatible avec ta loi et ta religion. Eh bien, le maréchal, dans sa magnanimité, a bien voulu prendre en considération les prières que je lui ai adressées pour assurer à son ennemi vaincu une retraite honorable... Ceux de ton armée qui ne t'accompagneraient pas (à La Mecque) obtiendraient l'aman et se retireraient dans leurs tribus respectives... Je crois que jamais l'histoire des peuples ne nous a donné l'exemple de plus de générosité de la part d'un ennemi vainqueur ; et jamais ennemi vaincu n'a connu de fin plus glorieuse. Le maréchal voit avec chagrin, qu'après avoir combattu comme un prince doit le faire pour sa religion et pour sa patrie, tu sois redescendu au rôle abject de chef de brigands qui coupe les routes et qui, pour vivre et faire vivre les brigands qui l'accompagnent, tombe sur des tribus faibles et innocentes[87]. » Il y a là, en plus d'un abominable malentendu voulu par L. Roches, l'énoncé traditionnel de certains arguments mensongers qui tendent à discréditer l'adversaire. Les années à venir verront, précisément, deux des plus éclatantes victoires que l'armée d'Abd el-Kader ait remportées sur les Français. Sidi-Brahim, entre autres, était considérée du point de vue stratégique par un écrivain militaire de l'époque, le comte d'Hérisson, comme l'une des plus grandes défaites que l'Armée française ait essuyées. Mais revenons aux tractations de Léon Roches. Le biographe de Bugeaud — d'Ideville — a été frappé en cette circonstance par « la dignité des réponses d'Abd el-Kader, qui, ajoute-t-il, réclame en quelque sorte l'exécution ou le renouvellement du traité de la Tafna[87] » alors que les gouvernants français voulaient obtenir sa capitulation et celle de son armée. Le ton même de sa lettre nous change de la légèreté injurieuse de L. Roches : « Si tu avais reçu, lui répondit Abd el-Kader, la première lettre que nous t'avons en-

[87] H. d'Ideville : Ouvrage cité, pp. 461-463.

voyée, tu aurais compris ce que nous pouvons faire et ce que nous ne pouvons faire ; mais tu es notre ami et nous ne craignons pas de redire tout ce que nous t'avions déjà dit... Les propositions que tu me fais en me promettant qu'elles seront ratifiées par le maréchal Bugeaud, sont vraiment éloignées de la raison... Comment, toi qui es comme mon fils et qui, dans cette démarche, te dis guidé par une amitié sincère, comment as-tu pu penser que j'accepterais comme une grâce un refuge qu'il est à ma disposition d'atteindre avec mes propres forces ? Quand tu me prédis qu'il pourrait bien m'arriver une fin semblable à celle de mon frère et ami Sidi Mohammed ben Allal[87 bis], mais, loin de redouter cette fin, je la demande à Dieu tôt ou tard, pour moi et pour tous les musulmans !... Maintenant, ô mon ami, si le maréchal a l'intention de me faire entendre des paroles qui soient dans l'intérêt de tous, qu'il envoie un des siens avec des lettres de crédit ; qu'il me fasse prévenir secrètement, et moi j'aurai aussi secrètement un de mes amis, mon frère Bouhamidi[88] par exemple, qui devra se rencontrer avec son envoyé... Ils s'entendront ensemble sur les clauses à établir... Alors nous renouvellerons une alliance dont les bases seraient un sûr garant d'une amitié et d'un accord durables[88 bis]. » Le confident de Bugeaud, qui deviendra, plus tard, secrétaire de légation à Tanger et consul général à Tunis, et poursuivra ici et là de louches manœuvres, s'obstine sous une forme apparemment polie, cette fois, à faire la même proposition à Abd el-Kader, dont la lettre, observe encore d'Ideville, était « si spirituelle et si sensée ». Il écrit de nouveau à l'émir, qui ne répond plus : « Le roi, la Chambre, les ministres, la nation, tous veulent garder notre conquête... Tu n'as plus qu'une voie de salut pour toi et pour

---

87 bis Lieutenant-général (khalifa) de l'émir pour le Chélif et l'Oranie orientale. Sa mort héroïque au combat de Sidi Yagoub en 1843, lui valut les honneurs militaires de la part de l'ennemi. L. Roches, invitant Abd el-Kader à méditer sur le sort de Ben Allal, nous rappelle les propos tenus par M. Delouvrier au lendemain de la mort du colonel Amirouche : « Le sort d'Amirouche, le sort de tous les chefs de bande, c'est le sort qui attend chacun des chefs de la rébellion. Les dirigeants de l'organisation extérieure le comprendront-ils enfin ? » Cf. *Semaine en Algérie*, 1959, n° 41.

88 Khalifa pour l'Ouest oranais.

88 bis H. d'Ideville : Ouvrage cité, pp. 461-463.

ceux qui sont attachés à ton sort. Viens auprès du maréchal ; remets-toi à sa discrétion et à sa générosité ; nulle part tu ne trouveras semblable accueil et pareille considération... N'aie pas honte de cette démarche... Accepte les décrets du Très-Haut[89]. »

On connaît la suite. Pendant plus de 4 ans encore les « colonnes infernales » de Bugeaud — c'est ainsi que les militaires et les historiens se sont plu à les appeler — vont mettre le pays à feu et à sang, râcler davantage l'Algérie, comme si treize années de guerre ne suffisaient pas à son malheur. C'est, désormais, la phase la plus terrifiante de la conquête, celle qui vit précisément naître et agir de véritables criminels de guerre et théoriciens de l'extermination et du regroupement : Pélissier, Montagnac, Saint Arnaud, Richard. Les noms des trois premiers, avec beaucoup d'autres, tels Yusuf, Trumelet, etc..., ont été donnés officiellement à des villages algériens importants comme une insulte à la conscience morale. Demain, par impossible et à Dieu ne plaise, d'autres agglomérations urbaines porteront les noms de Massu, Bigeard, Ducasse, Trinquier, Charbonnier, bourreaux et tortionnaires galonnés. Mais revenons aux « pionniers ». Pélissier ? Plus tard maréchal de France, se signala en 1845 par des enfumades opérées de sang froid et qui firent dans les grottes du Dahra près d'un millier de morts. En 1852, lors de la prise de Laghouat, il livra à la fureur de ses troupes la population civile de cette petite oasis : 2.300 morts, hommes, femmes et enfants[90]. Montagnac ? C'est le plus excité des jeunes officiers de la Conquête. Il donna à ses troupes d'élite le nom macabre de « Voltigeurs de la Mort ». Mais, écoutons-le plutôt : « Vous me demandez dans un paragraphe de votre lettre — écrivait-il à un ami — ce que nous faisons des femmes que nous prenons. On en garde quelques-unes comme otages, les autres sont échangées contre des chevaux, et le reste est vendu à l'enchère comme bêtes de somme (à la troupe. note de l'auteur)... Parmi ces femmes, il y en a souvent de très jolies ; il y a aussi des enfants charmants. Ces pauvres petits moutards sont vraiment intéressants. Dans toutes les opérations de guerre que nous faisons depuis quatre mois, il y a des scènes à attendrir un rocher,

[89] H. d'Ideville : Ouvrage cité, pp. 465-466.
[90] Colonel Pein : *Lettres familières sur l'Algérie*. Ed. 1893, p. 393.

si l'on avait le temps de s'attendrir un peu. Eh bien ! On en arrive à regarder tout cela avec une sèche indifférence qui fait frémir[91]. » Et plus loin, en guise de conclusion : « Voilà, mon brave ami, comme il faut faire la guerre aux Arabes. Tuer tous les hommes jusqu'à l'âge de 15 ans, prendre toutes les femmes et les enfants, en charger les bâtiments, les envoyer aux îles Marquises ou ailleurs ; en un mot, anéantir tout ce qui ne rampera pas à nos pieds comme des chiens[91]. »

Saint-Arnaud ? Maréchal, lui aussi, après le coup d'Etat du 2 décembre qu'il prépara pour le compte du Prince-Président. Il fut l'émule de Pélissier en matière d'enfumades, mais, sur les conseils de Bugeaud, agit, en l'occurrence, avec une extrême discrétion[91] *bis*. Ses « Lettres » sont pleines de scènes épouvantables, de villages incendiés, de têtes et d'oreilles coupées, toutes choses dont il jouissait à l'avance, d'une façon morbide, et qu'il décrit ensuite avec cynisme.

Charles Richard ? Avec lui nous accédons à l'un des sommets de la perversion coloniale. C'est le plus original de tous. Ses théories sur le regroupement, mises en pratique par lui seul, ont été reprises depuis 1958 comme un hommage à cet activiste avant la lettre qui s'est livré, par ailleurs, à des élucubrations « psychologiques » inouïes. Disciple à la fois des saint-simoniens et des fouriéristes de la tendance Considérant, la plus révolutionnaire, il rêvait de mettre le canon et le télégraphe électrique (d'invention récente) et d'autres choses encore, au service de la civilisation, mais à sa manière, c'est-à-dire par la contrainte, la dégradation physique et morale. Ancien élève de Polytechnique, il avait servi, sur le double plan militaire et administratif, dans le sillage de Cavaignac et surtout de Saint-Arnaud, qui semble l'avoir beaucoup apprécié. Il représente un cas très curieux, sinon isolé, et l'arme — le Génie militaire — que ses aptitudes lui ont fait choisir et qui était assez dédaignée, à l'époque, parmi les officiers sabreurs, lui a peut-être donné des complexes. De là, cette emphase épique qui s'exprime mal à propos, cette hypertrophie rageuse et criminelle du sentiment de puissance. « Le

---

[91] P. Chalmin : *L'officier français de 1815 à 1870*, pp. 53-55.

[91 bis] En effet, Bugeaud, échaudé par les interpellations à la Chambre des députés, lui recommanda d'agir de la sorte.

canon, écrit-il, est la grande voix qui proclame la civilisation humaine, qui brise les barrières qui séparent les peuples et les force à se communiquer par la brèche... Certainement, le bien qui se produit dans ces contacts coûte bien du sang, bien des larmes, bien des misères. Du milieu de ces ruines fumantes que la guerre laisse après elle, le génie de la création se réveille plus puissant que jamais[92]... » L'un des premiers, aussi, il parle de la nécessité pour l'Europe de conquérir le continent africain, de se prémunir contre un Attila surgi de « ce monde de sauvages qui grouille devant nous[93]. » Mais, fort heureusement, « la civilisation (européenne) est maintenant la plus forte, parce qu'elle a pour elle de gros bataillons et la science militaire[93] ». Une guerre entre nations européennes « serait un sacrilège, Dieu nous en garde[93] ! » C'est pour cela d'ailleurs que « la seule guerre maintenant vraiment utile et par conséquent légitime, c'est celle que nous faisons ici (en Algérie). C'était à nous, Français, représentants du progrès humain, enfants de Saint Louis, que revenait de droit la gloire d'une si noble entreprise. Nous ne sommes pas ici pour obéir à un vote des Chambres, mais pour obéir à des ordres encore plus sacrés ; et, malgré les clabauderies des esprits faibles qui ont toujours peur de faire de grandes choses, nous y resterons et accomplirons en entier, poussés par le doigt de Dieu, notre sainte mission[94] ». En quoi consistent donc cette grande mission, ces grandes choses ? Le modeste capitaine du Génie et chef tout-puissant du bureau arabe d'Orléansville, qui en a été l'instrument privilégié avec beaucoup de ses semblables, va nous le dire. Il serait long de tout citer. Charles Richard ne se lasse pas de faire l'éloge de l'armée, « toujours grande, héroïque, et que la Providence a choisie pour défendre et propager la civilisation humaine[95] ». Reprenant les idées maîtresses de Bugeaud, il y va aussi de son cru. Ainsi, il est pour le maintien de 100.000 hommes de troupe en Algérie, *plus* une réserve de 20.000 hommes toujours prêts à intervenir à partir des départements du Var et

[92] Charles Richard : *Etude sur l'insurrection du Dahra* (1845-1846), p. 164.
[93] Charles Richard : Ouvrage cité, *ibid.*
[94] Charles Richard : Ouvrage cité, *ibid.*
[95] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 170.

des Bouches-du-Rhône, *plus* la garde nationale, *plus* une milice civile en temps de guerre, *plus* des colons militarisés. En effet, « il faut que tout ce qui vit dans le pays (il s'agit des Européens. n.d.l.a.) porte un sabre et un fusil et sache s'en servir[96] ». La civilisation est bien compliquée et mobilise trop d'agents inattendus ! Le résultat, à longue, très longue échéance, est quand même optimiste pour qui sait attendre. Car, entre-temps, ajoute Richard, « il nous faut d'abord mettre ce peuple (algérien) sous nos pieds pour qu'il sente bien notre poids, mais diminuer ensuite peu à peu la pression, et lui permettre enfin, *après des siècles* (sic), de se dresser à notre hauteur et de marcher avec nous dans la grande voie du progrès humain[97]. » En attendant, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, le progrès humain est mis en veilleuse ; bien plus, il est exclu et contrecarré en ce qui concerne l'Algérien, c'est-à-dire l'objet supposé de la fameuse mission. Ce qui importe avant tout c'est de le tenir « par rapport à nous dans une stricte tutelle[98] ». Mieux encore : « Le consulter sur ses besoins serait commettre une grave imprudence. C'est à nous de rechercher et d'apprendre quelles sont les mesures et même les institutions qui lui conviennent et *de les lui appliquer quoi qu'il en dise*[99]. » Charles Richard sait pas instinct que les droits politiques librement exercés, *même dans le cadre français*, sont la négation pure et simple de la domination coloniale. « Si demain, écrit-il. nous avions l'imprudence d'étendre à tous les Arabes qui nous sont soumis les bienfaits de notre charte et de notre législation, nous n'aurions rien de plus sage à faire, tous tant que nous sommes, que de plier promptement bagages[99]. » Dieu merci, il y a d'autres moyens, des moyens de « civilisation » par le vide. Par exemple celui-ci : « Nous ne verrions, pour notre part, pas grand mal à ce que ces établissements (écoles arabes et mosquées) tombassent en poussière, et à ce que le peuple arabe retournât à l'ignorance des premiers âges. Il nous serait alors possible de lui apprendre quelque chose et *de nous l'approprier par l'éducation*[100]. » Ou encore

---

[96] Charles Richard : Ouvrage cité, pp. 177-178.
[97] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 181.
[98] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 183.
[99] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 183.
[100] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 188 (notes).

cet autre, un pur chef-d'œuvre qui préfigure déjà, à 112 ans d'intervalle, la pratique actuelle des regroupements de populations. « La première chose à faire, écrivait Richard, pour enlever aux agitateurs leurs leviers, c'est d'agglomérer les membres épars du peuple, d'organiser toutes les tribus qui nous sont soumises en zémalas[101]. » Il ne se fait d'ailleurs pas prier pour donner plus de détails : « Les divers douars seraient séparés entre eux par une haie de jujubier sauvage ou de toute autre broussaille. Enfin, toute la *zémala** serait entourée d'un large fossé, armé de cactus[101]. » Le travail hors de ces camps est prévu pour les ouvriers agricoles, eux-mêmes groupés par tentes, mais personne d'autre ne pourrait en sortir sans un ordre de l'autorité française. « On comprend aisément, poursuit l'auteur, l'avantage d'un pareil système. Les Arabes ainsi emprisonnés seraient à notre disposition, et pourraient, derrière leurs fossés, braver toutes les bandes de Boumaza et de ses successeurs[102]. » Mais, comme il s'attend à des objections sur le coût de cette entreprise gigantesque et sur la répugnance des Algériens à se laisser regrouper, il a vite fait de répondre : « On ne dira pas que la mesure répugne au caractère arabe. Cela est, du reste, de mince importance », ajoute-t-il dans une note : « Quand une mesure nous est avantageuse et l'est aussi en réalité au peuple, nous ne voyons pas ce qui pourrait nous arrêter pour la mettre en exécution[102]. » D'ailleurs, n'y a-t-il pas un précédent ? Il en parle en connaissance de cause : « La presque totalité de la subdivision (d'Orléansville) a été ainsi organisée pendant la guerre[102]. » Et il poursuit : « Nous croyons fermement que l'idée de ces villes de tentes où nous emprisonnerions la population arabe, porte en elle la paix du pays. L'essentiel est, en effet, de grouper ce peuple qui est partout et qui n'est nulle part ; l'essentiel est de nous le rendre saisissable. Quand nous le tiendrons, nous pourrons alors faire bien des choses qui nous sont impossibles aujourd'hui, et qui nous permettront peut-être de nous emparer de son esprit après nous être emparés de son corps[103]. » Nous emparer de

---

* *Zémala :* campement, agglomération de tentes, avec un sens plus militaire que civil.

[101] Charles Richard : Ouvrage cité, pp. 189-190.

[102] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 190.

[103] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 192.

son esprit ! C'est là une formule qu'un curieux retour des choses nous fait retrouver parmi les objectifs et dans le langage de « l'Action psychologique ». L'assimilation, dans le domaine de la propagande, ne s'arrête d'ailleurs pas à cet élément précis. L'auteur cite d'autres moyens « très importants », dont il ne cache pas, en revanche, « qu'ils pourraient paraître puérils à certains esprits ». Ainsi, préconise-t-il l'usage des prophéties, des livres apocryphes prédisant la permanence de la domination française et qu'on ferait placer subrepticement, par quelque pèlerin, « sous une pierre du tombeau de Mahomet[104]. » Tout cela pour avoir un sursis d'un siècle, dûment prédit par les mages de service ! Le capitaine Richard trépigne d'aise et d'impatience devant le spectacle futur d'une Algérie « européenne » délivrée de la hantise des révoltes. Car, c'est net : on sent presque physiquement chez ce fier-à-bras, et tout au long de son livre, la peur des soulèvements populaires : « Un siècle, c'est énorme ! Dans un siècle, si nous savons nous y prendre, les révoltes seront à jamais éteintes dans le Tell ; la population arabe qui s'y trouvera encore à cette époque n'aura guère ni l'envie, ni la possibilité de mettre à la porte nos colons qui couvriront la face du sol[105]. » Enfin, le clou de ce système de propagande conçu par l'ancien polytechnicien féru de sciences exactes, serait tout simplement cocasse ou inattendu si son auteur n'avait pas été un théoricien écouté de nombre d'officiers-administrateurs. « Il nous faudrait, conclut-il, il nous faudrait aussi avoir des inspirés à tant le mois (*sic*), et les faire parler suivant les circonstances, mais toujours en notre faveur[106]. » Le maraboutisme congréganiste et officiel, découle, pour une large part, de cette recommandation.

A peu près dans le même ordre d'idées, mais pour des raisons et des fins purement militaires, l'habitude invétérée de travestir le réel par les mythes, de maquiller les faits les plus minces en actions d'éclat, a créé un phénomène d'inflation épique fort courant à l'époque et auquel répond, de nos jours, une tradition tout aussi imaginative. Il s'agit des bulletins de

---

[104] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 191.
[105] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 193.
[106] Charles Richard : *ibid.*

victoire. L'ampleur de cette mythomanie, tour à tour dangereuse ou loufoque, ne passait pas inaperçue, et pour cause. Aussi, les témoignages sont-ils nombreux, venant du sein de l'armée elle-même, de la part d'officiers que la pratique quotidienne du mensonge excédait à juste titre. « C'est une chose vraiment déplorable, écrivait l'un d'eux, que cet abus de rapports militaires qui deviendront, si l'on n'y prend garde, une source d'avilissement et de ridicule pour la France... Aujourd'hui, la prise d'une échoppe, le moindre engagement, le plus mince fantôme de combat, enfantent des relations ampoulées. C'est triste à dire, mais c'est vrai : le bulletin est le journalisme de l'armée[107]. » Et cet autre ajoutait avec humour : « Les bonnes traditions se perdent, nous devenons un peu fanfarons, et j'apprends quelquefois par les bulletins, de grandes victoires auxquelles je ne me doutais pas d'avoir assisté[108].» Le colonel Forey, par exemple, qui a son franc-parler, se moque des courtisans qui ont grossi l'affaire de la Smalah parce que le duc d'Aumale, prince royal, y avait participé. Il écrit pourtant à l'un des amis fervents de la dynastie, au maréchal de Castellane lui-même : « Ainsi, ces drapeaux dont on vient de faire tant de bruit ont été pris dans une tente et n'ont pas coûté une goutte de sang. Sur 20 ou 25.000 individus qui n'ont rien tenté pour s'échapper, 3.000 environ ont été ramenés. En définitive, et à très peu de chose près, la smala (d'Abd el-Kader) est restée constituée comme elle l'était[109].» Un autre officier, le colonel Dumontet, va encore plus loin : « Avec quelle naïve confiance elle (l'opinion publique) croit sur parole tous ces faiseurs de bulletins mensongers qui se proclament grands hommes pour avoir brûlé des récoltes et volé des moutons, traqué et enlevé de misérables populations sans défense[110]. » Et de fait, le plus clair des opérations militaires consistaient en cela, c'est-à-dire en razzias colossales que le général Changarnier justifiait par une référence à... Josué et à la Bible. C'est lui qui écrit encore, moins cynique en cela que beaucoup d'autres : « Après avoir ruiné le gouvernement d'Abd el-Kader et dispersé ses troupes, nous

[107] *Campagnes d'Afrique*, p. 190.
[108] *Campagnes d'Afrique*, p. 278.
[109] *Campagnes d'Afrique*, pp. 317-318.
[110] *Campagnes d'Afrique*, p. 420.

devions nous attaquer à la fortune mobilière et aux récoltes des tribus pour les contraindre à se soumettre[111]. » Pourtant, ces pratiques avaient commencé bien avant, alors que les occasions de s'affronter à l'armée régulière algérienne ne manquaient pas. Changarnier note dans ses *Mémoires* que certains éléments tels que les centres de ressources, les magasins militaires de l'adversaire et les cours d'eau « obligeaient (l'armée française) aux mêmes calculs stratégiques que dans les guerres d'Europe[112] », mais il considère unilatéralement que tout cela ayant cessé d'exister, il fallait se livrer à des razzias sur les populations civiles, certainement plus commodes que la guerre classique. Les témoignages à ce sujet abondent. Un correspondant du maréchal de Castellane écrivait à ce dernier, déjà en 1843 : « Nous n'avons fait la guerre qu'aux troupeaux et à la partie la plus infirme (*sic*) de la population, — sans armes et poussée par la faim et la misère[113]... » Pour avoir une idée de la réalité actuelle, lisez les témoignages de G.-M. Mattéi : « Jours kabyles » et de Jacques Pucheu : « Un an dans les Aurès[114] » et cent autres que la « pacification » a inspirés.

Mais il n'y avait pas que le bulletin, « journalisme de l'armée ». Il y eut aussi d'autres manifestations journalistiques et même parlementaires qui avaient le secret, cette fois, d'irriter le pouvoir, d'amener ses représentants à faire, par dépit, des assimilations hâtives et démagogiques. Comme toujours, c'est une certaine presse parisienne qui est visée ; c'est Paris qui pactise avec l'ennemi ! Le maréchal Clauzel en a la preuve dès 1836. Aussi, ne mâche-t-il pas ses mots quand il s'adresse à son gouvernement : « Hadj Seghir[114 bis] écrit de tous côtés les nouvelles les plus fausses et les plus absurdes... Le rapport qu'il y a entre ce qu'il écrit et ce qui s'écrit à Paris dans certains journaux sur le même sujet est assez remarquable

---

[111] Changarnier : *Mémoires.*
[112] Changarnier : *Mémoires,* p. 316.
[113] *Campagnes d'Afrique,* p. 274.
[114] *Temps Modernes* : juillet-août 1957 et septembre 1957.
[114 bis] Khalifa de Miliana. Il servit les Français pendant la courte période d'anarchie qui précéda la reconstitution de l'Etat algérien sous l'autorité d'Abdel-Kader, puis il rallia la cause nationale. Quant au parti ou « comité maure », il agissait clandestinement à Alger, ville occupée, et avait à sa tête des intellectuels et des bourgeois algériens souvent bien introduits auprès de certains hauts fonctionnaires comme le baron intendant Pichon entre 1831 et 1832. Très actifs, ils avaient un code secret.

et s'explique du reste par les relations qui existent entre les chefs du parti maure et Hadj Seghir et aussi avec les affiliés ou des dupes dans la capitale (française), fait dont je vous montrerai des preuves à Paris[115] ». Et les Chambres ? Elles (ou, plus exactement leurs commissions) ne trouvent pas grâce auprès de Clauzel : « Ce qu'il y a de fâcheux, écrivait-il dans sa correspondance officielle, c'est de voir que les commissions des Chambres suivent, précisément, dans la question d'Afrique, la marche que nos ennemis indigènes proposent pour nous expulser du pays[116] ». « Certes, je suis loin de croire, ajoute-t-il prudemment, qu'il y ait connivence, mais le rapprochement est singulier et surtout pénible[116]. » Puis il conclut avec un sens rare de l'amalgame et de la mauvaise foi : « En somme, les difficultés pour soumettre les Arabes, qui appellent un gouvernement de tous leurs vœux et qui accepteraient le nôtre s'ils le voyaient protecteur et surtout persistant, les difficultés pour administrer et coloniser viennent toutes de Paris. C'est là que sont nos plus grands ennemis, les seuls qui soient redoutables[116]. »

Mais, à Paris, c'est connu, les ennemis redoutables de leur propre pays se recrutent aussi parmi les intellectuels. Cette « vérité » n'a pas échappé à un homme exclusif comme Bugeaud. Il faut dire aussi qu'en une autre occasion il s'est plu, avec condescendance, à qualifier les écrivains « d'aristocratie de l'écritoire » en déclarant à leur sujet qu'ils ne voudraient pas, eux, de « l'abandon de l'Algérie ». Il n'ajoutait d'ailleurs nullement s'ils étaient partisans de « l'occupation maritime et restreinte » ou de la « conquête absolue », autres questions qui figuraient à l'ordre du jour de la Chambre en janvier 1840. Il peut aussi s'agir d'une catégorie d'intellectuels conformistes (en majorité, à l'époque), mais le mépris mitigé qui les désigne n'en demeure pas moins, surtout si l'on relève des deux mots : *on rit*, dont le rédacteur de la séance parlementaire a fait suivre la trouvaille spirituelle de Bugeaud. Plus tard, au mois de novembre de la même année, alors qu'il s'agissait d'autre chose que de l'Algérie, Bugeaud dira crûment, sans équivoque ni ménagement, ce qu'il pense des intellectuels, et

[115] Clauzel : *Correspondance*, t. I, p. 568.
[116] Clauzel : Ouvrage cité, p. 565, t. I.

le scripteur de la Chambre notera, au beau milieu de sa tirade : *rires prolongés*. « L'Europe, disait-il, sait très bien que derrière nos écrivains fanfarons et provocateurs, il y a une nation vigoureuse et énergique. Ce sont ces vingt-quatre millions de cultivateurs, ces huit millions d'ouvriers, ces hommes aux bras nerveux, aux mains calleuses, qui ont versé beaucoup de sueur, et n'ont jamais versé d'encre (*rires prolongés*). Nous sommes assurés que ces populations ne manqueront pas au recrutement de nos armées[117]. » Il n'est nul besoin d'insister sur la démagogie du général-député, surtout en ce qui concerne la mention qu'il fait des ouvriers, dont beaucoup tombèrent sous les balles de ses soldats lors des journées de la rue Transnonain.

Ce goût facile pour un certain prolétarisme quand il s'agit, non pas d'accabler la bourgeoisie au pouvoir, mais les intellectuels libéraux, alliés possibles de la classe ouvrière, nous le retrouvons aussi, sous une forme plus évoluée, plus démagogique, certes, chez les activistes actuels. Nous savons, en effet, ce qu'il faut penser de la prétendue opposition armée-bourgeoisie, de cet alibi qui emprunte beaucoup aux figures de rhétorique et vise en réalité autre chose que son but apparent. Reproduisant les termes d'une lettre adressée à un académicien français, naguère libéral, par « un groupe d'officiers de l'armée d'Afrique », J.-R. Tournoux écrit : « Sous le ciel d'Afrique, les cadres prolétaires de l'armée vitupèrent la bourgeoisie française, coupable, à leurs yeux, de faillir dans sa mission, et l'intelligentzia de Paris. « Mais, qui est responsable, disent-ils, de tous ces morts obscurs, les morts indochinois, les morts tunisiens, les morts algériens et nos morts à nous, nos camarades, sinon vous, les grandes intelligences qui dirigez la Nation[118] ? » Bugeaud, du moins, reprochait aux écrivains d'être, par leur inaptitude même, innocents de toute guerre. Au contraire de ce qui se passe aujourd'hui, le cynisme des officiers d'autrefois avait quelque chose de robuste, de bon aloi, dirions-nous. Le cynisme, mais, aussi, épisodiquement, l'hommage rendu à l'adversaire, la vérité sans fard sur les mobiles et les buts poursuivis. Il paraît que de nos jours on doit se garder de reconnaître le courage de l'ennemi, puisqu'il

---

[117] H. d'Ideville : *Bugeaud*, t. II, p. 242.
[118] J.-R. Tournoux : *Secrets d'Etat*, pp. 443-444.

s'agit d'une guerre psychologique[119] ! Au siècle dernier, les justifications n'étaient pas toujours immédiates. Elles viendront après coup, quand tout sera consommé, ruiné, mis plus bas que terre, et, avec elles, la dépréciation systématique de l'Algérien, de son patrimoine, de ses valeurs propres, qu'on a détruits ou étouffés. En attendant, le capitaine Richard justifie à peine sa monstrueuse méthode de regroupement par une « très grande amélioration du sort des Arabes (qui) n'éprouvent aucune répugnance à se masser ainsi », le reste du temps il donne mille détails et *publiquement*, sur les raisons véritables qui nécessitent, à long terme, une telle entreprise, dans l'intérêt bien compris de la domination française. Quant aux dirigeants et officiers actuels, leurs explications se veulent plus généreuses et plausibles, sacrifiant davantage au fait sociologique de l'évolution humaine, bien que leurs références remontent souvent au Haut Moyen Age : « Dans de nombreux cas, déclare M. Delouvrier au sujet des regroupés, ce sont les populations elles-mêmes qui en ont pris l'initiative, en venant, comme ce fut le cas en France au moment de l'invasion des Normands (*sic*), se mettre sous la protection du bordj militaire. Dans d'autres cas, c'est le phénomène de concentration, qui est la marque de toute évolution sociale, qui a provoqué un regroupement de populations dispersées autour des mechtas plus importantes, mais dans le voisinage immédiat des terres ancestrales, dans le but de mettre en commun un équipement collectif[120]. » En troisième lieu, il est vrai, mais plus brièvement, le Délégué général français en Algérie, tout en minimisant par ailleurs le nombre des regroupés, explique ces mesures par la nécessité militaire : protection, état d'isolement par rapport aux « rebelles ». Cependant, et à titre documentaire, de récents témoignages[121] vécus, dans la vallée de la Soummam et la région de Souk-Ahras, nous renseignent sur la cruelle réalité des deux premières catégories de regroupés que M. Delouvrier nous dépeignait sous un angle rassurant, évolutif, idyllique, presque.

Mais, alors que le Délégué général de la République fran-

---

[119] Cf. Un ami du colonel Gardes, in *Express* du 3 nov. 1960.

[120] *La Semaine en Algérie*, n° 41 (compte rendu de la *Dépêche Quotidienne d'Alger* du 16 mai 1959).

[121] Jules Roy : *La guerre d'Algérie*. Ed. octobre 1960.

çaise fait un bond dans le temps pour justifier en partie les regroupements, ses services militaires de propagande en font un autre, dans l'espace, cette fois, et se réfèrent à une expérience cambodgienne, d'après le livre *Contre-guérilla* de Pierre Roland. Le parallèle est bien audacieux et plaide en faveur de « ce regroupement de populations rendu nécessaire du fait des troubles (et qui) représente le plus fructueux des éléments de transformation du Cambodge en un Etat moderne[122]. » Les troubles, euphémisme pour désigner la guerre d'Indochine, auront servi dans ce domaine à fournir un modèle à l'Algérie ! L'allusion n'est donc pas gratuite. Tout y passe pour le bon motif : promotion politique, progrès économique et social, améliorations des techniques agricoles. Dans le cadre de ce regroupement forcé, l'exemple de l'Algérie, appelé à point nommé pour confrontation, n'est pas en reste sur son homologue asiatique, car, le « Plan des Mille villages » perce, comme par enchantement, sous la boue et la lèpre des cités mauves et derrière les barbelés... A tout prendre, nous préférons encore Charles Richard !

D'autre part, ce dernier ne se faisait aucune illusion sur la « fidélité » des collaborateurs algériens de son époque et le disait ouvertement, avec obstination. Sa suspicion s'étend à tout le monde : « Ici, écrivait-il, l'ennemi est non seulement aux portes de la ville, mais encore il est partout, et, jusque dans nos murs conspire contre nous ; tout burnous recouvre un traître ou un homme qui nous est hostile et qui n'attend plus qu'un signal pour saisir son fusil[123]. » Les caïds nommés par la France, les agents indigènes du colonialisme ? Ils vont jusqu'à « dire du mal de nous à leurs administrés » et « nous cacher le degré de haine » qui anime le peuple algérien à l'égard de la nation occupante. Bref, « tous les Arabes nous trompent et nous trahissent, à part quelques rares exceptions dont on ne peut guère tenir compte[124] ». Que faut-il donc faire ? « Tout homme influent nous étant nécessairement hostile devrait être soigneusement enlevé au pays où il exerce cette influence et transporté dans un autre où il lui serait impos-

---

[122] *La Semaine en Algérie*, 18-24 mai 1959, n° 42.
[123] Charles Richard : *L'insurrection du Dahra*, p. 175.
[124] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 175.

sible de nous nuire[125]. » Comme on le voit, il n'y a point là d'euphémisme. On « n'héberge » pas les gens, on les déporte ; il ne s'agit pas de « suspects » qu'on tue impunément, mais d'ennemis déclarés qu'on éloigne du pays. De son côté, Saint-Arnaud, quand Boumaza fut contraint de se rendre en avril 1847 dans l'Ouarsenis-Dahra où il combattait depuis 3 ans, dit les choses comme elles sont : « C'est un beau et fier jeune homme ! Nous nous sommes regardés dans le blanc des yeux.» Puis il ajoute : « Boumaza n'est pas un homme ordinaire. Il y a en lui une audace indomptable et beaucoup d'intelligence. Tous nos chefs (auxiliaires de l'autorité coloniale, n.d.l.a.), presque sans exception lui fournissaient des hommes, de l'argent, de la poudre. Ce serait triste si les révélations d'un conseil de guerre venaient à mettre à nu ces plaies de notre histoire africaine[126]. »

Bugeaud est forcé de rendre justice à son intraitable adversaire dans une proclamation à l'armée, le 2 mars 1846 : « A la fin de septembre (1845) il se présenta sur votre frontière de l'Ouest, non pas en chef de partisans, comme on l'a dit, mais en véritable prétendant qui s'appuyait sur l'amour des Arabes, sur le sentiment national et sur l'autorité que lui avaient donnée douze ans de règne[127]. »

Septembre 1845, c'est, précisément, la date du combat de Sidi-Brahim. Là aussi les témoins de l'époque ou leurs successeurs immédiats, loin de mépriser l'adversaire, respectent à son sujet la vérité historique. « Cet événement, écrit d'Ideville, très improprement désigné par certains historiens sous le nom de « massacre de Sidi-Brahim », est un fait de guerre[128]. » Puis, se basant sur un récit qui avait été établi par le duc d'Aumale après son passage au gouvernement général de l'Algérie en 1847, d'Ideville déclare « que l'idée ne lui est pas venue de transformer ledit combat de la part des soldats d'Abd el-Kader, en lâche assassinat, en massacre, en guet-apens ». Il revendique, au contraire, pour les soldats français « l'honneur et la gloire d'avoir combattu contre des ennemis dignes de leur audace et de leur courage[129] ».

---

[125] Charles Richard : Ouvrage cité, p. 179.
[126] *Lettres de St-Arnaud*, cité par d'Ideville, t. III, pp. 151-152.
[127] H. d'Ideville : *Bugeaud*, t. III, p. 84.
[128] H. d'Ideville : Ouvrage cité, t. III, p. 65.
[129] H. d'Ideville : Ouvrage cité, p. 67, t. III.

Ces sortes d'appréciations objectives ne sont pas isolées. Même quand ils écrivaient à titre officiel à leurs supérieurs, certains chefs militaires ne se privaient pas d'exprimer leur admiration pour les combattants algériens, surtout dans les circonstances où ces derniers étaient en position inégale, faute d'avoir une artillerie de siège, par exemple. C'est le général Guéhéneuc, rendant compte à Valée, qui parle, lors du siège de Mazagran, « de groupes tellement intrépides, c'est une justice à leur rendre. que trois drapeaux, plantés par eux à 40 mètres du réduit, furent constamment entourés de défenseurs et qu'ils vinrent plusieurs fois jeter bas les sacs à terre de nos pièces[130] ». C'est Duvivier, investi dans Médéa par les troupes du lieutenant-général Berkani, qui relate, lui aussi, en ces termes, l'assaut donné par les Algériens dépourvus de pièces lourdes, aux batteries françaises : « L'ennemi montra une impétuosité et une ardeur extraordinaires. Des officiers à cheval et à pied vinrent se faire tuer à 15 mètres des ouvrages. Deux d'entre eux étaient décorés, et leurs décorations, au cachet d'Abd el-Kader, sont entre nos mains, plus une plaque ronde en argent, brûlée de poudre, ramassée sur le champ de bataille et connue, depuis, pour une des marques distinctives d'El Berkani, qui a été blessé dans le combat[131]. »

Du point de vue de la bonne foi et de ses dilemmes, il y a mieux, et plus pathétique aussi, dans le cas du maréchal Valée. A travers le comportement de ce vieil homme, se situe, à un moment donné, le nœud sensible, le drame qui a marqué de tout temps la situation algérienne et qui a son origine dans la conception d'un certain patriotisme français. Patrotisme-Moloch cherchant qui dévorer, imprégnant dangereusement la mentalité d'une classe, d'abord ; puis, aux trois quarts, celle d'une nation ; préfigurant déjà en cette première moitié du XIX^e^ siècle beaucoup d'attitudes fascistes de notre époque, pour les rejoindre, en fin de compte, et les justifier, soit passivement, soit, en ce qui concerne les ultras, d'une façon active. Valée, entre 1838 et 1840, dénonce l'autorité usurpée par les colons, dénonce les trafics et les spéculations financières immorales portant sur les terres algériennes, dénonce le système ruineux des razzias françaises, dénonce les partis politiques

---

[130] Valée : *Guéhéneuc à Valée*, t. IV, p. 55.
[131] Valée : *Duvivier à Valée*, t. IV, p. 225 et suivantes.

bourgeois « qui se faisaient une arme de la question d'Afrique pour arriver au pouvoir[132] ». Il est favorable à l'indépendance de l'Algérie « que la prudence ne permettrait peut-être pas de lui refuser[133] », à plus ou moins long terme, car il ne croit pas « à la fusion des deux peuples », contrairement à Bugeaud, qui, par démagogie, était plutôt partisan « d'identifier les Arabes avec nous de manière à ne former qu'un seul et même peuple sous le gouvernement paternel du roi des Français[134] ». Et pourtant ! Valée se fait le complice et l'instrument de la rupture du traité de la Tafna ; il institue la pratique esclavagiste des otages, ordonne à ses subordonnés de surveiller « tous les chefs en général », de réduire les collectivités « à un état de misère tel qu'elles n'auront plus qu'à demander la paix[135] ». Nous avons déjà parlé, à propos de Lamoricière, Cavaignac, Bugeaud, etc., des contradictions apparentes, phénomène colonial par excellence, qui se résorbent finalement dans une doctrine délibérée. Dans le cas de Valée, homme rude mais claivoyant, tout le contraire des matamores frénétiques et sanglants de la deuxième période (1841-1848), il y a autre chose, sûrement cette exigence d'un patriotisme despotique et abusé qui se veut identifier à l'emprise même du Destin. « La conquête de l'Algérie, écrit-il, n'est pas plus une entreprise conseillée par moi que dictée par le gouvernement... C'est un fait que la France est condamnée à subir [135 bis]. » Il parle, sur le même sujet, comme Louis Veuillot, comme Poujoulat, comme Richard, mais ceux-là sont des exaltés, les uns gagnés par la foi religieuse, le troisième par la mystique de la force. Il arrive aussi à Valée d'écrire, par exemple : « Le territoire dont la Providence nous a confié l'administration », et même, en s'adressant à Abd el-Kader que certains historiens français font passer pour un fanatique : « Dieu qui marche avec moi... », mais, tout cela, qui, chez lui, appartient davantage à la forme, recouvre, néanmoins, une tendance à l'accaparement, à la « substitution au divin » ; une sorte de nationalisme missionnaire et agressif dont le mouvement propre est

---

[132] Valée : *Correspondance*, t. I, p. 238.
[133] Valée : *Correspondance*, t. I, p. 241.
[134] D'Ideville : *Bugeaud*, t. III, p. 216.
[135] Valée : *Correspondance*, t. IV, pp. 301-302.
[135 bis] Valée : *Correspondance*, t. IV, p. 39.

d'invoquer, pour se réaliser contre autrui, les droits sacrés, la force des choses et toute une mythologie initiatique et chauvine. Et, comme dans le cas précis de ce national-colonialisme séculaire il y a sans cesse une mise à jour, un bilan idéologique et une justification ultime à produire, l'évolution veut que tout cela s'exprime, par exemple, dans cette formule globale de M. Michel Debré, qui en rajoute volontiers : « l'autorité de la France en Algérie est une exigence de l'Histoire, de la nature et de la morale[136]. »

Faut-il poursuivre ce parallèle qui, désormais fragmentaire, ne sera pas moins significatif d'une situation générale et répétée, faite aussi de simples notations et de détails ?

Sur la disproportion colossale qui existait et existe toujours entre le nombre des troupes et les objectifs militaires et autres, la tradition est bien établie. De nos jours, on engage une division entière contre un petit groupe de l'Armée de Libération nationale et on escorte un convoi ordinaire à l'aide de moyens énormes. Dans le passé « il (nous) fallait, écrivait un officier français, comme d'habitude, 4 à 5.000 hommes pour nous apporter quelques caisses de biscuit et notre correspondance d'Alger à Médéa[137] ». Quand Changarnier va ravitailler Miliana, il emmène avec lui 5.000 hommes ; quand Lamoricière effectue une petite razzia problématique sur l'Oued-el-Mâleh, il dirige une colonne de 4.500 soldats toutes armes[138]. En mai 1843, Abd el-Kader avait seulement « deux bataillons en Oranie » — sous le commandement de Ben Allal — « avec lesquels il soutenait le pays[139] », alors que le gros des troupes françaises, dont le chiffre global dépassait 100.000 hommes, opérait contre lui. Un officier, le capitaine Brayer, notera plus tard en s'indignant : « Le maréchal (Bugeaud) est à la tête de 30.000 à 36.000 hommes devant 1.500 à 2.000 cavaliers dans le massif d'Alger [140]. » Sur les « disparitions », nous

---

[136] Discours du 9 février 1959.
[137] *Campagnes d'Afrique*, p. 231.
[138] *Campagnes d'Afrique*, p. 210.
[139] *Campagnes d'Afrique*, p. 331.
[140] *Campagnes d'Afrique*, pp. 186-187.

avons un système éprouvé, un degré plus bas que celui des otages. Bugeaud avait, en effet, « ordonné d'enlever *surtout* des femmes et des enfants pour les envoyer en France et effrayer par cette méthode la population encore insoumise[141] ». Deux des jeunes fils des meilleurs lieutenants d'Abd el-Kader — Ben Allal et Ben Salem — furent enlevés et envoyés en France pour constituer, vainement d'ailleurs, un moyen de pression sur leurs parents et les amener ainsi à se rendre. De jeunes garçons qui avaient été pris dans la Smalah de l'émir et emmenés en France furent, par la suite, envoyés dans des prytanées militaires et intégrés à l'Armée française en dehors de tout consentement paternel.

Sur le comportement inhumain auquel la guerre d'Algérie entraînait soldats et officiers et qui est de nouveau à l'ordre du jour, nous avons les témoignages de Louis Blanc et d'Alexis de Tocqueville, l'un des esprits les plus lucides de son temps. Le premier, se référant pourtant à des événements de la période la moins tragique, relativement, en dépit des génocides dont elle fut marquée, dit les choses sans détour : « L'occupation, écrit-il, telle que jusqu'alors on l'avait entendue, *était de nature à donner au soldat une éducation de férocité*[142]. » Puis il explique : « En 1832 on avait vu Yusuf rentrer à Bône à la tête d'une troupe qui portait, surmontant le drapeau de la France, une tête de Maure. Parmi les objets composant le butin fait sur la tribu d'El Ouffia sous le gouvernement du duc de Rovigo, on avait vendu à Bab-Azoun des boucles d'oreilles tachées de sang et des bracelets encore attachés au poignet coupé[143]. » Il est curieux, en passant, de rapprocher l'un de ces derniers faits de ce que Jules Roy rapporte dans son livre, quand il écrit : « Cette vieille-là, me dit quelqu'un, a le lobe des oreilles déchiré : les soldats lui ont arraché les bijoux qui y étaient fixés[143]. » Par ailleurs, Louis Blanc, dont on connaît le patriotisme ombrageux, va jusqu'à parler de cargaisons entières d'ossements humains expédiés d'Algérie en France pour être traités dans certaines industries[144]. Quant à Tocqueville, il se contente de dire, parlant du général Bedeau,

[141] *Campagnes d'Afrique*, p. 310.
[142] Louis Blanc : *Histoire de dix ans*, t. V, pp. 158-159. Ed. 1849.
[143] Jules Roy : *La guerre d'Algérie*, p. 162, Ed. 1960.
[144] Louis Blanc : Ouvrage cité.

une des rares exceptions parmi cette cohorte d'officiers supérieurs de la deuxième période : « Bedeau, humain comme s'il n'avait pas fait les guerres d'Afrique[145]. » Et voici qu'à « l'éducation de férocité » de Louis Blanc, répond, à 130 ans d'intervalle environ, le cri de désespoir d'un sous-lieutenant français qualifiant la guerre actuelle d'Algérie « d'école de cruauté et de violence[146] ».

La boucle est bouclée. Il est maintenant aisé d'imaginer ce que l'Algérie du premier après-guerre et celle d'aujourd'hui ont perdu du fait de cette rage monstrueuse, froidement organisée pour le massacre et la destruction, en hommes, en richesses naturelles, en possibilités immédiates — et pour le bon renom du peuple français et de l'espèce humaine en général. Il était naturel, dans le premier cas, qu'une telle hémorragie, qu'un saccage aussi total, aggravés simultanément ou après coup par l'exploitation colonialiste et la sujétion, fissent obstacle, pour longtemps, à un quelconque progrès *collectif* et *harmonieux*, le seul qui compte en définitive dans l'histoire des sociétés humaines. Mais, aussi grands qu'ils aient été au siècle dernier, les ravages causés par la conquête militaire : villes et villages détruits, terres spoliées, refoulement de populations, plusieurs millions de morts et d'exilés, interdits de toutes sortes portant sur la culture nationale et les institutions du pays, présentent un caractère moins odieux que n'en a cette guerre aux cruautés raffinées et dont les ruines et les deuils ne se comptent plus depuis six ans. C'est que, si le peuple algérien a à peine doublé (de 5 millions et demi environ à 10 millions) après des avatars qui l'ont ramené, après la guerre, les famines organisées et les insurrections, à 2.215.000 en 1872, le chiffre actuel de l'Armée française en Algérie a augmenté six ou sept fois plus par rapport à l'ancien, avec des moyens matériels et un soutien en effectifs civils d'origine européenne jamais vus auparavant. Ajoutez à cela, que, dans le cours de la première guerre de conquête, les Algériens, vivant dans un pays libre et prospère, et bien qu'affrontés à une puissance européenne de 36 millions d'habitants techniquement mieux outillée, dispo-

---

[145] Alexis de Tocqueville : *Souvenirs*.
[146] *France-Observateur*, 29-9-60 : « Lettres de soldats. »

saient au départ, et pendant assez longtemps, de ressources importantes que l'occupation étrangère, il est vrai, restreignait au fur et à mesure de son avance, mais dont beaucoup de possibilités, étant donné le genre de vie, une santé physiologique exceptionnelle et des aptitudes combatives aussi généralisées qu'inentamées, restaient cependant exploitables pour la lutte de libération. Des générations jeunes, nées au plus fort de la première période ou dans la seconde, ont pu, profitant de cette lancée impérieuse vers la liberté, se constituer en réserves (Grande Kabylie en 1857, Sud oranais et algérois en 1864), ou se reconstituer même (Kabylie, Hauts plateaux constantinois et algérois, Aurès méridional, massif de Cherchell, en 1871) pour se mettre de nouveau sur les rangs le moment venu. Mais l'appareil colonial répressif et spoliateur, et le peuplement européen augmentant sans cesse, donnent désormais, dans la même complicité, toute la mesure de leur savoir-faire. Aussi, la période la plus sombre peut-être que les Algériens aient connue, dans une « paix » pire que la guerre parce qu'elle coïncide avec l'apogée des entreprises colonialistes d'enrichissement pour les Européens, de paupérisation et d'étouffement pour les autochtones, est celle qui succède à l'insurrection politico-agraire de 1871, pendant plus de soixante ans[147]. Cette estimation chronologique peut paraître arbitraire, mais, dans les années 1930 précisément, la lutte politique s'affermit peu à peu, s'organise, et va gagner de larges secteurs, malgré l'oppression coloniale plus machiavélique que jamais. *Subjectivement*, sans doute, le réveil national des Algériens atténue pour eux la persistance agressive d'une situation séculaire. Des concessions pseudo-démocratiques ou d'alibi apparaissent surtout dans les milieux urbains et transforment quelque peu, souvent en les aggravant paradoxalement, les vieilles méthodes de domination. Le colonialisme commence à perdre pied devant cet affrontement nouveau, quoique inégal, et il cherche, soit à retrouver tous ses moyens, soit à les renforcer si possible par les dures épreuves qu'il fait encore subir aux Algériens sous Vichy, et notamment en mai 1945. Cependant,

[147] Les années précédant 1871 ont été marquées par l'application à la propriété algérienne de lois néfastes et par des famines meurtrières, uniques dans l'histoire du pays. Mais la lutte armée soutenait encore l'espoir.

dans les campagnes les choses ont à peine changé sur le double plan matériel et social. Le règne colonialiste le plus anachronique s'y perpétue au grand jour. De ce fait, et depuis la conquête, les paysans et les ruraux en général ont été usés jusqu'à la corde. Rarement dans la carte du vaste monde on pourrait trouver une humanité aussi déshéritée, aussi malheureuse, au voisinage de la richesse insolente de maîtres étrangers. C'est dans de telles conditions de carences privatives du minimum, de sous-alimentation endémique, d'abaissement social, de contrainte politique presque irréductible, que la guerre actuelle a commencé et se poursuit toujours, d'autant plus que c'est grâce aux paysans, victimes avant d'autres de cet état de choses, que la Révolution algérienne a trouvé son premier élan, son endurance et sa foulée triomphante. En dépit de ses malheurs, il y avait, chez le peuple ; il y a encore cette « strate inaccessible à la destruction », comme l'appelle un philosophe contemporain, et qui est un bien indissolublement lié à son être le plus profond, « l'harmonie invisible ayant plus d'importance que l'harmonie visible. » Ce qui fait encore son importance et son efficacité en dehors d'une dynamique morale qui lui est propre, c'est, paradoxalement, l'état de dépréciation dans laquelle on la tient avec d'autres valeurs. C'est là un des termes de l'antithèse par quoi s'établit la prééxcellence, hautement opportuniste, des colonialistes, puisqu'ils excluent toute comparaison sereine, toute référence à un modèle insoupçonné, et « ignorent », du même coup, l'adversaire. Le prétexte impur, l'échec, sont parfois sous-jacents à cette démarche, et les moyens de lutte employés accusent davantage le monolithisme des uns par rapport à l'autre ; la passion exclusive et injuste du soldat totalitaire à l'égard du combattant de libération. Le droit même à la lutte armée étant contesté chez le combattant d'en face par le soldat colonialiste, la guerre que lui fait ce dernier détraque impunément, et par un effort volontaire, sa propre ordonnance de convention tacite et de parité. On s'étonne naïvement du fait que l'Armée française s'emploie, en Algérie, à de basses besognes policières. C'est la conséquence de la négation délibérée, non seulement de la cause d'autrui — ce qui, à la rigueur, peut se comprendre dans le cadre du conflit politique en cours — mais surtout de l'homme moral, de l'homologue agissant par les armes. On s'étonne aussi de la haine qu'éprouvent rageusement officiers

et soldats français pour les soldats et officiers de l'A.L.N. La situation matérielle (pour ne s'en tenir qu'à elle) des uns par rapport aux autres : nombre des effectifs, armement colossal, artillerie lourde, blindés, aviation et marine de guerre, éloignent déjà les premiers des seconds sur le plan de la commodité tactique. Si, au moins, avec la supériorité et la diversité manifestes de leurs armes ils pouvaient remporter la victoire ou se prémunir des attaques adverses ou prétendre même demain, par l'effet d'une expérience acquise en Algérie contre des combattants dépourvus de gros moyens, à un avantage sur des armées européennes, cette fois, ou asiatiques ! Mais cet échec réel, ou. dans le meilleur des cas, ce triomphe de pure spéculation dû à un doping psychologique à grand renfort d'hommes et de matériels, creuse un abîme entre deux comportements, deux conceptions de l'honneur militaire. Puis, vient la frustration paradoxale des gens nantis, qui se change en haine meurtrière. L'estime de l'adversaire, l'esprit chevaleresque, naissent au moins d'une égalité relative, de normes à peu près identiques, mais cette mécanisation outrancière dans un conflit avec des petits groupes, ces escadrilles, ces flottes, ces convois de fin du monde qui n'aboutissent pourtant à rien de positif ou se heurtent à quelques vertus morales, à des mains presque nues, ont de quoi tuer. par contre-coup, chez les propres tenants d'une telle abondance, toute mesure humaine, avec, en appoint. la mort du respect élémentaire dû à l'innocence. et celle du courage même. Une information qui avait été donnée par les journaux en 1957 m'a toujours fait rêver. Ce n'était pas une perle, c'est-à-dire un lapsus heureux ou un fait exceptionnel. Il s'agissait d'un raid de l'aviation française sur les Beni-Slimane, au sud-ouest de Tablat. Des avions au nombre de *cent*, décollant par vagues successives, firent, ce jour-là, au cours de la même sortie, exactement *cent* victimes au sol ! On parle aussi de l'école d'endurance et de haute stratégie que constitue la guerre actuelle pour les soldats et officiers de l'armée française dans un conflit éventuel entre « grands ». C'est le danger multiple et au moins égal à celui que l'on suscite par ces engins de mort ou de terreur : aviation, grosse artillerie, etc..., qui est la pierre de touche du moral et des réactions de toutes sortes devant l'ennemi. Quand une armée de 700.000 hommes est seule à utiliser un matériel gigantesque et perfectionné contre un adversaire peu nombreux

qui en est dépourvu, l'apport de la guerre sur le plan de l'entraînement psychologique est déjà faussé en ce qui concerne les soldats de la première catégorie. L'expérience est dérisoire et le profit nul, comme dans un roman de science-fiction. Le volume des périls est relativement moindre pour les soldats : parachutistes sans compétition, aviateurs de bombardement dans un ciel libre d'appareils ennemis, opérateurs de blindés, artilleurs de grosses pièces contre des villages ouverts. Le comble de l'ironie c'est quand on parle en Algérie de « missions » aériennes, de tant d'heures de vol, de palmarès, de « sorties » sans poursuite, ou d'appui-feu sans mérite. Mais il n'est pas toujours sûr que parachutistes, aviateurs et artilleurs soient prémunis contre une riposte, car cette guerre est aussi une guerre d'hommes et ceux qui ne comptent alors que sur leur audace, leurs armes individuelles ou collectives, l'esprit de sacrifice et le sens de la liberté, ont très souvent raison de la pléthore sans âme et des groupes bardés de vaine assurance. Et comme, d'autre part, la guerre de répression coloniale est presque entièrement entée sur la substance civile la plus dense, il n'est pas étonnant, dès lors, que cette armée pléthorique y trouve son champ de bataille et ses triomphes faciles. Guerre de paroxysme, aussi, elle exalte de sa fureur contagieuse tous les auxiliaires colonialistes mobilisés à dessein dans le cadre d'une prépondérance raciale qui veut se réaliser par tous les moyens. L'avènement du flic n'est pas loin. Déjà, en 1945, un journaliste algérois, François Beuscher, appelait de tous ses vœux et d'une façon tonitruante « l'heure du gendarme ». Ses vœux seraient, aujourd'hui, exaucés au centuple, car, au centuple, le militaire se transforme en flic, et ce dernier, force, dans la même proportion, sa propre nature qui se teinte désormais d'héroïsme guerrier. L'Algérie coloniale connaît au moins deux exemples éminents de ces avatars. Le premier est celui de Savary, duc de Rovigo, ancien préfet de la police impériale, successeur de Fouché, et qui devint, en 1832, gouverneur et commandant en chef des troupes françaises en Algérie. De tous les chefs militaires de la première période, il fut le seul à se signaler en si peu de temps, par des méthodes et des massacres odieux, tel celui des Ouffia dont parlent, précisément, Louis Blanc et tous les historiens sérieux de la Conquête. Le second est plus près de nous : le général Massu dont

l'action policière a éclipsé par son zèle et sa cruauté tout ce que pouvait imaginer un spécialiste en la matière.

Tout ce qui précède constitue comme l'alliage éprouvé d'un immense cercle de fer qui étreint l'Algérie. Mais, est-ce qu'il n'y a que cela dans la réalité d'aujourd'hui ? Face à ce qui se voulait un déterminisme implacable, fruit, tout à la fois, de la « Providence », de l'histoire, de la nature, de la morale, et, plus prosaïquement encore, de l'exploitation colonialiste et de la suprématie de l'Armée française, est née une révolution populaire dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle remet en cause, depuis six ans, un processus fort ancien et sans cesse répété. En plus d'un mouvement dynamique irrépressible qui est un fait général en la matière, la révolution algérienne a suscité dans ses rangs, et, par contrecoup, chez les complices inconscients et les auxiliaires actifs du colonialisme et des guerres coloniales, des forces complémentaires ou paroxystiques de destruction, agissant, en même temps et sans connivence. de l'intérieur et de l'extérieur pour abattre le régime, le faire éclater sous le poids de ses propres excès ou l'acculer à se discréditer à jamais en en dévoilant les horreurs. D'autres que nous, diront, le moment venu, ce que représente ce mouvement historique dont le rôle est d'assainir non seulement une région du monde, mais tout un pan de la conscience humaine que le fascisme colonial a infecté d'une façon insidieuse ou directe jusqu'aux limites du monstrueux. Si la désintoxication s'amorce aujourd'hui, elle ne s'opère que par à-coups, contrecarrée le plus souvent par ceux qui prennent, à partir de la France même, le relais d'un colonialisme aujourd'hui à l'agonie partout en Afrique. A ce sujet, les responsabilités officielles ne sont pas les moins graves. On se rappelle la déclaration solennelle faite par le Gouvernement provisoire de la République algérienne à l'adresse des Européens d'Algérie, après les événements du 24 janvier 1960. Ce texte, d'une haute valeur politique, animé d'une compréhension aussi sévère dans ses termes que juste et conciliante dans son propos à l'égard des Européens d'Algérie, tendait, par un effort méritoire de bonne volonté, à désintoxiquer les esprits, à rassurer fraternellement les éventuels citoyens, aujourd'hui abusés ou réti-

cents, de la République algérienne indépendante de demain. C'était, en même temps, le langage de la raison et du cœur, mais sans fioritures, sans concessions de forme, un appel direct, chargé de vérités strictes et d'implications politiques et humaines dépourvues de courtisanerie et d'esprit de vindicte. Des passages entiers de cette déclaration seraient à citer : « La conquête coloniale vous a ouvert les portes de notre pays. Elle vous a donné des droits exorbitants dont elle nous a systématiquement privés... Ne vous accrochez donc pas aux contradictions et aux inconséquences d'un passé malsain. Ne soyez pas prisonniers d'un faux dilemme : anéantir le peuple algérien ou partir... Aucune armée ne peut assurer votre avenir dans le cadre colonial. Seule, l'édification d'un Etat algérien peut nous permettre de vivre ensemble et de garantir l'avenir de nos enfants... Les patriotes algériens, qui ont accepté de mourir pour vivre libres, ne vous marchandent pas le droit d'user de la même liberté. S'ils se refusent à être des hommes de seconde catégorie, s'ils se refusent à reconnaître en vous des super-citoyens, par contre, ils sont prêts à vous considérer comme d'authentiques Algériens... C'est la terre qui façonne l'homme. Et la terre algérienne nous a façonnés. Elle nous a si bien marqués que nous pouvons vivre ensemble... Les colonialistes vous tiennent un autre langage. Leur presse, matin et soir, distille à votre adresse son venin et ses mensonges. Pendant plus d'un siècle ils vous ont inculqué des contre-vérités grossières pour maintenir leurs préjugés et assurer leur domination... Vous redoutez aujourd'hui cette indépendance. Demain, vous l'appellerez de tous vos vœux, parce que, seule, cette indépendance nous réconciliera avec nous-mêmes en nous libérant de la servitude, de la haine et de la peur... Ceux d'entre vous qui ont eu assez de clairvoyance et de courage pour condamner le régime colonial et rejoindre le Front de Libération nationale, savent que chez nous tout racisme est exclu. Ils vivent déjà la vraie fraternité algérienne[148]. »

---

[148] A posteriori, depuis l'indépendance, des hommes qui n'ont vécu en rien l'expérience tragique de notre peuple ni connu les réalités propres à un pays en guerre, ont cru devoir, par zèle outrancier de néophytes et complaisance à l'égard de certains dirigeants actuels, nous reprocher la reproduction de ce texte. Malheureusement, l'optique de l'histoire nationale d'un pays n'est pas toujours conforme à l'idée que

Mais, dans le cas présent, ce langage du G.P.R.A. qui était à même de trouver un écho parmi la population européenne d'Algérie, qui pouvait contribuer à démystifier loyalement les consciences, à préparer une option inéluctable, ce langage donc déchaîna sur le plan officiel français, plus que dans le domaine privé, les pires réactions. La presse gouvernementale d'abord, puis la radio d'Etat, s'empressèrent de lui opposer la hargne et la mauvaise foi. Il était clair que, loin de s'occuper de la nécessaire désintoxication de leurs compatriotes d'Algérie, les dirigeants français voulaient continuer à les abuser pour prolonger une situation intenable et suicidaire que le bon sens réprouve et que l'Histoire condamne irrémédiablement sous nos yeux. Cependant, ce que le gouvernement français, suppôt de l'Armée, ne peut plus empêcher, c'est la naissance, désormais effective et bientôt déterminante, de forces anti-colonialistes dans le sein même du peuple français. La plupart des forces qui, au siècle dernier, s'étaient mobilisées, souvent de leur propre mouvement, pour aider à la conquête de l'Algérie et à l'exploitation des Algériens, se retrouvent aujourd'hui du côté de la justice et de la liberté. L'exemple de la lutte que mènent les Algériens et celui de leurs souffrances n'a pas été perdu, singulièrement, pour l'avant-garde des jeunes générations françaises qui réalisent à quel degré de dégradation morale et de réprobation universelle est parvenu leur pays du fait de la guerre actuelle. En Algérie même, la conscience coloniale qui était la raison d'être collective de tout un groupe humain oppresseur, privilégié ou complice, se rompt par maints chaînons sous les coups de la réalité révolutionnaire. Ce sont là des faits socio-politiques d'une grande importance. qui iront en se multipliant pour le bien de la nation algérienne future. L'Algérie ne se retrouvera plus, comme au siècle dernier, après son long calvaire, dans l'impasse de l'asservissement colonial et de l'obscurantisme où elle a végété contre son gré. Il ne s'agit pas désormais ; il ne s'agira plus d'une reconversion superficielle ou résignée, truf-

---

s'en fait un étranger à cette discipline. Cette histoire est faite pour témoigner, et non pour être l'historiographie d'un groupe. Il s'agissait, en l'occurrence, d'un acte politique dicté par les réalités d'alors, et l'histoire retiendra que c'est l'O.A.S. qui fut à l'origine d'une situation irréparable et de l'exode massif de ses compatriotes.

fée de séquelles vivaces et de relents nostalgiques, mais, bel et bien, de l'écroulement jusqu'aux assises d'un édifice insalubre, miné de partout. La conjonction effroyable de la guerre et du colonialisme, l'une portant l'autre, les deux s'illustrant à qui mieux mieux dans la violence et la honte, il aura fallu un million de morts, des milliers d'estropiés et d'invalides parmi les innocents, des ravages inouïs, et la douloureuse ténacité d'un peuple, pour la briser sans recours. Il faudra encore la mobilisation des consciences libres pour aider au triomphe de cette liberté en péril de mort, et qui, dans le cas des Algériens, représente aussi le destin de la condition humaine aux prises avec des forces qui la nient purement et simplement. Les dimensions du drame, l'ouverture sur un monde fraternel, la solidarité agissante, bien que tard venue, de ceux-là mêmes qui vivaient directement ou indirectement des profits et du prestige coloniaux : ce sont là quelques-uns des aspects et moyens externes dont découlent, à la fois, l'alerte décisive et la victoire imminente. Le reste, tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel, a été réalisé, au prix que l'on sait, par la révolution algérienne et le peuple algérien.

Décembre 1960-Janvier 1961.

8

Quelques aspects méconnus de la révolution algérienne

Au lendemain de ce que l'on pourrait appeler — par euphémisme ? — une « suspension des pourparlers », et avant la reprise des contacts qui reste toujours subordonnée à un caprice des gouvernants français, il serait bon de préciser certains faits propres à la Révolution algérienne et que l'on a souvent tendance à délayer dans des analyses équivoques ou approximatives, quand on ne les ignore pas tout bonnement. Il n'est pas question de tirer, sinon à titre d'indication passagère, les enseignements de ces trois semaines de « bonne volonté », ou d'alibi, on ne sait. Quoi qu'il en soit, la position du G.P.R.A., qui se prête loyalement à la partie, est connue dans ses grandes lignes, même si la presse française, faussant le jeu à dessein, a évité de lui donner l'audience qu'elle mérite auprès de l'opinion publique de ce pays. Par exemple, nos thèses si bien charpentées, réalistes et libérales concernant le statut futur des Français d'Algérie se sont retrouvées, dans les journaux français, à l'état informe ou tronquées de bribes et d'esquisses. Il était clair que le gouvernement français, qui a longtemps abusé ses ressortissants d'Algérie, les poussant même à une sorte de suicide collectif, fait unique dans l'histoire des minorités coloniales, voulait continuer à se servir de ce problème comme d'un cheval de Troie et à se montrer, démagogiquement parlant, plus ultra que la masse européenne dont l'intérêt bien compris consisterait à adopter la nationalité algérienne, ou que ceux des Français qui choisiraient

de le rester, tout en rompant avec leur situation ancienne ou éventuelle de cinquième colonne du néo-colonialisme protectionniste, occidental et eurafricain.

C'est là un exemple entre cent, mais ce qui nous intéresse le plus et qu'il importe au lecteur moyen de savoir, par opposition aux manœuvres constantes et tortueuses du gouvernement français, aux illusions qu'il nourrit encore en dépit d'une réalité dont l'indice majeur se situe d'une façon irréversible lors des événements de 1960, c'est la nature exacte, permanente, d'une attitude algérienne sans compromis sur l'essentiel, reflétant à la fois une conscience collective et la nécessité politique de réaliser, jusqu'au bout, un programme pour le succès duquel on a déjà sacrifié plus d'un million de vies humaines : celui de l'indépendance souveraine dans l'unité nationale et l'intégrité géographique. Il est vain, dès lors, de vouloir parler d'extrémisme ou de modérantisme, notions qui restent et resteront étrangères avant longtemps à l'esprit de ce mouvement libérateur dont les objectifs sont nets, simples, étayés par des faits et des principes inéluctables et vers lesquels tendent toutes les énergies, tous les sacrifices, dans un calvaire de sang et de larmes, certes, mais aussi avec le sourire et la sérénité de ceux qui savent où ils vont et pourquoi ils luttent et comment ils doivent agir par la guerre et la paix, l'action directe et la négociation vigilante et positive. Confrontés à la domination coloniale ; étant, depuis plus d'un siècle, sur le qui-vive d'une résistance et d'une lutte aussi fermes que nuancées, malgré les échecs relatifs de l'ère pré-révolutionnaire, il est évident que les Algériens ont appris à connaître, dans une longue pratique quotidienne, toutes les réactions, les réflexes, les intentions, la mentalité, la démarche politique globale de leurs adversaires français. Le temps que ceux-ci ont employé à réprimer, à exproprier, entraver et combattre toute évolution véritable, c'est-à-dire collective par excellence, ceux-là, dans un perpétuel effort de défensive et de lucidité, l'ont passé, de génération en génération, à observer impitoyablement les faits et gestes de l'ennemi, à lier aux causes les effets d'un comportement colonialiste toujours fidèle à lui-même en dépit de ses nombreux avatars depuis 1830. Et l'on viendrait demander à des gens qui ont acquis cette expérience séculaire et vigilante dans le malheur et la lutte, de la troquer tout à coup contre la candeur puérile du Petit Chaperon Rouge ?

Beaucoup de Français qui, par méconnaissance de la sociologie politique algérienne, ont longtemps cru pouvoir en capter les manifestations significatives dans le cadre restreint — et aberrant — des partis, n'ont pas encore renoncé, faut-il le dire, à leurs idées toutes faites, à cette tendance qui les porte à rapetisser, à ratatiner à travers leurs propres vues les dimensions humaines et la dynamique nationale du mouvement révolutionnaire algérien. Habitués à raisonner en termes de partis et de clans, les uns ont nié le caractère collectif de cet engagement irrésistible ; les autres, qui se situent à gauche, ont déploré que le F.L.N. se soit acharné, d'une manière démocratique, à éliminer de la « compétition » (sic) un parti politique rival : le M.N.A. Dans la lutte anticoloniale de libération quand elle s'exprime par la guerre et requiert les efforts de tous au sein de l'unité indispensable, il n'y a, répétons-le, ni compétition ni rivalité partisanes. L'antidémocratisme réactionnaire, la démagogie, seraient plutôt du côté de ceux qui, se sachant peu nombreux et sans prise sur les événements décisifs par lesquels se transforment à vue d'œil l'Afrique et l'Asie, ne suivent pas et contrecarrent l'adhésion des masses populaires à la seule forme de lutte qu'il soit possible de mener dans un pays colonisé, pour se libérer et forcer, du même coup, brutalement, les portes du progrès politique et social — qui, d'ailleurs, s'identifie à la libération collective, en dehors des cheminements sectaires et, partant, isolés. Déjà, avant le 1er novembre 1954, l'évolution stérile des partis politiques, le sectarisme qui amenuisait toutes leurs possibilités d'action commune dans le seul sens qui compte, les mettaient fatalement à contretemps. Mais, objectivement, ce qui commandait à leur égard certaines réactions venues du peuple et de la base militante (faveur mitigée, inopérante ; sentiment d'étrangeté et de frustration, mythologie de compensation, etc.), c'était, avant tout, ce nous semble, la réalité contraignante et sans issue du colonialisme qu'on avait maladroitement affrontée au départ, sur un terrain inadéquat parce que toujours interdit au plus grand nombre possible. Cette mesure étriquée, en dehors d'un contexte multiple que seule l'action massive pouvait sensibiliser, rendait stériles de ce fait un certain jeu politique de bonne volonté, des initiatives en circuit fermé et de simple parade. Ce n'était pas toujours, *dans une certaine mesure,* la faute de telle ou telle formation

politique. Une condamnation *sans nuances* serait, à ce propos, aussi injuste que puérile. Ajoutons, cependant, que la liberté d'action et l'élan révolutionnaire, tous deux synonymes de progrès, s'ils ont retrempé, remodelé, transformé les hommes du passé ; décanté et concrétisé certains schémas idéologiques d'avant le 1er novembre, ont surtout créé une masse de faits nouveaux, de formes de penser nouvelles, d'attitudes positives, qui ne tardèrent pas à abolir jusqu'au cadre défunt des partis, leur sectarisme, leurs méthodes sans vertu.

Le problème capital qui devait justifier l'action pacifique et qu'on n'a pu résoudre — et pour cause — avant la révolution, était celui d'un *progrès* multiple à forcer massivement, d'un seul coup, en débloquant les issues interdites. Ce n'est pas là un vain mot, bien qu'il rende mal, à première vue, la série de significations qui lui sont propres : liberté créatrice, ressaisissement collectif, bond en avant presque unanime, échappée subite, innombrable, grosse de toutes les possibilités naguère contrariées. Sauter l'obstacle à partir duquel l'évolution fragmentaire, l'inachèvement constant et délibéré, le détail parcimonieux des « avantages » octroyés, l'alibi, enfin, cèdent devant une totalité à l'état brut, en puissance de recréation, mue par un élan neuf — dangereux, aussi — à l'instar du moribond qui se lève et marche. Il faut sans cesse revenir à ce progrès qui se déclenche en même temps que le mouvement de libération — qui est libération — phénomène global dont on commence, toutefois, par rechercher la clef de voûte, l'élément premier auquel succèdent dans une poussée rapide et cohérente tous les autres. Le moment choisi, le temps assez court employé pour l'exécution d'une telle initiative, juste et paradoxale revanche des atermoiements séculaires et sans fruit, importe autant que l'anonymat des promoteurs et moins, cependant, que le recours direct au peuple combattant, atout suprême de ce coup de dé, fin et moyen de la décision historique. Il est indéniable qu'à de rares exceptions près (l'exemple de certains pays de l'Afrique noire n'est pas toujours probant puisqu'il s'explique en fonction de la guerre d'Algérie), la lutte politique, par le moyen des partis, ne peut mener, quel que soit le temps assigné à ces tâches

essentielles, ni à l'indépendance véritable, ni à un mouvement collectif et accéléré de progrès, surtout si le volume des intérêts et profits coloniaux et de l'enracinement ethnique d'origine européenne est considérable. Les colonialistes le savent bien, qui se font à l'idée rassurante d'une action pacifique dans le cadre de formations politiques plus ou moins copiées sur les partis des pays autonomes et bourgeois. Ils savent que, dans les pays dépendants, les impossibilités majeures, l'évolution en porte-à-faux, l'inaptitude foncière de cadrer avec la volonté obsessionnelle et décisive du peuple, à savoir l'action directe — toutes choses inhérentes aux partis politiques fatalement privés d'une liberté primordiale créatrice de moyens adéquats — ne peuvent qu'éloigner ces partis d'un contact efficace avec la grosse majorité des colonisés et, par conséquent, d'une libération massive. En d'autres termes, la libération nationale dans les colonies ou protectorats à peuplement européen intensif et structuré, et surtout en Algérie, requiert autre chose que les artifices « légaux », les cheminements sélectifs à long terme, qui, nonobstant leur action séculaire, n'entament en rien — ou modifient si peu dans les seules apparences — l'emprise et la réalité coloniales, et leur servent, en quelque sorte, d'alibi, de simulacre démocratique. Cette libération directe, brutale même, ne pouvait être réalisée en Algérie que d'une seule pièce, collectivement, en dehors des voies partisanes de compromis, de la sélection numérique ; au mieux, d'une minorité agissante entraînant docilement et pour quelque temps des masses tumultueuses qu'on n'aura même pas pris soin d'organiser et d'aguerrir. Cela aurait ressemblé, sous la direction d'un parti messaliste, par exemple — et dans la meilleure des perspectives, quand on connaît les tendances irrationnelles et les improvisations spectaculaires de son chef — à une levée en masse éphémère et vulnérable répondant au vœu des colonialistes.

Et l'on comprend, dès lors, que devant cette liberté obtenue consciemment, par effraction unanime, loin du cadre des partis classiques, par irruption collective et organisée dans le domaine du possible où non seulement tout se crée à partir de zéro, mais où beaucoup de choses et de concepts naguère

abstraits ou gratuits se concrétisent et s'emploient à pleine charge, l'on comprend surtout que, devant la rapidité d'un tel processus, l'emprise totalitaire du colonialisme, sa construction, sa stratégie routinière, se trouvent désarçonnées, déphasées, irrémédiablement tenues en échec. Il faudra alors la guerre pour tenter de les replacer dans leurs assises anciennes, mais, paradoxalement, la guerre coloniale, qui reflète jusqu'au paroxysme la régression multiple et violente dont elle est l'instrument, va, d'une part, stimuler le mouvement de ceux qui s'échappent en créant une vie nationale active, et renforcer, de l'autre, la propension à l'anachronisme et à l'absurde chez ses propres tenants. Dès lors, aussi, la marge toujours mobile, l'avance prise et sans cesse prolongée à travers des faits nouveaux, des structures nouvelles, sépare le gros de la nation ainsi engagée, de ces groupuscules (élus, M.N.A., notables, etc.), que le colonialisme s'obstine à jeter sur le terrain pour contrebalancer le mouvement irrésistible vers la liberté et le progrès. La troisième force : arithmétique simpliste que l'on oppose à cet algèbre de l'infini !

Ainsi donc, le temps, ni l'espace ni le volume gagnés ou fortifiés par l'adhésion consciente et massive à ce mouvement n'ont pu être réduits par l'une des guerres les plus effroyables de l'histoire ; à plus forte raison ne le seront-ils jamais par le moyen d'un renfort politique dérisoire et, qui plus est, agit à contre-courant. Et toutes ces prétentions tactiques d'arrière-garde rejoignent ce qu'il y a de plus constant, de plus significatif dans la pensée colonialiste lorsqu'elle s'évertue à contrecarrer l'imprévu. Par exemple, le paternalisme auquel elle a désormais recours, conjointement à la violence, sécrète une conception infantile du monde moderne qu'elle veut substituer au progrès actif des consciences et des faits dont l'Algérie combattante est saisie depuis sept ans. Il n'est que d'écouter les émissions que la R.T.F. consacre dans les deux langues, arabe et kabyle, à ses auditeurs algériens, ou bien ce didactisme élémentaire, moralisateur et inepte qu'on semble avoir quelque peu emprunté aux chantiers de la jeunesse de Vichy et autres institutions bêtifiantes de l'époque. La même tendance au paternalisme existe aussi, faut-il le dire, sur le plan idéologique cette fois, chez une partie de la gauche quand elle dénie aux Algériens, sans bien les connaître, toute possibilité

de construction socialiste et démocratique véritable. Et qu'y a-t-il à l'opposé de tout cela ? Un monde qui se crée suivant toutes les dimensions à la fois, qui s'ordonne dans le mouvement et l'équilibre dangereux de la guerre, suscite des énergies neuves, assoiffées de progrès politique et social, ayant acquis en si peu de temps l'expérience multiforme et originale d'un Etat activement ouvert, par les affinités, les apports, les sympathies, les dévouements, l'exemple et l'espoir, sur de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Les sacrifices et la ténacité du peuple algérien y ont une part déterminante. Dans le domaine national, encore investi par une armée d'occupation de 800.000 hommes, toutes ces conquêtes — et celles à venir — sont dues à une base populaire intuitive et consciente, à la fois, qui transmet ses impulsions créatrices, son mouvement d'ensemble, le souffle de la vie, tout au long d'une hiérarchie dirigeante sortie de son sein, restée intimement liée à elle. Il y a, au service de la révolution algérienne, l'illustrant chaque jour dans les moindres aspects de la lutte, cette immense infanterie anonyme, dynamique, des militants et du peuple, sans laquelle rien ne serait, rien ne se ferait de durable. Dévorée sans merci depuis des années par la répression, les camps d'internement, les salles de torture, les prisons et le blocus de la faim, elle déborde cependant tous ces lieux de supplice et de contrainte pour se retrouver, toujours renaissante et multipliée, sur les champs de bataille où se gagnent l'indépendance et la dignité algériennes. Il ne s'agit pas d'une piétaille par rapport à je ne sais quelle chevalerie féodale dont l'avènement est d'ailleurs exclu depuis 1954. Certaines dates, quelques hauts moments dans les premiers temps de la révolution, marquent, pour ainsi dire, sa promotion qui n'est en fait que le processus normal d'un mouvement de cet ampleur. Quand Jacques Soustelle rompt à jamais avec les apparences pseudo-libérales et les illusions de son proconsulat algérien en août 1955, ce n'est pas tellement à cause des atrocités qu'il aurait vues à El Halia et Aïn Abid, mais parce que, le 20 de ce mois, l'A.L.N., appuyée, véhiculée par la force déterminante des paysans, lance dans le Nord-constantinois sa première grande offensive d'envergure sous la conduite de Youssef Ziroud. C'est un début qui ne trompe pas, puisque, depuis novembre 1954, c'est la plus grande affirmation stratégique collective, annonciatrice d'un

mouvement que rien n'arrêtera plus. Quand, en 1957, les directives du Haut Commandement français ordonnent la liquidation physique de tous les membres de l'O.P.A. faits prisonniers, c'est qu'un nouveau palier est atteint : celui de l'interpénétration active, sur une plus grande échelle, des militants organisés et des paysans. volontairement, massivement engagés pour des tâches révolutionnaires multiples : politiques, administratives, économiques et sociales ; c'est que, avant la lettre. les structures internes d'un Etat s'élaborent fermement à partir de la base, inspirant à chacun les attitudes constructives, uniformes du citoyen. Quand, à la même époque, ou plus tard, des groupes importants, jusque-là inéduqués politiquement et isolés, en butte à la répression ou se trouvant dans les camps, s'organisent spontanément, comme par instinct, avant de rechercher le contact qui les reliera au mouvement général, c'est que le besoin d'émancipation des masses et leur combativité vont très souvent à la rencontre, et précèdent même, le vœu et la démarche des cadres organisateurs, le tout se passant en pleine conformité avec la ligne révolutionnaire collective, loin du tumulte et des faux héroïsmes. Déjà, au siècle dernier, lors de la première guerre d'indépendance, les villes algériennes occupées par les Français, rejetant la loi de l'étranger et se considérant en état d'anarchie, s'adressaient à l'émir Abd el-Kader pour lui demander des cadres politiques et administratifs dépositaires de la seule souveraineté nationale. Mille autres exemples récents — et celui, plus notoire, des journées de décembre 1960 — seraient à citer, qui font justice de la prétendue inertie des masses populaires algériennes, de leur docilité béate et sans ressort à l'égard de la hiérarchie politique et militaire dont ils admettent, au contraire, en toute conscience, l'autorité et suivent les mots d'ordre, même si, par impossible ou empêchement de force majeure, ils ne sont pas rattachés organiquement au F.L.N.

Il s'agit bien là d'une opinion publique dont la maturité, grave et réfléchie à tous les âges, ne laisse pas de frapper les observateurs les plus exigeants. Cette opinion algérienne se sait concernée par les actes de son gouvernement, et ce même G.P.R.A. puise en elle ses raisons d'être, son réconfort et les signes indubitables grâce auxquels il oriente sa politique, accélère le mouvement ou rectifie ses positions. Pour la première

fois qu'elle existe sur pareille échelle et dans de telles conditions de lucidité et de vigilance idéologique, en fonction, précisément, d'une révolution dont elle est l'instrument, la mesure et l'effet, elle ne va pas faire crédit à un régime contre-révolutionnaire et anti-algérien ! Est-il besoin d'ajouter, après cela, que, lorsque le gouvernement français veut nous tromper sur ses intentions véritables quant à la paix négociée, il ne fait que perpétuer ses propres rêveries néo-colonialistes et se trompe lui-même. La décolonisation superficielle, calculée et perfide qu'il proclame comme un acte audacieux, il sait pourtant que le peuple algérien l'a entreprise radicalement et réalisée dans les faits et dans les esprits depuis sept ans et qu'à la place d'une situation coloniale rétrograde, il a déjà édifié une nation. Le réalisme politique, les impératifs actuels de libération et de progrès qui transforment à vue d'œil l'Afrique et l'Asie, les quelques chances de collaboration à préserver dans l'avenir, tout concourt dès maintenant à le reconnaître comme un fait inéluctable.

Juillet 1961.

9

Mésaventures de l'Algérie indépendante et triomphe de l'unité

La crise de l'autorité nationale et sa genèse

La crise de ces dernières semaines ayant été réglée, il serait honnête d'éclairer quelques-uns de ses aspects à l'intention des militants qui gagneraient ainsi, comme c'est leur droit, à connaître, sous forme d'analyse générale, sinon de faits précis, les origines et développements d'une affaire qui est en relation avec la situation algérienne actuelle.

Nous l'avons déjà dit ici même, l'Algérie est désormais notre affaire ; une affaire à traiter entre nous tous, sur le terrain, loin des estimations approximatives et contradictoires et de l'attentisme inhérents à l'exil, et c'est pour cela que nous devons en parler franchement. Il y a également le souci légitime de démystifier avec la dernière rigueur tout un ensemble de légendes, de mensonges, de conceptions dangereuses qui, tout en favorisant démagogiquement l'aventure, risquent de donner à nos frères et amis dans le monde, une fausse image de notre pays et de notre révolution.

Ce n'est un secret pour personne — le programme adopté par le C.N.R.A. l'a d'ailleurs démontré — que le F.L.N., qui s'était institué successivement en organisation de lutte armée politico-militaire et de guerre révolutionnaire de plus en plus radicale, sans se soucier de délimiter ses structures propres, d'agir en tant que parti de direction, avec des initiatives adéquates, une hiérarchie militante d'encadrement autonome,

une doctrine d'orientation, une prééminence d'autorité nationale sans cesse maintenue au-dessus de tous, s'est vu contraint de se démettre en faveur de l'A.L.N.

Le F.L.N. n'existant plus depuis 1958 en tant que « parti » conventionnellement admis comme tel, l'autorité politique qu'il représentait et l'autorité nationale dont il était le dépositaire en tant que guide de la nation en guerre, se sont fondues insensiblement, sans différenciation organique sérieuse. Cette double autorité, ainsi amalgamée, s'est, plus tard, réduite à deux pôles restreints d'action purement théorique ; à deux institutions, le G.P.R.A. et le C.N.R.A., ayant des prérogatives mitigées, souvent symboliques, par rapport à la masse des militants organisés et aux combattants de l'intérieur.

Le G.P.R.A., détenteur officiel, internationalement consacré, de l'autorité nationale définie plus haut, n'a rien fait, l'éloignement aidant, pour que son pouvoir de gestion nominale et intermittente soit vraiment un pouvoir révolutionnaire de prise directe, imposant toujours la primauté du politique sur le militaire.

Pour cela, il aurait fallu qu'existât vraiment un F.L.N. conséquent avec ses objectifs premiers, non seulement en vue d'organiser la guerre de libération, mais surtout pour maintenir une autorité suprême indiscutable et seul moteur de la restauration nationale.

Une révolution quelle qu'elle soit, étant nécessairement un ensemble de faits commandés ou contrôlés par une politique présente elle-même sur le terrain sous forme d'un parti structuré maintenant toujours sa direction sur la lutte armée, la carence du F.L.N. dans ce domaine, aggravée par le retrait du C.E.E. à l'extérieur et la constitution, plus tard, d'un G.P.R.A., a fait place à un pouvoir multiple incarné partout par l'A.L.N. comme instance suprême de fait politico-militaire, économique, sociale, etc.

Le G.P.R.A., comme entité symbolique à travers tous les membres qui le représentaient solidairement, avait vu son pouvoir de contrôle et d'arbitrage sur l'intérieur s'amenuiser ou passer effectivement entre les mains des wilayas plus militaires que politiques et, quoi qu'on en dise, dans une certaine mesure et par contre-coup, dans celles d'un organisme qui, par ses affinités avec le pouvoir militaire prépondérant de l'inté-

rieur, faisait fonction, institutionnellement, de Haut commandement de l'A.L.N.

C'est à partir de là que va intervenir, pourrait-on dire, le conflit irrationnel entre les institutions théoriques et les faits inscrits dans la réalité, bonne ou mauvaise, de l'Algérie qui était privée d'une autorité politique s'étendant à tous. Ainsi, le G.P.R.A., avec tous ses ministres, n'ayant pu résoudre ses graves problèmes à l'extérieur, a cru qu'il suffisait du retour au pays, dans l'euphorie des foules, pour que ces problèmes graves, pendants depuis des mois et des années, se régleraient comme par miracle. Au contraire, c'était mettre en évidence et maladroitement à son désavantage la démarcation entre le pouvoir théorique qu'une légitimité bien comprise et appuyée par un parti national aurait pu consolider avant la date fatidique du 1er juillet, et entre un pouvoir de fait, fruit, tout à la fois, des carences, de la nécessité de la guerre, et, disons-le sans crainte d'être démenti, de la seule organisation et du seul esprit de corps existants qui englobaient, des deux côtés des frontières, les troupes armées et la plupart des wilayas. Il était fatal que, d'une situation politique diffuse quant aux prérogatives légales de direction, émergeât, pour s'imposer peu à peu, l'autorité de l'intérieur en liaison avec ceux qui misaient davantage sur elle que sur un G.P.R.A. réduit à une entité inconsistante par la faute de certains de ses membres dans le présent et des capitulations de principe ou complaisances dans le passé. Il est bien entendu que tous ceux qui ont fait partie du G.P.R.A., *de loin ou de près*, depuis septembre 1958, sont ici en cause.

En effet, le zèle abusif de ses propres amis et soi-disant soutiens a donné le coup de grâce à ce G.P.R.A. déjà divisé. Et cela n'excuse pas, au contraire, le camp adverse qui s'emploie, lui, à diviser le pays dans son ensemble alors que l'indépendance toute proche, forte de l'unité du peuple, aurait pu départager démocratiquement les groupes en présence. Si, d'un côté, on dénonçait les ambitions ou l'aventure ou le culte de la personnalité, on oubliait qu'il y avait aussi chez ceux qui le criaient si haut, des ambitions dissimulées, un aventurisme calculé, le goût morbide du héros révolutionnaire sans pareil. A la suite d'initiatives en disproportion flagrante avec l'autorité amoindrie qui les prenait ; en l'absence de principes essentiels respectés d'un commun accord par les parties

qui étaient sur la voie d'une opposition d'abord latente, puis déclarée ; par l'effet de mauvais calculs de prestige ou de vindicte personnelle inavouée, le cours tumultueux des passions a fini par prévaloir, risquant de plonger l'Algérie dans l'irrationnel, l'absurde, l'anarchie.

En même temps que les passions, l'ont emporté naturellement les considérations de personnes, soit dans les mesures humiliantes prises à l'encontre de tel ou tel militant dès avant l'éclatement public de la crise, soit à travers des positions qui se définissaient nommément par rapport au « fascisme » des uns ou à « l'illégalité » des autres.

Unité du peuple et de la base

Quelle a été dans tout cela l'attitude du peuple et de la base militante qui l'expriment le mieux ?

La base, unie, consciente des dangers, a été malheureusement sollicitée par les uns et les autres, souvent même sur le ton de l'appel à la guerre civile, comme si le pays devait encore se payer allègrement le risque d'une nouvelle catastrophe nationale.

Un minimum de probité et de bon sens aurait dû consister, u contraire :

1) à ne pas lui offrir en spectacle ces divisions passionnées, à grand renfort de polémiques injurieuses, juste au moment où le peuple, enfin délivré d'un long cauchemar, célébrait, dans une joie confiante et saine, les fêtes de l'indépendance et de l'unité ;

2) à tout faire pour éviter que la base ne participe de près ou de loin à ce conflit qui aurait dû se vider avant le retour en Algérie, ou, au pire, en terrain clos entre seuls dirigeants ;

3) à essayer par tous les moyens en dehors d'un G.P.R.A. défaillant et desservi par le zèle de certains de ses membres et de leurs amis, de choisir parmi les militants et cadres moyens un conseil équitable d'arbitrage loin des pressions et manœuvres intéressées des courtisans de tout acabit et des « pseudo-conciliateurs » de profession.

Malheureusement, l'action complaisante et insensée des hommes de main, des aigris, mécontents et autres fiers-à-bras, a aggravé les choses.

Une position neutraliste de sauvegarde

Quant à nous, à notre journal, la tendance au neutralisme que nous avons proclamée ici-même, s'explique avec fermeté et par principe pour plusieurs raisons. C'était, avant tout, une position de sauvegarde, non pas pour ses auteurs, mais pour le peuple et la masse des militants de base dans leur ensemble.

Pourquoi ?

Une première constatation très importante qui nous a frappé et dont nous soupçonnions à peine la gravité avant ce jour, est que la formation politique de nombreux militants et l'information sereine, conséquente et éducative des masses populaires ont été scandaleusement négligées par les responsables pendant des années. Cela ne dispensait pas cette base et ces masses d'avoir une réelle conscience nationale qui leur faisait envisager l'unité comme une exigence essentielle.

En conséquence, si quelques cadres conscients peuvent s'engager dans un conflit et connaissent à la rigueur la limite de leurs actes et savent s'arrêter avant que ne s'accomplisse l'irréparable, il n'en est pas de même pour ceux, plus nombreux, qu'on a laissés pendant longtemps à eux-mêmes sans leur donner une éducation militante rigoureuse ni l'occasion de se former utilement une opinion.

Pousser les masses populaires, ainsi abandonnées, dans un conflit politique est une marque d'imprévoyance très grave, car, le simple mouvement du plus grand nombre dans un conflit qui gagnerait à être circonscrit au maximum, signifie l'accélération des dangers de guerre civile. Sans parler du fait que ces remous auxquels se seraient ajoutés l'exaspération, la déception, l'entraînement à la violence légitime contre l'ennemi et les traîtres de la veille, personne n'aurait pu les contrôler, les assimilations faciles et injustifiables voulant tout justifier dans le délire de l'émeute et des tueries fratricides, et que tout cela conjugué aurait laissé des séquelles, des rancœurs tenaces, en divisant de proche en proche toute la nation. A ce moment-là, dans les perspectives les moins hypothéquées, il n'aurait plus fallu prétendre créer le Parti unique qui, par définition, doit être l'organe majeur d'un peuple uni ; ni s'attendre à ce que les élections à l'Assemblée nationale, la préparation du congrès populaire, la vie politique qu'on voudra

instaurer, soient indemnes de malaises chroniques, de résurgences fractionnelles et de passions démesurées.

A cette conception nécessaire de la neutralité qui prémunit les masses populaires contre les déchirements et des heurts redoutables, s'ajoute l'effort de clarification d'où découle une salutaire et pacifique épreuve de vérité au lieu d'une épreuve de force. Encore une fois, par probité et souci de l'unité nationale dans cette phase difficile du début où le peuple, longtemps livré à lui-même et sorti très éprouvé de la guerre, et à partir de laquelle peuvent naître les pires aventures, les militants conscients, à supposer que leur choix politique les incline vers tel ou tel groupe, doivent ne pas perdre de vue que le processus de guerre civile pour des objectifs étrangers à la majorité populaire, agit plus facilement qu'il ne s'arrête et constitue un crime gratuit contre la nation et son avenir, alors que l'unité appelle en puissance toutes les formules politiques possibles et logiques, et rend vaines toutes les disputes d'amour-propre.

Pour l'instauration d'une vie politique saine et positive

Et c'est précisément cette unité du peuple, force principale de l'Algérie d'aujourd'hui, qui sera demain le véritable support, irremplaçable, d'une vie politique nouvelle, à condition qu'on sache l'instaurer en tirant de la récente crise tous les enseignements qui s'imposent. En effet, le seul moyen d'humaniser le milieu algérien militant ou politico-militaire que la domination coloniale, la guerre et une certaine conception révolutionnaire purement mécanique ont desséché, c'est d'intensifier en Algérie, d'après des critères nouveaux et sains, une politique placée sous le double signe du service de l'Etat et de la démocratie. Ce sera aussi la meilleure façon de rejoindre l'humanité foncière du peuple ; d'accueillir en toute modestie ses impulsions et les besoins de son expérience tragiquement vécue, et de créer un esprit civique indispensable.

Cette vie politique loyalement conçue, d'abord dans la perspective actuelle selon les jalons successifs de l'Assemblée nationale, du congrès et de la constitution du Parti, se fera naturellement en opposition avec celle des vieux partis de chez nous ou des vieilles méthodes chères à certains pays bour-

geois où le parlementarisme sectaire, la phraséologie, les manœuvres et les inconséquences de toutes sortes conviennent mal aux vertus d'un peuple jeune. Elle se fera aussi, est-il besoin de le dire, par opposition absolue aux pratiques dont les événements récents nous ont offert le spectacle affligeant.

Langage révolutionnaire et terminologie aberrante.

En l'espace d'un mois. et dans le seul cadre de l'éloquence politique exprimée par des porte-parole abusifs, tous les relents de feu le radical-socialisme français, les invectives, les rodomontades, les appels à l'émeute, se sont donné impudemment libre cours.

Que ce soit là une sorte de défoulement à la suite duquel les vieilles manies verbeuses et tonitruantes rendent gorge pour assainir à jamais l'atmosphère, nous le voulons bien. Mais, si, après une accalmie de raison, elles devaient revivre tant soit peu, du haut des tribunes, dans les meetings, les campagnes électorales ou les débats idéologiques, alors notre Révolution, qui est aussi un langage, perdrait tout à la fois sa logique et son âme fraternelle. Dès maintenant, puisque nous parlons de langage, les responsables et militants devront s'insurger contre l'abus d'une terminologie, étrangère aussi bien à notre tempérament qu'aux réalités de notre politique révolutionnaire.

Rappelons à ce propos que la crise a été marquée par l'apparition d'un vocabulaire de guerre civile avant la lettre. Certains, par l'effet d'une imprégnation française de mauvais aloi, ont poussé l'inconscience jusqu'à se compter en nombres d'effectifs de tant et tant, armés de tel ou tel matériel lourd ou léger. Ils se sont complu à se traiter eux-mêmes ou à traiter les autres de « ralliés » ou de « pas ralliés » ; parlant « de réduit », de « marche triomphale », d' « armée d'invasion » ; menaçant de « briser telle ou telle résistance » ou, tout bonnement, de « prendre le maquis »... Tendance impie à s'exclure de leur peuple ; à s'exclure de leur patrie en ne la considérant plus comme une patrie commune à tous !

La presse française : conspiration, parti-pris et désinvolture

Il faut dire ici le rôle souvent néfaste joué par la presse française soi-disant de gauche et que certains Algériens ont repris de gaîté de cœur à leur propre compte. Les collaborateurs notoires des hebdomadaires politiques français, mal intentionnés ou facilement partisans, s'enhardissaient jusqu'à prendre fait et cause pour tel homme contre tel autre et jamais pour les principes ou le peuple qui les représente. La légalité où qu'elle se trouve a été le moindre de leurs soucis. Seuls les individus, les figures sous l'éclairage mensonger d'un romantisme révolutionnaire, les séduisent. Certains journalistes faussement socialisants qui croient encore, sans le connaître, au sombre génie méconnu, se complaisent, par leur délire laudatif, à le mettre en vedette, sans ignorer que leurs plates courtisaneries peuvent tourner les têtes les mieux faites. Cette façon de parler des hommes avec un tel parti-pris, dans des conflits aigus, à coloration personnelle, frise la provocation. Ce faisant, elle dénote un mépris pour le reste du peuple et des cadres moyens. Ces journalistes notoirement connus et prétendument de gauche, préfèrent l'anecdotique, le pittoresque, au permanent collectif, et négligent les faits qu'il faut aller découvrir objectivement sur le terrain, pour ne retenir que les intentions claironnées par quelques-uns.

Leçons de la crise : retour au bon sens et à la modestie

Nous avons idéalisé la révolution dans ses sphères supérieures sur le plan de l'idéologie et de la rigueur, et négligé le fait, qu'à certains échelons intermédiaires, elle était devenue un simple mécanisme routinier, alors que sa substance véritablement dynamique s'élaborait ailleurs, chez les cadres et ouvriers conscients, dans le peuple et, disons-le tout net, chez un petit groupe d'intellectuels anti-bourgeois qui se trouvent bien plus près des masses que certains responsables férus de populisme et de démagogie.

Nous avons déjà eu l'occasion, avant ce jour, de parler du caractère de force et de fragilité de la Révolution algérienne, et des dangers qui pouvaient la menacer, tels que le féodalisme, l'esprit de clan et d'aventure.

Nous qui, étant donné l'élan populaire de notre révolu-

tion, avons rêvé pour elle d'un sort meilleur qui la mettrait au rang des grands mouvements révolutionnaires de notre époque, nous devons, aujourd'hui, vu le handicap récent de la crise et les lacunes graves qu'elle a révélées, nous référer, jusqu'à nouvel ordre, non pas aux plus grands, mais seulement à Sun Yat Sen par exemple qui, au lendemain de la libération de la Chine de la domination mandchoue, vers 1911, déplorait que rien n'avait été prévu en dehors de cette libération proprement dite, puisque l'indépendance, sans organisation ultérieure, avait été le seul objectif auquel ses amis et lui aient songé. On connaît la suite, et de quelle façon s'est comporté plus tard le Kuomintang, jusqu'à sombrer dans le défaitisme, l'embourgeoisement, le féodalisme et la trahison des intérêts du peuple.

En face de lui a surgi une autre révolution bien endoctrinée, ayant à sa tête des hommes idéologiquement et humainement éprouvés qui, après le triomphe de la cause populaire, ont cessé de jouer aux chefs de guerre parce qu'ils trouvaient dans leur formation politique, leur génie révolutionnaire, leur sens aigu de la responsabilité collective et du travail créateur, matière suffisante à œuvrer pour le bien du pays et des masses paysannes et prolétariennes.

Ainsi donc, en ce qui concerne l'Algérie, cette crise nous aura enseigné la modestie, la juste mesure de nos insuffisances et de nos possibilités. Elle nous aura rappelé, aussi, que si l'autorité nationale a essuyé tant d'infortunes et connu des mésaventures burlesques, c'est que sa conception, même théorique, n'a pas progressé depuis les temps faciles d'avant la révolution, lorsque le sectarisme engendrait fatalement le bon vouloir des guides soi-disant providentiels et cherchait à justifier la lutte des clans et des féodalités politiques par une émulation au service du peuple tout entier. Elle nous aura permis, enfin, de toucher du doigt, pendant cette grave vacance du pouvoir politique, les conséquences redoutables de ce jeu auquel nous nous sommes tous livrés inconsidérément : à savoir, l'héroïsme et ses succédanés psychologiques proclamés à pleine voix, brandis à tour de bras, enflés jusqu'à la frénésie, élevés plus haut que la simple vertu civique ou le devoir, imprégnant tout, enflammant les cervelles, grossissant les faits les plus anodins, dispensant de l'effort de bon sens et spéculant

même, souvent hors de propos, sur le sang des morts. Entretenue par nous comme par un apprenti sorcier, cette « inflation héroïque », submergeant tout, à tort et à travers, a voulu se trouver une rétribution, un salaire, niant par là-même la notion de sacrifice patriotique et d'abnégation. Ainsi, nous ne devons pas hésiter à le dire à certains égarés qui, ayant fait leur devoir, et rien que leur devoir sur les champs de bataille, et souffert en communion avec leur peuple, ont vite oublié, par leur comportement après le cessez-le-feu, que leur « héroïsme » ne devait leur valoir ni récompense spéciale, ni les pousser surtout à agir chez eux comme en pays conquis, imposant abusivement les gens, les humiliant, réquisitionnant leurs biens, outrageant leur dignité d'hommes libres, de patriotes.

Mécanisme révolutionnaire et méthodes imitées de l'ennemi

Est-il besoin de le répéter ? Dans la perspective actuelle, la Révolution, en dehors de son initiative politique propre qui est restée bloquée du fait de la crise et de la course au pouvoir avant même que les institutions en soient ébauchées, est devenue un mouvement purement mécanique. En tant que mécanisme, elle se manifeste à travers une gestion militaro-administrative à laquelle l'autorité suprême défaillante laisse toute la place, et davantage encore. L'action risque d'être étouffée par le formalisme.

Le vide reste cependant à combler, car les attitudes de parade, l'agitation, ne dispensent jamais de l'essentiel. Cette situation provoque alors le retour aux vieilles habitudes, à toutes les vieilles habitudes de chez nous ou en provenance de l'ennemi ; elle engendre fâcheusement ce à quoi nous assistons : l'emprunt de méthodes et d'accoutrements que l'Armée française a illustrés de sinistre façon.

S'ajoutent à cela des pratiques improvisées qui se veulent de tradition musulmane, mais qui ne sont, en réalité, par excès de puritarisme mal compris, que de pures brimades, comme le fait d'exposer en public ceux qu'on accuse d'avoir commis l'adultère, ou de sommer des couples algériens, en promenade dans la rue ou arrêtés au hasard des barrages, d'avoir à justifier de leur situation matrimoniale. Il faut dire, pour expliquer tout cela, sans l'excuser d'aucune manière, qu'aujour-

d'hui l'A.L.N., au lieu de se suffire de ses effectifs de militants ou d'anciens soldats, recrute à tour de bras parmi ceux qui s'offrent à « servir » depuis le 19 mars. Cela s'opère sans tri, sans craindre les conséquences de la contamination ou du noyautage, comme si on recrutait des adhérents pour un rassemblement politique destiné à faire le poids par le nombre plus que par la qualité. Sans parler du fait que les lourdes impositions dont le peuple des campagnes est victime aujourd'hui, sont les conséquences de cette hypertrophie inutile et ruineuse de l'Armée nationale.

Les suites du conflit nous font-elles désespérer de la Révolution ?

Sans être trop pessimiste, notre devoir est d'affirmer que la révolution, ou ce que nous avons continué d'appeler ainsi, a reçu du plomb dans l'aile depuis un mois. Ces trente jours noirs ne sont pas qu'un bref épisode tragique, mais, d'une façon plus grave, le résumé de beaucoup de reniements révolutionnaires difficiles à absoudre ou à se racheter. De compromis en compromis, nous en sommes arrivés là ; de déviation en déviation, nous avons laissé loin derrière nous les principes essentiels de la Révolution qui sont aujourd'hui lourdement hypothéqués par le fait même que les clientèles politiques de tout venant, qui n'étaient que diffuses ou velléitaires, vont tenter de se cristalliser selon des lignes nouvelles plus proches de l'opportunisme bourgeois et bureaucratique que de l'abnégation et de l'austérité militantes. Ces clientèles intéressées, souvent réactionnaires, existant virtuellement jusqu'ici, ont trouvé preneur sur le marché politique et vont fausser encore la gamme des quelques tendances vraiment politiques qui pouvaient jouer dans le sens révolutionnaire.

Mais, en dépit de tout cela, avons-nous le droit de désespérer de ce qui a été pour beaucoup d'Algériens une raison majeure de vivre et de mourir ?

Plus que la réconciliation des personnes, qui relève, quoi qu'on en dise, de la toute petite histoire, il s'agit de réconcilier l'Algérie révolutionnaire avec ses principes créateurs en la réhabilitant aux yeux de ses propres enfants et aux yeux de tous ses amis de par le monde. Au préalable, il faudra enrayer ce « sauve-qui-peut » moral qui signifie, surtout, manque flagrant de scrupules, système D., dérèglement de la mo-

ralité politique. Le monde algérien façonné par la Révolution, malgré les rigueurs et les outrances de la guerre, était un monde humainement, idéologiquement ordonné dans l'unité, l'action et les exaltantes perspectives de l'avenir. Depuis un mois, cette puissante harmonie en mouvement qui inspirait l'admiration s'est comme défaite, effilochée, non pas sur le plan de l'unité du peuple qui reste cohérente, mais dans plusieurs secteurs de la vie politique, militaire, administrative et de morale individuelle, sinon collective : alliances contre-nature, impunité accordée aux traîtres qui savent se faire blanchir habilement, encouragements prodigués aux arrivistes, pente facile de l'embourgeoisement, sollicitations avec force courbettes de postes et responsabilités sans commune mesure avec leur importance ou les aptitudes requises.

Repenser l'avenir et dégager l'avant-garde

Devant tant de périls et de lâches abandons des principes, il s'agit de déblayer sans tarder le terrain et de renforcer, en les dégageant nettement du contexte malsain, hybride, dans lequel ils vivent, les éléments conscients qui constituent l'avant-garde. Du moment qu'ils doivent être, d'après le programme du F.L.N., la base agissante et la force d'encadrement du Parti, ils gagneraient, dès maintenant, à se regrouper pour se démarquer des arrivistes, démagogues, opportunistes et courtisans qui ont cru trouver, au cours de cette crise, l'occasion perverse de redorer leur blason ou de remonter d'un degré dans leur propre estime ou dans la considération abusée des autres. A cette avant-garde doit s'ajouter le noyau le plus révolutionnaire de l'A.L.N. Les soldats et leurs chefs les plus éclairés, politiquement les mieux formés, et qui sont conscients en tant que militants de la gravité de l'heure, devront se définir par rapport au flot trouble des « survenants du 19 mars ». Ce faisant, ils redonneront à l'A.L.N. son renom d'armée du peuple honorablement mérité au cours de la guerre. La seule unité de mesure dans l'Algérie révolutionnaire c'est la qualité de militant, mais de militant conscient de servir avant tout son pays et son parti, là où il se trouve, à l'usine, dans les champs ou sous les drapeaux.

C'est par excellence le lien qui rattache les uns aux autres tous les jeunes que la Révolution a révélés à eux-mêmes, aussi

bien sur les champs de bataille, dans les montagnes, que dans les villes, les prisons, au cours des grèves, des luttes ouvrières, au cours des manifestations, des missions clandestines, toujours face à l'occupant colonialiste, sous le feu de l'ennemi, sous la torture et l'oppression multiforme qui n'a épargné presque personne. Tous les militants et patriotes répartis selon les besoins du combat politico-militaire en organisateurs, combattants, supplétifs, terroristes, agents de liaison, propagandistes, volontaires ou requis pour des tâches difficiles de logistique, d'administration, de diversion, d'acheminement d'armes, d'hygiène et de protection. ont été, au prix des plus grands sacrifices, les seuls mainteneurs du mouvement de libération, la matière première de cette Révolution qui n'appartient à personne en particulier, dont aucun groupe aussi méritant soit-il ne peut revendiquer le monopole exclusif. Ce serait par là, par des prétentions abusives de cet ordre. trahir sûrement la Révolution en la réduisant à une affaire de caste militaire ou civile, à une sorte de franc-maçonnerie des profits et des honneurs, à une mosaïque de féodalités régionalistes.

Contre le messianisme et les mystiques pseudo-socialisantes

D'autre part, les effets d'une telle situation ne tardent pas à se manifester en série, car toute politique de caste, de féodalité ou de bourgeoisie opportuniste et réformiste, verse très souvent dans une mystique par laquelle elle prétend être la seule à pouvoir sauver tout le monde, à régenter le destin de tous en dehors des voies démocratiques et populaires. Cette mystique d'alibi n'est souvent, dans ces cas-là, qu'un messianisme confus. L'on voit naître à travers lui un système dont l'unique support est la contrainte et qui, pour se justifier idéologiquement, fait appel à un mélange disparate de doctrines religio-socialisantes où les soi-disant traditions du peuple voisinent avec un prétendu progrès économique et social entièrement conçu dans une optique paternaliste. Messianisme et mystique : prétentions obscurantistes révolues que les luttes de notre époque, grâce au mouvement conscient des masses populaires et à l'idéal collectif de liberté et d'émancipation, ont balayé une fois pour toutes au nom même d'un modernisme vital et du socialisme tout court.

Pour plus de réalisme

Il serait paradoxal qu'une révolution qui est synonyme d'affranchisement de toutes les contraintes coloniales et de toutes les séquelles rétrogrades du Moyen-Age, retombe à un niveau où les caprices de l'utopie, de l'anachronisme et de la médiocrité tiennent lieu de règle de gouvernement. Il n'est pas inutile d'affirmer que toutes les tentations malsaines ou excessives d'un pouvoir politique ainsi conçu, et qui risqueront peut-être demain de réduire à néant la souveraineté du peuple, ne seront résorbées que le jour où l'avant-garde révolutionnaire se dégagera vraiment de l'amalgame créé par la crise, d'une part, et par la montée des éléments bourgeois, petits bourgeois et néo-colonialistes, d'autre part. Ces tentations et leurs maladies ne seront liquidées que le jour où des forces austères, sans passion, dévouées à leur peuple, soucieuses de l'avenir et du juste renom de leur pays, se définiront nettement par rapport aux courtisans de tous bords et aux politiciens nostalgiques du passé. Cette avant-garde qui rassemblera la jeunesse militante, ouvrière et paysanne, les syndicalistes, les étudiants, les femmes, et préservera la pureté idéologique et la discipline morale du premier noyau de l'A.L.N., doit s'affirmer le plus tôt possible.

Si la crise nous a refroidis dans nos rêves exaltants d'avenir, que du moins le présent soit sauvé du désastre. Bien qu'il soit encore tôt de préjuger du futur le plus immédiat, sans renoncer à faire confiance à la solution de sagesse qui vient d'aboutir à l'investiture du Bureau politique, attendons cependant avec espoir et agissons pour que se réalise dans les délais les meilleurs l'essentiel de la vie harmonieuse d'un pays si éprouvé par la guerre et les querelles. Réaliser l'essentiel, ou une partie de cet essentiel, c'est asseoir l'indépendance de la façon la plus ordinaire en redoublant d'efforts pour épurer, assainir les esprits et les mœurs politiques afin que ni l'Assemblée nationale, ni le congrès national, ni le Parti ou la reconversion de l'A.L.N., ne soient irrémédiablement compromis ou affaiblis par des éléments douteux ou des lobbies anti-nationaux tout-puissants. Cette fois, l'avenir ne sera pas le fruit de nos présomptions effrénées, mais le résultat honnête de ce que nous aurons fait en toute modestie, avec application et sans relâche, pour réparer les dégâts incommensurables de cette crise et mériter la confiance universelle.

7 août 1962.

10

Réalités et perspectives révolutionnaires

L'Etat Algérien à l'ordre du jour

La tâche la plus impérative, qu'il faut réaliser d'après des critères de raison, de démocratie et d'efficacité, est la construction de l'Etat. C'est devenu un lieu commun parce que, en dépit de son aspect tout à fait ordinaire mais primordial, du moment que c'est par là que tout commence dans la vie d'une nation libre, cette tâche se heurte encore à une foule d'obstacles. On en parle à tout propos parce qu'on est porté à considérer qu'il ne peut exister d'indépendance véritable sans un appareil étatique structuré. L'impréparation ayant retardé dans les faits, au moment voulu, cette échéance inévitable et l'ayant, d'autre part, négligée même sur le plan de la perspective théorique depuis l'avènement du G.P.R.A. en septembre 1958, on en ressent à retardement la nécessité. C'est ainsi que l'Etat, l'édification de l'Etat, hantent maintenant tous les esprits et reviennent sans cesse à l'ordre du jour. Il est, en effet, comme l'indépendance avec laquelle il se confond intimement puisqu'il la concrétise, la seule clef qui ouvre les portes de l'avenir, le seul instrument susceptible de rendre effective la remise en marche du pays.

Anticipations ou fictions révolutionnaires ?

Il y a une autre raison qui explique pourquoi l'on a évité pendant longtemps les approches inéluctables de ce rendez-vous historique avec l'indépendance algérienne sous sa forme

la plus concrète, quoique préliminaire. C'est que, par entraînement, on a surtout parlé de Révolution sans se rendre compte que toute construction s'opère suivant un processus méthodique et sur des bases institutionnelles. C'était, inconsciemment, vouloir maintenir la Révolution sur un plan purement théorique sans chercher à l'étayer par des actes, des structures nécessaires, dans le sens de l'avenir. En d'autres termes, c'était mettre la charrue devant les bœufs, escamoter une étape décisive — à laquelle on n'échappe jamais — pour viser aux seuls résultats de l'action révolutionnaire après l'indépendance. De là, toutes les anticipations ayant trait à l'avenir qui se sont exprimées durant la guerre et n'ont cessé de se répéter avec insistance, même dans les moments où, faute d'avoir prévu l'essentiel et l'immédiat, on ne savait par quel bout prendre la réalité présente. Les « anticipations » idéologiques, quand elles s'intègrent dans une vue organisée, planifiée, du lendemain qui doit requérir non seulement l'apport de l'analyse et de la théorie, mais les débuts d'une application progressive, sont la chose la plus naturelle au monde dans le cadre d'un mouvement révolutionnaire. Si elles sont séparées de ce contexte nécessaire, hors du courant rigoureux et méthodique au fil duquel elles peuvent devenir possibles, réalisables, ces « vues de l'esprit » sont alors synonymes de fictions. De plus, elles prennent fatalement l'apparence d'un désordre démagogique, d'une velléité sans cesse proclamée, quand bien même les intentions restent pures et les idées généreuses. Nous estimons que lorsque l'Etat aura été restauré politiquement et administrativement dans tous ses pouvoirs ; qu'il aura unifié et consolidé l'autorité nationale et modernisé ses structures selon les concepts démocratiques, avec tout ce que cela comporte en fait de garanties pour le citoyen et de possibilités de bien-être collectif à travers des institutions normales dignes de notre siècle, à ce moment-là on envisagera de pousser plus loin d'une façon toujours méthodique. Ainsi, seront honorés, avec toute l'efficacité requise, les promesses de la Révolution. Ainsi, tous les objectifs de l'édification révolutionnaire qui doivent être une réalité tangible et non point une aspiration indéfinie, seront atteints de proche en proche à partir d'autres réalités institutionnelles et organiques, celles-là, comme l'Etat et le Parti. Cela ne signifie pas, bien entendu, une remise à plus tard, le renvoi à un délai indéter-

miné, de certaines tâches vraiment révolutionnaires qu'on peut réaliser efficacement dans le présent. Tout dépend de ce que nous sommes en mesure de faire suivant un processus rigoureux qui requiert beaucoup de travail ainsi qu'une pensée politique créatrice, toujours en éveil. Car il faut que chaque effort qui nous met aux prises avec le réel tienne positivement compte de nos possibilités et d'elles seules en tout premier lieu.

Nécessité d'une connaissance approfondie de la société algérienne

Ceci implique la nécessité d'entreprendre d'abord un bilan sévère de la situation dans son ensemble. N'oublions pas, en effet, que, pour des raisons de prestige et de démagogie colonialiste, la France a faussé dans ses bilans publicitaires relatifs à l'Algérie depuis plus d'un siècle, toutes les estimations, même les plus vraisemblables. D'autre part, dans l'optique algérienne propre qui a trait à des problèmes que nous sommes censés connaître de longue date, s'impose nécessairement une double opération :

1) Un travail de connaissance et d'analyse de la réalité algérienne, éclairé et sans aucune complaisance ;

2) Une remise en question — ou une réhabilitation — à la lumière de cette enquête, de beaucoup de clichés, de concepts erronés, de lieux communs, de vérités décriées, de mythes, concernant, par exemple, la paysannerie, le rôle objectif de l'armée, le civisme, les idées reçues, le contenu révolutionnaire exact des notions de peuple, de socialisme, de conscience de classe, de patrie, etc...

Nous saurons alors par quel côté l'Algérie est vulnérable ; par quel autre elle peut légitimement prétendre à la mission révolutionnaire que ses amis attendent d'elle. Pays frustré, appauvri sinon pauvre, souvent affamé, inéquitablement favorisé dans la plupart des secteurs de la vie, perpétuant économiquement et socialement parlant un Moyen-Âge de convoitises primaires, de privations absolues, d'aspirations trop immédiates, de fatalisme, liés tous à l'alternative pseudo-musulmane et en réalité mystique de la fortune et de l'infortune

également arbitraires parce que subites, cet état de choses, entre mille autres, nous expliquera peut-être pourquoi la gestion financière, l'attrait de l'argent facile et même la dilapidation effrénée et les goûts somptuaires et les dépenses folles : pourquoi tout cela constitue chez nous, et dans tout le Maghreb, un fait grave, honteux, portant en lui la perturbation, tout à la fois du sens moral, de l'ordre social et du système économique dans son ensemble. La mauvaise gestion financière dans les pays sous-développés, qui, de surcroît, ont hérité d'une certaine tradition médiévale ostentatoire et imprévoyante, est, répétons-le, l'une des plaies les plus difficiles à guérir. Au cours des siècles et jusqu'à nos jours, en ces débuts de l'indépendance, la corruption a revêtu, pour se justifier, des formes diverses : corruption sacrée des marabouts, pseudo-philanthropique des gens de religion soi-disant les plus éclairés ; corruption légale, rapine légalisée de certains hommes, civils ou militaires, qui se sont trouvés placés aux échelons du pouvoir. Elle peut prendre un autre nom, d'autres noms, sa réalité existe car la pente est facile qui pousse à l'enrichissement immoral et capricieux par impositions, saisies, amendes et prélèvements abusifs. La politique colonialiste française, en légalisant le pillage et la concussion, notamment dans les campagnes, avait déjà aggravé le sort des paysans et petits propriétaires. Les deux formes les plus odieuses du régime colonial défunt : l'injustice et la corruption, ont brûlé ce pays ; aussi, aspirait-il à plus d'humanité.

Depuis, par la faute d'une organisation trop rude et mécanisée comme un rouage qu'aucune doctrine politique ne venait rectifier, adoucir, humaniser en un mot, nous avons assisté, pendant des années, et surtout dans les tout derniers mois, à un gâchis incroyable d'efforts, de sacrifices, d'initiatives contradictoires, de dépenses et d'impositions ruineuses. La victoire est là, certes, incomparable, unique dans les annales de l'Histoire, mais « l'économie » dans son sens général : efforts, sacrifices, gestion financière, etc... qui, étant donné nos structures et l'absence d'une organisation politique a marqué le cours d'une guerre libératrice quand même victorieuse, risque, dès à présent, de se prolonger dans la paix.

A une hémorragie qui mettra du temps avant de se résorber, succèdera, si l'on n'y prend garde, une hémorragie mor-

telle due au même gâchis incontrôlé et aggravé par une dilapidation des deniers publics et toutes sortes d'habitudes financières et de corruption. Il existe aussi une morale financière qu'il faut respecter au même titre que la morale tout court, et qui est un aspect du civisme.

Des questions qu'il faut se poser

Toujours dans le cadre de ces questions générales que nous devons nous poser pour mieux connaître la réalité complexe de notre milieu rural et du pays dans son ensemble, nous n'hésiterons pas à examiner, entre autres, certains phénomènes nouveaux comme cette rage puritaniste, ce moralisme persécuteur auxquels nous assistons. Leur réapparition, à contre-temps du progrès du monde arabe lui-même dans sa partie proche-orientale, n'indique-t-elle pas qu'il s'agit plutôt là de l'expression d'une déculturation séculaire avec un fonds tenace de rigueur soufie ? L'Islam en Algérie, et particulièrement dans les campagnes et les villes de forte religiosité, ne se ressent-il pas encore des nombreuses influences mystiques que le maraboutisme décadent a introduites dans notre société ? Tout cela ne doit-il pas nous inciter à moderniser le plus tôt possible et radicalement l'économie paysanne, l'équipement social des campagnes ; à combattre très vite les tendances obscurantistes sous toutes leurs formes en sauvant d'abord l'enfance scolaire et en assurant à tous un enseignement démystificateur inspiré des impératifs les plus courants de la société contemporaine ?

Nous devons nous interroger sur tous les aspects de ces problèmes majeurs avec d'autant plus de sérieux qu'une faille s'est produite subitement dans l'édifice de la Révolution au moment de l'indépendance. Rien n'est gratuit, rien n'est le fruit du hasard. Le comportement de certains chefs locaux, le complexe famélique des biens matériels qu'on accapare par tous les moyens légaux et illégaux, l'argent qu'on arrache et qu'on dépense avec une égale désinvolture, une impunité scandaleuse ; le féodalisme larvé qui prend naissance même au niveau du village et du sous-secteur, ce sont-là, ne nous abusons pas, les signes révélateurs d'une situation peu propice au progrès des consciences, à l'affranchissement du milieu rural qui est, de tous, le plus malheureux. Cela va plus loin que

de simples accidents, et toute analyse des faits et gestes d'une société, d'une classe, dans une Révolution qui est surtout sociale, ne croit pas légitimement aux accidents de cette nature, ne doit pas y croire un seul instant. Autrement, le hasard, c'est-à-dire l'arbitraire, serait plus fort que la création, que la volonté des hommes.

Aider le milieu rural à briser ses entraves

Par contre-coup et à propos de cette faille, aussi minime soit-elle, beaucoup de choses, ne nous le dissimulons pas, ont été remises en cause. Certainement pas l'aptitude des masses paysannes à accepter le progrès, à transformer radicalement leur propre existence, mais, peut-être, la croyance souvent admise qu'elles peuvent le faire sans se débarrasser, au préalable, de toutes les entraves dont elles ont brisé bon nombre au cours de la guerre. Cette entreprise colossale, étant donné la situation qui est la leur, elles ne peuvent en être les seuls artisans : toute la Révolution avec ses cadres, ses plans d'action gouvernementale et de parti, les initiatives les plus hardies, les plus éclairées comme les plus désintéressées, doivent y aider. Or, certains chefs locaux, s'ils ont saisi, ces derniers temps, jusqu'à l'évidence, la nécessité d'aider les paysans dans leur promotion politique et sociale, semblent n'en avoir retenu, cependant, qu'un aspect fragmentaire qui relève du malentendu. Leur tendance naturelle, accentuée par l'attrait du pouvoir et, disons-le franchement, leur incompétence, ont concrétisé ces bonnes intentions dans une série d'attitudes paternalistes négatives, comme si l'esprit féodal dont ils devaient purger la société rurale s'était incarné en eux, à leur insu, faisant ainsi obstacle à leur noble mission du début, transformant leur marche en avant en une régression lamentable et ruineuse pour tout le monde.

Et ceci nous amène, de nouveau, à toucher du doigt l'une des causes de tous les malentendus, des nombreux déphasages qui ont retardé le développement harmonieux d'un système révolutionnaire doué, par ailleurs, d'une vitalité débordante mais mal employée. Il s'agit du divorce permanent qui existe entre les intentions et les faits. Intentions, sincérité, concepts, conviction vraiment révolutionnaires : personne n'en doute, mais il y a souvent loin de la pensée à l'acte. L'exemple de la

doctrine anti-féodale et populaire du F.L.N., d'une part, et des attitudes inconsciemment paternalistes, coercitives ou gratuitement populistes de certains de ses cadres militaires et civils, d'autre part — même quand ces derniers sont issus du peuple — nous le prouve amplement.

La voie nouvelle

Quelle est la conclusion qui s'impose à nous quand nous examinons d'assez près tous ces phénomènes ? Objectivement, nous n'avons fait aucun effort sur nous-mêmes pour conjurer les risques et les malheurs dont notre société a souffert. Ayant consacré toutes nos forces à vaincre l'ennemi, nous payons aujourd'hui et risquons de payer encore longtemps tout ce qui n'est accumulé, dans cette société si vulnérable malgré son énergie et sa combativité et jusque chez nos militants politiquement inéduqués, en fait de primitivisme, d'élans irrationnels, de vues expéditives, de conceptions irréalistes. Si nous ne parvenons pas à triompher de tout cela, que la Révolution et son mouvement collectif dans la guerre et la résistance nous ont moralement préparé à vaincre, nous traînerions, en dépit de notre indépendance arrachée par les armes et les sacrifices, cette lourde hypothèque.

Une hypothèque, mais aussi un obstacle difficile à franchir sur la route de l'édification nationale dans laquelle ne doivent s'engager que des hommes conscients à plus d'un titre, animés de la passion de tout transformer, de tout créer à partir d'un idéal austère et d'une foi lucide. Peut-on décemment parler d'esprit révolutionnaire, de garants de la Révolution, en évoquant des hommes qui ne savent même pas se retenir sur la pente facile des tentations matérielles, de la soif frénétique de s'enrichir et de s'embourgeoiser ?

Plus vite s'ouvrira une voie nouvelle et sélective dans le destin de la Révolution, mieux cela vaudra. Les bonnes volontés ne manquent pas. La base militante qui se trouve aujourd'hui inemployée, attend avec impatience que la direction politique du Parti soit bientôt complétée par l'essentiel, c'est-à-dire par un corps organique structuré. La masse des citoyens et la jeunesse attendent, eux aussi, qu'une administration juste, efficace et non pléthorique comme le fut l'appareil colonial de gestion ; qu'un enseignement rationnel, pré-

cis, ni surchargé par des matières superflues, ni appauvri dans sa substance scientifique moderne, voient le jour le plus tôt possible. C'est dans ces deux domaines qu'il faut innover hardiment, reconvertir, afin que la Révolution algérienne ne reparte pas sur des bases qui auront été préparées à l'avance par le colonialisme ; sur des fondements routiniers hérités de l'ennemi, avec, très souvent, le luxe gratuit qui le caractérisait et le poids accablant et stérile de ses institutions capitalistes.

24 août 1962.

NOTE : Les deux derniers textes ont été écrits par l'auteur alors qu'il était rédacteur en chef d'El Moudjahid, organe national du F.L.N. Si le ton de ces articles et leur caractère parfois pédagogique tranchent sur ceux des études du présent ouvrage, c'est parce que la crise de l'été 1962 et ses effets immédiats, intervenant à un moment d'interrègne et de désarroi, ont fait obligation à l'un des responsables du journal, en accord avec l'équipe rédactionnelle, d'éclairer objectivement et sans parti-pris les militants et l'opinion publique et de préserver l'unité du peuple au nom même des principes de la Révolution. Chronologiquement parlant, ils se situent, aussi au moment où *tous* les dirigeants en litige venaient d'accepter ou de consacrer la formule, longtemps contestée, du Bureau politique. Certains même allaient faire partie de cet organisme, pour un temps assez court, d'ailleurs.

11

Réflexions sociologiques sur le nationalisme et la culture en Algérie

On nous a dit qu'on nous avait imposé l'usage du français. Le croire tout bonnement, sans procéder à la moindre analyse, reviendrait à accorder un préjugé favorable au colonialisme, dans un pays qui compte près de 85 % d'analphabètes bien qu'il soit resté pendant 130 ans en contact direct avec la langue française. Le problème n'est pas aussi simple ; il concerne les besoins primordiaux d'une société opprimée, qui est instinctivement poussée à réduire ses carences, à déployer sous la forme d'un pathétique effort de survie les ressources qu'elle eût consenties en temps normal dans le sens d'une évolution traditionnelle.

Tout d'abord, une « présence » étrangère de cette nature s'affirme à travers tous les organes de la suprématie : pouvoir politique, judiciaire, économique, armée, *langue*, etc., qui deviennent ainsi l'expression en soi d'une nouvelle réalité interne, — abstraction faite, une fois la conquête achevée et la résistance vaincue, de toutes les contraintes supplémentaires visant à modifier la société ainsi tenue à discrétion. La contrainte est partie intégrante du régime ; elle cesse d'agir, subjectivement, en tant que force externe, et se conçoit désormais comme action nationale, comme un tout indivisible où les attributs de la souveraineté se réalisent automatiquement, d'un seul tenant, sans tenir compte, *dans le détail*, de la spécificité de l'Autre, de sa contestation. Tant que la société algérienne a pu disposer de sa culture — essentiellement phi-

logique et religieuse, à peine littéraire — elle a refusé, d'une manière inégale bien sûr, les avances (fort timides, il faut dire) de la scolarisation en langue française. « Avances » n'est d'ailleurs pas le mot : il s'agissait en fait, plus de trente ans après la fin de la conquête, de quelques échantillons d'une politique de prestige à l'usage de ceux qu'on appelait les « fils de notables », c'est-à-dire de cette féodalité mercenaire qui avait été créée de toutes pièces par les colonialistes : simple goutte d'eau dans l'Océan ! A tel point qu'un haut fonctionnaire français d'Algérie, Eugène Fourmestraux, pouvait écrire en 1880 : « Nous avons laissé tomber l'instruction des indigènes bien au-dessous de ce qu'elle était avant la conquête. »[1]

Parmi les causes qui rendirent suspect l'enseignement du français en dépit de sa grande rareté et de son caractère sélectif, plus ou moins aristocratique, on peut noter, outre la persistance relative de la culture arabe dans la première génération d'après la conquête, le fait que les Algériens ont assisté impuissants et contraints, pendant la guerre coloniale, à l'enlèvement systématique de jeunes garçons, fils de chefs et de résistants notoires, que les Français envoyaient en France, dans des prytanées militaires. Il y eut aussi, vers les années 1867-68, le baptême forcé de milliers de petits orphelins algériens que le cardinal Lavigerie avait recueillis à la faveur d'une famine provoquée en grande partie par le nouveau régime des terres, l'inertie calculée des autorités coloniales et l'égoïsme criminel des colons, et qui fit plus de 500 000 victimes. En bref, l'enseignement du français était resté pendant longtemps, à tort ou à raison, synonyme d'entreprise d'évangélisation. On peut se demander si ce n'est pas la laïcisation de l'enseignement public en France qui fit tomber toutes les réticences, souvent justifiées, des Algériens, — tout au moins quant au principe de l'instruction française, puisque les écoles étaient en fait à peu près inexistantes. Mais c'est à partir de là que se situe le drame.

Après la transition douloureuse que connut une société

[1] C.f., aussi, le jugement de Marcel Emerit : « L'Arabe, en 1830, savait lire et écrire. Après un demi-siècle de colonisation, il croupit dans l'ignorance. » *Annales*, mai-juin 1960.

algérienne bouleversée, privée de ses droits élémentaires, de ses biens nationaux, de ses libertés, on éprouva le besoin d'une culture, ou, plus exactement, d'un enseignement. Même si cet enseignement s'était présenté en patagon ou en zoulou, on l'aurait accepté. C'est dire combien un peuple qui a une longue tradition de culture tolère difficilement le vide intellectuel et se sent capable, pour satisfaire un tel besoin, d'adopter une autre langue, à défaut de la sienne propre qui lui est désormais interdite (en tant qu'expression pédagogique et livresque, sinon orale). Cette *culture de nécessité* souligne l'importance du problème en en révélant les implications techniques, utilitaires, pratiques : face à l'irruption du monde moderne dans la tradition, on continue de tenir à l'univers médiéval par certains aspects moraux, mais non sans établir, consciemment ou inconsciemment, les distinctions indispensables qui séparent le patrimoine humaniste et religieux, toujours vivace, des exigences nouvelles de l'initiation au modernisme. En effet, la langue n'est pas seulement un des attributs de la nation. Elle est davantage celui de la société active qui veut se soustraire au dépérissement ; ou, si l'on préfère, c'est l'un des seuls attributs qui soient à cheval sur l'une et l'autre, tant elle comporte — comme valeur à la fois spécifique et neutre — d'éléments affectifs et concrets (au même degré de teneur), et plus dans le sens social que dans le sens national puisqu'il existe des nations nanties de riches cultures nationales, comme l'Inde, dont la langue officielle est cependant une langue étrangère. L'Algérie, elle. a gardé sa langue écrite commune à tous, ainsi que ses langues orales, qui sont plus que des dialectes et dont la pratique s'exerce souvent dans le cadre d'un large bilinguisme utilitaire. Cette langue écrite, qui était enseignée partout à l'initiative des collectivités et des individus (rarement à celle de l'Etat) et grâce aux séminaires ruraux, aux écoles de village et de campagne attenant à chaque mosquée, aux médersas urbaines, même dans les régions où l'on ne parlait pas l'arabe populaire mais le berbère, a été fatalement déclassée par la langue des conquérants à partir de 1830. S'en étonner serait nier purement et simplement la prise en charge de notre pays par une domination étrangère directe qui, là où elle s'est installée, a déplacé à son profit les hiérarchies existantes ou les a détruites pour y substituer les siennes, sur le plan des valeurs comme sur celui des grou-

pes politiques et sociaux. C'est une opération automatique découlant d'un état de fait, et qui peut concerner aussi bien un pays sur-développé qu'un pays retardataire. Ainsi, à supposer même que la langue arabe n'ait pas été interdite en Algérie, elle n'en aurait pas moins subi (comme c'eût été le cas pour telle ou telle langue européenne si l'occupation nazie s'était poursuivie pendant une génération ou deux) le déclassement inhérent à tout état de sujétion prolongé. La valeur intrinsèque de la langue n'y est pour rien : c'est un tort, et c'est la naïveté puérile du nationalisme que de la croire plus forte que les hommes, hors d'atteinte de l'arriération qui les frappe, séparée du sort qui leur est fait, capable d'acquérir par elle-même tous les caractères du développement scientifique moderne dans le contexte d'un pays notoirement reconnu comme sous-développé. D'ailleurs, sur le plan mouvant de cette conscience politique effective, les contradictions ne sont pas rares. On affirme avec raison que le colonialisme nous a gravement déculturés pendant *un siècle et quart*, et, sitôt l'indépendance acquise, on prétend paradoxalement qu'on peut susciter, sans aucun effort rationnel de préparation, une sorte de génération spontanée d'agents, d'enseignants et de maîtres spécialisés dans les disciplines d'une langue et d'une culture qui furent longtemps mises au ban de la simple liberté d'expression et du progrès scientifique le plus élémentaire : comme si, dans ce domaine fluide, abstrait, presque insaisissable de la mentalité et des conceptions intellectuelles, des ravages séculaires pouvaient être réparés en un an, ou deux, ou même dix ! Il ne s'agit pas d'attendre mais de commencer méthodiquement.

Mais, cette déculturation qui ne présente nulle part au monde des carences aussi flagrantes que chez nous, n'a pas été uniquement le fait de « l'analphabétisation », de l'interdit qui excluait la langue écrite d'une compétition d'ailleurs impossible — et, en tout état de cause, inégale — avec le français. L'arabe, bien que déclassé politiquement, avait continué à être enseigné, sous sa forme de culture traditionnelle et souvent abécédaire, dans les écoles coraniques et quelques zaouias. Son caractère régressif ne venait pas tant, objectivement parlant, de ses méthodes pédagogiques demeurées inchangées, de son contenu à peu près immuable, que de l'état

de la société algérienne d'alors par rapport à l'apparition d'une attitude nouvelle dont la conquête coloniale avait été l'occasion à l'insu même de ses tenants. Autrement dit, par-delà le colonialisme obscurantiste et rétrograde qui visait au figement et à la destruction de cette société désormais tenue captive, il y avait, chez les Algériens les plus résolus à lutter contre l'occupant ou à lui résister, un éveil de nature objective, un réel intérêt concernant les techniques inconnues d'eux jusque-là et encore hors de portée, les problèmes d'organisation sociale, en bref : la vie moderne et ses besoins, — toutes choses qu'ils prenaient de plus en plus l'habitude de considérer sous leur aspect universel, les séparant par instinct, ou par alibi de nécessité, du colonialisme en tant que tel, puisque celui-ci les leur refusait sans pouvoir les empêcher d'en tirer au moins un profit mental, à titre de modèle exemplaire mais lointain. C'est à cette limite de l'impératif biologique de civilisation et de permanence du besoin culturel que se rejoignent, pour être diversement orientées puis réalisées, les aspirations souvent contradictoires du nationalisme et d'une société en posture difficile de survie ou d'édification. Et cette situation sociologique nouvelle rend naturellement caduques les valeurs auxquelles on reste cependant le plus attaché, lesquelles deviennent, pour l'un et l'autre motifs, des « traditions » au sens propre du terme, vénérables quoique socialement inopérantes, par opposition aux choix efficaces qu'on fait peut-être à contrecœur.

On n'a jamais insisté sur l'importance, dans les sociétés colonisées, de cette *auto-pédagogie* qui implique, en même temps qu'un ébranlement du substrat mental du passé, la recherche d'un équilibre difficile entre l'acquis ancien, désormais privé de son efficience conventionnelle, et l'apport étranger non délibéré, presque fortuit, qui va constituer la seule règle du jeu social sinon politique, même si ses lacunes sont plus graves que celles de la tradition. De là procèdent les trois formes majeures de l'action intellectuelle du colonisé, qui tourne inlassablement sur ce chemin circulaire et sans issue le long duquel il ne fait que frôler, d'une façon dérisoire, le passé, le présent, l'avenir. En premier lieu, un compromis entre ce qu'il abandonne à demi, faute de pouvoir le valoriser, et l'exigence de modernité à l'état potentiel, brusquement

apparue derrière le colonialisme qui la refoule en vain ou la tient en échec pour des raisons de prépondérance politique. Ensuite, un effort contrarié d'autodidacte, qui vise tout ensemble à substituer aux carences survenues dans le patrimoine traditionnel quelques éléments de cultures empruntés à une langue étrangère inégalement accessible, et à reconvertir sa propre vision du monde dans le cadre ambigu et contraignant du nouveau régime. Enfin, un sentiment d'exaspération, dû à ses échecs, à ses insatisfactions, à ses difficiles avancées, à ses reculs nostalgiques, à ce perpétuel mouvement de va-et-vient qui le ballotte entre l'impossible retour au passé et l'impossible présence à ce temps vécu du progrès qui est collectivement visé. Cette exaspération — ou cette perturbation — qui a souvent des conséquences désastreuses sur le plan de l'initiation au monde moderne et de la mise en valeur sélective du patrimoine national, est la marque d'une pseudo-culture sans racines profondes ni accomplissement véritable. Elle est aussi, par plus d'un point, une sous-culture indéfiniment transitoire. Appelez-la d'un autre nom, si vous voulez : dans l'ordre physiologique ce serait la malnutrition, qui s'accompagne de désirs sans cesse inassouvis, de troubles donnant tour à tour l'impression de la satiété et de la faim, rarement celle d'une maladie endémique bien caractérisée. Totalité effarante de cas individuels qui n'atteignent presque jamais, chez le plus grand nombre, un semblant d'homogénéité, de communication, de courant tant soit peu autonome (le propre d'une culture, précisément, même lorsqu'elle s'exprime dans une langue étrangère), elle multiplie ses « échantillons », crée en vrac des goûts simplistes ou raffinés, anachroniques ou avancés, des critères subjectifs et des aspirations tronquées, là où aurait pu naître une somme de besoins à satisfaire, dans une progression conforme aux deux tendances de spécificité nationale et d'emprunt.

Il ne s'agit d'ailleurs jamais de ce déchirement solennel et prolixe d'intellectuels « écartelés entre l'Orient et l'Occident », cliché qui revient souvent à l'ordre du jour et qui relève de l'exhibition esthéticienne plus que de la conscience. Ceci est affaire de mystiques (genre René Guénon), de gens nantis, de dilettantes et d'amateurs d'exotisme. Peut-être même l'esprit féodal, latent ou notoire dans les structures anciennes et nou-

velles de décadence maghrébine et de régression colonialiste, favorise-t-il par endroits des « cultures » de caste, érudites, verbeuses et parfois sommaires, indistinctement dans l'arrière-pays ou dans les villes : cultures de fonctionnaires, d'interprètes, de petits magistrats, d'instituteurs. Mais le propos ne concerne pas seulement le domaine de cette culture de nécessité en langue étrangère dont l'approche, pour des raisons de régime politique obscurantiste et de devenir social constamment contrecarré, est rendue difficile ou fragmentaire ; il vise aussi cette autre culture — autochtone, elle — qui se rétrécit comme une peau de chagrin et que seule désormais la tradition religieuse, elle-même vulnérable, semble défendre. Il nous faut cependant nous entendre sur un fait : il ne s'agit pas, même dans les villes de province, d'acquisitions « basiques » de barbares ou de néophytes entièrement coupés de leur milieu, de leur langue parlée, et exhibant de manière puérile des connaissances mal assimilées. Le seul jargon qui détonne, et le seul niveau, sont ceux de la profession, de la sous-préfecture, avec, en plus, le tempérament bouillonnant, curieux, truculent, mi-aristocratique, mi-plébéien, teinté de scepticisme ou d'illusions libérales à la mode de 1789, de beaucoup de petits fonctionnaires, enseignants, employés algériens, autodidactes à plus d'un titre des centres urbains de moyenne importance et de certains villages cantonaux de l'ancien régime. Finalement — compte tenu des impossibilités, des carences, et aussi du manque d'initiatives et de conceptions éclairées — ce problème de la sauvegarde ou de la construction d'une société ne trouva de réponses qu'au plan de la religion et de la morale chez les réformateurs, ou, chez les nationalistes, au plan de la nation et de ses attributs affectifs.

Quand l'engagement politique, l'action militante dans le cadre des partis nationalistes d'avant-guerre, s'ajoutaient à cet état intellectuel diffus, avec une pointe d'aimable pédanterie, la physionomie de la culture générale se caractérisait davantage, glissait du domaine de l'éclectisme à celui d'une certaine orientation utilitaire, exprimait à son insu plus de vérité sociologique, échappait enfin, par simple convention, au relatif ridicule de ces valeurs en apparence insignifiantes et toujours frappées d'inachèvement. Cette « culture » politique, tour à tour drainée paresseusement par le nationalisme affectif ou stimulée par les besoins sporadiques de la lutte anticoloniale à

ses moments aigus, revêtait *en soi* la forme la plus algérienne possible dans cet ordre d'idées. S'exprimant surtout en français, elle avait pour pendant tout aussi caractéristique, dans le domaine de la langue arabe, la pensée religieuse militante de tendance réformiste.

Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions à ce sujet. La formation idéologique, souvent indigente et improvisée, n'apporte rien s'il n'existe déjà un certain fonds de « culture », même orale, qui la nourrit, lui fournit des points de repère, des termes de comparaison, un minimum de connaissances positives et d'éléments d'appréciation critique. Seule et fatalement sectaire, elle est même capable de se révéler anti-intellectuelle, schématisant ou escamotant les problèmes majeurs pour tendre vers une attitude sentimentale, vers un activisme. Indéniablement, la culture politique est le détecteur de la véritable dimension de la culture engagée, de la culture tout court, au niveau des élites et des cadres moyens, dans un pays rejeté hors des voies normales de sa langue et qui ne peut rechercher la satisfaction de ses besoins intellectuels que dans une langue de nécessité — celle de l'occupant — dont l'emploi, à ce stade tactique ou contraint, se trouve pour ainsi dire justifié, en dépit des préjugés nationalistes.

Ceci est une vue idéale, dans l'absolu, bien qu'elle désigne un cas propre aux pays sous-développés dans la phase de la lutte anticolonialiste. En diverses circonstances, le phénomène s'est réalisé pleinement, ce qui ne veut pas dire qu'on a toujours su résorber à travers lui les lacunes, les velléités, les inégalités de teneur et l' « exaspération » inhérentes à cette culture autodidacte ou de simple défi. Il s'agissait plutôt d'organiser sous une certaine perspective patriotique les matériaux existants, d'en rechercher d'autres afin de mieux connaître ses propres problèmes et de parvenir à les expliquer à ceux qui les niaient, aux adversaires plus qu'aux amis et sympathisants. Nationale, et plus encore nationaliste, bien que charriant des impuretés de ton et d'emprunts, l'opération ne pouvait consister qu'en une interminable « défense et illustration » de ceci ou de cela. C'est alors, dans de telles conditions, qu'une vive curiosité, cependant mal orientée, une mobilisation opportune et néanmoins incohérente de tous les tronçons des connaissances familières et nouvelles relatives au pays, à son combat, commencent à se manifester, tendant plus vers

l'apologétique et la réfutation que vers l'effort serein d'endoctrinement et d'autocritique.

Ainsi, une forme de culture apparaît-elle sous l'impulsion du sentiment national ; elle porte en elle tous les espoirs d'une restauration ; bien conçue, elle pourrait pallier les lacunes et l'indigence intellectuelle au niveau des cadres et de la jeunesse militante, et favoriser, sur le double plan mental et civique, le transfert indispensable de la *nation* à la *société*. Et pourtant elle ne le fait pas ! C'est qu'elle recèle ses propres impossibilités, qu'aggravent encore les mythes inhibiteurs — transfigurés mais demeurés statiques — du passé et même du présent. Fruit hybride d'une société carencée, elle n'a pas toujours le choix des moyens. L'autodidactisme engagé ne lui permet de prendre qu'une seule dimension : le courant politique au long duquel on improvise, on crée, on imite surtout. A ce propos — le mimétisme — ne faut-il pas redouter comme un danger inévitable l'illusion, que donne la pratique même sommaire d'une culture étrangère politiquement prépondérante, d'être de plain-pied avec les concepts, les besoins, les réflexes moraux, le luxe de penser et d'agir de la nation à laquelle on emprunte sa langue, et, pis encore, de telle ou telle classe généralement privilégiée de cette nation ? Ce seraient là de vaines craintes si le sentiment national, suffisamment étoffé, bien éclairé sur les véritables limites de ses objectifs et de ses ressources, était plus réfractaire, par sa spécificité, à l'imprégnation insidieuse, voire à l'emprise tyrannique d'une langue d'emprunt bien supérieure à la sienne — que d'ailleurs il ignore, ou pratique fort mal. Certes, il s'est trouvé des élites intellectuelles et politiques qui, par affinité de rang social, de milieu, ou par aspiration idéaliste, se sont identifiées aux valeurs, aux implications et même à la sensibilité de la langue française, de son contenu historique, de son expression multiple. Le nationalisme dit d'avant-garde, d'origine prolétarienne à ses débuts, a contrecarré, plus par instinct que par conscience réfléchie, cette emprise à son degré sensible d'identification. De là aussi sa rigueur extrême, sans nuances ni discernement, dans le recours en bloc à des attributs nationaux ou spirituels de contrepoids dont plusieurs se sont révélés anachroniques, excessifs ou de simple parade, et qui auraient pu, dans un processus normal, céder le pas à des concepts

plus réalistes. Les conditions dans lesquelles s'opérait l'éveil national des masses populaires et se déroulait la lutte politique — à la fois anticoloniale et anti-assimilationniste, l'assimilation étant alors un objectif algérien bourgeois — légitiment ce coup de barre et cette intransigeance, qui ont d'ailleurs permis à l'action nationaliste de faire un bond considérable en avant. La démesure était donc payante et conforme à une idée-force, que sa nouveauté même rendait plus dynamique. Mais cette démesure, cet excès par impulsion, avaient leur revers, dont la culture et l'unité politiques allaient pâtir, s'agissant surtout de deux tendances objectivement voisines, susceptibles de se compléter, de rectifier leurs positions respectives dans le cadre d'une même idéologie de départ. Ainsi Messali, l'impulsif, qui ignorait ou méprisait toutes les possibilités d'élaboration nationale du mouvement qu'il dirigeait, s'opposait-il déjà, dans une guerre sans merci, à Ben Badis, qui était alors le seul penseur éclairé d'un nationalisme historique et culturel moderne, relativement progressiste. Les deux mouvements avaient leurs outrances, leurs lacunes, leurs compromissions, plus ou moins visibles selon qu'on se plaçait dans la perspective d'une courageuse lutte ouverte ou dans celle d'une revendication tactique soutenue par un travail simultané de prise de conscience morale et intellectuelle ; mais ils pouvaient s'entendre, surtout du vivant de Ben Badis, évitant ainsi, chacun, de provoquer l'autre à une aggravation de son attitude, ou activiste ou complaisante, et lui empruntant au contraire son élan juvénile ou son effort de réflexion même imparfait. A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'occasion apparaît définitivement perdue. Le nationalisme libérateur, de plus en plus « mécanique », va tendre à une solution hautaine qui l'appauvrira davantage. Le mouvement uléma, après la mort de Ben Badis, recherchera des alliances et des activités politiques et vaguement sociales qui affadiront le message de son grand promoteur. Mais c'est la culture politique qui va y perdre le plus, sur l'un et l'autre tableaux, même si l'action militante trouve des relais qui la propulseront de proche en proche jusqu'au but final — grâce à l'apport décisif fourni dans le combat armé par les masses populaires, bien placées, elles, pour pressentir un objectif social plus concret.

Donc, le mimétisme d'une part, les impossibilités objectives de l'autre, vont encadrer cahin-caha cette part infime et pourtant agissante de la culture, lui donner un volume artificiel ou la réduire à des poncifs de seconde main, tout en lui conservant son noyau originel apparemment simpliste quoique étayé par une forte conviction et beaucoup d'enthousiasme. Par la conception de l'histoire comme légende dorée, nostalgie du paradis perdu, faits individuels, miracle privilégié ; par celle d'un moralisme petit bourgeois à base de prêche religieux, d'idées générales voulant tenir lieu de sens civique ; par celle du sacrifice, de l'adversité, du simple courage et des vertus les plus ordinaires en tant qu'attitudes héroïsantes démesurées ; par celle enfin de la langue arabe comme rituel initiatique, symbole affectif et retour à la sensibilité, plus sacrée que profane, d'une époque d'apogée (qui connut pourtant une grande tradition de recherche et de découvertes dans les sciences exactes), la culture est désormais l'otage du nationalisme, dont la pensée embryonnaire et passionnée va la marquer paradoxalement dans le secteur par excellence de la marche en avant, de la lutte de plus en plus collective et par conséquent progressiste. En Egypte, en Syrie, en Tunisie, au Maroc, le nationalisme est né comme garant et sauvegarde de la société, puisqu'il existait dans ces pays une souveraineté ou une semi-souveraineté nationale. Situé au niveau des classes bourgeoises, il était l'expression d'une société peut-être imparfaite mais non atomisée. En Algérie, la société avait reçu plus de coups mortels que la nation (amalgame de concepts, idée insaisissable, aspiration diffuse au devenir), et cependant c'est cette dernière, et non la société, qui devenait le but suprême, l'enjeu exclusif. C'était vraiment là une sorte de gageure, de défi, déterminés d'une manière indirecte par l'attitude de l'ennemi, qui niait la nation puisqu'il n'avait pas de prises sur sa totalité spirituelle, sur les réserves clandestines de sa recouvrance. Mais s'il ne niait pas la société, c'est parce qu'il l'avait détruite et que, ce faisant, il avait interdit tout progrès véritable.

Ces remarques nous ont un peu éloignés de notre propos, qui touche à la nécessité où se sont trouvés les Algériens, quelques dizaines d'années après la conquête coloniale, de

satisfaire leurs besoins intellectuels, sinon culturels, à un moment où l'intrusion brutale et relativement fortuite de techniques et de structures modernes risquait de les maintenir, par contraste, dans un état de dépérissement fatal plus encore que de décadence ou de simple retard. Nous avons dit que la langue nationale avait été *déclassée*, ce qui n'est pas surprenant dans le contexte d'une domination étrangère directe (autre que le mandat ou le protectorat), dont le souci exclusif est de substituer entièrement ses institutions à celles du peuple conquis. Et pourtant, l'arabe, bien que déclassé, avait continué d'être enseigné en veilleuse dans les écoles rudimentaires de village ou dans quelques rares zaouias décadentes. Son extension pédagogique avait été considérablement réduite, peut-être de moitié, peut-être davantage, mais disons-le tout net : le niveau restait à peu près fidèle à lui-même. *Ce qui pouvait le dévaloriser désormais, c'était plus la relation entre les faits de part et d'autre, leur logique nouvelle, que la baisse de sa qualité.* C'était davantage la perte de la liberté des hommes, celle du prestige de la langue en tant qu'expression officielle, le bouleversement paralysant intervenu dans le milieu social et dans les réalités économiques dont il tirait sa raison d'être, ses moyens d'agir et de progresser. La comparaison aidant — qui ne portait pas sur la valeur en soi de chacun des termes et n'impliquait aucune préférence absolue — on avait le sentiment que cette langue écrite était déclassée à plus d'un titre, et d'abord sur le plan de l'efficacité sociale. On envisagea, à contrecœur, puis avec de moins en moins de réticences, la possibilité de faire instruire ses enfants en français. Du moment qu'on tenait toujours à sa propre langue, on trouva un compromis de justification réaliste qui résultait d'un constat plus que d'une aspiration chauvine. Chez le peuple, la langue française fut décrétée *langue d'ici-bas*[1], par opposition à l'arabe qui devenait *langue du mérite spirituel dans l'Autre Vie*, étant donné son caractère religieux de plus en plus prédominant, loin des issues interdites et des voies impraticables. A bien y réfléchir, c'était là, schématiquement formulée, la distinction entre deux concepts longtemps associés : le profane et le sacré. Aucune préférence, encore une fois, ne présidait

[1] M. Bachir Hadj Ali, qui mentionne cette expression, en restreint d'ailleurs la portée en l'attribuant à sa seule grand-mère, alors qu'on peut la rencontrer d'un bout à l'autre de l'Algérie.

au choix de telle ou telle notion aux dépens de l'autre, mais le phénomène était significatif d'un besoin vital d'efficience et de dépassement, d'autant plus qu'on ne renonçait qu'à ce qui était déjà perdu par la force des choses. N'y avait-il pas là, aussi, un débat inconscient entre nation héraldique et société vivante ? L'aliénation même, dont on a tellement parlé par la suite, était inconcevable dans ce domaine. Les Algériens n'ont jamais cessé de parler leurs langues populaires, d'y fonder et d'y enrichir un humanisme parallèle d'expression orale. Certains lettrés algériens de langue arabe émigrés en Orient, jouant sur une confusion délibérée et en définitive calomnieuse, ont contribué à faire accroire aux intellectuels de ces pays que le colonialisme français avait fait perdre à l'Algérie jusqu'à l'usage de sa langue parlée. Tout récemment, un écrivain égyptien, auteur dramatique et journaliste de renom, me demandait s'il était vrai que de larges couches de la population algérienne musulmane n'avaient comme langue maternelle... que le français ! Une propagande inconsciente, excessive, faite par des Algériens atteints du complexe de misérabilisme, avait contribué à nous faire passer pour un peuple d'aliénés ayant renoncé à l'une des rares expressions collectives de sa personnalité, la langue orale, — tout simplement parce que la langue écrite, dans ce pays occupé, frustré de l'essentiel, n'était pas enseignée comme dans les autres pays arabes d'Afrique et d'Asie qui n'ont jamais connu pareille forme de colonisation. Ces confusionnistes, très souvent fermés aux problèmes les plus élémentaires de leur pays, dès qu'ils accèdent à la connaissance de la langue arabe classique et de son passé (qu'ils transfigurent d'une façon infantile), s'appliquent en effet, par irréalisme et par raffinement de mauvais goût, à mépriser l'arabe populaire et à pratiquer, à la manière des précieux du XVII[e] siècle français, une langue savante et prétentieuse : ils oublient qu'en Egypte, par exemple, les académiciens eux-mêmes et les hommes de culture, en dehors de leur travail et parfois jusque dans leurs congrès professionnels, parlent entre eux le dialecte de tous les jours, sans vaine affectation. Cette diglossie est un fait, depuis le jour où la langue arabe s'est organisée et structurée — en tant que langue de culture et d'expansion parmi les peuples de l'empire musulman et même chez ses propres tenants, bédouins archaïsants ou citadins des classes moyennes — au contact avec des civi-

lisations et des techniques nouvelles : d'où résultèrent une terminologie et des constructions tantôt mitigées et plus ou moins recréées, tantôt entièrement empruntées et dont l'arabisation formelle s'altérait d'ailleurs peu à peu sous le rapport de la syntaxe. Il ne pouvait pas en être autrement, et le phénomène est apparu dès le début du siècle omméade (fin du VII[e] siècle), pourtant moins soumis à l'influence directe des Iraniens que l'époque abbasside.

C'était, en quelque sorte, la rançon du développement prodigieux de la langue écrite qu'adoptèrent des générations d'écrivains et de savants étrangers et néo-arabes, alors que la langue parlée, comme expression quotidienne, poursuivait une vie autonome. Il ne s'agit donc ni de l'amoindrir en l'opposant à la langue écrite, ni de la considérer comme une langue pédagogique devant nécessairement être enseignée. Le fait est qu'elle constitue un instrument de communication naturel dans la société algérienne, un moyen hors pair de culture annexe dans le domaine de l'expression orale. Et si l'endoctrinement politique, les rapports entre le sommet et la base militante, le dialogue entre le pouvoir et l'opinion publique ont très souvent été un échec, ont inspiré et inspirent encore un sentiment de frustration et des malentendus, cela est dû à l'emploi inégal de cette langue populaire, au peu d'efforts qu'on fait pour la rendre communicable, explicite, dans un pays où elle est l'unique mode d'expression de plus de 75 % d'analphabètes. D'autre part, en Algérie, l'exercice conscient de ces langues populaires (arabe dialectal, berbère) contribue plus qu'on ne le pense, *comme il l'a fait dans le passé le plus éloigné et comme il le fera toujours dans l'avenir*, à inculquer le sens d'une langue écrite à celui qui l'apprend ultérieurement. Ce qu'on devrait plutôt déplorer, au lieu d'exiger l'impossible et de brouiller d'une façon irréaliste les deux plans parallèles et distincts de l'expression linguistique, c'est de voir ces langues populaires s'infantiliser littéralement dans certaines régions (mais pas dans les campagnes), cessant alors d'obéir au contrôle tacite de l'usage et aux règles minima du « clair parler », dont les transgressions, en d'autres temps, étaient tournées en ridicule. Et l'on se met tout à coup à penser à l'écueil d'une idéologie dont l'élaboration reste incommunicable à l'échelle des masses, faute d'un langage bien rodé,

apte à véhiculer des courants d'idées et à déterminer ainsi, à la longue, une maturation dont on aurait pu attendre d'autres développements, d'autres progrès dans la conscience politique et sociale du plus grand nombre. Si cette idéologie est restée fragmentaire ou théorique au lieu de préparer, par le volume et la qualité de l'adhésion populaire, une progression efficace et sans encombre vers l'étape, mieux : vers l'aboutissement capital, du socialisme, c'est parce qu'on a manqué et qu'on manque encore de sens pratique, ou d'une exigence révolutionnaire véritable en ce qui concerne l'emploi, et l'adaptation adéquate d'une langue commune à tous — seul moyen, au demeurant, de communication directe, d'échanges, de dialogue. Le résultat le plus clair de cette carence, de cette anomalie dont on ne trouve pas d'exemple dans d'autres pays qui disposent d'une même langue pour l'écriture et l'expression verbale, c'est que la pensée politique est conçue et publiée soit en français, soit épisodiquement, en arabe littéral, et touche, dans la meilleure des perspectives, environ 15 % de la population ; quant au reste, il est en majeure partie négligé, bien qu'il existe à cet effet des langues populaires, non écrites certes, mais qui, en attendant mieux, serviraient avantageusement, on peut même dire *par nécessité inéluctable*, à la formation orale de ces 85 %. Il s'agit, bien entendu, d'une formation politique générale qui doit être assez immédiate, mais relativement substantielle, éclairée, sans sectarisme, et non d'une culture pédagogique qui reste subordonnée à l'extension de l'enseignement et qui aurait besoin, elle aussi, de l'apport provisoire, dans les régions inégalement scolarisées, d'une vulgarisation verbale pour les thèmes culturels et techniques les plus accessibles aux masses populaires et les plus directement utiles. Faute de quoi, le nationalisme — qui doit nécessairement disparaître après avoir accompli sa mission si l'on veut aboutir à une forme nouvelle de société répondant aux vœux du peuple et aux besoins du temps présent — risque de susciter, comme on le voit aujourd'hui, en passant du stade de la lutte libératrice populaire à celui du pouvoir, des tendances et une optique de castes, d'élites bourgeoises parvenues, tout en s'efforçant en vain de s'inscrire dans une perspective socialiste véritable.

Pour en revenir aux langues populaires, ne cherchons pas si c'est l'influence du français ou l'état général d'une société colonisée qui les ont plus ou moins altérées, notamment dans les grandes villes. Nous savons que penser de la première dans le domaine des dialectes : directement nulle chez des analphabètes qui, de plus, étaient conscients de parler une langue usuelle complète, cette influence a pu agir par le seul apport d'un matériel de civilisation quand il était morphologiquement inassimilable, c'est-à-dire réfractaire à l'arabisation mécanique. Et, contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas l'emploi de ces mots étrangers qui a altéré la langue parlée : c'est un phénomène sociologique naturel, qu'il faut se borner à observer et contre lequel les vains puristes, qui ignorent les exigences de l'usage et des emprunts, ne peuvent rien.

Là encore, d'ailleurs, il ne faut pas exagérer : plutôt qu'une altération de la langue parlée, il s'est agi d'un appauvrissement de la société, de sa prise de conscience nationale, de ce véritable « âge politique » qu'elle a connu en sortant de l'âge semi-théologique, et qui requérait une mentalité, une expression nouvelle, un *langage*. Parallèlement à cet « âge politique » dont on ne peut pas se faire une idée exacte en dehors des pays sous-développés saisis par le nationalisme dans la phase de leur lutte anticolonialiste, il y avait aussi, toujours dans les villes et leurs zones périphériques, initiation plus ou moins formulée à des genres de vie, à des modes de pensée souvent entrevus et pressentis plus que pratiqués, et qui devenaient, à la longue, les prémices d'une culture didactique à l'état brut, dans le sens surtout des métiers, des techniques élémentaires. Et puis, dans l'ensemble, cet état de la langue parlée relevait du même sort, de la même décadence qu'avait subis la culture livresque, puisque les langues populaires avaient longtemps joué, aux côtés de l'arabe littéral, le rôle d'éducateur de la sensibilité poétique, de l'imagination narrative, du goût de la sentence et de la sagesse quotidienne. Beaucoup moins perceptible chez elles que dans la langue écrite. cet abaissement risque de passer inaperçu, et, au lieu de songer à y remédier comme pour l'arabe littéral, on s'emploie plutôt à l'aggraver avec une belle inconscience, dans les rares émissions radio-télévisées, les discours des dirigeants politiques et même, circonstance aberrante qui n'a d'exemple nulle part ailleurs dans le monde, sous la forme de ce théâtre

dit populaire qui prétend s'adresser aux masses et parler leur langue. Il est évident que le fait de bien s'exprimer dans l'une ne porte aucun préjudice à la connaissance de l'autre, au contraire, du moment qu'elles se situent sur deux registres différents, la première étant la langue maternelle et sociale, et la seconde la langue nationale de l'enseignement, de la culture sous son expression la plus haute et la plus diversifiée.

Cependant, ceux parmi les lettrés arabes qui tentent de jeter une ridicule exclusive sur les langues populaires le font, paradoxalement, par manque d'assurance, étant eux-mêmes loin d'avoir une connaissance suffisante et suffisamment décontractée de la langue écrite ; loin, surtout, de la considérer comme un instrument de travail, de recherche, d'échanges, — perspective moins importante à leurs yeux que celle de son propre enrichissement et de son indéfinie prospection. C'est que, la plupart du temps, l'apprentissage de cette langue écrite qui, en Algérie, est encore fortement imprégnée de spéculations philologiques et rhétoriques, ne dépasse guère le stade de l'initiation en soi, celui de la connaissance de la langue poursuivie pour elle-même, en tant que fin dernière. De là cet engouement jaloux et sectaire, qui se complaît et veut se cantonner dans la délectation formaliste, l'Art pour l'Art. En tant qu'esthétique, cette conception a surtout insisté sur les effets du « beau parler » au détriment de l'efficacité, de la communication et du savoir, et c'est pour cela qu'elle verse volontiers dans l'art oratoire, donnant à la langue arabe, jusque dans les circonstances les plus anodines, une tournure d'éloquence emphatique ou précieuse. Dès lors, on écrit non pas comme on parle mais comme on affecte de parler, et, dans le sens inverse, notamment à la Radio-Télévision, les émissions sur les sujets les plus courants, l'actualité politique, les faits divers et même les sports, adoptent un ton livresque assez recherché, scolaire, mieux encore : un ton fracassant de tribun. Le plus grave serait de croire, à travers tous ces aspects, pourtant consacrés par un contrôle officiel, à une sorte d'infantilisme de la langue elle-même, alors qu'elle est apte à rendre toutes les nuances, à exprimer avec bonheur le sens de chaque situation. Si l'infantilisme existe, il se trouve ailleurs, dans une certaine mentalité de tendance nationaliste en perpétuelle incubation, qui s'exprime en attitudes se dépassant sans cesse les unes les autres dans le champ d'un « possible » aberrant,

utopique, et indéfiniment soumises à l'empirisme de l'improvisation, aux choix affectifs et individuels plus qu'à la raison commune. Si l'infantilisme, ou quoi que ce soit d'analogue, existe, il se trouve surtout dans cette conception purement esthétique et gratuite de la langue qui en freine le dynamisme naturel, qui en paralyse la vocation de culture ouverte, émancipée, démystificatrice, quotidienne, prosaïque pour tout dire, et cela dans un pays carencé qui ne peut s'offrir aucune espèce de luxe.

Dans le même ordre d'idées, on comprend mieux le sentiment exclusif, l'attitude ombrageuse de ceux qui, se tenant en deçà d'un exercice multiple et profane de la langue au niveau de la recherche, des disciplines positives, des échanges, de l'universel, en un mot, prétendent vouloir se passer d'une expérience ou tout au moins d'une langue étrangère, considérée elle aussi, par assimilation inconsciente, comme fin et non comme moyen. Dans les meilleurs cas, ils imaginent que leur seule connaissance philologique de la langue leur permet d'en user pour traduire et même pour enseigner les notions les plus subtiles, les mieux élaborées de la science, comme si l'esprit scientifique, lié à l'effort de recherche ou d'initiation rationnelle, ne devait pas entrer en ligne de compte. Il s'agirait, en quelque sorte, d'un simple transfert littéral d'où la conception éclairée du monde moderne, de ses exigences et de ses conquêtes, serait totalement absente. Mais cette vue étroite des choses qui, nous le verrons plus loin, rétrécit ses propres valeurs ou les étouffe en voulant les embrasser jalousement, rejoint une certaine conception arbitraire et éclectique de l'histoire, inspirée elle aussi par la même attitude exclusiviste. Dans cette optique avantageuse, on admet communément que la transmission du savoir dans le passé s'est toujours opérée de façon directe, unilatérale, s'imposant de maître à élèves, de vainqueurs à vaincus, en dehors de la libre initiative, des besoins et de l'intérêt bien compris des élites et des peuples en quête de cultures complémentaires et de progrès. Une étude récente[2] nous offre, pour la transmission du savoir au Moyen Age, un exemple qu'on pourrait méditer à plus d'un titre parce qu'il se passe dans un pays — l'Espagne — qui fut

[2] R. Lemay : « Les traductions de l'arabe au latin » (*Annales*, juillet-août 1963).

longtemps occupé par les Arabes et qui, dès les débuts de la reconquête, s'attacha inlassablement, par un double effort de traduction qualifiée et de vulgarisation, à capter et à transmettre le courant des sciences et de la pensée arabes à travers la Péninsule et l'Europe occidentale.

On sait dans quelles conditions, avec quelle âpre rudesse, à travers combien de cruautés et de sacrifices, a été réalisée cette reconquête qui fut, par ailleurs, une véritable croisade en vue d'assurer le triomphe de la foi chrétienne sur l'islam, sa revanche sur une domination religieuse plusieurs fois séculaire. Or, les promoteurs et les artisans de ce vaste mouvement, par lequel on empruntait aux anciens conquérants du pays leur culture et, qui plus est, leurs sciences profanes, furent précisément, en général, des prélats et des clercs. La personnalité de l'archevêque Raymond de Tolède, celle de l'évêque Michel de Tarazona, celle aussi de l'abbé Pierre le Vénérable, de Cluny, lors de son séjour en Espagne, dominent cette période relativement courte mais si féconde (sans parler d'autres prêtres ou de simples laïcs. traducteurs formés à certaines disciplines de l'époque, vulgarisateurs, latinistes et arabisants éprouvés. dont le système de transmission méthodique, partant des villes et provinces reconquises de la Péninsule, aboutissait à l'Angleterre, en passant par Marseille et surtout par Chartres, dès les années 1135-1140). Mais laissons parler Richard Lemay : « C'est, écrit-il, dans l'Espagne du XII[e] siècle, dans ce milieu de la Reconquista, délimité, géographiquement, de la Navarre au Tage, et, chronologiquement, par les prises de Tolède en 1085 et de Saragosse, en 1118, que s'est produit un premier contact entre les cultures arabe et latine, assez durable pour permettre une osmose. Moment qui représente pour la pensée latine un tournant décisif de son développement[3]. » Un autre passage de la même étude nous paraît significatif, tout à la fois, de l'importance que revêt l'organisation consciencieuse des emprunts culturels, de la transformation mentale consentie qui s'opère au contact d'un savoir nouveau, et du mérite irremplaçable de l'initiative et de l'effort personnels dans le domaine de la culture, quand on les compare aux apports reçus paresseusement sous le seul effet d'une influence directe : « Par son intensité et son rayon-

[3] *Annales*, juillet-août 1963, p. 642.

nement, l'osmose culturelle en Espagne jusqu'à la fin du XII^e^ siècle laisse loin derrière elle tous les autres épisodes, *antérieurs et postérieurs*, de transmission du savoir arabe à l'Occident. Sa supériorité est due, d'abord, à l'impact déterminant produit sur la pensée naïve du XIII^e^ siècle latin par la masse des œuvres arabes rendues enfin accessibles et par l'influence de certaines personnalités de premier plan comme Jean de Séville, Gérard de Crémone et Hermann de Carinthie. Détail non négligeable, aussi : l'Andalousie du XII^e^ siècle, malgré le rigorisme des Almohades, fut encore le témoin d'une activité culturelle très intense en philosophie, en science et en lettres. C'est l'époque des Avempace (Ibn Badja), Albubather (Ibn Tofaïl), Averroës ; des Maïmonide, des Aboulcasis et des Alpetragius ; c'est aussi un âge de poètes et de mystiques comme Ibn Arabi de Murcia. Grâce au système de transmission établi au XII^e^ siècle, cette nouvelle pensée arabe andalouse pourra à son tour pénétrer aisément en Occident dès les débuts du XIII^e^ siècle, *alors même qu'elle n'a pas encore produit tous ses fruits dans le monde de l'Islam*[4]. »

Tout cela, saisi comme expérience se situant au-delà des limites de tel ou tel siècle mais s'appliquant éventuellement au cas présent de la culture algérienne d'expression arabe par rapport à l'acquis français, nous permet de mieux entrevoir, sous l'évolution politique et les apparences du progrès, à quel point la conscience culturelle, quand elle n'est qu'affective, se nourrissant d'un fonds dégradé fait de signes et de symboles religieux et chauvins, se trouve souvent en retard sur le temps vécu et le passé réel, fixée qu'elle est, dans une fidélité illusoire et en fin de compte obscurantiste, sur des nostalgies primaires, impuissantes, qui ne sont même pas le reflet des réalités intellectuelles du Moyen Age musulman. Car — comme le note encore Richard Lemay pour caractériser la nature de cet impact déterminant d'une culture en grande partie profane, nourrie harmonieusement d'apports étrangers, grecs, syriaques et irano-indiens ajoutés à son propre effort de recherche et de connaissance, sur une civilisation « naïve » tournée vers la cité de Dieu — « la science moderne, par-delà le corps de notions exactes et de prises sur le réel objectif de la nature, consiste, avant tout, dans un « esprit »... » Et il

[4] Article cité, pp. 642-643. C'est nous qui soulignons.

poursuit : « Or donc, ce qui est en jeu dans l'épisode historique de la transmission du savoir arabe aux Latins par l'Espagne du XII[e] siècle, c'est, nous semble-t-il, l'arrêt, le terme d'une phase biologique et l'accession à un certain plan de développement mental dont la science contemporaine ne forme qu'un des multiples paliers. Entre la science antique et la science de l'Europe moderne, il y eut comme une longue coupure, une aliénation même : de Saint-Augustin à la première croisade, la prépondérance exclusive, en Occident latin, d'un idéal individuel et social qui aspire à l'état surnaturel de « citoyens du ciel », en même temps que l'absence totale de points de repère extérieurs. fournis par une tradition antérieure, ou par un contact étranger (avantage dont bénéficia l'Islam durant les premiers siècles de son évolution), une telle situation rendit pratiquement inopérante la disposition, pourtant incoercible, des hommes à se situer en relation avec le cosmos réel... Le contact avec l'Islam, qui résulta des premiers grands succès de la Reconquista, mit fin à cet état d'isolement et d'infériorité de la pensée occidentale latine. Ce que les premiers adeptes de la science arabe en Occident recueillirent de ce contact importe moins par le contenu même des théories, ou par les méthodes nouvelles, que par la mise en train de facultés jusque-là paralysées. Ils commencèrent à évaluer avec de plus en plus de précision, d'objectivité contrôlée par l'observation des phénomènes, la véritable place de l'homme dans son univers physique. Voilà, à notre sens, la véritable portée de la découverte du monde scientifique des Arabes, rendue possible grâce aux conditions exceptionnelles que présentait l'Espagne de la Reconquista, où Mozarabes et chrétiens du Nord, Musulmans et mudéjares, clercs, guerriers, administrateurs et réformateurs se trouvèrent entraînés dans le mouvement général qui transformait les conditions de vie et de culture[5] »

Il est certain que dans la démarche d'une culture (pas toujours médiévale) qui cherche régressivement sa voie loin du modernisme le mieux entendu et de l'esprit du temps, les « points de repère extérieurs » sont choses superflues et la « tradition antérieure » est rompue en tant que référence éclai-

[5] *Ibid.*, pp. 640-641.

rante, dès lors que les exigences intellectuelles diffèrent trop de part et d'autre, la culture en cause, dans son présent anachronique, allant par exemple jusqu'à ignorer le besoin de recherche et de conquête progressive, le besoin de risquer le confort d'une foi assoupie et de s'ouvrir audacieusement à l'universel. Or, cette ignorance procède d'une attitude chimérique, au nom de laquelle tantôt elle conçoit la langue à l'image *politique* des hommes et de leurs sentiments quand ils se ferment à tout apport étranger, tantôt elle la considère comme séparée de leur situation réelle de dépérissement et survivant, inaltérée, par sa seule valeur mystique et sacrosainte, au sein d'un monde qui découvre pourtant, de toutes parts, le goût violent, à la fois amer et salubre, des libertés, des acquisitions, de ces « profanations » enfin qui seules peuvent sauver l'esprit, sinon la lettre. Ce terme de « facultés paralysées » que R. Lemay applique à un certain Moyen Age latin, sommes-nous sûrs qu'il soit aujourd'hui sans emploi, malgré les siècles passés et les révolutions ?

Voué à n'être qu'épisodique et à concentrer son action sur la base d'une spécificité jalouse, souvent nécessaire, chargée de traditions bonnes ou mauvaises mais susceptibles d'être obstinément invoquées comme un recours et comme un stimulant, le nationalisme, dès l'instant qu'il avait remporté la partie, c'est-à-dire la libération nationale, et préparé la voie à l'Etat, voyait objectivement son rôle terminé. S'agissant tout à la fois de l'Etat, c'est-à-dire d'une dimension internationale consacrée, et de cette révolution unanime, d'origine populaire, qui dépassait l'initiative et le mérite du groupe, il devait renoncer à ses tendances particularistes. Mais la charge affective, irrationnelle, du nationalisme est la chose la plus tenace qui soit. Elle se prolonge et se perpétue d'elle-même, en tant qu'elle constitue, quoi qu'on en dise, l'obstacle majeur à cet universalisme qui doit se refléter dans les domaines de la culture, de la société, de l'économie, du sens civique, et notamment dans les structures mentales qui président à la nécessaire transformation des valeurs sur le plan collectif. Si l'on ne s'applique pas à la réduire, il y a « méli-mélo » ; il y a des institutions apparemment internationalistes et révolutionnaires, et une terminologie de société bourgeoise et théocratique agrémentée de quelques slogans et pratiques d'allure sociali-

sante, et l'on revient insensiblement, du fait du groupe inamovible ou des nouveaux clans pleins d'un zèle retardataire, à cette imprégnation particulariste du début : on se retranche soi-même d'un universel qui est pourtant acquis de plain-pied, du moins quant à son cadre et à ses lignes générales. L'emploi, *dans une langue étrangère* (que, ce faisant, on adopte comme sienne), de mots tels que « chouhada », « djounoud », « moukafihine » — exception faite pour « moudjahid », qui présente une valeur spécifique — dont la traduction est aisée et dont les équivalents dans cette langue (ou dans une autre) ont un sens expressif consacré par l'usage, évocateur d'entités courantes, universelles, dénote assez les limitations de la démarche novatrice. Du temps du colonialisme, des limitations d'une autre espèce, mais voisines par leur esprit particulariste, marquaient ouvertement le langage, en même temps que les institutions : on parlait de « collège indigène », de « certificat d'études à titre indigène », et les représentants algériens à l'assemblée des délégations financières devaient s'ordonner sur des bases pseudo-ethniques, en « section kabyle » et « section arabe », alors que les délégués européens se divisaient en colons et en représentants des professions libérales et industrielles. Ne parlons pas des « mechtas », qu'on rasait à tour de bras pendant la guerre et dont le nom exotique, limitant prudemment les dégâts, n'évoquait jamais pour le lecteur français ou étranger un village semblable aux autres, Lidice, Oradour...

Une révolution digne de ce nom appartient à son siècle, à ses témoins et non aux seuls hommes qu'elle a éveillés et qui l'ont menée au seuil de son accomplisement en s'inspirant eux-mêmes d'autres expériences, en accueillant le flux convergent des sympathies universelles, des enthousiasmes militants, de cette généreuse et multiple identification aux sociétés progressistes efficaces dont le surgissement est chaque fois espéré à l'horizon du monde nouveau. De là l'exigence désintéressée des contemporains, et celle, plus grande encore, de la jeunesse, qui est née idéologiquement ou s'est reconvertie dans les rangs de la révolution. Or, cette jeunesse toute neuve et déjà mûrie par la guerre, quelle idée peut-elle se faire du nationalisme désuet de ses aînés ? Si l'on s'obstine, par

indigence éthique et doctrinale, à le lui inculquer alors qu'il ne répond plus à sa sensibilité de groupe normal, sans nostalgie ni aliénations de contrainte, elle saura peut-être qu'il a contribué à libérer le pays, mais elle s'apercevra bien vite de son caractère factice dans cette phase nouvelle et restera sur sa faim, renouant tragiquement avec le cycle des carences séculaires et des contre-sens historiques. Il est certes plus facile de reconduire, à défaut d'une prise de conscience positive, cette forme paresseuse et anachronique d'éducation ; mais les réflexes et le dynamisme qui la sous-tendaient naguère étaient déterminés surtout par les comportements de l'ennemi national et par ce but, aujourd'hui atteint : l'indépendance. Sur cette ligne de pente et dans un contexte désormais libre, moins carencé, il y a : soit le vide à répétition et sa démesure fastidieuse, là où ce qui était à acquérir est déjà acquis ; soit l'exigence démagogique et patriotarde orchestrée du sommet vers la base, comme un jeu d'apprenti-sorcier, vers plus de moralisme et de bigoterie, plus d'esprit partisan et de raideur chauvine ; soit enfin, chez une jeunesse frustrée, exaspérée par trop d'excès négatifs et sénilisants, la déviation dans le sens d'une pseudo-culture de déshumanisation et de mépris antisocial, incivique ; celle de la révolte individuelle et du gâchis. N'oublions pas, non plus, que le nationalisme des pays colonisés qui est de vocation prolétarienne collective et libérale non structurée tant qu'il lutte pour l'indépendance, peut — en se réduisant à une seule classe au pouvoir, la petite bourgeoisie — devenir à la longue une doctrine totalitaire visant à substituer la spéculation utopique et rétrograde du groupe à la volonté réaliste du peuple. Et ce n'est encore pas avec un mélange de nationalisme affectif et de compromis socialisants qu'on fera une société nouvelle où les jeunes et les masses auront, sans malaise, une place à leur mesure, un lieu privilégié de réalisation révolutionnaire et d'épanouissement. Dans cet enjeu la culture reste un moyen déterminant, et d'abord chez les responsables eux-mêmes ou ceux qui leur éclairent la voie. Jean-Richard Bloch, dans *Naissance d'une culture*, livre paru en 1936 mais toujours actuel, évoque la « loi » selon laquelle « l'avant-garde d'une classe sociale qui monte à l'assaut du pouvoir est formée des meilleurs et des plus grands esprits de son temps ». Et il poursuit : « Nous en avons la preuve aujourd'hui, et le prolétariat montant en est

le bénéficiaire. Même aventure se produisit, du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle, au profit de la bourgeoisie conquérante. D'Erasme à Voltaire, de Rabelais à Beaumarchais, de Cervantès à Schiller, de Shakespeare à Goethe, l'offensive de la classe nouvelle s'est déployée derrière un rideau de tirailleurs que chaque génération successive alimentait avec ses meilleurs hommes. » Le cas des pays sous-développés, qui traînent derrière eux un long retard économique et culturel, est sans doute différent : aussi, soyons plus modestes et demandons à leurs avant-gardes de se recruter seulement parmi quelques grands esprits du cru — hommes d'action éclairés, munis de justes principes — et d'accorder aux mots *intelligence* et *culture* une signification qui ne soit pas exclusivement livresque, mais qui implique assez de bon sens, de réalisme, de rigueur dans les convictions comme dans l'analyse des situations, une vision aussi large que possible du monde moderne et de ses impératifs, en même temps qu'une ouverture réelle, mais affranchie de toute tentation de mimétisme, sur l'exemple aujourd'hui universel des autres révolutions. Ce qui s'est fait dans le passé pour la montée d'une classe entreprenante et cultivée à l'échelle de l'Occident européen, se fait aujourd'hui, pour la prise du pouvoir par les classes travailleuses et leurs élites révolutionnaires, selon une expérience et une dimension internationales sans cesse croissantes, qui peuvent utilement concerner, à leur tour, les peuples opprimés ou retardataires.

Mais, dans le cas précis qui nous intéresse, la classe ascendante petite bourgeoise — qui, plus que par le passé, va s'éloigner des masses populaires, en dépit de son populisme démagogique, pour occuper les positions d'une bourgeoisie défaillante — aura fatalement une culture à l'image de sa propre action politique toujours tronquée, parasitaire, sensible aux compromis, indéfiniment livrée à l'improvisation. Peut-être même l'inachèvement caractéristique dont nous avons parlé à propos de la culture en Algérie est-il une constante de l'esprit petit bourgeois, puisque c'est lui qui, en fin de compte, régentait le mouvement nationaliste lors de sa décomposition à la veille du 1^er^ novembre 1954. Déjà, à ses débuts, ce mouvement avait troqué sa vocation exclusivement prolétarienne pour des concepts et une phraséologie imités du nationalisme oriental. Ce dernier, nous le savons, s'exerçait dans un contexte bourgeois relativement évolué et visait plus à un complément

de souveraineté et de compétition économique avec la finance et le commerce des maîtres étrangers, qu'à une sorte de recouvrance nationale, acquise pour l'essentiel dans ses attributs traditionnels. Si le contact de l' « Etoile nord-africaine » et du premier P.P.A. en exil avec l'émir Chekib Arslan se révéla utile sur le seul plan d'un éveil national diffus, commun à l'ensemble du monde arabe qui était alors en butte aux intrigues, à la répression ou à la guerre froide menées par les impérialistes anglo-français, les dirigeants algériens de condition ouvrière, qui vivaient en France dans les remous de luttes sociales dominées par l'internationalisme prolétarien à sa naissance, ne surent pas distinguer entre les possibilités idéologiques qui s'offraient à eux. Cependant, le choix d'un tel nationalisme, hybride à plus d'un titre, chargé de religiosité délibérée, de conscience purement affective et de cette *fraternité* que Karl Marx avait qualifiée (à propos de la révolution manquée de février 1848 en France) « d'abstraction débonnaire des antagonismes de classes[6] », impliquait, en principe, pour ses dirigeants, le recours à l'union de toutes les forces nationales. Si cette union ne se réalisa, une trentaine d'années plus tard, que dans le combat et grâce à l'entrée en scène des masses populaires les plus larges possibles, c'est d'abord parce que le nationalisme libérateur trouve là sa seule raison d'être et d'agir collectivement, loin des compromis et des carences théoriques ; c'est ensuite parce que l'initiative vint d'un groupe restreint qui se situait en marge des mouvements consacrés, saturés de mythes légalistes et de tensions sectaires. Si l'union n'eut aucune chance de se réaliser avant novembre 1954 en dépit de cette « abstraction débonnaire » et sentimentale de la fraternité, c'est parce que dans le passé, tant en France qu'en Algérie, les directions politiques du nationalisme algérien d'avant-garde glissèrent insensiblement du prolétariat vers la petite bourgeoisie, soit par mutation idéologique, soit par substitution de personnes, et qu'ainsi la tendance réformiste bourgeoise cessa de se croire tenue — ne fût-ce que par alibi — de se plier à un primat de majorité populaire souvent ambigu. Il eût fallu aussi, comme nous l'avons dit à propos du rapprochement manqué avec Ben

[6] Karl Marx : *La lutte des classes en France*, 1848-1850, p. 35 (Editions Sociales).

Badis — sinon avec son groupe — que ce nationalisme, tout en restant essentiellement prolétarien au sommet pour en imposer aux autres tendances, trouvât en lui suffisamment d'ouverture intellectuelle et de modestie pour admettre les apports idéologiques similaires, ce qui ne l'eût point empêché d'agir sur leurs tenants, qui n'avaient pas la même combativité que lui. Peut-être tout cela, joint à une conscience sociale plus nette et à un incessant effort d'élaboration doctrinale, aurait-il pu assurer au nationalisme algérien, en le marquant dès ses débuts, la cohérence longuement éprouvée d'un fort courant révolutionnaire et socialiste, susceptible, le moment venu, de se substituer sans encombre à ce combiné patriotique, affectif et routinier, qui a certes suscité d'innombrables sacrifices et des dévouements surhumains dans toute une génération, mais dont la persistance après la victoire risque de compromettre les chances d'édification et de culture d'une société nouvelle. Comme les grandes révolutions qui ont réussi parce que leur maturation idéologique et certaines de leurs expériences de lutte sociale s'étaient opérées au cours de dizaines d'années avant leur triomphe par les armes, en Russie et en Chine notamment, la nôtre, populaire elle aussi et réellement collective, eût ainsi préparé de longue main son avènement, du moins pour ce qui est de la reconversion nécessaire des structures mentales et de la disposition consciente et éclairée à accepter en bloc une ère moderne qui ne tolère aucun compromis, aucune hésitation passéiste sur la voie du progrès et de l'émancipation. Mais nous avons évoqué plus haut le contexte indigent ou perturbé dans lequel s'est déroulé le phénomène de la culture politique et de la culture tout court. Par ailleurs, et compte tenu de ces carences dont les effets atteignaient les Algériens même lorsqu'ils s'expatriaient à la recherche d'un travail, le départ avait été manqué vers les années 1924-1925. En effet, la solitude des responsables politiques d'origine ouvrière de l'émigration algérienne en France fit qu'ils mirent à leur tête Messali Hadj, le moins formé d'entre eux, politiquement, mais qui avait une personnalité séduisante et l'élocution facile d'un petit bourgeois, — autodictate manqué, auditeur libre de cours et de conférences sans rapport avec l'indispensable fonction du militant. C'était d'ailleurs, de tout le groupe, le seul citadin de vieille souche, avec un certain vernis d'urbanité, des apparences calculées de foi

religieuse teintant opportunément l'action politique, tous les autres étant des paysans, d'authentiques villageois montagnards devenus des ouvriers d'usine. A ce propos, il nous faut insister sur le phénomène essentiellement urbain que constitue la « religiosité tactique », en dépit des efforts de certains dirigeants nationalistes pour le projeter sur les campagnes. Quoi qu'on en dise, les paysans algériens professent une foi simple, sans fioritures ni manifestations mitigées, qu'ils savent séparer des autres actes de la vie, contrairement aux citadins bourgeois ou petits bourgeois ; mais, connaissant très mal la société algérienne, le nationalisme a voulu faire du sentiment religieux sous sa forme élaborée l'une des bases fondamentales de son action auprès des masses rurales. De là la tendance à tout vouloir résoudre, sur le double plan humain et social, par un moralisme qui découle lui-même d'une conception bourgeoise de la religion, s'exprimant à partir du superflu et visant davantage à rectifier des apparences qu'à poser le problème au niveau de structures plus profondes, inaccessibles à la morale simpliste des lieux communs et des perfections utopiques et vaines.

Puis, l'itinéraire de ces « idées » petites bourgeoises appliquées à une cause populaire se développa, à partir de l'usurpation initiale, le nationalisme ainsi marqué prenant paresseusement une physionomie fluide où venaient tour à tour s'affirmer et se noyer, dans les mêmes remous indistincts, des aspirations prolétariennes, des conduites et des mots d'ordre révolutionnaires, des promotions authentiquement bourgeoises. En effet, cette évolution aberrante qui s'était amorcée à partir de l'émigration ouvrière algérienne, notamment depuis le retour de la direction politique à Alger, a connu un phénomène qui semble lui survivre puisqu'il est inhérent à un nationalisme sommaire à vocation sociale diffuse, sans véritable primat de la classe d'avant-garde : il s'agit de la naissance, à certains échelons régionaux, et plus souvent au sommet des partis populaires, d'une bourgeoisie qui n'avait pas tant les apparences d'une classe bureaucratique (cela viendra avec l'indépendance) que celles d'une petite caste enrichie, ou consacrée après coup dans les affaires, à la suite de son adhésion à l'idée nationale dans les partis traditionnels, à Alger en particulier, et grâce à la politique électorale adoptée plus tard par ces partis. Ce n'était pas, à vraiment parler, une

classe déterminée, homogène, puisqu'il s'agissait de quelques individualités bien en vue qui coexistaient, au sein du mouvement et au niveau le plus élevé, avec d'autres responsables désintéressés, parfois austères et convaincus. Mais ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, en constatant les cas isolés d'hier, c'est que tout ce qui se passait à l'échelle d'un mouvement, somme toute restreint, peut se dérouler aujourd'hui à l'échelle d'un pays dont les élites qui émergent le plus n'ont pas toujours été à l'épreuve de la lutte.

Cependant, hier comme aujourd'hui, le rôle habile et pseudo-populaire d'usurpation et de confusionnisme idéologique qu'a joué et que joue encore une certaine petite bourgeoisie parvenue, successivement à la tête des partis nationalistes et à l'ombre du pouvoir, s'explique par l'absence, en Algérie, d'une grosse bourgeoisie, ancienne et surtout combative, qui aurait pu, si elle avait existé en tant que telle, lutter contre la féodalité autochtone, dénoncer ses méfaits, en soulager indirectement le peuple dans une autre phase ; contrecarrer enfin, tout en l'acculant à s'aguerrir, cette petite bourgeoisie elle-même, si proche d'elle par l'esprit, dans sa montée vers les affaires et vers le rôle politique de direction des masses. Un jeu normal et actif aurait pu, à travers des heurts inévitables et de nécessaires confrontations, décongestionner, épurer les stratifications traditionnelles de l'ordre social, amenant ainsi chacune des classes en présence à se définir, à prendre conscience de sa réalité, de son importance numérique ou dynamique. Mais la bourgeoisie algérienne, à quelques exceptions près, et contrairement à ce qui s'est passé au Maroc avant l'indépendance de ce pays, a été à la fois l'alliée de la féodalité, sa complice dans les mauvais coups et, en quelque sorte, la sœur aînée d'une classe moyenne entreprenante à laquelle la liaient des intérêts économiques d'appoint ou des trafics secondaires, ainsi que des affinités de vie citadine de « bon ton », dans des villes traditionnelles en train de subir depuis un siècle une difficile transformation au plan de la mentalité et des rapports sociaux, sous le flot submergeant d'un sous-prolétariat d'origine rurale, considéré comme un intrus et comme un élément de barbarie au sein de leur vieille harmonie décadente. Cette classe moyenne petite bourgeoise, dont l'avènement se fait plus net à l'indépendance, ne comporte d'ailleurs

pas que des affairistes notoires : le régionalisme citadin l'ordonne selon tout un réseau de clientèles et d'auxiliaires (schémas tribaux transposés à la ville), allant des artisans et commerçants tout-puissants jusqu'à un lumpen-prolétariat bien du cru, faisant masse de manœuvre, plèbe distinguée, urbanisée et « vieille cité », se livrant à des activités élastiques et fort douteuses et se démarquant, par ses attaches avec le clan petit bourgeois, de l'ensemble des prolétaires ruraux implantés en marge des grandes villes. Ainsi, les lignes sociales, notamment dans les vieilles cités, sont-elles restées indéfinies, équivoques, en dépit d'un relatif progrès matériel, les chevauchements se multipliant et les rapports prenant le sens d'une compétition plutôt que celui de la lutte des classes ou d'une opposition durable. Tout comme le moralisme qui est à la fois une constante dégradée de la religion, de la culture et de la politique et qui se présente sous la forme routinière et à contretemps d'une défense de la tradition, le schéma social, même dans les villes apparemment évoluées, se confond pour l'essentiel avec les lignes et les habitudes du conservatisme rétrograde. Ce qui n'était que fragmentaire ou simplement indicatif avant l'indépendance — parce que le nationalisme, en dépit de la faveur qui l'entourait, se présentait comme une affaire de groupe, de militants, d'initiés, de pionniers — prend plus de volume après la guerre de libération ; ainsi se dégage une physionomie sociale relativement faussée, à cause des ambitions bivalentes de la petite bourgeoisie, et comportant des promotions inattendues. La bourgeoisie, déjà falote (quoique pernicieuse en sous-main) et sans combativité, cède le pas devant la poussée de la petite bourgeoisie qui, tout en lui disputant aisément le pouvoir en tant que classe, consent cependant à laisser bon nombre de ses représentants et de ses têtes de pont dans l'appareil central de l'État, compromis qui s'étend aussi à la conservation de ses intérêts les moins notoires, à l'influence semi-paternaliste et à l'attrait exemplaire de civilisation et d'esprit d'entreprise qu'elle a toujours exercée sur cette classe moyenne qui agit au nom du peuple, mais vise, pour elle-même, des positions sociales plus hautes. L'élément d'opposition faisant défaut, tant de la part de la bourgeoisie à cause de sa faiblesse et de ses compromissions passées, que de la part du peuple (dans un contexte pourtant révolutionnaire, « socialiste » et de classe) ; à cause aussi des

inhibitions nationalistes telles que la fraternité débonnaire, la religiosité tactique, le passéisme, l'éthique simpliste des pauvres et des riches, des bons et des méchants, etc., une partie de la petite bourgeoisie joue, sur le plan bureaucratique, le rôle traditionnel de la bourgeoisie tout court, parvenant même à abuser la bonne foi des rares responsables populaires qui se trouvent à ses côtés. Cette période de confusion (apparemment activée par des mots d'ordre neufs qui, s'ils répondent à des aspirations sincères mais idéalistes, très souvent nourries au sein du peuple par les carences séculaires du milieu et par sa distance à l'égard de la lutte idéologique sinon armée, ignorent assez souvent les réalités et les limites de l'homme algérien) pourrait durer longtemps encore, aussi longtemps que des dirigeants vraiment populaires, éclairés et désintéressés, n'auront pas pris sur eux de concrétiser rationnellement les objectifs sociaux des masses en les débarrassant du nationalisme anachronique et de la démagogie paternaliste de la petite bourgeoisie politique, administrative et d'affaires, dont l'action s'exerce par le moyen de dignitaires, de conseillers indispensables du régime et de nouveaux spéculateurs. « La petite bourgeoisie, écrit Karl Marx, ne peut garder une position révolutionnaire face à la bourgeoisie, que quand le prolétariat est derrière elle[7]. » Or, nous avons vu que le jeu était truqué ; la bourgeoisie *réelle* étant hors de combat, c'est une partie entreprenante de la petite bourgeoisie d'affaires, prolongement oligarchique de la classe au pouvoir, qui la remplace à vue d'œil tout en continuant, à la fois, à la révérer en tant que modèle de réussite matérielle et à la désigner tactiquement du doigt à la vindicte publique. Le prolétariat — qu'elle tient sous sa tutelle par les effets conjugués d'une certaine ambiguïté politique où le populisme est le trait le plus saillant, d'une propension passagère à l'embourgeoisement que l'exode précipité des Européens d'Algérie et l'immense « butin » colonial ont suscitée à travers le pays et en particulier dans les villes, et de l'absence actuelle d'une condition ouvrière éprouvée au contact d'un vaste effort industriel générateur de problèmes, de besoins et de conflits, — ce prolétariat mystifié, il est encore derrière elle.

---

[7] Karl Marx : *Les luttes de classes en France*, 1848-1850, p. 48. Editions Sociales.

Mais un moment viendra où l'échelle sociale se normalisera, enregistrant alors des décalages très nets : quand le sens du travail, le civisme, le mérite personnel, la conscience collective, les droits inaliénables du citoyen, et d'autres critères aussi concrets, auront remplacé les occasions faciles, les promotions arbitraires, l'esprit de clan et la pratique forcenée des faveurs. Une classe moyenne plus révolutionnaire et consciente de ses devoirs, dégagée des compromis à caractère national-bourgeois, contribuera, aux côtés des masses populaires proprement dites, à l'élimination de la petite bourgeoisie « nouveau-style », bureaucratique, administrative et affairiste, qui n'est en somme qu'une sous-bourgeoisie camouflée, usant et abusant, sinon du pouvoir, du moins des hommes et des clans au pouvoir, tout en se substituant à l'ancienne bourgeoisie défaillante et discréditée, à laquelle pourtant elle reste liée par des complicités et affinités avouées ou inavouées. Il n'est pas question, bien entendu, de condamner la petite bourgeoisie dans son ensemble, mais uniquement cette excroissance sociale inattendue qui n'a jamais pu s'insérer d'une façon honorable dans le contexte actif de la guerre de libération, qui en a si peu connu les épreuves et les espérances révolutionnaires, et dont les appétits et les calculs d'arrivistes dépolitisés se sont donné libre cours à partir de l'instauration de l'exécutif provisoire et surtout à la faveur des crises de l'été 62, au cours desquelles on l'a vue accorder son appui intéressé au régime naissant, traîner derrière elle le lumpen-prolétariat et se faire confier, dans une large mesure, l'encadrement du pays.

Quant aux grandes lignes d'une physionomie vraiment populaire de l'Algérie indépendante (au sens dynamique et collectif de l'initiative et du pouvoir des masses), il faudra attendre que la situation artificielle et hâtive née de l'après-guerre se résorbe pour les voir s'amorcer peu à peu, restituant alors, à la révolution algérienne, les termes exacts de son avenir et les chances de son indispensable équilibre dans sa marche au progrès social.

Quoi qu'il en soit de tout ce qui précède, nous devons, pour conclure, nous arrêter à deux faits d'observation dont l'acuité est rendue plus vive encore par les circonstances actuelles :

1° L'action nationaliste, en dépit de ses imperfections, de

ses lacunes ou de ses outrances, a eu cependant pour contrepartie bénéfique un sens certain du militantisme, de l'effort et du sacrifice, qui peut réapparaître comme une constante, et une ligne de conduite perfectible, chez ceux qui ont longtemps mené une lutte organisée et qui veulent encore servir une cause juste, mais non point chez les « survenants », les mystiques, les éternels isolés et contempleurs du nationalisme prolétarien, quand bien même ils se rallieraient opportunément à une expérience socialiste dont leur propre idéologie individualiste et aventureuse est la négation flagrante.

2° Si le nationalisme n'a pas produit, pendant la guerre patriotique, une doctrine de longue portée, une éthique d'avenir, c'est parce que sa mission, depuis qu'il existe, consistait uniquement à libérer le territoire. En attendre autre chose reviendrait à aggraver, en les perpétuant, les anachronismes qui paralysent déjà la société algérienne. L'un d'eux — la « spécificité socialiste », précisément — peut apparaître comme un alibi, une réserve timorée par lesquels on restreint l'adhésion au socialisme tout court. Ne s'agit-il pas là d'une imprégnation nationaliste ?

P. S. — A défaut d'une doctrine positive et d'un pouvoir populaire souverain, seuls capables de faire échec à la néfaste prolifération des groupes d'intérêts et des clans qui gravitent autour de l'Etat, le régime tente maintenant de se couvrir en proposant une doctrine de justification, élaborée a posteriori et dont l'essentiel se trouve contenu dans les deux points suivants :

— l'unité révolutionnaire doit primer l'unité nationale devenue sans objet ;

— des hommes nouveaux doivent remplacer le personnel politique ancien.

En ce qui concerne le premier point, la confusion est grossière. Car, l'unité nationale est un cadre et l'unité révolutionnaire devrait être la dynamique susceptible d'en animer le contenu ; mais il faudrait pour cela qu'elle soit l'organisation

effective des éléments avancés, de tous les militants qui, issus de la guerre ou venant même de plus loin, seraient aptes à faire sortir la révolution de l'ornière actuelle, en donnant l'efficience et la vie à une expérience « socialiste » mécanique et sans âme. Quant au second point, où sont donc ces « hommes nouveaux » dont il est tant question ? Depuis un peu plus de 130 ans, l'Algérie a vécu trois événements majeurs, par rapport auxquels tout Algérien adulte est contraint de se situer, et qui ont ainsi contribué à déterminer, dans une large mesure, son engagement, ses démarches de pensée et ses actes: il s'agit du colonialisme, du nationalisme (et de l'action politique en général) et de la guerre de libération nationale. Les seuls hommes relativement nouveaux en Algérie appartiennent à la génération qui a aujourd'hui entre 21 et 28 ans, à la condition, bien sûr, qu'ils aient participé à l'une quelconque des formes de lutte libératrice anticolonialiste dans les rangs de l'ancien F.L.N. Or, la plupart des hommes auxquels on prétend, au contraire, appliquer ce vocable, se définissent par opposition au G.P.R.A., qui les aurait tenus à l'écart, voire persécutés, alors que bon nombre d'entre eux furent des ennemis avérés du nationalisme, des mouvements progressistes et des masses populaires ; puis des détracteurs de la lutte armée, et qu'après avoir agi, souvent, contre la révolution elle-même, ils se sont retrouvés blanchis pour avoir opportunément fait état de leur hostilité à l'égard d'un organisme au nom discrédité.

Mars 1964.

Références

— Colonialisme et féodalités indigènes en Algérie : *Esprit*, avril 1954.

— Le patriotisme rural en Algérie : *Esprit*, mars 1955.

— Algérie, psychologie d'une conquête : *Cahiers internationaux*, janvier 1958.

— L'Algérie devant sa liberté : *Présence Africaine*, février-mars 1956.

— Le nationalisme algérien en marche vers l'unité : *Temps Modernes*, juin 1956.

— Le nationalisme algérien : sens d'une révolution : *Temps Modernes*, septembre-octobre 1956.

— Constances politiques et militaires dans les guerres coloniales d'Algérie : *Temps Modernes*, décembre 1960 - janvier 1961.

— Quelques aspects méconnus de la révolution algérienne : *Vérité et Liberté*, octobre 1961.

— Mésaventures de l'Algérie indépendante et triomphe de l'unité : *El Moudjahid*, 7 août 1962.

— Réalités et perspectives révolutionnaires : *El Moudjahid*, 24 août 1962.

— Réflexions sociologiques sur le nationalisme et la culture en Algérie : *Temps Modernes*, mars 1964.

(Les titres primitifs des études n^os^ 1, 5 et 6 ont été légèrement modifiés).

ERRATUM

Page 25, ligne 9 :

Au lieu de :

...se soit soldée entre 1830 et 1870 environ par plusieurs millions de victimes...

Lire :

...se soit soldée entre 1830 et 1860 environ par plusieurs millions de victimes...

Table

Introduction ou bilan d'une histoire ? 7

1. Colonialisme et féodalité 47
2. Le patriotisme rural 69
3. Psychologie d'une conquête 89
4. L'Algérie devant sa liberté 115
5. Le nationalisme libérateur en marche vers l'unité .. 131
6. Sens d'une révolution : résistance urbaine et lutte nationale depuis 1830 157
7. Constantes politiques et militaires dans les guerres coloniales d'Algérie (1830-1960) 203
8. Quelques aspects méconnus de la révolution algérienne 281
9. Mésaventures de l'Algérie indépendante et triomphe de l'unité 291
10. Réalités et perspectives révolutionnaires 305
11. Réflexions sociologiques sur le nationalisme et la culture en Algérie 313

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN MAI 1965 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE CLERC A
SAINT - AMAND - MONTROND (CHER)
DÉPÔT LÉGAL 2e TRIMESTRE 1965.
N° D'IMPRIMEUR 1251. N° D'ÉDIT. 101.

Connaissez-vous la revue

PARTISANS ?

Tous les deux mois *Partisans* fait paraître des points de vue du monde entier, exprimés dans la plus totale liberté, sans aucune contrainte et sans céder aux séductions faciles.

— Problèmes du socialisme international : les grands débats idéologiques

— Problèmes des mouvements révolutionnaires dans le monde

— Informations précises sur le Tiers Monde : Algérie, Afrique, Cuba, Amérique Latine, etc.

— Dossier constamment ouvert sur la Gauche occidentale : correspondants dans tous les pays.

— Numéros spéciaux sur les problèmes capitaux (Cuba révolutionnaire ; Révolution africaine ; Amérique Latine ; la gauche occidentale et le Tiers Monde, etc.).

— Etudes et chroniques sur l'actualité, les livres, etc., toujours sans concessions, dans l'esprit « Partisans ».

***Partisans* est en vente dans les librairies et les kiosques.**

BULLETIN D'ABONNEMENT A « PARTISANS »

A retourner à :
F. Maspero éditeur, 1, Place Paul-Painlevé, Paris-5e.

Nom et prénom .....

adresse .....

s'abonne à ☐ **12 Nos (France 42 F ; Etranger 47 F).**
☐ **6 Nos (France 22 F ; Etranger 26 F).**

Règlement ce jour au CCP F. Maspero éditeur 6 556 60 Paris ou chèque ci-joint.

Une documentation plus complète est envoyée gratuitement sur simple demande.

Errata

p. 56, l. 8 :
Au lieu de : *...chez des Zmala...*
Lire : *...chef des Zmala...*

p. 61, l. 22 :
Au lieu de : *...au gouvernement général français...*
Lire : *...au gouverneur général français...*

p. 129, deuxième alinéa, l. 13 :
Au lieu de : *...pays autonomes...*
Lire : *...pays non autonomes...*

p. 177, dernière ligne :
Au lieu de : *...pour ceux ou pleurs leurs descendants...*
Lire : *...pour eux ou pour leurs descendants...*

p. 190, Note 47, avant-dernière ligne :
Au lieu de : *...que fascisaient la pureté primitive de l'Islam et son seul aspect éthique...*
Lire : *...que fascinaient la pureté primitive de l'Islam et son seul aspect éthique...*

p. 218, l. 16 :
Au lieu de : *A l'exemple d'Enantin...*
Lire : *A l'exemple d'Enfantin...*

p. 219, premier alinéa, dernière ligne :
Au lieu de : *...à travers de restaurations fabuleuses !*
Lire : *...à travers des restaurations fabuleuses !*

p. 219, deuxième alinéa, l. 6 :
Au lieu de : *...des officiers royalistes nourris d'humanité...*
Lire : *...des officiers royalistes nourris d'humanités...*

p. 273, l. 12 :
Au lieu de : *...Aurès méridional...*
Lire : *Aurès occidental...*

p. 283, l. 12 :
Au lieu de : *...d'une manière démocratique...*
Lire : *...d'une manière anti-démocratique...*

p. 347 (Références), l. 4 :
Au lieu de : *...Cahiers Internationaux, janvier 1958.*
Lire : *...Cahiers Internationaux, janvier 1956.*